

مكتبة لاسر

Avec ce numéro, complétez votre collection

Le Monde

15, rue Falguière, 75501 Paris Cedex 15

DERNIÈRE ÉDITION
BOURSE

QUARANTE-SEPTIÈME ANNÉE N° 14119 - 5 F

MERCREDI 20 JUIN 1990

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MERY - DIRECTEUR : ANDRÉ FONTAINE

Un entretien avec M. François Mitterrand

Nuages sur La Baule

L'HOMMAGE à de Gaulle aura précédé de quelques jours un sommet marqué, quoi qu'on en dise officiellement, par la fin d'un espoir qui avait longtemps bercé le fondateur de la V^e République : le maintien de liens particuliers entre la France et d'anciennes colonies prospères et dynamiques. Jamais, lors des quinze précédentes réunions de famille, l'avenir n'avait été aussi sombre qu'à l'ouverture, mercredi 20 juin à La Baule, de la conférence annuelle des chefs d'Etat de France et d'Afrique.

Apparemment, le rituel ne changera guère. Une fois de plus M. Mitterrand parlera de la dette, pour annoncer des mesures en faveur de la Côte d'Ivoire, du Cameroun, du Congo et du Gabon, pays dits « à revenus intermédiaires » qui, jusqu'à présent, n'avaient pas pleinement profité du coup d'éponge décidé par Paris. Derrière, les représentants de pays tels que le Togo dénonceront la détérioration des termes de l'échange.

POURTANT les esprits s'acharment que ces vieilles armoiries sont un peu dépassées par la crise politique qui secoue le continent. On a bien vu, il y a quelques semaines, à quel point Paris redoute le pire. Au Gabon, des manifestations ont provoqué l'évacuation massive des Français, sous la protection d'un contingent expédié par un gouvernement redoutant par-dessus tout d'être accusé d'impudence au cas où la situation aurait échappé à M. Bongo.

Les populations africaines n'ont qu'une vue approximative de ce qui se passe en Europe de l'Est mais elles en retiennent qu'aucun régime n'est éternel et qu'un vent de liberté souffle partout. La faillite du marxisme, qui leur avait longtemps servi de vernis idéologique, incite moins les intellectuels contestataires à un examen de conscience qu'à une audace nouvelle, motivée par la certitude que les présidents en place ne peuvent plus utiliser à leur profit les rivalités entre l'Ouest et l'Est.

CESSANT d'être un champ d'affrontement pour les idéologies, l'Afrique n'est pas davantage un véritable enjeu sur le plan économique et commercial. Les investisseurs privés se retirent d'un continent qui représente seulement 1 % du commerce mondial et dont les perpétuelles demandes d'aide sont examinées avec de plus en plus de circonspection par les institutions internationales.

En d'autres temps, cette situation explosive aurait été gérée par la cellule africaine de l'Elysée, fort active, pour le meilleur et pour le pire, jusqu'au début de la décennie 80. Aujourd'hui, faute d'un successeur à l'image d'un Jacques Foccart, les décisions se prennent sans réelle concertation entre les ministères des finances, de la coopération et des affaires étrangères.

La propre fille de M. Mitterrand, contestée dans son rôle de « conseiller » pour les affaires africaines, ne constitue pas l'interlocuteur tout-puissant avec lequel les partenaires de la France voudraient traiter. Il leur reste une consolation : le chef de l'Etat ne désire pas leur éviction, convaincu qu'il est qu'aucune relève crédible n'existe actuellement chez leurs opposants.

Lire nos informations page 5

M 0147 - 820 0 - 5 00 F



- **Afrique :** « Nous ne cachons pas notre attente que s'affirment de véritables démocraties. »
- **Est-Ouest :** « Réfléchir à une aide financière, commerciale et technique à l'URSS. »
- **Racisme :** « N'acceptons aucune des injustices qui servent de terreau à la contagion extrémiste. »

Immigration, action du gouvernement, politique sociale, réforme des institutions européennes, situation de M. Gorbatchev, politique africaine de la France... Tels sont les principaux thèmes que traite le président de la République dans l'entretien qu'il a accordé au « Monde ».

« La perspective de l'intégration européenne et les problèmes de l'immigration ne vous semblent-ils pas se conjuguer pour créer une crise de l'identité nationale ? »

— Non. On ne peut appeler crise le fait que de nombreux Français se posent des questions sur deux sujets aussi sérieux. Je souhaite faire comprendre que la dimension communautaire est une chance pour la France, que la France européenne sera plus forte et plus écoutée que la France

seule, que mieux vaut une France conquérante qu'une France repliée. A cette fin, plutôt que d'une Europe hérissee de frontières, nous avons besoin de grands ensembles économiques et géopolitiques.

« Au demeurant, les valeurs sur lesquelles se fonde la Communauté européenne sont celles de la Déclaration (française) des droits de l'homme et du citoyen. Nous sommes chez nous en Europe. Il ne s'agit pas de jeter la France dans un vide historique, mais de lui offrir un nouveau champ d'action au sein d'une Europe communautaire à finalité fédérale où elle ne cessera pas d'être elle-même. La majorité des Français peuvent partager cette ambition. Le leur dis : soyons-là où se décide le sort du monde. »

— Et l'immigration, qui inquiète les uns, qui fait l'objet de surenchères politiques pour les autres ?

— La proportion des immigrés en France par rapport à notre population est la

même qu'en 1931. Mais l'évolution démographique du Maghreb et de l'Afrique noire ainsi que leurs difficultés économiques et politiques rendent le problème plus aigu, la pression plus forte, prétexte facile à qui veut exploiter en France les peurs qu'une politique équitable et persévérante a pour objet d'apaiser.

« Etudiant à Paris juste avant la seconde guerre mondiale, j'entends encore ce mot d'ordre qui emplissait le Quartier latin : « A bas les métèques ! ». Et, si je constate que l'extrême droite, à cinquante ans de distance, reste fidèle à elle-même, je ne doute pas non plus de la fidélité de la France au meilleur de ses traditions, le sens de l'universel. C'est un combat que j'entends assumer, auquel j'invoque celles et ceux qui croient en la mission de leur pays. »

— Le débat sur l'immigration vous paraît-il faire fausse route ?

— Il part souvent de bases malaisées.

— A cause de qui ?

— A cause de ceux qui ne prospèrent que dans l'agitation.

— Ne trouvez-vous pas que ces derniers temps, ce débat a commencé à dériver assez fortement, avec des tonalités racistes s'étendant même à l'antisémitisme ?

— C'est évident.

— Le terme d'identité nationale lui-même vous paraît-il satisfaisant ?

— Non. Je déplore ce vocabulaire équivoque, démagogique. La France c'est avant tout un sol, une histoire, une culture. Là est notre patrie. On connaît son formidable pouvoir d'absorption, d'unité. Faire de multiples allusions, elle est ainsi depuis mille ans. Le danger serait pour elle de changer de nature.

Propos recueillis par
ANDRÉ FONTAINE
JACQUES AMALRIC
et JEAN-MARIE COLOMBANI
Lire la suite page 2

L'« Europe sans frontières » en pointillé

En complétant l'accord de Schengen, cinq pays, dont la France, ouvrent la voie à la libre circulation des personnes dans la Communauté

La Belgique, la France, le Luxembourg, les Pays-Bas et la RFA devaient signer mardi 19 juin à Schengen, au Luxembourg, la convention complétant l'accord signé dans la même ville en juin 1985. L'accord de Schengen est considéré comme un « laboratoire », à cinq, de la libre circulation des personnes prévue, à douze, pour le 1^{er} janvier 1993.

Il aura fallu cinq ans pour que l'accord de Schengen dépasse le stade de la déclaration d'intentions. Il en faudra encore deux pour que la suppression des contrôles aux frontières communes devienne réalité. Mais le fait est... cinq pays de la Communauté européenne sont désormais prêts à édifier la pièce la plus

symbolique de l'« Europe 1993 », la libre circulation des personnes.

Le 14 juin 1985, les cinq Etats signataires s'engageaient à supprimer les contrôles à leurs frontières communes, si possible avant le 1^{er} janvier 1990. Mais pas question de supprimer les contrôles sans mettre au point un dispositif qui compense les effets de l'ouverture des frontières ! Il fallait donc se mettre d'accord sur une convention définissant les politiques d'accompagnement de l'accord de Schengen. Parmi les questions à résoudre : comment renforcer les frontières extérieures de l'« espace Schengen » couvrant les cinq territoires ? Comment harmoniser les

différentes politiques d'octroi des visas ? Comment faire en sorte que les cinq polices coopèrent ? Comment élaborer de nouvelles règles sans porter atteinte aux libertés individuelles ? Le parcours était semé d'embûches.

En décembre 1989, les négociateurs réussissent enfin à se mettre d'accord sur un texte. Mais, à la veille de la signature, le château de cartes s'écroule en raison de la nouvelle donne allemande. La RFA fait savoir à ses partenaires qu'elle souhaite ajourner la signature afin de revoir la convention dans la perspective de l'unification allemande (le Monde du 16 décembre 1989).

MARIE-PIERRE SUBTIL
Lire la suite page 7

Les Français et leurs dettes



Quarante et un mille dossiers de surendettement ont été transmis aux commissions Neiertz.

Lire page 25 - section C l'article de JOSÉE DOYÈRE

Symboles allemands

Quel nom, quels emblèmes, pour le futur Etat unifié ?

« 1990 sera l'année de l'unité allemande », a déclaré, lundi 18 juin, le chancelier Kohl, qui estime que des élections pan-allemandes auront sans doute lieu avant la fin de l'année.

BONN

de notre correspondant

La cause est entendue : l'unité étatique formelle de l'Allemagne devrait se réaliser dans la foulée de l'union monétaire du 2 juillet. La République démocratique allemande, ou ce qu'il en reste, ne devrait pas passer l'été. Seule une résistance du SPD-Est pourrait empêcher la Chambre du peuple de se saborder à la majorité requise des trois cinquièmes.

Or, ce parti vient de décider de fusionner dès le mois de septembre avec son grand frère ouest-allemand. Ses dernières réticences face à l'accélération du processus de fusion se sont évanouies devant la perspective d'avoir à affronter les difficultés sociales prévues pour l'automne : montée du chômage, hausse des prix, désorganisation de l'économie.

La question de la capitale n'étant pas de celles qui peuvent être réglées facilement - Berlin ne pourra redevenir capitale qu'une fois que le dernier soldat soviétique aura quitté la ville ou ses environs immédiats - on se penche maintenant avec tout le sérieux germanique sur la définition des nouveaux insignes nationaux.

La question de l'étendard est réglée : les manifestations de l'automne ont montré que le drapeau noir, rouge et or de la République fédérale était le signe de ralliement des foules qui ont renversé le régime communiste. L'emblème de la RDA, le marteau et le compas entouré d'épis de blé vient d'être aboli par un vote de la Chambre-du-peuple.

LJC ROSENZWEIG

Lire la suite page 9

Conférence mondiale sur le sida

Douze mille personnes réunies à San-Francisco, ville sinistrée par la maladie page 19 - section B dans notre supplément « Sciences-Médecine »

Les Kabyles et l'islamisme

Inquiétude après les élections locales algériennes page 6

Patrimoine des élus

Le rapport annuel de la commission de transparence page 10

Budget en équilibre pour Antenne 2

Le plan de M. Jean-Michel Gaillard, directeur général page 31 - section C

L'Année de Gaulle

Vu de l'étranger page 12

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 48 - section C

Les offres d'emploi se trouvent pages 32 à 45 et dans notre supplément « Emploi »



BOUKHARINE MA PASSION

ANNA LARINA BOUKHARINA

« Le témoignage d'Anna Boukharina n'est pas, loin de là, un récit complaisant. Il verse au dossier de l'Histoire une pièce qu'aucun spécialiste sérieux ne peut négliger. »

BERNARD FÉRON / LE MONDE

« Le portrait qu'Anna Larina Boukharina fait de Boukharine, grand théoricien du parti bolchévique, est tout à fait inédit et apporte nombre de précisions sur les conflits du Kremlin... C'est aussi une leçon de résistance. »

ANTOINE DE GAUDEMAR / LIBÉRATION

au Vif du Sujet
GALLIMARD

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 6 DH ; Tunisie, 850 M ; Allemagne, 2,20 DM ; Autriche, 22 SCH ; Belgique, 33 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Arabie Saoudite, 8 F ; Côte d'Ivoire, 425 F CFA ; Danemark, 12 KRD ; Espagne, 175 PTA ; Grèce, 70 dr ; Israël, 180 DR ; Irlande, 90 p ; Italie, 2 000 L ; Luxembourg, 33 FL ; Norvège, 13 KRN ; Pays-Bas, 2,50 FL ; Portugal, 150 ESC ; Sénégal, 375 F CFA ; Suède, 14 KRS ; Suisse, 1,70 FS ; USA (NY), 1,75 \$; USA (internat.), 2 \$.

« Puisqu'on joue sur les nerfs, les peurs des Français, »

Suite de la première page

— Pour revenir à l'immigration, le gouvernement a-t-il bien abordé le problème ?

— Oui, d'abord avec la loi Joxe (1).

— Il y a la politique officielle qui est le couple refus de l'immigration clandestine et intégration, et puis il y a eu une méthode qui était la table ronde.

— L'immigration clandestine ne peut et ne doit pas être acceptée. Mais la loi Joxe, en la matière, a introduit dans notre droit des garanties conformes au droit des gens, applicables à toute personne possible d'expulsion. C'était bien la moindre des choses. Quant à l'intégration, tout le monde est d'accord pour estimer qu'un immigré, admis régulièrement en France, doit être en mesure de s'intégrer puisqu'il y vit et y travaille. Et ses enfants avec lui. En allant

jusqu'à la naturalisation si elle est désirée. Cela exige dès maintenant et pour les années prochaines une volonté et un effort accrus.

— Et la table ronde ?

— Les propositions du gouvernement, tirées pour l'essentiel du rapport Marchand, rapport largement approuvé, opposition et majorité confondues, par la mission parlementaire spéciale créée à cet effet, m'ont paru excellentes (2).

— Ne pensez-vous pas que ce problème a pris un tour trop idéologique en France, alors que ce pourrait être, ce devrait être avant tout, un problème pratique ? Et que cette action doit se faire aussi bien pour les immigrés que pour les « petits blancs » ?

— Oui, je le pense. L'intégration vise tous les exclus. Pas seulement les immigrés.

— Elles vous paraissent menacées ?

— Bien sûr que non. Nous les avons même élargies. Prenons l'exemple de la liberté d'expression. Cela fait maintenant quelques années qu'il n'y a plus aucune atteinte, provenant du pouvoir exécutif, à l'indépendance de l'information. Comme cela entre dans les mœurs, on ne le remarque plus. C'est pourtant un progrès considérable et sans précédent chez nous.

— Autre exemple : la décentralisation votée en 1982 après un dur combat parlementaire contre l'opposition qui n'en voulait pas. En diffusant la responsabilité, nous avons conduit à plus de liberté. Bref, la liberté reste pour moi un objectif majeur qui exige une perpétuelle vigilance. Le choc des intérêts, des passions, des ambitions provoque en permanence des ébranlements que la République a pour mission de dépasser.

— C'est dans cet esprit que j'ai proposé une réforme constitutionnelle pour que tout citoyen puisse à l'occasion d'un litige saisir le Conseil constitutionnel s'il estime ses droits fondamentaux mis en cause par une loi. Ce projet, adopté par l'Assemblée nationale, va revenir devant elle après avoir été amendé par le Sénat.

— Et l'intégration européenne, surtout sur le plan fiscal, ne sera-t-elle pas contraire à la lutte contre les inégalités ?

— Si l'intégration européenne nous impose de rapprocher les impôts sur la consommation, elle ne nous interdit pas d'aménager les autres impôts. Il est vrai que les assurances qui nous ont été données par certains de nos partenaires sur l'harmonisation de la

fiscalité de l'épargne n'ont pas été tenues. Mais nous avons fait confiance au redressement économique de la France et nous avons eu raison. Au point que, le 1^{er} janvier dernier, nous avons avancé de six mois pour nous-mêmes l'échéance fixée par la Communauté au 1^{er} juillet. Cela se passe de commentaire.

— Vous avez tout le problème de la taxation du capital...

— Ce n'est pas simple, en effet. Mais en fin de compte notre système fiscal ne nous empêche pas de retrouver la croissance plus vite que la plupart de nos concurrents.

— L'existence d'inégalités profondes entre les différents pays de la Communauté sur la taxation des revenus du capital, constitue-t-elle une difficulté considérable ?

— Oui, c'est une difficulté. Mais au jeu complexe des comparaisons, la France ne s'en tire pas si mal. Encore pourrions-nous nous inspirer de l'exemple des Suisses ou des Américains qui ont, avec quelque courage, décidé une imposition globale du capital plus importante que celle de la France. De même qu'en Allemagne l'impôt sur la fortune est plus élevé que le nôtre.

— Cela veut dire que vous allez inciter le gouvernement à être plus courageux ?

— Mais non ! Le courage ne manque pas ! Le gouvernement a raison de préserver l'acquis économique qui, pour une large part, est dû à son action, et, grâce à cet acquis, d'entamer une nouvelle phase de sa politique sociale. Il y a là un équilibre délicat à trouver. Il y travaille. Je l'aiderai.

souffrance les demandes d'adhésion de l'Autriche et de la Turquie. Je pense qu'il serait sage de parfaire la cohésion des Douze avant d'aller plus loin. Ce qui reporterait toute nouvelle adhésion après 1992. Mais on voit également se dessiner d'autres candidatures émanant d'Europe centrale et orientale. Et comme l'Allemagne de l'Est entrera d'ici peu dans la Communauté par le biais de l'unification, cela veut dire que notre Europe rassemblera bientôt 340 millions d'habitants.

— Nous avons besoin de reprendre le souffle devant le paysage mobile qui s'offre à nous. Ce qui n'exclut pas, au contraire, d'éventuels accords d'association avec les uns ou les autres. Déjà la discussion est ouverte avec les six pays de l'AELE, comme avec plusieurs pays anciennement communistes.

— A mesure que ces derniers évoluent vers un système représentatif d'élections libres (c'est fait, pour plusieurs), ils auront vocation à prendre part, soit à la Communauté, soit à ce que j'ai appelé la Confédération européenne, ou tout organisme similaire, moins contraignant que la Communauté mais qui n'en sera pas moins doté de compétences précises, de structures permanentes, où chaque pays sera l'égal de l'autre et verra par là sa dignité respectée. Ainsi naltia, structuellement, l'Europe de l'histoire et de la géographie.

— La Confédération vous paraît une formule viable, durable ?

— Peu importe le nom. Mais « confédération » est une notion qui répond à des critères politico-juridiques connus.

« Retoucher le statut de l'OTAN »

— N'existe-t-il pas des espaces où l'Europe tout entière se retrouve ou peut se retrouver ?

— Oui, il en existe et il convient de s'en servir. Je citerai, dans des domaines très différents, la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE), le Conseil de l'Europe, l'Europe. La première présente l'intérêt de poursuivre et d'approfondir le dialogue Est-Ouest, autour des questions de sécurité et d'être disponible pour tout autre sujet ; le deuxième a pour mission, dont il use intelligemment, de s'ouvrir à toute démocratie ; le troisième associe les entreprises qui désirent mettre en commun les technologies de pointe. On ne voit pas pourquoi on limiterait sa compétence aux dix-huit pays actuellement adhérents.

— L'Europe existe plus, croyez-moi, qu'elle ne le sait elle-même. Je m'emploie à hâter le moment où ses différentes parties, telles des arcs-boutants, se rejoindront pour soutenir la même voûte.

— Et l'OTAN dans tout cela ?

— Vous avez un sommet au mois de juillet à Londres. Quelles positions va adopter la France ?

— Dans l'état présent des forces en Europe, l'OTAN est nécessaire

et doit maintenir sa cohésion. L'Allemagne unifiée comprise. Mais il sera bon de retoucher son contenu strictement militaire et qui lui donne l'allure, à mon sens dépassée, d'un « bloc contre bloc ». Ce fait, l'Alliance s'ouvrira à tous les problèmes politiques de sécurité relatifs à l'équilibre européen. Étant entendu que son champ géographique restera celui qu'a fixé le Traité et que la France y gardera son statut.

L'objectif d'une Europe assurant elle-même sa sécurité

— Que pensez-vous de la théorie du pilier européen, plus autonome ?

— En perspective, je souhaite qu'un jour l'Europe assure elle-même sa sécurité. En pratique, cela n'est pas réalisable de sitôt. D'ici là, pensons-y, travaillons. La sécu-

« Un mouvement à l'affût de toutes les angoisses »

— Comment réagissez-vous devant la victoire de l'islamisme en Algérie, lequel peut entraîner un exode massif d'Algériens vers la France ?

— Les Algériens se sont exprimés librement. Nous devons respecter leur choix. Pour le reste, la loi qui régit l'immigration en France continuera d'être appliquée selon nos normes.

— Est-il juste d'attribuer au problème de l'immigration la montée du léninisme en France ?

— Il en a été l'élément moteur. Aujourd'hui, ce mouvement, comme il l'a fait pour l'immigration, est à l'affût de toutes les angoisses.

— Faut-il, comme le demande Alain Carignon, un Front républicain face au Front national ?

— Laissons les forces politiques en décider. Celles qui engagent

l'opposition s'y sont refusées jusqu'ici.

— Quand vous parlez des angoisses qui expliquent la montée du léninisme, à quoi songez-vous particulièrement ?

— A l'arrière d'une société qui, depuis la guerre, évolue trop lentement : de tristes logements ou pas de logements, des quartiers sans air et sans âme, des villes qui n'en sont pas, de bas salaires, le chômage, à quoi se sont ajoutées, ces derniers temps, des inquiétudes sur l'avenir, face aux bouleversements en Europe. Cette énumération, qui n'est pas exhaustive, dicte notre devoir et justifie nos priorités : la réduction des inégalités par le dialogue social, l'éducation, la formation, le logement, la haute technologie appliquée. Nous avons déjà beaucoup fait dans ce sens. Une économie forte et bien gérée nous permettrait de le faire. C'est le moment, plus que jamais.

« La liberté reste pour moi un objectif majeur »

— Les deux objectifs actuels de votre septennat, achèvement de la construction européenne et réduction des inégalités, ne sont-ils pas contradictoires ?

— L'Europe unie est pour les Français une chance. Pour plus de croissance, donc pour plus d'emplois. Encore faut-il que nous ne nous endormions pas car l'Europe change à toute allure. Que nos industries soient les meilleures,

que nos entreprises investissent dans des produits d'avenir, qu'elles explorent de nouveaux marchés ! Pour tout cela, osons, soyons dédians et pas déhors. Avec une majorité de progrès, celle que nous avons, plus de croissance doit signifier plus de justice.

— Mais je vous prie d'ajouter deux objectifs majeurs à ceux que vous avez cités, le développement des pays pauvres et l'épanouissement des libertés.

— A partir du moment où les capitaux seront libres de circuler à l'intérieur de l'Europe, ils risquent d'aller s'installer au Luxembourg ou ailleurs.

— Les capitaux vont là où se trouve la prospérité. Ils ne connaissent pas de frontières. De ce point de vue, nous sommes bien placés.

— A quelle réforme institutionnelle êtes-vous plus favorable pour rendre cette Europe plus proche ?

— Rendre l'Europe plus proche s'obtient par une plus grande attention aux personnes, aux citoyens, comme cela se fait déjà pour les étudiants avec les programmes Erasmus, Tempus, etc. Chaque Européen doit se sentir à l'aise partout où il va, partout où il s'établit, hors des tracasseries de toutes sortes provoquées par des

« Rendre l'Europe plus proche »

réglements nationaux désuets, souvent contradictoires.

— Mais puisque vous me parlez de réforme institutionnelle, je compte sur l'aboutissement, dans un délai raisonnable, de l'union économique et monétaire et de l'union politique de la Communauté, grâce aux deux conférences intergouvernementales prévues et à l'entrée en vigueur, je l'espère, mais ce sera difficile, d'un nouveau traité avant le 31 décembre 1992.

— C'est ce que l'Allemagne fédérale et la France ont proposé par une démarche commune. Le Conseil européen est qualifié pour mener à bien cette tâche, car ses dirigeants sont issus du suffrage universel et conduisent les affaires de leur propre pays. Ce qui n'empêche rien à la Commission, bras séculier de notre Europe qui joue un rôle déterminant par sa capacité d'initiative et sa connaissance des dossiers. Je note à cet égard que le président de la Commission participe, et de façon très active, à toutes les réunions du Conseil.

« Plus de démocratie est nécessaire dans le fonctionnement des institutions européennes »

— Cela implique aussi un accroissement des pouvoirs du Parlement européen.

— Oui, plus de démocratie est nécessaire dans le fonctionnement des institutions européennes.

— Faut-il aussi modifier le système électoral du Parlement de Strasbourg, qui est très mal perçu ?

— Je le crois (3).

— Vous envisagez de prendre une initiative dans ce sens ?

— Je veux d'abord en discuter avec des personnalités qualifiées de tous horizons.

— Et la deuxième Chambre ?

— J'ai besoin de réfléchir à ce projet. Je lui suis, a priori, favorable dans la mesure où il s'agit d'associer davantage les Parlements nationaux à la construction commune (4).

— Et l'idée d'un président pour l'Europe ?

— Bonne idée. Si on était en mesure de la réaliser bientôt, ce serait très heureux. Mais ne rêvons pas.

— Comment voyez-vous les contours futurs de l'Europe ? Vont-ils rester à douze ou s'élargir ? Croyez-vous que les pays de l'Est puissent entrer dans la Communauté ?

— Sérons les questions. D'abord l'élargissement. Nous avons en

VOS AFFAIRES ONT BESOIN D'UN CADRE SUPERIEUR :



VOS BUREAUX POUR UN JOUR, UN MOIS, UN AN, OU VOTRE CENTRE DE CONFERENCES.

Au cœur du monde des grandes décisions, le centre d'affaires REGUS vous offre l'opportunité de traiter vos affaires rue du Faubourg Saint-Honoré, face au palais de l'Élysée. Situés autour d'un superbe jardin privé vos bureaux fonctionnent 24 heures sur 24, 7 jours sur 7 et les jours fériés si vous le désirez. Mais le centre d'affaires REGUS ne se contente pas de vous proposer « le cadre de vos décisions stratégiques ». Tous les types de services sont à votre disposition : secrétariat, interprétariat, assistance juridique, comptabilité, restauration, organisation de réunions ou conférences, réservations de voyages ou spectacles. Vous pouvez également y domicilier votre société qui bénéficiera des services de téléphone, télécopie et courrier personnalisés. De plus, si vous adhérez au Club REGUS, vous pouvez accéder, à des conditions avantageuses, aux centres d'affaires de Londres, Copenhague et bientôt Madrid. Notre réputation est fondée sur la qualité de notre équipe, formée selon les meilleurs critères de savoir-faire et de discrétion. Bien sûr, REGUS est équipée de matériels de pointe : télécopie, micro-informatique et vidéo-communication. Vos bureaux se situent au cœur du monde des grandes décisions quand vous le désirez, pour un jour, un mois ou un an... ou juste pour une heure. Pour en savoir plus, appelez le (1) 46.04.21.84.

Regus
CENTRE D'AFFAIRES

Le Monde

ABONNEMENTS VACANCES

VOUS N'ÊTES PAS ABONNÉ : Renvoyez-nous le bulletin ci-dessous, accompagné de votre règlement par chèque ou par Carte bleue.

VOUS ÊTES DÉJÀ ABONNÉ : Vous n'avez aucun supplément à payer pour que le Monde vous suive en vacances, partout en France métropolitaine. Renvoyez-nous simplement le bulletin ci-dessous sans oublier d'indiquer votre numéro d'abonnement.

DURÉE	FRANCE	ÉTRANGER* (valeur normale)	Nbre de pp
2 semaines	100 F	165 F	13
3 semaines	150 F	245 F	19
1 mois	180 F	310 F	26
2 mois	290 F	550 F	52
3 mois	400 F	790 F	78

* TARIF PAR AVION, NOUS CONTACTER AU : (1) 49-80-32-80

« LE MONDE » ABONNEMENTS
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MERY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Attention : la mise en place de votre abonnement vacances nécessite un délai de 10 jours.

● VOTRE ABONNEMENT VACANCES : DURÉE

du _____ au _____

● VOTRE ADRESSE DE VACANCES :

NOM _____ PRÉNOM _____

N° _____ RUE _____

CODE POSTAL _____ VILLE _____

PAYS _____

● VOTRE RÈGLEMENT : ☐ CHÈQUE JOINT ☐ CARTE BLEUE

● N° CB _____

Expire à fin _____ Signature obligatoire _____

● VOTRE NUMÉRO D'ABONNÉ (si vous êtes déjà abonné)

Sur minitel 3615 LEMONDE code ABO

كتابي

PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

répondons par le calme, la fermeté, la conviction

ité de l'Europe de l'Ouest a été conçue dans le cadre de l'OTAN comme un moyen de défense face à l'Union soviétique et au pacte de Varsovie. Les données actuelles n'ont pas substantiellement changé si l'on considère le rapport de forces militaires. Elles ont considérablement changé dans les esprits et dans l'approche diplomatique.

Il me paraît capital à cet égard de ne pas inspirer à l'URSS la crainte d'un encerclement. Quand le nouveau visage de la sécurité européenne verra le jour, la carte stratégique aura été bouleversée.

Commentons donc par le commencement. Achevons avec les Soviétiques la négociation sur le désarmement conventionnel. Habituellement nous ne plus raisonner en termes de blocs. Étudions les garanties de sécurité que l'URSS est en droit d'obtenir de l'alliance atlantique. Ayons l'audace de tirer les conséquences de la nouvelle phase de l'histoire de l'Europe où nous venons d'entrer. Le sommet de la CSCE nous en fournira l'occasion, vers la fin de l'année, à Paris.

En ce qui concerne l'Allemagne, pensez-vous qu'elle va rester longtemps dans l'OTAN ou bien la pression de l'opinion allemande...

Je me garde des pronostics. Je constate que le chancelier Kohl et son gouvernement se sont engagés dans cette voie, que Willy Brandt, président d'honneur du

SPD, dont l'autorité est grande, adopte cette position. Il est cependant probable qu'une grande bataille politique se déroulera en Allemagne sur ce point.

A ce propos, y a-t-il eu brouille franco-allemande?

Brouille? Non. A aucun moment. Une divergence d'appréciation sur la légitimité de l'aspiration des Allemands à l'unité? Non. J'ai été le premier dirigeant occidental à le dire, en juillet 1989, soit quatre mois avant la chute du mur de Berlin, des lors que l'unité se ferait selon des moyens démocratiques et pacifiques. Une divergence d'appréciation sur les conséquences de l'unification? Oui, d'une certaine manière. J'estimais que la présence d'un État allemand unifié au cœur de l'Europe devait entraîner du même coup la reconnaissance solennelle de l'intangibilité des frontières existantes et donc de la frontière germano-polonaise Oder-Neisse.

Le débat portait davantage sur les détails que sur le fond. J'ai insisté pour que cela fût immédiat. Finalement, les deux Parlements allemands, celui de l'Ouest et celui de l'Est, voteront avant peu deux déclarations identiques dans ce sens. C'est ce que le chancelier Kohl a annoncé lors du dernier sommet franco-allemand, qui s'est tenu en mai à Paris. Cette question est derrière nous et les relations franco-allemandes ont montré leur solidité.



« La réussite de Gorbatchev est dans l'intérêt de tous »

Cela nous amène à l'Union soviétique, une fois de plus. Comment voyez-vous son évolution? Y aura-t-il encore une Union soviétique dans quelques mois?

Si Mikhaïl Gorbatchev réussit, ce qui serait dans l'intérêt de tous, cela voudrait dire qu'il aura amélioré le niveau de vie des Soviétiques et qu'il aura assoupli, décentralisé, adapté le système constitutionnel et politique de l'URSS. Je l'en crois capable, bien que la tâche soit terriblement difficile. Sinon, le réveil des nationalismes menaçant d'implosion l'Union soviétique, celle-ci sera entraînée dans un cycle d'affrontements et de violence qui aura de graves répercussions internationales. A ce propos, j'ai l'intention de demander aux prochains sommets de Dublin et de Houston de réfléchir à l'éventualité d'une aide financière, commerciale et technique à l'URSS.

Quand la République de Roumanie déclare que ses lois ont priorité sur les lois soviétiques, on a tout de même l'impression de se trouver devant un processus de décomposition assez avancé.

Nous sommes là au cœur des choses. MM. Gorbatchev et Eltsine ne ont certainement conscience et je pense qu'ils recherchent un *modus vivendi*. Il est urgent selon moi que M. Gorbatchev s'attaque maintenant aux institutions mêmes, corset juridique-politique trop étroit pour les peuples de l'Union.

Êtes-vous favorable, après les derniers événements de Bucarest, à la suspension de l'aide à la Roumanie?

La violence est toujours condamnable. Mais, avant toute décision, les événements de Roumanie méritent une information complète. Sait-on pourquoi le pouvoir issu des récentes élections est ainsi contesté dans la rue? Sait-on pourquoi il a fait appel aux mineurs plutôt qu'aux forces régulières chargées de l'ordre public? Il ne serait pas raisonnable d'alourdir, sans autre examen, les dures conditions de vie du peuple roumain.

Pensez-vous que le moment soit venu pour la France de remettre en cause sa politique africaine et d'essayer de définir une nouvelle politique?

Il faut toujours remettre en cause une politique et se remettre en cause soi-même. Mais gardons-nous des idées reçues. Depuis longtemps l'aide française aux pays d'Afrique se traduit par des projets concrets dont l'utilité et le financement sont minutieusement étudiés par des comités d'experts et des organismes financiers extrêmement rigoureux. Les aides budgétaires deviennent, en proportion, moins importantes et leur utilisation obéit à des règles précises. La France, qui intervient souvent auprès du FMI pour qu'il tienne compte de la situation politique et sociale de tel ou tel pays d'Afrique, n'agit pas, pour ce qui la concerne, en dehors des normes de cette institution.

« Sans développement, la démocratie tourne vite à un exercice impossible »

Si des manquements sont néanmoins constatés dans l'usage de ces aides, nous réagissons aussitôt. Sans doute faut-il veiller à ce que nos concours budgétaires et les aides aux balances des paiements s'accompagnent d'un effort parallèle des États bénéficiaires pour lutter contre les fraudes douaniers et fiscales et pour éviter que les immenses avantages de la zone franc ne soient détournés de leur objet.

Je ne vois pas quelle méthode plus stricte pourrait être choisie. A moins qu'on ne veuille quitter l'Afrique et abandonner ces peuples à leur sort, ce que je ne ferais sûrement pas. De plus en plus nombreux sont les cadres africains qui comprennent que leurs pays ont besoin d'être « responsabilisés ».

Nous nous attachons à presser le mouvement tout en nous interdisant les immixtions dans leurs affaires intérieures.

Les troubles qui se multiplient en Afrique montrent que, si prise de conscience il y a, elle arrive trop tard.

Trop tard pour certains, pas trop tard pour l'Afrique. Et nous ne pouvons pas, au passage, que l'indifférence opposée par la plupart des pays riches à l'égard des pays pauvres explique, plus que la corruption et l'impéritie, l'aggravation de la crise africaine. Les relations économiques entre le Nord et le Sud sont, au fond, restées d'essence coloniale. Savez-vous que, chaque année, il y a plus d'argent qui va du Sud pauvre vers le Nord riche qu'en sens contraire.

La spéculation sur la misère et le malheur des peuples africains vient ces derniers au désespoir et à la ruine. La dénonciation justifiée des tares (parti unique, concussion, dictature d'un homme, d'une famille, d'une ethnie) que l'on rencontre en Afrique s'accompagne souvent d'une extrême hypocrisie quand les censeurs venus des pays riches font mine d'ignorer que, sans développement, la démocratie tourne vite à un exercice impossible.

Êtes-vous favorable à l'abrogation, dans les accords de défense, des articles qui prévoient une intervention française pour des raisons de maintien de l'ordre?

Sous mon autorité, la France n'a jamais fait d'intervention de cette sorte. Je pense que la logique commande d'aligner les accords de coopération militaire sur cette réalité. Nos soldats du Gabon ont protégé nos compatriotes, très nombreux dans ce pays, sans se mêler des conflits internes à ce pays. Ils y ont remarquablement réussi.

Ce qui reste dans l'opinion, c'est l'impression que la France soutient presque inconditionnellement des régimes comme ceux des présidents Houphouët-Boigny et Bongo.

Vous citez là des chefs d'État de pays souverains, indépendants...

« Un mal qui atteint notre société tout entière »

Revenons, si vous le voulez bien, en France. A votre avis, le légalisme est-il un problème de la droite ou bien un problème qui concerne l'ensemble de la société française. Et qu'en tirez-vous comme conséquence?

C'est un mal qui atteint notre société tout entière et non pas seulement une certaine droite qui paie ses complaisances.

Mais qu'allez-vous faire? Se placer sur le terrain des principes et des faits. Les principes? En engageant le débat de fond, celui qui porte sur nos valeurs de civilisation. Les faits? En s'attaquant, de front, aux

insiste là-dessus - qui se sont toujours comportés en amis loyaux de la France. C'est avec eux que nous coopérons puisqu'ils gouvernent. Et nous sommes loyaux avec eux. Mais nous ne soutenons aucun régime. C'est aux Africains de savoir qui doit les diriger et comment. En revanche, nous ne cachons pas notre attente pour que s'affirment de véritables démocraties avec multipartisme, élections libres, respect des droits de l'homme, et nous encourageons les évolutions qui y conduisent.

Beaucoup de gens critiquent la présence à l'Élysée de votre fils comme conseiller. Vous ne vous êtes jamais expliqué là-dessus.

Qu'y a-t-il donc à expliquer? Mon fils Jean-Christophe, journaliste, spécialiste de l'Afrique où il a longtemps séjourné, travaille au sein d'une petite équipe où il exerce ses compétences professionnelles. Et il le fait bien. Contrairement à l'écho venu de temps lointains et révolu, il n'y a pas de « M. Afrique » à l'Élysée. M. Jacques Pelletier est pleinement, comme il se doit, ministre de la coopération.

Comment jugez-vous la situation sud-africaine?

Elle entame, à l'évidence, un tournant décisif. Elle a la chance de disposer de deux personnalités hors série, Nelson Mandela et Frederick de Klerk. Je souhaite que leurs rendez-vous ne soient pas manqués.

Pour les sanctions?

Le moment n'est pas venu de les lever.

Toutes ou bien songez-vous à faire un geste?

Il m'arrive, certes, de m'interroger. Les mesures prises par M. De Klerk sur la levée de l'état d'urgence et de la libération des prisonniers politiques sont significatives. Je lui en suis reconnaissant. Mais les sanctions ont été décidées pour que cesse l'apartheid et l'apartheid continue.

Avez-vous été impressionné par la personnalité de M. De Klerk?

Oui, c'est un homme ouvert, courageux, clairvoyant.

semble et qui aggrave les dispositions du code pénal?

Ce projet de loi est d'initiative parlementaire et non pas gouvernementale. Je ne veux pas intervenir dans un débat parlementaire en cours.

Quand vous dites : il faut lutter avec des moyens politiques, on vous soupçonne en permanence, au contraire, d'avoir mis ces moyens politiques au service du Front national. C'est notamment le cas de Jacques Chirac.

Ma vie et mes actes démentent ce soupçon. La calomnie déçoit un terrible désarroi chez ceux qui s'y adonnent. Quand ils en arrivent là, c'est qu'ils sont perdus, qu'ils le savent, et qu'ils perdent la tête. Les mois pour eux n'ont plus de sens. Il ne leur reste que l'injure. Plus tard, dès qu'on aura le temps, on prendra pitié d'eux.

Le vote des étrangers : convaincre les Français que ce serait une mesure de justice

On vous reproche notamment d'avoir fait voter la proportionnelle en 1986 pour favoriser l'éclosion du Front national et diviser la droite.

La proportionnelle était inscrite dans le programme du Parti socialiste depuis 1972 et elle figurait parmi les 110 propositions que j'ai soumises à l'appréciation des Français en 1981. Bien avant, vous le voyez, que le Front national n'existait.

La proportionnelle est un mode de scrutin pratiqué par tous les pays d'Europe continentale. La plupart des partis démocrates-chrétiens et socio-démocrates l'ont adoptée. Les communistes et les écologistes français la réclament. M. Giscard d'Estaing a choisi la proportionnelle en 1979 pour les élections au Parlement européen. C'est à la proportionnelle que sont élus nos assemblées régionales, la majorité des sénateurs, les conseils municipaux des villes d'au-dessus de 3 500 habitants. Rejetons, s'il vous plaît, ce procès.

Quant aux effets de la proportionnelle, j'observe qu'avec cette loi le Front national a obtenu 11 % des suffrages aux élections euro-

peennes de 1984, 10 % aux élections législatives de 1986 et qu'il a atteint 14,4 % en 1988 à l'élection présidentielle après deux ans de gouvernement conservateur.

On vous accuse aussi d'agiter en permanence le vote des étrangers.

Que signifie « agiter en permanence »? C'est comme si vous reprochiez aux socialistes du XIX^e et du XX^e siècle d'avoir « agité en permanence » les droits de la femme, les droits de l'enfant, le droit à la retraite, le droit au repos, le droit à la Sécurité sociale. Ils les ont agités, en effet, jusqu'au moment où ils ont obtenu gain de cause. Ça a duré parfois longtemps! Et encore, ce n'est pas fini! Le droit de vote pour les immigrés vivant en France depuis plus de cinq ans figurait, comme la proportionnelle, parmi les 110 propositions de 1981. Qu'on me pardonne si je respecte mes engagements.

Vous ne les avez pas respectés jusqu'au bout puisque vous n'avez pas déposé de projet de loi à cet effet, alors que vous l'aviez fait pour l'abolition de la peine de mort.

C'est qu'à la différence de l'abolition de la peine de mort, le vote des immigrés aux municipales relève d'une réforme constitutionnelle. Compte tenu de la majorité parlementaire exigée par la Constitution, on sait à l'avance qu'elle est, pour le moment, hors de portée. Voilà. Il nous reste à convaincre les Français que ce serait une mesure de justice, à l'image des cinq autres pays européens qui l'ont adoptée.

J'espère que cela demandera moins de temps et de patience que les congés payés ou l'assurance-vieillesse!

Donc, à vos yeux, le Parti socialiste et le gouvernement, à la suite du bureau exécutif du PS, ont eu tort de renoncer...

Il s'agissait pour eux de préparer la table ronde. Le renoncement au vote des immigrés n'a pas été évoqué lorsqu'elle s'est tenue.

Que répondez-vous à la question : Faut-il interdire le Front national?

Que ce n'est pas ainsi qu'on guérira le mal.

Comment qualifiez-vous, vous-même, le Front national?

Est-ce à vos yeux une résurgence d'un mouvement poujadiste qu'on a déjà connu, ou est-ce plus que cela?

C'est plus que cela, beaucoup plus.

« Je souhaite que Michel Rocard réussisse »

Après deux ans d'expérience, comment jugez-vous Michel Rocard?

Le premier ministre travaille à mes côtés. Je ne me prête pas aux petites phrases.

Est-il toujours en situation? Je l'ai choisi dans cet esprit. Que dire de plus?

Lire la suite page 4

Hubert Beuve-Méry

Laurent Greilsamer

Irrespectueux quand il faut, Laurent Greilsamer ne fait jamais qu'obéir à la fameuse consigne si souvent répétée par "le patron": "Pas de léchecutage!" Son livre y gagne en acuité, en précision, en vivacité.

Jean-Claude Guillebaud, Le Nouvel Observateur

Un portrait à hauteur de modèle... L'auteur a réussi mieux qu'une brillante biographie. Il a su échapper aux images codées.

Jacques Mabeourt, L'Express

FAYARD

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication
Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1989), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1986)

Directeur de la rédaction : Daniel Vernet
Administrateurs délégués : Antoine Griset, Nelly Pierret
Rédacteurs en chef : Bruno Frappat, Jacques Amalric, Jean-Marie Colombani, Robert Solé

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE, 75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99 ; Telex 206 806 F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-60-30-10 ; Telex 261311 F MONDISIR

VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique OSP - 64, rue La Boétie, 45-63-12-66
MINITEL 36.15 CODE A3T puis OSP

Vente s/saisie au Palais de Justice PARIS Jeudi 5 Juillet 1990 à 14 h
APPELLEMENT à PARIS 10^e
214-216, rue du Faubourg-Saint-Martin - Bât. 3 - 2^e étage
Porte à droite - 3 pces et Cuis. - M. à P. : 100 000 F
S'adr. M^r R. BOISSEL, avocat à Paris 5, 9 bd Saint-Germain, Tél. : 43-29-48-58.

VENTE au Palais de Just. PARIS. Jeudi 5 JUILLET 1990, à 14 h 30
APPELLEMENT 4 P.P. - 13, CITÉ FALGUIÈRE
PARIS (15^e) - au 3^e étg. - Une CAVE - Un PARKING
MISE À PRIX : 1 200 000 F
S'adr. à la SCP. LE SOURD-DESFORGES, avocats à PARIS (7^e)
27, quai Anatole-France - Tél. : 45-51-31-60 - Ts avocats TGI PARIS.
S/place pour visiter, les 22 juin de 17 h 30 à 18 h 30 et 2 juillet de 14 h 30 à 16 h.

Vente sur saisie immobilière au Tribunal de Grande Instance de VERSAILLES Palais de Justice, 3, place André-Mignot le Mercredi 4 JUILLET 1990 à 9 h 30, en un seul Lot
PROPRIÉTÉ à ADAINVILLE
(78) - 43, route du Mesle
LIEUDIT - LA JAUNIERE - d'une contenance de 5 240 m²
Mise à Prix : 100 000 F
Pour tous renseignements s'adresser à M^r Emmanuel GUILHERS, avocat, 21, rue des Etats-Généralx, 78000 VERSAILLES. Tél. : 39-50-02-62. Et tous autres avocats à VERSAILLES.

Vente aux Enchères au Tribunal de NANTERRE (Hauts-de-Seine), le Jeudi 5 JUILLET 1990 à 14 h
APPELLEMENT à PUTEAUX
(92) - 34, quai de Dion-Bouton
de 3 pces princ., Tout confort, Cave - DEUX PARKINGS
Mise à Prix : 300 000 F
M^r WISLIN, avocat, 7, avenue de Madrid, 92200 NEUILLY-SUR-SEINE.
Tél. : 47-47-25-30 - MINITEL 3616 Code JAVEN

Avec Le Monde sur Minitel

Admissibilité :
INT INGÉNIEURS
ESC LYON
36.15 LE MONDE
Tapez RES

UN ENTRETIEN AVEC M. MITTERRAND

« La nature même de l'économie libérale est de sécréter les injustices »

Suite de la page 3

Il y a la question : Combien de temps réussira-t-il mais il y a surtout la question : Est-ce qu'il n'est pas temps aujourd'hui - nous sommes à deux ans et demi de l'échéance - de commencer à préparer les législatives ? Michel Rocard est-il l'homme qui va préparer les législatives ou bien est-ce que le calendrier doit se dérouler différemment ?

Vous consultez les astres ? Je souhaite qu'il réussisse.

A vos yeux, le gouvernement a-t-il besoin d'être ramené ?

Vous le saurez en temps utile. Depuis le congrès de Rennes, on observe un décalage dans l'opinion, non pas à l'égard du PS mais de l'ensemble : exécutif et Parti socialiste.

Rien n'est jamais acquis. Rien n'est jamais perdu.

Est-ce que vous considérez aujourd'hui que le Parti socialiste, dont le sort, j'imagine, ne vous indiffère pas, a besoin d'une rénovation ?

C'est vrai, il ne m'indiffère pas. Je suis attaché à mes amis. Mais ce qu'il doit faire est du ressort de ses militants et de ses dirigeants. Pas du mien.

Il est temps d'en venir aux inégalités sociales. Considérez-vous qu'il est urgent d'agir dans ce domaine ?

Oui. Les inégalités, j'en ai trouvé beaucoup, figurez-vous, en arrivant ! Rien d'étonnant. La nature même de l'économie libérale est de sécréter les inégalités, de les entretenir, de les aggraver. C'est encore pire quand cette économie libérale devient débridée comme ce fut le cas en France récemment. C'est pourquoi le gouvernement met en œuvre une économie mixte où l'Etat, dont c'est le rôle, et la loi, que votent les représentants du peuple, s'efforcent d'encadrer les lois du marché pour corriger les injustices.

Malgré cela, les inégalités se sont accrues pendant votre présidence, si on en croit le rapport du CERC, établi à la demande de M. Barégovoy.

Le rapport du CERC ne couvre pas ma présidence, mais mon premier septennat, puisque son enquête s'arrête en 1988. Si vous avez l'obligeance de retirer de ce septennat ses deux dernières années, pour cause de changement de majorité, reste à juger l'état des inégalités entre 1981 et 1986. Vous voyez que le champ de la polémique se rétrécit. Or c'est précisément pendant cette période que le pouvoir d'achat des catégories les moins favorisées a le plus augmenté (familles, personnes âgées, handicapés, SMIC).

Quand le prochain rapport de même CERC sera publié, il prendra en compte les mesures sociales prises par l'actuel gouvernement (RMI, crédit-formation, remboursement des soins, médicaments dits de confort pour des longues maladies, etc.), l'accroissement massif des crédits de l'éducation nationale, la loi Besson sur le logement, la diminution du chômage, la baisse des taux d'intérêt réel de l'argent, et bien d'autres choses encore.

Ne craignez-vous pas que la dégradation du marché immobilier ne contredise cet espoir ?

Vous désignez là le principal obstacle. Trop de gens s'enrichissent trop et trop vite par le seul effet de la hausse des terrains, « en dormant » comme je l'ai dit à Austerre, et cela rend notre tâche ardue. La politique du logement, donc de la maîtrise des sols, passe au premier plan de nos préoccupations.

Le problème est de savoir s'il s'agit d'une plaie guérissable. A Tokyo, les gens ont baissé les bras.

Nous ne baisserons pas les bras.

Que pensez-vous du rapport Hollande ? Est-ce une bonne façon d'attaquer le problème ?

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde
ARTS ET SPECTACLES

Vous avez certainement remarqué que beaucoup de gens qui réclament une vaste réforme fiscale se fient dès lors qu'on commence par un bout. Quant au rapport Hollande, il émane d'un jeune parlementaire dont j'apprécie le talent. Mais laissez le Parlement et le gouvernement faire leur travail avant de me poser la question.

On a eu l'impression qu'à Austerre, lorsque vous avez parlé des bas et moyens salaires, vous tanciez le gouvernement.

Ah ! les impressions ! A Austerre, j'étais l'hôte du maire de la ville, Jean-Pierre Soisson, ministre du travail et de l'emploi, dont j'apprécie beaucoup l'action. Je me suis adressé au patronat, comme je l'avais fait peu auparavant à Paris, afin qu'il engage des négociations par branche avec les autres partenaires sociaux, non seulement sur les salaires mais aussi sur les qualifications et les plans de carrière, tous sujets liés à mon avis.

Les magistrats font grève cette semaine. Que pensez-vous de ce mouvement ? L'indépendance de la magistrature est-elle menacée ?

Quatre mouvements similaires ont déjà eu lieu entre 1976 et 1981. Je pense qu'il sera bon de préciser sur ce point la rédaction ambiguë de l'article 10 de la loi organique du 22 décembre 1958.

L'indépendance dépend de la conscience des juges. Ceux-ci sont

nommés sur proposition ou sur avis du Conseil supérieur de la magistrature, que je préside. Il ne m'est jamais arrivé en neuf ans de modifier une seule des propositions de nomination faites par cette haute institution.

La malaise de la magistrature n'est-il pas, en partie, le produit de l'amnistie des délits qui concernent le financement de la vie publique ?

Certainement.

Que pensez-vous des juges qui relaxent des délinquants sous prétexte de l'amnistie ?

S'il était si facile de les relaxer, pourquoi les aurait-on condamnés ? S'ils devaient être justement condamnés, pourquoi les avoir relaxés ? L'honneur des juges n'est pas dans le code pénal.

Nous sommes dans l'Année de Gaulle, le lendemain du cinquantième de 18 juin. Tout le monde est d'accord pour dire qu'il a été un grand homme pendant la guerre. L'a-t-il été sous la Cinquième ?

Vous savez que j'ai combattu son œuvre politique. Le débat reste ouvert. Le personnage, lui, a été grand, du début à la fin.

Propos recueillis par ANDRÉ FONTAINE JACQUES AMALRIC et JEAN-MARIE COLOMBANI

PREPAS
MEDECINE
PHARMACIE

Depuis 1967, la première préparation de Paris.

Prépas annuelles pour bacheliers scientifiques. Recyclage pour littéraires.

80 % de reçus
CEPES, 57, rue Charles-Laffitte, 92200 Neuilly - 47-45-09-19

RÈGLEMENT DE COMPTES



« Incroyable ! Calculez vous-même : matériel, formation, logiciels, dans un si juste budget... Ils ont vraiment tout compris. »



COMPÉTENCES SPÉCIFIQUES
45 collaborateurs spécialisés. De l'audit logistique, à la réalisation d'objectifs professionnels précis, jusqu'au développement d'outils adaptés : MICRO VALLEY assure une collaboration technique sans faille.



APPLE CENTER SERVICES
De l'essai comparatif des matériels et logiciels, au conseil-achat et à l'étude du dossier de financement, en passant par le stock géant : MICRO VALLEY apporte des réponses complètes sans restriction.



INTERVENTION IMMÉDIATE
De la réparation immédiate, sans rendez-vous, à l'assistance technique d'urgence, en passant par l'atelier, les déplacements sur site ou le serveur 3616 code VALLEY : MICRO VALLEY intervient sans délai.



INSTITUT DE FORMATION UP-TO-DATE
De l'analyse des besoins de l'entreprise, à la formation des hommes, à travers des techniques d'information sans cesse réactualisées : MICRO VALLEY conseille et assiste l'utilisateur sans interruption.



INTERFACE QUALITÉ/PRIX
A partir d'une recommandation globale visant à accroître votre productivité et votre créativité, MICRO VALLEY s'engage à optimiser votre budget.

• 1500 M², stock géant,
• dépannage immédiat,
• institut de formation,
• parking.

40.58.00.00
INTELLIGENT SERVICE

MICRO VALLEY

1-11, rue Sainte-Lucie - 75015 PARIS - Téléphone : 16 (1) 40.58.00.00 - Télécopie : 45.77.55.71 - 3616 Code VALLEY
(Accès périphérique Porte de Sèvres - Métro Charles-Michels - Lundi - Samedi : 9 h 00 - 19 h 00.)

METROLOGE



Apple Center

Micro Valley

مكتبة

ERRAN
libéral

الحرية

ÉTRANGER

Le seizième sommet franco-africain de La Baule

A quand la rencontre de la démocratie et du développement ?

Le seizième sommet franco-africain, auquel devraient participer une vingtaine de chefs d'Etat, devait commencer mardi soir 19 juin à La Baule par un dîner offert par M. François Mitterrand à ses pairs francophones, la séance d'ouverture étant prévue le lendemain matin. Les travaux de cette conférence, à laquelle n'assisteront ni M. Félix Houphouët-Boigny, le président ivoirien, ni le maréchal Mobutu, son homologue zairois, s'achèveront jeudi 21 juin.

LA BAULE

de notre envoyé spécial

« Comment ne pas aimer l'île Maurice ? » Ce fut le cri du cœur de M. François Mitterrand, découvrant, presque ébahi, lors de sa récente tournée dans l'océan Indien, une « démocratie scrupuleuse », dans un pays communément rattaché au continent noir. Belle leçon de choses, belle entrée en matière, à quelques jours de l'ouverture du sommet de La Baule. Mais ce qui est digne d'éloges à Font-Louis est-il transposable, par la vertu de l'exemple ou de la contrainte, à Abidjan, à Libreville, à Kinshasa ?

Sous couvert d'assurer la protection des ressortissants français, le récent envoi de troupes au Gabon annon-

çait-il un changement de cap ? Paris a cru utile de rappeler, après coup, qu'il ne cautionnait aucun régime. Plus question de jouer, au grand jour, le « gendarme de l'Afrique ». « C'est trop, ce n'est pas normal », est convenu M. Michel Rocard.

Il va sans dire que l'ancienne métropole n'assiste pas toujours en spectateur indifférent ou navré aux troubles politiques qui agitent les pays du « pré carré ». Mais, lorsqu'il lui arrive de sortir de sa réserve, elle émet, pour des raisons d'efficacité, de le crier sur tous les toits. Le Bénin ne serait pas aujourd'hui sur la voie du redressement démocratique si, l'an dernier, Paris n'avait pas « mis au pas » le général Mathieu Kérékou.

Aujourd'hui comme hier, la politique africaine de la France est marquée du sceau de l'empirisme. Qui connaît un peu le continent noir sait qu'il n'existe pas de remède miracle pour le sauver, que le multipartisme n'est pas l'antidote que l'on croit à l'autoritarisme des régimes en place. Au reste, trop d'intérêts particuliers et de compromissions politiques empêchent Paris et ses obligés de procéder à une « révision déclinatoire » de rapports souvent malaisés.

Et pourtant, certains chefs d'Etat du « pré carré » commencent à trouver que l'ancienne métropole en fait un peu trop à leur encontre. « Il faut que la France cesse de nous traiter comme des gamins », se plaignait, récemment, M. Omar Bongo, le président gabonais. Lui et quelques-uns de ses pairs entendent bien s'indigner à La Baule des « campagnes de presse » dont le continent noir est la cible. A les en croire, « l'Afrique est traînée dans la boue, ses chefs sont insultés ». Même si Paris veut se garder de tout « néo-colonialisme de gauche », ses alliés africains ne peuvent plus espérer « acheter » son silence aussi facilement qu'avant. A



La Baule, M. Mitterrand devrait leur rappeler quelques bonnes recettes pour s'adapter aux temps qui changent, à savoir : transparence dans le traitement des affaires de l'Etat, moralisation de la vie publique et, surtout, respect des droits de l'homme.

A cet égard, les rapports que plusieurs organisations humanitaires, Amnesty International entre autres, viennent d'adresser aux chefs d'Etat participant au sommet franco-africain

sont accablants. A preuve, en Mauritanie, les multiples excès commis, depuis plus d'un an, par les Maures contre les Peuls ou, au Niger, les sanglantes représailles engagées, en mai, par l'armée contre les Touareg. Et que dire des violations de la liberté de la presse ? Selon Reporters sans frontières, vingt-huit journalistes ont été tués en Afrique au cours des dix dernières années et au moins vingt-trois sont emprisonnés à ce jour. M. Mitterrand n'ignore pas non plus la diffi-

culté de bâtir une démocratie « quand, note-t-il, un peuple entre dans sa misère ». Rien n'a pu lui faire plus plaisir que de s'entendre récemment qualifier par le premier ministre mauricien d'« avocat des moins fortunés de ce monde ». A La Baule, il continuera donc obstinément de prêcher pour un allègement de la dette extérieure des pays africains, notamment des pays dits à revenus intermédiaires, comme le Cameroun, le Congo, la Côte-d'Ivoire et le Gabon.

Corriger la « dérive »

Les perspectives sont plutôt sombres pour le continent africain. Signe des temps : le sommet de La Baule a été précédé par la mise en liquidation de la Banque internationale de l'Afrique de l'Ouest (BIAO). D'aucuns en arrivent à s'interroger sur l'avenir de la zone franc et, d'une manière générale, sur la volonté de certains responsables africains de « faire de l'ajustement structurel » autrement que du bout des lèvres.

« Les guichets ouverts, c'est terminé », a averti M. Jacques Pelletier, ministre de la coopération. Il n'est plus possible d'aider l'Afrique en 1990 comme on s'y employait, les yeux fermés, vingt ans plus tôt. Il importe, aujourd'hui, de corriger la « dérive », en multipliant contraintes et contrôles, de telle sorte que les concours financiers soient utilisés à

bon escient, que, par exemple, les tentes offertes par la France aux Touareg nigériens ne soient pas mises en vente sur les marchés de Niamey...

Cette « rencontre exceptionnelle entre la démocratie et le développement » qui a tant séduit M. Mitterrand à l'île Maurice n'est pas pour demain dans le reste de l'Afrique. Comme l'écrit un économiste camerounais, M. Daniel Etounga-Manguelle (1), « la cause unique, celle qui est à l'origine de toutes les dérives, c'est la culture africaine, caractérisée par son autosuffisance, sa passivité, son manque d'ardeur à aller à la rencontre des autres cultures, avant que ces dernières ne s'imposent à elles et ne l'écrasent, son incapacité, une fois le mal fait, à évoluer à leur contact, sans tomber dans un mimétisme aveugle ».

Il n'est évidemment pas dans les ambitions du sommet de La Baule d'aller aussi loin dans l'analyse de ce qui ne marche plus très bien dans le couple franco-africain. « Cette année, a dit M. Pelletier, ce ne seront pas uniquement des paroles », faisant ainsi écho à la « sortie » de M. Bongo lors du sommet de Casablanca, en décembre 1988 : « Qu'est-ce qu'on vient faire ici ? On parle, on parle, et puis on s'en va... »

JACQUES DE BARRIN

(1) L'Afrique a-t-elle besoin d'un ajustement culturel ? Editions Les Nouvelles du Sud.

ASIE

INDE : les communistes et les changements en URSS

Haro sur la glasnost !

NEW-DELHI

de notre correspondant

Avec la glasnost et la perestroïka, M. Gorbatchev est le fossoyeur du socialisme et du marxisme-léninisme. Telle est, au fond, l'opinion des communistes, qui constituent en Inde une forte minorité : lors des élections générales de novembre 1989, les forces de gauche, essentiellement communistes, ont remporté 52 sièges sur les 525 de l'Assemblée (Lok Sabha), ce qui représente environ 28 millions d'électeurs.

Le CPI (M), puissant parti qui gouverne l'Etat du Bengale et sa capitale Bombay, a récemment réuni son comité central. Sujets à l'ordre du jour : les événements en Europe de l'Est et la situation en Union soviétique. Conclusion : bilan « globalement » négatif. Le CPI (M), qu'il ne faut pas confondre avec son - petit - frère ennemi et plus modéré, le CPI (sans M), pour marxiste, appelle tous les militants à serrer les rangs et à faire face aux tentatives déviationnistes qui agitent le mouvement communiste mondial, entré dans une « sérieuse crise ».

En URSS d'abord : « La manière dont la glasnost est mise en œuvre a des effets négatifs. Au nom d'un accroissement de la démocratie et des réformes politiques, des tendances profondément enracinées se sont développées pour condamner les acquis socialistes, saper le rôle dirigeant du Parti communiste et glorifier la démocratie bourgeoise. »

Le rapport du comité central souligne que « le concept de dictature du prolétariat a été réduit à celui de dictature du parti, puis à la dictature de la coterie qui dirige le parti ». Les responsables de la glasnost, qui autorise les forces antisocialistes à utiliser pleinement les médias pour dénoncer les valeurs socialistes et encourager les forces de la réaction en Europe de l'Est à lancer une offensive contre le socialisme, et aussi parce que la glasnost est exploitée par

les forces hostiles pour « enflammer les passions ethniques ».

Notant, par exemple, qu'en Roumanie « plus personne n'ose brandir le drapeau rouge » et que dans bien d'autres pays de l'Est la victoire électorale « des forces centristes et de droite » représente une tentative pour restaurer le capitalisme, le CPI (M), manifestement le mort dans l'âme, ne peut que se dire en désaccord avec le PCUS lorsque celui-ci prétend que « ces développements constituent une renaissance du socialisme ».

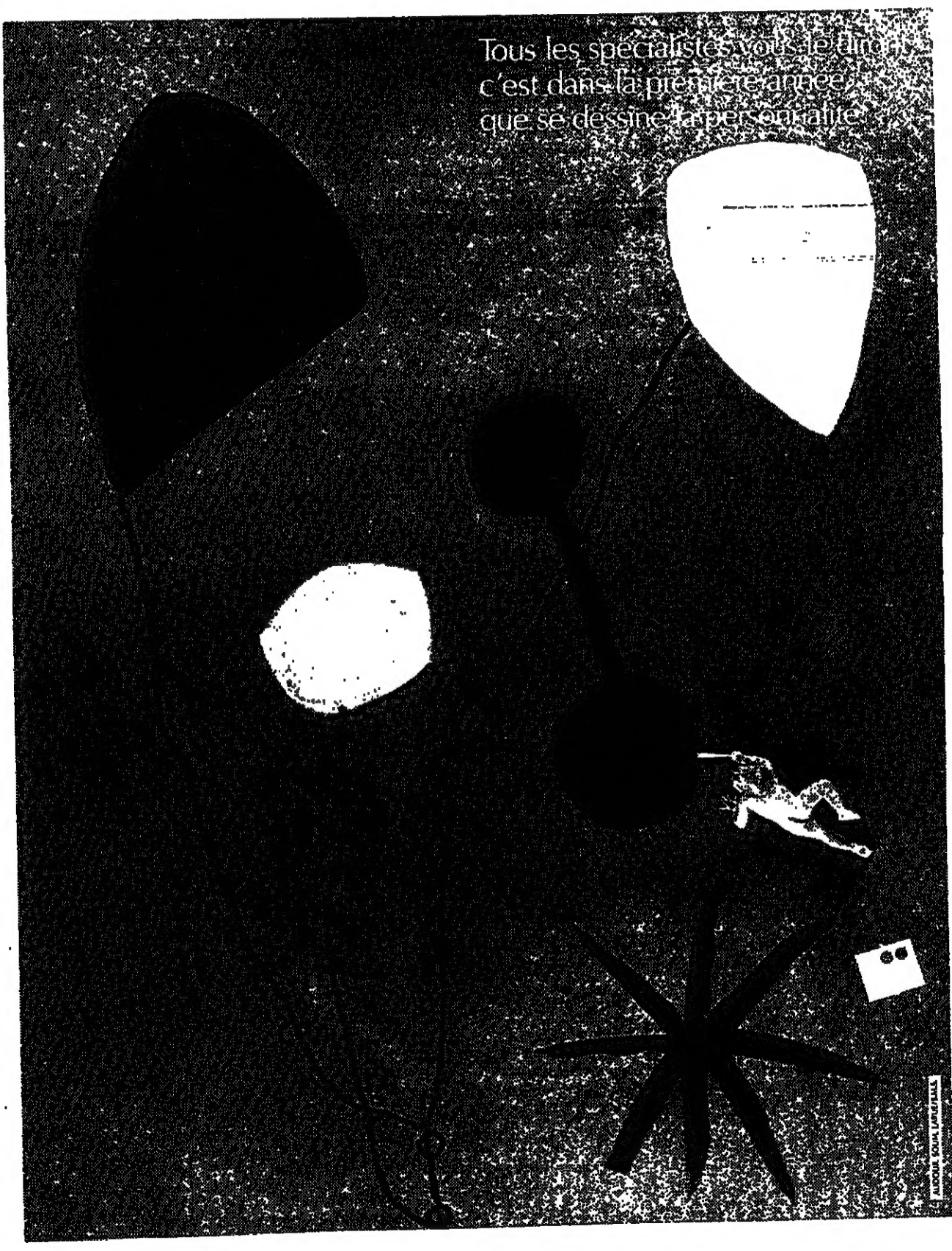
Le PC le plus stalinien de la planète

A contrario, les communistes indiens (du moins le comité central du parti) réaffirment hautement les vraies valeurs du socialisme : « L'incontestable contribution de Joseph Staline dans la défense du léninisme, contre le trotskisme et autres déviations idéologiques, la construction du socialisme en URSS, la victoire sur le fascisme, la reconstruction de l'Union soviétique ravagée par la guerre, qui lui ont permis d'acquiescer une force suffisante pour mettre en échec les agissements agressifs de l'impérialisme, sont indissociables de l'histoire du socialisme. »

Le comité central, réaffirmant que « le rôle dirigeant du parti et de la classe ouvrière sont nécessaires durant toute la période du socialisme », rappelle aux esprits ténés que le processus commencé par la révolution d'Octobre est irréversible, même si « la lutte pour consolider le socialisme passera par des tours et des détours menant parfois à des reculs et à des revers ».

Le CPI (M), apparemment, n'a pas voulu retenir la grande déprime de nombreux intellectuels communistes indiens depuis la fracture de l'Europe de l'Est, qui s'exprime dans les « terres de mission » du Bengale, du Kerala et du Tripura, et souhaite donc conserver le plus longtemps possible son titre non disputé de parti communiste le plus stalinien de la planète...

LAURENT ZECCHINI



LA SEPT. UN AN ET DÉJÀ LA CULTURE SE DÉCHAÎNE.

AFRIQUE

ALGÉRIE : ayant résisté à la poussée islamiste

La Kabylie est partagée entre la fierté et l'inquiétude

TIZI-OUZOU

de notre envoyé spécial

« Si tu as des ennemis à Alger (avec les islamistes) monte en Kabylie » : ce n'est qu'une blague comme celle consistant à demander si « le prix de l'immobilier a déjà grimpé à Tizi-Ouzou » ou celle consistant à demander si « le prix de l'immobilier a déjà grimpé à Tizi-Ouzou » ou celle consistant à demander si « le prix de l'immobilier a déjà grimpé à Tizi-Ouzou ».

Entendus à Alger ou en Kabylie, ces plaisanteries, pour réductrices qu'elles soient, reflètent en partie le sentiment éprouvé par des Kabyles - mais aussi des arabophones - devant le fait que cette région, comme le grand Sud également berbérophone, ait été « épargnée » par le raz-de-marée islamiste qui a donné au Front islamique de salut (FIS) la majorité des municipalités d'Algérie. Deux communes seulement de la wilaya de Tizi-Ouzou ont été conquises par le FIS, là où le Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD), issu du mouvement culturel berbère, en a enlevé quarante-quatre.

Une telle « résistance » confinée à l'impénétrabilité, suscite un certain sentiment de fierté à Tizi-Ouzou chez les militants du RCD ou de l'autre parti dont l'implantation est à dominante kabyle, le Front des forces socialistes (FFS) de M. Ali Ahmed, même si ce dernier a appelé au boycottage de ces élections. La Kabylie a battu tous les records d'abstention, le taux de participation à Tizi-Ouzou tournant autour de 20 %.

En dépit d'une farouche opposition entre les deux formations, leurs militants ou dirigeants sont

au moins d'accord pour affirmer que « la Kabylie est le point d'ancrage de la démocratie », selon M. Mustapha Bacha, secrétaire national du RCD, ou que « la Kabylie est un foyer de démocratie qui n'a plus à être tenu en ostracisme par les autres démocrates algériens », selon de jeunes militants du FFS. M. Bacha - qui assure dans le même temps « résister de poser le problème en termes kabyles » - insiste : « La Kabylie a besoin de la démocratie et l'Algérie a besoin de la Kabylie. »

Cette fierté, à demi avouée seulement, dans un pays où le régionalisme a très mauvaise presse, est indéniablement renforcée par le sentiment affiché que les deux seules forces capables de barrer la route au FIS sont le RCD et le FFS - qui priment toutes deux la laïcité de l'Etat - chacune revendiquant d'ailleurs l'exclusivité de cette mission. Dit plus crûment par un journaliste algérien de gauche : « La Kabylie risque de devenir un point d'appui à la résistance à l'islamisme », ou par cette jeune femme qui, à Alger, vit dans le désarroi la victoire du FIS : « La Kabylie est notre seule chance. »

L'ancrage de la démocratie

Car si les résultats des élections locales peuvent renforcer le sentiment de spécificité des berbérophones, il n'est pas question, selon eux, d'isolement ou de marginalisation, tout au contraire. Il n'est que de voir l'insistance du RCD et du FFS à affirmer leur vocation nationale et à se défendre de toute idéologie régionaliste, même si M. Bacha reconnaît que « l'ancrage sociologique du RCD reste la Kabylie ». Chacun des deux partis n'en accuse pas moins l'autre d'être un danger pour la démocratie tout en

revendiquant le leadership des « démocrates » algériens. M. Ali Ahmed ? Un « aventurier » pour M. Bacha, selon qui l'appel au boycottage des élections lancé par le chef du FFS relève de la « bêtise politique » qui a permis le succès des islamistes. Et M. Bacha revendique pour son mouvement la troisième place sur l'échiquier politique algérien derrière le FIS et le FLN.

Quant aux militants du FFS, ils sont convaincus que s'ils s'étaient présentés aux élections, ils auraient balayé le RCD, qu'ils accusent d'être l'instrument de la division de la Kabylie voulue par le pouvoir et se présentant en « recours », en dernier « espoir » des démocrates lorsque ceux-ci auront assisté à l'échec des partis qui ont concouru aux élections du 12 juin.

Outre que la violence de l'opposition entre les deux partis ne peut que les affaiblir, ceux-ci doivent faire face à un handicap de taille, qu'ils sont loin d'avoir surmonté. « Le FFS et le RCD sont coincés entre le berbérisme qu'ils ne peuvent pas laisser tomber sous peine de perdre l'essentiel de leurs troupes et leur volonté de jouer un rôle à l'échelle nationale », juge un vieux nationaliste algérien, ancien maquisard et ex-préfet de la région de Tizi-Ouzou.

Kabylie. M. Ali Zouam estime, en effet, que les formations de M. Ali Ahmed et de M. Sali Saadi « doivent débayer leur image si elles veulent avoir une véritable influence nationale », ce qui, indubitablement, obligerait d'elles le gros de leur électorat actuel et ébranlerait leurs bases. Une mésaventure dont ont été victimes des personnalités kabyles trop compromises avec le FLN pour trouver grâce aujourd'hui aux yeux des berbérophones.

Un exemple de la difficulté de ces formations à gérer leur avenir a été donné récemment lorsque le RCD a condamné une marche organisée par le Mouvement culturel berbère à laquelle il n'était pas partie prenante. Soupçonné par beaucoup de berbérophones de vouloir capter et monopoliser le mouvement berbère alors même qu'il se présente en parti d'envergure nationale, l'initiative du RCD lui a fait perdre des voix et beaucoup de crédit. De son côté, le FIS se plaint de réduire le RCD à un mouvement purement régionaliste et à le déconsidérer en arguant de sa « laïcité » - qu'il assimile à l'athéisme - pour en faire une espèce de parti de l'Occident, et plus particulièrement de la France.

Si les militants et les dirigeants des deux partis affichent en façade un optimisme à toute épreuve quant à leur capacité à affronter les islamistes lors des prochaines échéances électorales, cette certitude n'est pas partagée par tous les Kabyles dont certains, comme M. Zouam, jugent indubitable l'arrivée du FIS au sommet de l'Etat. « Implémenté localement (en Kabylie) ou pas, le FIS va prendre le pouvoir », perspective qui suscite un sentiment mitigé chez de nombreux Kabyles.

D'un côté, l'inquiétude et la crainte que peut éprouver une population « revendiquant une culture ne soit pas étouffée mais qu'elle soit reconnue ». De l'autre, une certaine assurance fondée sur l'impression qu'il serait très dur aux islamistes de « coloniser » les berbérophones puisque « quiconque s'attaquerait à leur culture deviendrait leur principal ennemi ». Il n'en reste pas moins « la peur de ce que l'on ne connaît pas », ces islamistes et « leurs excès derrière lesquels se profile l'image de l'Iran ».

YVES HELLER

La Commission des droits de l'homme de l'ONU est disposée à examiner le cas des Français rapatriés

La Commission des droits de l'homme de l'ONU est disposée à se saisir du dossier des Français rapatriés d'Algérie et à prendre contact avec Paris et Alger à ce propos, a indiqué, lundi 18 juin à New York, M. Jacques Roseau, porte-parole du Recours-France. Une délégation de cette association de rapatriés, conduite par son président, M. Guy Foray, a été reçue par M. Moktar Sissé, secrétaire général du bureau de liaison de la commission, basé à Genève.

M. Roseau a précisé que M. Sissé s'est engagé à faire étudier les questions concernant la libre circulation des 400 000 Français musulmans (harkis) en Algérie, le millier de Français disparus en Algérie après l'indépendance en 1962, et la profanation de plus de

la moitié des 633 cimetières français (chrétiens et juifs). M. Roseau a rappelé que 150 000 harkis avaient été tués au cours de la lutte de l'Algérie pour son indépendance, parlant à leur propos d'un véritable génocide.

Le porte-parole du Recours-France a estimé que des « centaines de Carpentras » s'étaient produits en Algérie depuis l'indépendance. L'association a décidé de s'adresser à l'ONU après la réponse jugée « dilatoire et offensive » du ministre français des affaires étrangères, M. Roland Dumas, à une question du député de Carpentras, M. Jean Michel Ferrand (UDF). Le ministre, selon M. Roseau, aurait proposé aux familles d'aller elles-mêmes entretenir les cimetières en Algérie. - (AFP)

AFRIQUE DU SUD

M. De Klerk a ouvert la discussion sur une nouvelle Constitution avec les chefs des homelands

Le président De Klerk garde l'initiative politique et le souci d'aller rapidement vers de véritables négociations sur une nouvelle constitution. Pour cela, il a rencontré, lundi 18 juin, au Cap, les dirigeants des homelands autonomes ainsi que les présidents des Chambres indienne et métisse du Parlement, c'est-à-dire les représentants officiels des communautés dites « non blanches ».

JOHANNESBURG

de notre correspondant

M. De Klerk avait déjà tenté d'organiser une telle réunion au mois d'avril, juste avant les premiers entretiens « historiques » de Groote Schuur entre son gouvernement et le Congrès national africain (ANC). Mais, sous la pression de l'organisation de M. Nelson Mandela - après les violences policières qui avaient fait au moins onze morts dans le ghetto noir de Sebokeng - les « chefs-ministres » des homelands avaient boycotté cette réunion. L'ANC, de son côté, avait reporté sine die ses discussions avec le gouvernement. Seuls les chefs du QwaQwa et du KwaZulu, MM. Kenneth Mopeli et Mangosuthu Buthelezi, avaient accepté de se rendre à l'invitation du chef de l'Etat. Les quatre autres s'étaient abstenus, infligeant un revers à M. De Klerk.

Cette fois, ils ont tous répondu présent. Sauf M. Kenneth Mopeli, retenu dans son bastion du QwaQwa par des élections, et le « chef-ministre »

du KwaNdebele, qui s'est fait représenter par son ministre de l'intérieur, M. Solly Mahlangu. MM. Mangosuthu Buthelezi, du KwaZulu, Enos Mabuza, du KaNgwane, Nelson Ramodike, du Lebowa et Hudson Ntsanwisi, du Gazankulu, ont donc siégé avec le président de la Chambre des représentants (métis), M. Allan Hendrikse et le président de la Chambre des députés (indiens), M. Reddy, face à la délégation gouvernementale. Le ministre du développement constitutionnel, M. Gerrit Viljoen, son adjoint, M. Rolf Meyer, le ministre des affaires étrangères, M. Pik Botha, le ministre de la loi et de l'ordre, M. Adrian Vlok et le ministre de la justice, M. Kobie Coetsee, tous étroitement impliqués dans la préparation des réformes constitutionnelles, accompagnent le président de la République.

L'exceptionnelle discrétion qui a entouré cette rencontre, selon la presse sud-africaine, est dictée par le souci de ne pas inciter la direction du Congrès national africain à faire de nouveau pression sur les dirigeants des homelands, déjà tous prêts, à l'exception du chef Buthelezi, à soutenir l'ANC dans le processus de négociations avec le pouvoir blanc. Très irrité par l'attitude des responsables de l'ANC qui continuent de prôner le maintien des sanctions et ne manifestent pas le désir d'engager rapidement de véritables négociations, le président De Klerk espère bien, par cette opération, mettre en porte-à-faux l'organisation de M. Nelson Mandela.

FREDERIC FRITSCHER

Assassinat d'un dissident de l'ANC

JOHANNESBURG

de notre correspondant

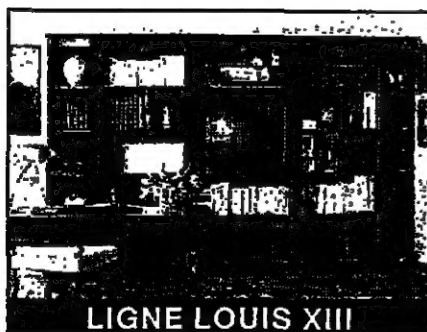
Sipho Malcolm Phungulwa, vingt-six ans, n'aura pas profité longtemps de sa liberté en Afrique du Sud. Militant actif de l'ANC, avant d'entrer en conflit avec son organisation, il avait regagné son pays, le 24 avril, en compagnie de sept autres dissidents. Arrêté à son arrivée à Johannesburg, en vertu de la loi sur la sécurité intérieure, puis libéré, en même temps que ses compagnons, le 15 mai, il a été assassiné, dimanche 17 juin, à Umata dans le homeland du Transkei.

Au cours d'une conférence de presse, organisée la veille dans un hôtel de Johannesburg, il avait déclaré savoir que sa vie était

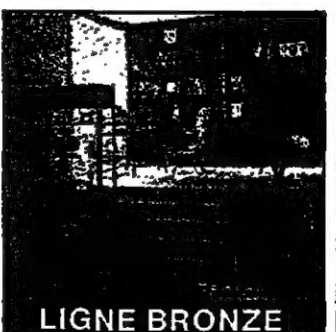
menacée. Il était de ceux qui, au mois d'avril, avaient révélé que l'ANC torturerait ses opposants dans ses camps en Angola, ce que M. Nelson Mandela avait confirmé peu après. M. Phungulwa a décrit avec précision les sévices infligés, avant d'appeler « la communauté internationale, l'OUA, Amnesty internationale, les Nations-unies et les Eglises sud-africaines » à aider les autres dissidents de l'ANC toujours en exil à rentrer au pays. Selon certaines sources, M. Phungulwa aurait été tué par deux hommes armés, alors qu'il avait rendu peu de temps auparavant une visite au bureau de l'ANC à Umata, en compagnie d'un autre dissident qui aurait disparu depuis.

F. P.

16 lignes de bibliothèques "intelligentes"



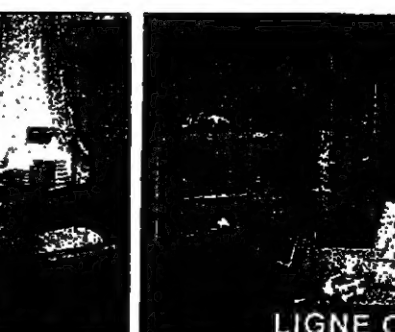
LIGNE LOUIS XIII



LIGNE BRONZE



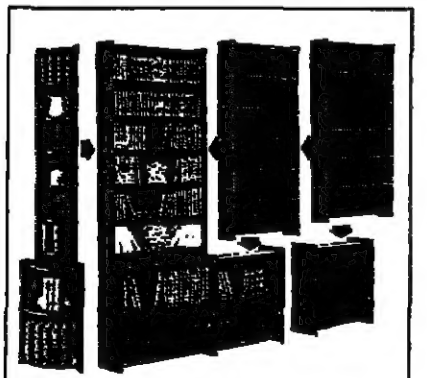
LIGNE TOSCANE



LIGNE OR



LIGNE STANDARD



LE PLUS GRAND CHOIX DE BIBLIOTHÈQUES JUXTAPOSABLES % SUPERPOSABLES

Chaque bibliothèque peut être utilisée seule, ou par juxtaposition et superposition « former des ensembles à la mesure de vos besoins, de votre espace, de votre budget. Aucune fixation murale. Elles sont donc aisément démontables, déplaçables d'une pièce à une autre ou démontables et peuvent vous suivre partout. Intelligentes, ces bibliothèques évoluent, comme vous, avec vous !

Quand une ligne présente des moules, en haut comme en bas, celles-ci sont amovibles (système exclusif). Vous pouvez ainsi créer des ensembles juxtaposés plusieurs meubles sans laisser d'espace entre eux.



Porte coulissantes

Tous les rayons vitrés des bibliothèques de la ligne « Standard » peuvent être équipés de portes pleines coulissantes de 8 mm d'épaisseur, avec poussoirs dorés. La profondeur utile du rayon n'est diminuée que de 5 mm.

Blocs-tiroirs

Certaines lignes peuvent être équipées de blocs de deux ou quatre tiroirs en 4 largeurs : 64, 78, 94 et 126 cm.

VENEZ LES VOIR A

La maison des

BIBLIOTHEQUES

61 RUE FROIDEVAUX A PARIS 75014

Les Douze n

Europe sans front

ui se "ra

LIGNE RIALTO

DANS

EUROPE 93

La préparation du conseil européen de Dublin

Les Douze n'ont pas encore abordé le débat sur l'union politique

LUXEMBOURG
communautés européennes
de notre correspondant

Le Conseil européen, qui se réunira les 23 et 24 juin à Dublin, décidera vraisemblablement de convoquer pour la fin de l'année une conférence intergouvernementale sur l'union politique, qui se tiendra parallèlement à celle déjà prévue sur l'union économique et monétaire (UEM). Les ministres des affaires étrangères des Douze, réunis lundi 18 juin à Luxembourg, ont en effet estimé à une large majorité qu'une telle conférence était souhaitable. M. Douglas Hurd, secrétaire au Foreign Office, a d'ailleurs le plus réticent, n'a d'aucune manière donné l'impression de vouloir boycotter l'exercice.

Cependant, le rapprochement des positions des Douze porte sur la procédure. Il n'y a pas eu de débat de fond, même au niveau des représentants personnels des ministres qui avaient été chargés du dossier voilà un mois. Le rapport de quatre pages qu'ils ont rédigé et que les ministres chefs d'Etat et de gouvernement, pose de façon détaillée les questions que soulève la transformation de la Communauté en une union politique (extension des compétences de la CEE, démocratisation de ses procédures, modification éventuelle des mécanismes institutionnels, projet d'une politique étrangère et de sécurité commune).

Mais aucune position n'a été arrêtée, même sur les objectifs à atteindre. Ce rapport laisse le champ

libre aux ambitions si le conseil européen considère qu'il faut voir loin, mais il peut aussi déboucher sur un projet plus modeste - ce que M. Delors appelle « l'acte unique bis ».

Les Français et les Allemands, à l'origine de l'exercice, ne sont pas plus explicites et certains - tels les Néerlandais - le leur reprochent. Ils jurent cependant leurs grands dieux que leur concentration se développe sans ombre ni tension. « Il n'y a pas eu entre nous la moindre fausse note », a commenté M. Dumas.

La question du siège du Parlement

La préparation de la conférence intergouvernementale sur l'UEM est, quant à elle, achevée. C'est ce qu'a

exprimé avec netteté M. Jacques Delors, apparemment irrité par les propos tenus quelques jours plus tôt par M. Karl-Otto Poehl, le président de la Bundesbank, sur une union économique et monétaire à « deux vitesses » qui serait mise en œuvre, pour commencer, par les cinq Etats dont la convergence des performances économiques est la plus manifeste (la RFA, la France et les trois pays du Benelux).

La préparation de la conférence, a expliqué le président de la Commission, a permis d'identifier un certain nombre de questions clés sur lesquelles il existe des divergences et qui doivent maintenant être traitées de façon politique par la conférence intergouvernementale.

M. Delors a cité six questions : 1) Faut-il imposer un long délai

avant l'entrée en application de la convention. Il faudra de vingt et un à vingt-quatre mois pour mettre en place ce système informatisé d'échange de données. C'est donc, au mieux, à la mi-1992 que la convention pourra entrer en application. Le fichier central du SIS, installé à Strasbourg, sera alimenté de données concernant : les étrangers faisant l'objet d'un refus d'admission pour des motifs d'ordre public ou de sécurité, les personnes impliquées dans le grand bandi-

tisme, les personnes recherchées dans le cadre d'une procédure judiciaire, les personnes disparues, les mineurs en fuite et les objets recherchés. Il n'y a là rien de nouveau : le texte qui devait être signé en décembre contenait ces dispositions.

De même, en matière d'octroi des visas, l'objectif demeure l'harmonisation. Les signataires s'efforcent d'avoir une liste identique de pays pour lesquels les visas sont nécessaires (le chiffre tourne, pour les Cinq, autour de la centaine). Ils n'y sont pas encore parvenus : reste, selon M. Hubert Blanc, le négociateur français de la convention, « une zone floue de trois à quatre Etats » (dont les ressortissants ont besoin de visas pour entrer sur le territoire d'un des partenaires du groupe de Schengen, mais pas sur tous).

Quatre cas difficiles

Le but n'est d'ailleurs pas de parvenir à la création d'un visa qui serait valable sur l'ensemble du territoire couvert par les cinq pays. Car la ligne de mire reste la Communauté des Douze, à laquelle la notion de visa européen doit être réservée.

En fait, le travail effectué au sein du « groupe des Cinq » a valeur d'exercice. Nul doute que les

l'URSS pour contribuer à la sortie de la crise et opérer, sans soubresaut majeur, le passage à l'économie de marché. « C'est un débat difficile qui s'amorce à peine et dont il sera question à Dublin, puis à Houston, ou sommet des Sept. Aucun chiffre n'a été arrêté, mais j'ai l'impression que des approches ont déjà été faites par les « Soviétiques », a expliqué M. Dumas.

Le ministre français des affaires étrangères est décidé à poser sans détour, à Dublin, le problème du siège du Parlement. Il a invité ses partenaires à souscrire à une courte déclaration faisant part de la volonté des Douze « de fixer définitivement le siège du Parlement européen à Strasbourg où se tiennent ses sessions plénières ». On attend les réponses...

PHILIPPE LEMAITRE

« L'Europe sans frontière » en pointillé

Suite de la première page

L'acte final stipule que « la convention ne sera mise en vigueur que lorsque les conditions prévues à l'article 1 de la convention des Etats signataires et que les contrôles aux frontières extérieures seront effectués ».

Traduction de cette phrase à destination de Bonn : la convention n'entre en application que lorsque l'Allemagne réunifiée sera en mesure de faire de sa frontière orientale (la fameuse ligne Oder-Neisse) une frontière extérieure de l'espace Schengen comme les autres.

Les cinq partenaires sont donc partis de l'hypothèse qu'il faudra moins de temps aux deux Allemagnes pour se réunifier qu'il ne leur en faudra pour faire entrer le texte en application. Logique... Tout d'abord, ce texte doit être ratifié par les cinq Parlements, et au doute que cela ne se fera sans quelques grincements. Aux Pays-Bas, seul pays où l'accord ait donné lieu à débat, les parlementaires se sont insurgés contre le secret qui entourait les négociations et se sont alarmés de l'éventuelle remise en cause de la politique d'octroi du droit d'asile. Un seul parti (le Parti chrétien-démocrate) s'est engagé à ratifier le texte, et l'attitude des autres formations reste imprévisible pour l'instant.

Un travail de « débroussaillage »

Si les Néerlandais critiquent le texte parce qu'ils y voient une atteinte aux libertés individuelles, la création d'une « Europe des polices », certains Français risquent quant à eux de dénoncer la

construction d'une « Europe passoire »... M. Jacques Chirac ne déclarait-il pas, dimanche 17 juin au « Club de la presse », qu'il fallait « renforcer les contrôles aux frontières » pour endiguer l'immigration clandestine ? Ce à quoi les

signataires de la convention pourrout répondre que les frontières seront effectivement renforcées : si, entre les Pays-Bas et la Belgique, ou entre la France et l'Allemagne, les contrôles seront effectivement supprimés, en revanche aux frontières extérieures, c'est-à-dire dans les ports, dans les aéroports, ou aux frontières terrestres avec les pays tiers, ils seront renforcés.

Plus que les ratifications, c'est la mise en place du système d'information Schengen, ou SIS, qui

Le contenu de la convention

Mis à part les ajouts concernant l'intégration de la RDA dans l'espace Schengen et quelques retouches, la convention signée mardi 19 juin par M. Edith Cresson, ministre française des affaires européennes, et ses homologues du groupe de Schengen, est pratiquement identique à celle qui devait être paraphée en décembre 1989 (le Monde du 16 décembre 1989).

Cette convention, composée de 142 articles, prévoit les dispositions à prendre pour renforcer les contrôles aux frontières extérieures de l'espace Schengen (c'est-à-dire les frontières non communes aux cinq Etats), harmoniser progressivement certaines politiques comme celle concernant l'octroi des visas, et organiser la coopération entre les systèmes judiciaires, les services administratifs et les polices. En la matière, il est notamment prévu que les cinq partenaires disposent du droit de poursuivre une personne - dans des cas délimités - sur le territoire de ses partenaires. En France, ce droit ne sera pas

limité dans l'espace, mais il ne sera pas accompagné de celui d'interpellation.

La convention de Schengen ne concerne que la circulation des personnes et non leur installation. Elle stipule notamment que les ressortissants des pays tiers, présents sur un des territoires, devront obligatoirement se déclarer lorsqu'ils se rendront sur l'un des quatre autres.

Sous la pression des Allemands, le dispositif imaginé pour garantir la protection des données échangées entre les polices dans le cadre du Système d'information Schengen (SIS) a été renforcé. Il était déjà prévu que chaque Etat signataire désigne un organisme indépendant - en France, la Commission nationale informatique et liberté (CNIL) - chargé de contrôler les données fournies par le pays concerné, chacun des cinq organismes étant représenté au sein d'une autorité commune de contrôle (la Belgique, qui ne dispose pas pour l'instant de l'équivalent de la CNIL, s'est engagée à créer un organisme similaire). « Nous

avons verrouillé le système de protection », explique le négociateur français, le préfet Hubert Blanc, en évoquant le long chapitre consacré à la protection des données personnelles, qu'elles soient ou non informatisées.

Autre innovation : le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), qui s'était plaint de ne pas avoir été associé aux travaux de négociateurs, a été consulté en matière de droit d'asile. Dans ce domaine, aussi, des précautions ont été prises : un demandeur d'asile peut se faire communiquer les informations échangées le concernant ; les signataires rappellent leur engagement à coopérer avec les services du HCR, etc. Les inquiétudes dont Amnesty International et de nombreuses associations humanitaires néerlandaises s'étaient fait l'écho ont porté des fruits.

M.-P. S.

La guerre d'Algérie

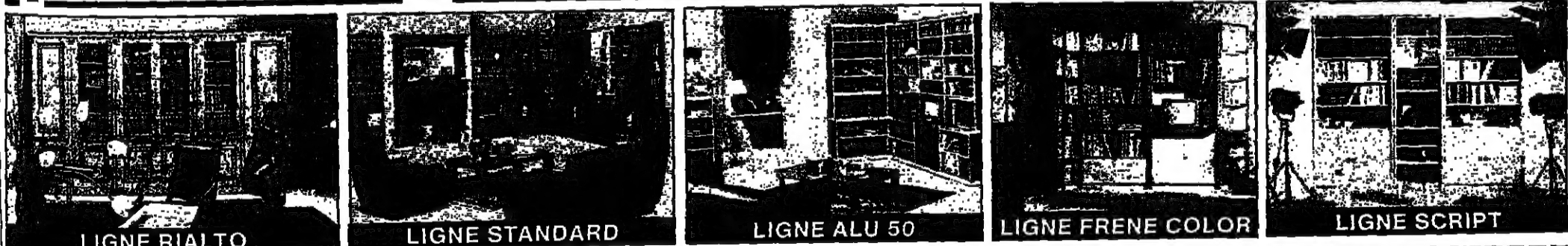
Dossier et témoignages réunis et présentés par Patrick Ereno et Jean Planchais

Une remarquable fresque du drame algérien

Une coédition

LA DECOUVERTE Le Monde

qui se "rangent" à toutes vos exigences !



Portes abattantes
Pour former bar ou secrétaire, les modèles "Encyclopédies" et "Tous formats" peuvent être équipés de portes abattantes avec une étagère intérieure amovible et réglable.

1/2 tablettes libraires
Pour les rayons de 30 cm ou de 38 cm de profondeur peuvent recevoir des 1/2 tablettes libraires permettant le rangement de deux rangées de livres.

Plateau coulissant micro Meubles HI-FI
Certaines lignes de bibliothèques peuvent être dotées d'un plateau coulissant pour faire avancer le clavier d'un micro-ordinateur, par exemple, ou de niches HI-FI ou TV, avec ou sans plateau avançant et tournant jusqu'à 90°.

Pour découvrir "l'intelligence" de nos bibliothèques, venez les voir dans l'un de nos 28 MAGASINS ou "POINTS-EXPO" ou demandez le tout dernier catalogue gratuit en couleurs.

CATALOGUE 80 PAGES GRATUIT EN COULEURS !
Vous y trouverez tous les modèles, toutes hauteurs, toutes profondeurs et tous les prix.

Venez l'étudier avec nos spécialistes dans l'un de nos 28 magasins

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

LA MAISON DES BIBLIOTHEQUES 75690 PARIS CEDEX 14
OU PAR TEL. ENREGISTREUR 24 H/24 : (1) 43 20 73 33.

OU DANS L'UN DES 28 MAGASINS EN FRANCE

ADRESSES
PAGE
SUIVANTE...

EUROPE

ROUMANIE : la répression à Bucarest

Pour M. Iliescu, il y a opposition et opposition...

Manifestement, pour M. Iliescu, il y a opposition et opposition. A première vue, les deux ont été malmenés lors de la descente des mineurs sur Bucarest, la semaine dernière. A y regarder de plus près, pourtant, l'une a plus souffert que l'autre. Et cette distinction est lourde de sens pour l'avenir de la Roumanie.

Les sièges des deux partis politiques qui ont participé aux élections du 20 mai, le Parti libéral et le Parti paysan, ont été copieusement saccagés par les barres de fer des mineurs; tout le matériel, notamment d'imprimerie et de propagande, y a été détruit. Le chef du Parti libéral, M. Radu Campeanu, s'est caché jusqu'au samedi 16 juin-avec l'aide, d'après ses propres déclarations, de sept soldats et d'un officier - tandis que M. Ion Ratiu, le chef du parti paysan, échappait sain et sauf à la mort venue tout à coup à son domicile.

Pourtant, tout en protestant contre de telles violences, les deux dirigeants n'ont pas remis en cause leur participation à la vie politique, aux côtés des leaders du Front du salut national, qui a cautionné ces violences. Les partis d'opposition «pourront continuer à agir comme par le passé», a même affirmé M. Campeanu. Le président Iliescu ne venait-il pas de pousser la délicatesse jusqu'à lui téléphoner pour «prendre de ses nouvelles»? Quant à M. Ratiu, l'optimisme qu'il affichait en sortant d'un entretien avec M. Iliescu a tonné les journalistes: «M. Iliescu, a-t-il déclaré, m'a exprimé personnellement sa sollicitude et a été heureux de constater que je n'avais rien».

M. Iliescu n'a apparemment pas cherché à s'enquérir de l'état de santé du leader des étudiants, Marian Munteanu, sévèrement poussé à tabac et qui vient d'être arrêté à l'hôpital, ni des états d'âme des intellectuels du Groupe du dialogue social, dont les noms étaient systématiquement conspués par les

mineurs et leurs sympathisants. Car telle fut bien, en fait, la cible prioritaire du raid de ces pseudo-milices ouvrières désemparées de se transformer en «garde nationale», souhaité par M. Iliescu à «bonne note» samedi en les remerciant: la cible prioritaire, c'était l'opposition extraparlamentaire, tout ce qui s'exprimait et contestait en dehors des canaux officiels, depuis les «golans» de la place de l'Université jusqu'aux poètes et intellectuels indépendants.

Selon des témoignages recueillis par Mihnea Berindei, vice-président de la Ligue roumaine des droits de l'homme, deux femmes ont été battues après avoir été prises pour la poétesse Anna Blandiana. Des gens comme Octavian Paler, directeur du quotidien d'opposition *Romania libera*, son rédacteur en chef Petre Mihai Bocu, le philosophe Gabriel Licanu et même l'ancien ambassadeur à Paris Alexandre Paleologu -

ont été résumés par Mihnea Berindei, «tous ceux qui s'étaient exprimés le plus clairement contre le Front» - ont été dénoncés à la télévision comme les fauteurs de troubles, voire comme des «fascistes», par des ouvriers indignés.

Romania libera (tirage: 800 000 exemplaires) a été empêché de paraître, de même que plusieurs publications d'opposition. Le grand quotidien reparaitra sans doute; mais dans quelles conditions? «En tenant compte des positions des syndicats des typographes», comme a tenu à le préciser le ministre Roman. Quant à la façon dont la télévision a couvert les événements de la semaine dernière, ou plutôt dont elle ne les a pas couverts, elle est toute illusion à ceux qui en avaient encore.

Au lendemain des élections du 20 mai, Alin Teodorescu, président du Groupe pour le dialogue social,

encore sous le choc de l'écrasante victoire du FSN, tenait de se consacrer en prévoyant que l'intelligence roumaine serait mieux à même de jouer son rôle d'opposition en dehors des institutions. «Notre présence dans les mass media comptera beaucoup plus que notre présence au Parlement», nous disait-il. Tout laisse à penser aujourd'hui qu'il n'y aura pas de place pour cette opposition-là dans les mass media roumains.

Mais le régime de M. Iliescu a besoin de l'aide internationale. Pour cela, il lui faut pouvoir maintenir l'illusion d'une opposition légale, celle de deux partis qui continuent d'exister, mais affaiblis et solidement encadrés au Parlement. D'autres avant M. Iliescu ont expérimenté le procédé: c'est à peu près sur ce modèle-là, celui d'un parti dirigé par des partis satellites, qu'ont fonctionné la plupart des régimes communistes en Europe dans les années de l'après-guerre.

SYLVIE KAUFFMANN

Trois dirigeants du mouvement de contestation inculpés

BUCAREST

de notre envoyé spécial

En inculpant, lundi 18 juin en fin d'après-midi, d'incitation à la violence trois des principaux leaders du mouvement de contestation - le président de la Ligue des étudiants, Marian Munteanu, Dumitru Dinca et Nica Leon, deux personnalités très présentes en mai place de l'Université - les autorités roumaines n'ont-elles pas pris de nouveau le risque de relancer l'agitation au moment même où des tentatives de dialogue semblaient s'ébaucher à Bucarest?

On pouvait croire, en effet, à l'écoute des déclarations de plusieurs responsables du pays, qu'en

attendant que la lumière soit faite sur le déroulement exact des événements des 13, 14 et 15 juin le pouvoir, soucieux notamment de son image internationale, tenterait de calmer les esprits. Marian Munteanu, qui, gravement blessé par les mineurs, se trouvait à l'hôpital des urgences de Bucarest, a été transféré dans un hôpital dépendant du ministère de l'Intérieur dès que son inculpation a été prononcée.

Les leaders étudiants - ceux qui n'ont pas été arrêtés ou qui ne sont pas à l'hôpital - ont donné une conférence de presse lundi en début d'après-midi pour redire qu'ils avaient toujours prôné la non-violence et qu'ils n'étaient en rien responsables des mouvements des 13 et

14 juin. Ils ont aussi déclaré qu'en tant qu'organisation ils n'avaient pas demandé à leurs adhérents de réoccuper la place de l'Université, qui a été investie dimanche soir par une certaine de contestataires.

Ces derniers, plus nombreux lundi en fin d'après-midi, criant des slogans hostiles au président Iliescu, ont quitté la place dans la nuit. Le nouveau ministre de l'Intérieur a obtenu le feu vert des députés pour faire rétablir l'ordre sur la place.

L'ambassadeur des Etats-Unis à Bucarest a, pour sa part, vivement critiqué l'attitude des autorités roumaines cette dernière semaine. «Le processus démocratique est bloqué en Roumanie», a-t-il déclaré.

JOSE-ALAIN FRALON

BULGARIE : les résultats des élections

La victoire des ex-communistes est limitée par les succès de l'opposition

Qui a remporté les élections bulgares? Si l'on en croit les chiffres, l'ancien Parti communiste, rebaptisé Parti socialiste (PSB), a réuni 211 sièges sur 400, le PSB aura la majorité absolue dans la future assemblée législative et constituante élue pour dix-huit mois. Le PSB peut ainsi se targuer d'être le seul des partis communistes non look d'Europe centrale à s'être maintenu au pouvoir par les urnes.

Les résultats, pourtant, sont beaucoup plus nuancés. Le score réalisé par l'Union des forces démocratiques (UFD), mouvement disparate et incertainement né d'existait pas il y a seulement huit mois, est important, compte tenu des spécificités bulgares. «Impressionnant», commente même le premier ministre (PSB), M. Andreï Loukanov. Telle impressionnant qu'il a même, en l'espace de quelques jours la semaine dernière, après le premier tour, semé un début de panique dans les rangs des anciens communistes.

La force de l'opposition bulgare se situe désormais à deux niveaux. Dans la rue, d'abord: l'UFD a emporté les grandes villes, Sofia, où

24 des 26 députés élus au scrutin majoritaire uninominal sont des élus de l'opposition, Plovdiv, Varsovie. Elle a réuni un demi-million de personnes sans incidents pour un meeting géant à la veille du premier tour. Si la Bulgarie profonde a résisté au changement, la population de Sofia a pris conscience de sa force, elle qui s'était habituée pendant des siècles, pendant des décennies depuis la guerre, à se tenir et à faire le dos rond. «Le peuple s'est réveillé», commente la romancière Blaga Dimitrova.

La force de l'opposition bulgare, c'est aussi à présent sa représentation au Parlement: avec 184 députés

non communistes sur 400, elle peut bloquer les lois constitutionnelles et les projets de loi portant sur la réforme économique, pour lesquels une majorité des deux tiers est requise. «Nous avons deux victoires possibles», nous a déclaré le président de l'UFD, M. Jeljou Jeliev. «La meilleure solution était de gagner avec 65 % des voix et d'éliminer les communistes du gouvernement. Mais la Bulgarie n'est pas la Pologne, ni la Tchécoslovaquie ni la Hongrie. Les gens ne sont pas encore libérés de la peur, les structures totalitaires ne sont pas démantelées. L'autre victoire possible, c'est ce qui vient de se passer, avec 30 à 40 % des voix pour

l'UFD: le PSB va devoir former un cabinet seul et faible avec, en face de lui, une opposition puissante au Parlement. Pour nous, remporter les élections avec 50 % des voix aurait été très mauvais, nous aurions dû former un gouvernement et assumer cette économie en ruine».

Les dirigeants du PSB le savent. Ils savent aussi qu'une dynamique est maintenant lancée en Bulgarie et qu'elle est du côté de l'opposition. L'UFD restant sourde à ses offres de gouvernement de coalition, on semble s'acheminer à Sofia vers un gouvernement d'experts, appuyé par les commissions parlementaires. S. K.

Les difficultés de la presse d'extrême gauche européenne

- Portugal : le quotidien «O Diário» cesse de paraître
- Italie : «Il Manifesto» est en crise

De nos correspondants

Le quotidien *O Diário*, organe du Parti communiste portugais

(PCP), a cessé de paraître mercredi 13 juin. «Il s'agit d'un événement douloureux», indiquait un communiqué du parti, justifiant cette décision par des raisons économiques et financières.

Le premier numéro de *O Diário* est paru le 10 janvier 1976. Un mois et demi auparavant, un mouvement militaire dirigé par le général Ramalho Eanes avait chassé du pouvoir les forces les plus à gauche de l'échiquier politique portugais. Ayant perdu sa capacité d'intervention auprès des principaux moyens d'information, à l'époque tous nationalisés, le PCP s'était vu obligé de créer son propre quotidien.

Le projet journalistique suscita au début l'enthousiasme des militants. Des «rencontres avec les lecteurs» étaient organisées un peu partout dans le pays. Les ventes dépassaient régulièrement les cinquante mille exemplaires. Mais petit à petit l'enthousiasme s'est évanoui. Les «rencontres avec les lecteurs» ont été supprimées faute de participants. Ces derniers temps, *O Diário* ne vendait pas plus de trois mille exemplaires. Ses coûts de fabrication avaient considérablement augmenté.

Victime lui aussi de l'écroulement communiste international, mais également des changements véritablement révolutionnaires entrepris par le Parti communiste italien (PCI), *Il Manifesto*, dernier «quotidien communiste» de la péninsule, est en pleine crise: les

trois directeurs-fondateurs du quotidien ont tour à tour présenté leur démission.

M. Rossana Rossanda, M. Luigi Pintor et M. Valentino Parlato, tous trois exclus en 1969 d'un PCI qu'ils jugeaient alors trop lié à Moscou et pas assez ouvert à la révolution culturelle chinoise, avaient fondé deux ans plus tard ce quotidien d'opinion communiste, en rupture de parti.

Après avoir longtemps végété autour de vingt-cinq mille exemplaires, *Il Manifesto* vend aujourd'hui près de quarante-cinq mille copies chaque jour. Mais, se rangeant résolument aux côtés des adversaires du radical-réformisme prôné par M. Occhetto, les «anciens» du *Manifesto* ont sans doute oublié que leur rédaction, au fil des ans, était devenue plus qu'hétéroclite.

Aussi, lorsqu'il fut proposé aux journalistes, au cours d'une assemblée générale houleuse, le 26 avril, d'amarrer plus fermement le quotidien au camp des adversaires de M. Occhetto, ce fut la mutinerie: pas une seule voix de rédacteur en faveur des commandants de bord. Il ne leur restait plus qu'à partir, ce qu'ils firent. Une ultime tentative de conciliation doit avoir lieu le 26 juin, mais bien peu croient au miracle.

JOSÉ REBELO (Lisbonne) et PATRICE CLAUDE (Rome)

URSS

M. Gorbatchev a ouvert la conférence des communistes de Russie

M. Gorbatchev a ouvert mardi 19 juin au Kremlin la conférence des communistes de Russie. Cette réunion, qui devait initialement se contenter de préparer le 28^e congrès du PCUS, prévu à Moscou dans deux semaines, s'est en fait transformée en conférence constitutive qui doit déboucher sur la résurgence, au sein du PCUS, du Parti communiste de la Fédération de Russie, disparu en 1925.

La reconstitution de ce parti constitue un défi de taille pour M. Gorbatchev, qui ne s'y est résigné qu'après avoir constaté qu'il ne pourrait l'empêcher. En outre, la ligne conservatrice est pratiquement assurée de l'emporter, quelque 43 % des 4 700 délégués étant des responsables de l'appareil. De nombreux autres ont été élus dans des régions rurales où les réformes ne sont pas profondément enracinées.

Au cours d'une conférence de presse lundi, M. Andreï Guireno, secrétaire du comité central chargé des questions nationales, a cité, parmi les candidats au poste de secrétaire général du parti communiste russe, les noms du premier ministre actuel de l'URSS, M. Nikolai Ryjkov, du ministre de l'Intérieur, M. Bakatine, ou de conservateurs comme Ivan Polozkov de Krasnodar (sud de la Russie) et Iouri Manakov (secrétaire du comité central).

Par ailleurs, M. Ligatchev, chef de file des conservateurs au bureau politique du PCUS, a demandé l'organisation d'un référendum pour décider du futur système socio-économique de l'Union soviétique. «Demandons au peuple, affirme-t-il dans un entretien publié lundi par la Pravda, quelle direction la reconstruction doit prendre - vers le socialisme ou le capitalisme. Tenons un référendum national».

Par ailleurs, les relations entre Moscou et Vilnius ne se débloquent pas aussi vite qu'il était attendu (*Le Monde* du 19 juin). M. Vytautas Landsbergis avait affirmé lundi que l'examen de la proposition de moratoire sur la déclaration d'indépendance de la Lituanie ne sera pas effectué dans les prochains jours. «Il n'est pas prévu d'examiner dans les pro-

chains jours la proposition du gouvernement, a déclaré le président lituanien, cité par l'agence Tass. Cette discussion exige une préparation, et notamment une préparation de l'opinion publique. Les gens sont très circonspects devant l'idée d'un moratoire et nous devons prendre en compte leur opinion».

Le gouvernement lituanien avait proposé samedi au parlement de la république balte de décréter un moratoire sur la déclaration d'indépendance du 11 mars, pendant la durée des négociations avec Moscou. Il avait été indiqué que le Conseil suprême (parlement) lituanien devait se réunir et débattre de cette question mardi. Ce moratoire est la condition posée par Mikhaïl Gorbatchev pour l'ouverture de discussions et pour la levée du blocus économique imposé depuis le 18 avril.

Le conseil du Sajedus pour Vilnius, le mouvement nationaliste lituanien, s'est prononcé lundi contre ce moratoire, estimant, selon son porte-parole, que la déclaration du 11 mars «ne peut faire l'objet de discussions».

Deuxième mutinerie en une semaine dans une prison. Un détenu a été tué dimanche 17 juin dans la prison de Tchéliabinsk, dans l'Oural, et deux autres ont été blessés par la police et les soldats qui ont donné l'assaut pour mettre fin à la mutinerie d'un millier de prisonniers détenus six gardiens en cages, a annoncé lundi 18 juin l'agence Tass. Cette rébellion fait suite à une autre mutinerie survenue quatre jours plus tôt dans une prison ukrainienne. (AFP, Reuters, UPI).

Un pilote soviétique demande l'asile politique en Turquie. Valéry Yourovitch, un pilote civil soviétique âgé de vingt-neuf ans, a demandé lundi 18 juin l'asile politique en Turquie. Après avoir survolé la Roumanie et la Bulgarie, il a atterri, seul à bord d'un avion de ligne pouvant transporter douze passagers, sur une plage de la mer Noire, à 90 kilomètres à l'est d'Istanbul, ont annoncé les autorités turques. L'URSS a demandé la restitution de l'avion de ligne, un Antonov-2. (AFP, Reuters, AP, UPI).

GRANDE-BRETAGNE

Le budget militaire va être réduit de 3 %

La nouvelle a secoué l'opinion: le gouvernement a décidé d'annuler une commande de trente-trois avions de combat Tornado destinés à la Royal Air Force. Mais ce n'est peut-être qu'un début, et le débat lundi 18 juin aux Communes a révélé que le gouvernement envisageait des réductions beaucoup plus déshabillantes en raison de la fois de la diminution de la menace soviétique et du niveau élevé d'inflation.

LONDRES

de notre correspondant

M. Tom King, ministre de la défense, a annoncé une coupe de 600 millions de livres (5,8 milliards de francs) dans son budget, soit environ 3 % de celui-ci. Les Tornado ne représentent qu'une fraction de cette somme, car leur achat devait être étalé sur plusieurs années. L'abandon d'autres programmes militaires devrait donc être annoncé dans les semaines qui viennent.

Un petit groupe de travail a été constitué depuis plusieurs mois autour de M. Alan Clark, un des adjoints de M. King. A la fin des chefs militaires, ceux-ci n'en font pas partie, et ne sont pas consultés à l'occasion. Dans une note remise à M. Thatcher, M. Clark propose ainsi des réductions massives d'effectifs pour les troupes britanniques stationnées en Allemagne, actuellement fortes de 70 000 hommes.

Les forces nucléaires épuisées

M. King a fait allusion lundi soir à ces projets. «Il ne s'agit pas seulement d'une question d'efficacité», a expliqué le ministre de la défense. «Si nos troupes en Allemagne sont moins nombreuses, elles devront être plus mobiles et plus souples, et elles n'auront plus besoin d'une infrastructure aussi importante qu'à présent». Aucun changement ne devrait cependant être annoncé avant qu'un accord ne soit acquis à Vienne dans les négociations entre le pacte de Varsovie et l'OTAN sur la réduction des forces classiques en Europe. L'ave-

nir de la Royal Navy fait également l'objet d'un débat. Son rôle, dans l'OTAN, consiste essentiellement à protéger les lignes de communication dans le nord de l'Atlantique. Face à la diminution de la menace soviétique, certains experts s'interrogent sur la nécessité de maintenir en service autant de navires chargés de la lutte anti-sous-marin dans cette zone. Mais les responsables de la Royal Navy font valoir que si l'URSS a annoncé son intention de réduire le tonnage de sa flotte de guerre, elle procède simultanément à la modernisation de celle-ci.

La réduction de la présence militaire britannique en Allemagne risque de poser d'autres problèmes. La décision de confier à la firme Vickers la construction du nouveau char Challenger 2 était fondée sur l'hypothèse de maintien de quatre divisions (dont une stationnée en Grande-Bretagne) pour l'armée du Rhin. Il pourrait se révéler plus économique, si deux divisions seulement étaient conservées, d'acheter un char américain.

M. King a affirmé que tout ce remue-ménage ne remettrait pas en cause la force de dissuasion nucléaire britannique. Il n'est donc pas question de retarder les commandes de sous-marins nucléaires Trident, destinés à remplacer les Polaris. Le gouvernement devra d'autre part annoncer, dans les mois qui viennent, le choix d'un missile nucléaire air-sol pour les Tornado. Paris propose depuis deux ans la construction en commun d'un tel missile, qui serait une version allongée et modernisée du missile français existant, l'ASMP (air-sol moyenne portée). L'état-major de la RAF paraît jusqu'ici plus intéressé par un projet américain, mais les conversations continuent avec les Français.

Il est un peu embarrassant pour M. Thatcher de devoir procéder à la plus importante révision en baisse du dispositif britannique de défense depuis des décennies. Elle évite donc de se mettre elle-même au premier plan. Mais la décision de renoncer aux trente-trois Tornado montre qu'elle est désormais prête à tirer, plus rapidement qu'elle ne le dit parfois en public, les conséquences des changements à l'Est.

DOMINIQUE DHOMBRES

VOYEZ LES DEUX PAGES PRÉCÉDENTES

28 MAGASINS EN FRANCE

La maison des BIBLIOTHEQUES

A PARIS, EN MONTPARNASSE : 61 RUE FROIDEVAUX - 75014

Le magasin de Paris est ouvert le lundi de 14 h à 19 h 30 et du mardi au samedi inclus de 9 h 30 à 19 h 30 sans interruption. RER - Denfert-Rochereau - Métro : Denfert-Rochereau - Gare - Edgar Degas - Autobus : 28, 38, 58, 58 - SMCF : Gare Montparnasse.

PARIS : 81, rue Froidevaux, 75014 - (1) 42-20-13-00 - M. PELAUD - ARAUCON : 13, Route Nationale 20, 91200 - 84-40-10-47 - M. AUGER - VINCENNES : 64-74, rue des Chénies, 75000 - 20-53-48-20 - M. CALLE, M. LEBLANC - BOULOGNE : 10, rue de la Chapelle, 75000 - 55-44-20-42 - M. TINE - M. TROUSSET - BRIVE (Corrèze) : 02-45-77-32 - M. A. P. CRESAT - CHERBOURG-FRANCAIS : 22, rue Georges Clemenceau, 50000 - 73-23-47-40 - M. GIBAUD - TOULON : 100, rue de la République, 83000 - 40-40-40-40 - M. HENRIEUX - NANTES : 10, rue de la République, 44000 - 44-42-33-70 - M. C. CROZ - GRENOBLE : 50, rue Saint-Laurent, 38000 - 79-42-25-70 - M. OUMERO - LAJUS : 50, rue de la République, 88000 - 20-55-49-30 - M. HENRIEUX - LAMBERS : 57, rue de la République, 57000 - 57-70-12-42 - M. BENOIST - M. ANDREU - LYON : 10, rue de la République, 69001 - 70-20-30-51 - M. BENOIST - M. FERNANDEZ - MARSEILLE : 100, rue Paradis, 13000 - 91-57-40-54 - M. TREMBLAY - M. FERRAN - MONTPELLIER : 8, rue de la République, 34000 - 67-66-15-27 - M. ANDREU, M. CALLE, M. HENRIEUX, M. P. FERRAN - NANTES : 10, rue de la République, 44000 - 44-42-33-70 - M. C. CROZ - GRENOBLE : 50, rue Saint-Laurent, 38000 - 79-42-25-70 - M. OUMERO - LAJUS : 50, rue de la République, 88000 - 20-55-49-30 - M. HENRIEUX - LAMBERS : 57, rue de la République, 57000 - 57-70-12-42 - M. BENOIST - M. ANDREU - LYON : 10, rue de la République, 69001 - 70-20-30-51 - M. BENOIST - M. FERNANDEZ - MARSEILLE : 100, rue Paradis, 13000 - 91-57-40-54 - M. TREMBLAY - M. FERRAN - MONTPELLIER : 8, rue de la République, 34000 - 67-66-15-27 - M. ANDREU, M. CALLE, M. HENRIEUX, M. P. FERRAN - NANTES : 10, rue de la République, 44000 - 44-42-33-70 - M. C. CROZ - GRENOBLE : 50, rue Saint-Laurent, 38000 - 79-42-25-70 - M. OUMERO - LAJUS : 50, rue de la République, 88000 - 20-55-49-30 - M. HENRIEUX - LAMBERS : 57, rue de la République, 57000 - 57-70-12-42 - M. BENOIST - M. ANDREU - LYON : 10, rue de la République, 69001 - 70-20-30-51 - M. BENOIST - M. FERNANDEZ - MARSEILLE : 100, rue Paradis, 13000 - 91-57-40-54 - M. TREMBLAY - M. FERRAN - MONTPELLIER : 8, rue de la République, 34000 - 67-66-15-27 - M. ANDREU, M. CALLE, M. HENRIEUX, M. P. FERRAN - NANTES : 10, rue de la République, 44000 - 44-42-33-70 - M. C. CROZ - GRENOBLE : 50, rue Saint-Laurent, 38000 - 79-42-25-70 - M. OUMERO - LAJUS : 50, rue de la République, 88000 - 20-55-49-30 - M. HENRIEUX - LAMBERS : 57, rue de la République, 57000 - 57-70-12-42 - M. BENOIST - M. ANDREU - LYON : 10, rue de la République, 69001 - 70-20-30-51 - M. BENOIST - M. FERNANDEZ - MARSEILLE : 100, rue Paradis, 13000 - 91-57-40-54 - M. TREMBLAY - M. FERRAN - MONTPELLIER : 8, rue de la République, 34000 - 67-66-15-27 - M. ANDREU, M. CALLE, M. HENRIEUX, M. P. FERRAN - NANTES : 10, rue de la République, 44000 - 44-42-33-70 - M. C. CROZ - GRENOBLE : 50, rue Saint-Laurent, 38000 - 79-42-25-70 - M. OUMERO - LAJUS : 50, rue de la République, 88000 - 20-55-49-30 - M. HENRIEUX - LAMBERS : 57, rue de la République, 57000 - 57-70-12-42 - M. BENOIST - M. ANDREU - LYON : 10, rue de la République, 69001 - 70-20-30-51 - M. BENOIST - M. FERNANDEZ - MARSEILLE : 100, rue Paradis, 13000 - 91-57-40-54 - M. TREMBLAY - M. FERRAN - MONTPELLIER : 8, rue de la République, 34000 - 67-66-15-27 - M. ANDREU, M. CALLE, M. HENRIEUX, M. P. FERRAN - NANTES : 10, rue de la République, 44000 - 44-42-33-70 - M. C. CROZ - GRENOBLE : 50, rue Saint-Laurent, 38000 - 79-42-25-70 - M. OUMERO - LAJUS : 50, rue de la République, 88000 - 20-55-49-30 - M. HENRIEUX - LAMBERS : 57, rue de la République, 57000 - 57-70-12-42 - M. BENOIST - M. ANDREU - LYON : 10, rue de la République, 69001 - 70-20-30-51 - M. BENOIST - M. FERNANDEZ - MARSEILLE : 100, rue Paradis, 13000 - 91-57-40-54 - M. TREMBLAY - M. FERRAN - MONTPELLIER : 8, rue de la République, 34000 - 67-66-15-27 - M. ANDREU, M. CALLE, M. HENRIEUX, M. P. FERRAN - NANTES : 10, rue de la République, 44000 - 44-42-33-70 - M. C. CROZ - GRENOBLE : 50, rue Saint-Laurent, 38000 - 79-42-25-70 - M. OUMERO - LAJUS : 50, rue de la République, 88000 - 20-55-49-30 - M. HENRIEUX - LAMBERS : 57, rue de la République, 57000 - 57-70-12-42 - M. BENOIST - M. ANDREU - LYON : 10, rue de la République, 69001 - 70-20-30-51 - M. BENOIST - M. FERNANDEZ - MARSEILLE : 100, rue Paradis, 13000 - 91-57-40-54 - M. TREMBLAY - M. FERRAN - MONTPELLIER : 8, rue de la République, 34000 - 67-66-15-27 - M. ANDREU, M. CALLE, M. HENRIEUX, M. P. FERRAN - NANTES : 10, rue de la République, 44000 - 44-42-33-70 - M. C. CROZ - GRENOBLE : 50, rue Saint-Laurent, 38000 - 79-42-25-70 - M. OUMERO - LAJUS : 50, rue de la République, 88000 - 20-55-49-30 - M. HENRIEUX - LAMBERS : 57, rue de la République, 57000 - 57-70-12-42 - M. BENOIST - M. ANDREU - LYON : 10, rue de la République, 69001 - 70-20-30-51 - M. BENOIST - M. FERNANDEZ - MARSEILLE : 100, rue Paradis, 13000 - 91-57-40-54 - M. TREMBLAY - M. FERRAN - MONTPELLIER : 8, rue de la République, 34000 - 67-66-15-27 - M. ANDREU, M. CALLE, M. HENRIEUX, M. P. FERRAN - NANTES : 10, rue de la République, 44000 - 44-42-33-70 - M. C. CROZ - GRENOBLE : 50, rue Saint-Laurent, 38000 - 79-42-25-70 - M. OUMERO - LAJUS : 50, rue de la République, 88000 - 20-55-49-30 - M. HENRIEUX - LAMBERS : 57, rue de la République, 57000 - 57-70-12-42 - M. BENOIST - M. ANDREU - LYON : 10, rue de la République, 69001 - 70-20-30-51 - M. BENOIST - M. FERNANDEZ - MARSEILLE : 100, rue Paradis, 13000 - 91-57-40-54 - M. TREMBLAY - M. FERRAN - MONTPELLIER : 8, rue de la République, 34000 - 67-66-15-27 - M. ANDREU, M. CALLE, M. HENRIEUX, M. P. FERRAN - NANTES : 10, rue de la République, 44000 - 44-42-33-70 - M. C. CROZ - GRENOBLE : 50, rue Saint-Laurent, 38000 - 79-42-25-70 - M. OUMERO - LAJUS : 50, rue de la République, 88000 - 20-55-49-30 - M. HENRIEUX - LAMBERS : 57, rue de la République, 57000 - 57-70-12-42 - M. BENOIST - M. ANDREU - LYON : 10, rue de la République, 69001 - 70-20-30-51 - M. BENOIST - M. FERNANDEZ - MARSEILLE : 100, rue Paradis, 13000 - 91-57-40-54 - M. TREMBLAY - M. FERRAN - MONTPELLIER : 8, rue de la République, 34000 - 67-66-15-27 - M. ANDREU, M. CALLE, M. HENRIEUX, M. P. FERRAN - NANTES : 10, rue de la République, 44000 - 44-42-33-70 - M. C. CROZ - GRENOBLE : 50, rue Saint-Laurent, 38000 - 79-42-25-70 - M. OUMERO - LAJUS : 50, rue de la République, 88000 - 20-55-49-30 - M. HENRIEUX - LAMBERS : 57, rue de la République, 57000 - 57-70-12-42 - M. BENOIST - M. ANDREU - LYON : 10, rue de la République, 69001 - 70-20-30-51 - M. BENOIST - M. FERNANDEZ - MARSEILLE : 100, rue Paradis, 13000 - 91-57-40-54 - M. TREMBLAY - M. FERRAN - MONTPELLIER : 8, rue de la République, 34000 - 67-66-15-27 - M. ANDREU, M. CALLE, M. HENRIEUX, M. P. FERRAN - NANTES : 10, rue de la République, 44000 - 44-42-33-70 - M. C. CROZ - GRENOBLE : 50, rue Saint-Laurent, 38000 - 79-42-25-70 - M. OUMERO - LAJUS : 50, rue de la République, 88000 - 20-55-49-30 - M. HENRIEUX - LAMBERS : 57, rue de la République, 57000 - 57-70-12-42 - M. BENOIST - M. ANDREU - LYON : 10, rue de la République, 69001 - 70-20-30-51 - M. BENOIST - M. FERNANDEZ - MARSEILLE : 100, rue Paradis, 13000 - 91-57-40-54 - M. TREMBLAY - M. FERRAN - MONTPELLIER : 8, rue de la République, 34000 - 67-66-15-27 - M. ANDREU, M. CALLE, M. HENRIEUX, M. P. FERRAN - NANTES : 10, rue de la République, 44000 - 44-42-33-70 - M. C. CROZ - GRENOBLE : 50, rue Saint-Laurent, 38000 - 79-42-25-70 - M. OUMERO - LAJUS : 50, rue de la République, 88000 - 20-55-49-30 - M. HENRIEUX - LAMBERS : 57, rue de la République, 57000 - 57-70-12-42 - M. BENOIST - M. ANDREU - LYON : 10, rue de la République, 69001 -

EUROPE

En marge des entretiens Genscher-Chevardnadze « 1990 sera l'année de l'unité allemande » déclare le chancelier Kohl

Rapporté 18 juin à l'Elysée par M. Mitterrand, le Premier ministre allemand, M. Lothar de Maizière a insisté sur le désir de ses compatriotes d'être unis à la RFA « dès que possible », tout en ajoutant que le « modèle optimal de transition » vers une Allemagne unie n'avait pas encore été arrêté. Pendant que le chancelier Kohl affirmait qu'à son avis, « 1990 sera l'année de l'unité allemande », M. Chevardnadze, ministre soviétique des affaires étrangères, et son homologue ouest-allemand M. Genscher estimaient que les problèmes internationaux posés par cette unité pourraient être réglés d'ici le mois de novembre.

Nous avons fait des progrès sur des questions importantes et nous nous sommes rapprochés l'un de l'autre », a déclaré M. Genscher après six heures de discussion avec son homologue soviétique, M. Chevardnadze, dans un château médiéval de Münster en RFA. Cette rencontre, la huitième depuis le début de l'année et la deuxième en huit jours, était surtout destinée à préparer la réunion des ministres des affaires étrangères de la conférence « 2 + 4 » sur les aspects extérieurs de l'unification allemande,

qui a lieu vendredi à Berlin-Est. Tout en précisant qu'il reste « plusieurs problèmes épineux », M. Chevardnadze a déclaré : « Une nouvelle idée est apparue, celle d'établir de nouvelles relations entre les deux alliances. La profonde modification du pacte et, je l'espère aussi, de l'OTAN, est une nécessité à l'heure actuelle ». Le ministre soviétique a indiqué que Moscou avait adressé une lettre à tous les gouvernements européens à ce propos.

Les deux ministres ont souligné leur accord sur « l'institutionnalisation » du processus de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE). Ils proposent des conférences régulières entre chefs d'Etat et de gouvernement et chefs d'états-majors, ainsi que des organes permanents. M. Chevardnadze a estimé que des centres de prévention des conflits et de vérification du désarmement pourraient être établis à Berlin.

Les deux ministres n'ont pas cité une seule fois directement, dans une conférence de presse de près d'une heure, la question de l'appartenance de l'Allemagne unie à l'OTAN. Parmi les divergences, le ministre soviétique a cité la question des forces de la Bundeswehr, dont il estime qu'elles relèvent de la conférence « 2 + 4 » entre les deux Etats allemands et les vainqueurs de 1945. M. Genscher, au contraire, a souligné qu'elles rele-

vaient des négociations de Vienne sur le désarmement conventionnel (CFE) et s'est prononcé contre « toute singularisation et discrimination des forces ouest-allemandes ».

Cependant, on apprenait lundi à Bonn de sources informées que, pour la première fois dans l'histoire de la RFA, le budget de la défense ouest-allemand va baisser l'an prochain, avec une réduction de son enveloppe de 3 % en marks courants. Le ministre de la défense Gerhard Stoltenberg devra se contenter d'un budget de 32,6 milliards de DM (environ 31 milliards de dollars) pour l'année 1991, alors que l'ensemble des dépenses budgétaires devrait au contraire progresser d'au moins 3 % en valeur.

Vers la fusion rapide des principaux partis

Toujours en vue de l'unification, les principales formations politiques ouest-allemandes ont accéléré le processus d'absorption de leurs partis-frères de RDA en vue des élections générales fédérales allemandes que le chancelier Helmut Kohl considère maintenant comme « très probables » dès la fin de l'année.

Réunis pratiquement au même moment à Bonn lundi, les chrétiens-démocrates (CDU) de M. Kohl, les libéraux (FDP), mem-

bres de la coalition gouvernementale et les sociaux-démocrates (SPD, opposition) ont formellement fixé pour la fin de l'été ou le début de l'automne les dates des congrès qui scelleront la fusion avec leurs homologues de RDA.

Ainsi, les libéraux ont avancé au 25 et 26 août prochains leurs congrès d'unification, initialement programmés pour les 29 et 30 septembre et la CDU opérera sa fusion les 1^{er} et 2 octobre à Hambourg. Quand au SPD, longtemps hostile à une unité politique précipitée, il s'est fait à l'idée que les élections législatives ouest-allemandes prévues à l'origine pour le 2 décembre seraient remplacées par des élections communes à toute l'Allemagne. Seuls subsisteront en RDA comme grands partis indépendants, le parti communiste renoué, le PDS, et le parti conservateur DSU (Union sociale allemande), qui ne fusionnera pas avec la CSU bavaroise.

Enfin, selon un sondage de l'institut ouest-allemand Emnid publié lundi, une majorité d'Allemands du Nord (55 %) estiment que Berlin est la ville « la plus appropriée » pour devenir la capitale de l'Allemagne unifiée. Seuls 23 % des Allemands de l'Ouest interrogés se prononcent en faveur de Bonn. (AFP, Reuters)

PROCHE-ORIENT

Alors que l'Irak menace à nouveau M. Shamir invite le président Assad en Israël

Le président irakien Saddam Hussein a réitéré lundi 18 juin sa menace d'une guerre totale contre Israël si l'Etat hébreu commettait une « agression » contre l'Irak ou « tout autre pays arabe ou musulman ».

Il a souligné que « l'Irak frappera Israël à partir de son territoire, s'il tente une attaque contre la Mauritanie, à l'Ouest, ou la Syrie, à l'Est ».

Le chef de l'Etat israélien s'en est également pris aux « médias occidentaux » qui, a-t-il dit, « ont modifié mes propos en mettant uniquement l'accent sur mes menaces contre Israël, et en ignorant intentionnellement la seconde partie de mes propos, qui contiennent une condition : si Israël attaque l'Irak ou tout autre pays arabe ».

Par ailleurs, dans une interview publiée lundi par l'hebdomadaire égyptien Mayo, le premier ministre israélien Itzhak Shamir s'est déclaré disposé à accueillir le président syrien Hafez el-Assad, au cas où il accepterait de venir en Israël.

« S'il veut suivre l'exemple d'Anwar el-Sadate et engager avec nous des pourparlers sans conditions préalables, il serait le bienvenu », a-t-il souligné.

Interrogé par ailleurs sur le geste qu'il attend du chef de l'OLP, Yasser Arafat, pour « prouver sa bonne foi à l'égard d'Israël », M. Shamir a réitéré la dissolution de la centrale palestinienne.

« Notre politique consiste à engager des négociations avec chaque Etat arabe voisin ainsi qu'avec des représentants élus de Judée et de Samarie (Cisjordanie et Gaza) et à s'abstenir de parler avec l'OLP », a-t-il poursuivi. (Reuters, AFP)

LIBAN Nouvelle tentative française de médiation

Arrivé lundi soir 18 juin à Beyrouth, M. François Schœr, secrétaire général du ministère des affaires étrangères français, a rencontré, à la demande de M. Roland Dumas, le président libanais Elias Hraoui. L'ambassadeur français, qui est accompagné du directeur d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient au quai d'Orsay, M. Patrick Leclercq, est chargé d'une mission qui doit également conduire à Damas et qui entre dans le cadre de l'action continue menée par la France en faveur d'un règlement de la situation au Liban.

De source officielle, on précise que M. Schœr tentera de convaincre le président Hraoui d'accepter le plan de paix du Vatican. Ce plan, déjà rejeté par M. Hraoui, prévoit que les deux rivaux chrétiens, le général Aoun et M. Samir Geagea, entrent dans le gouvernement de M. Hoss.

Symboles...

Suite de la première page

Le drapeau noir, rouge et or, emblème des étudiants en révolte contre l'absolutisme en 1848, a toujours été le symbole d'une Allemagne à la recherche de l'unité et de la liberté. Hitler l'avait bien compris et lui avait substitué l'étoile à la croix gammée.

Quelle sera la dénomination officielle de l'Etat issu de la fusion de la RDA et de la RFA ? Les opinions, telles qu'elles ressortent d'une enquête menée par l'hebdomadaire Die Zeit auprès d'hommes politiques, historiens et philosophes, sont partagées. Conserver le nom République fédérale d'Allemagne, comme le proposent la plupart des hommes politiques ouest-allemands, provo-

que des réticences chez de nombreux Allemands de l'Est, qui voient là le signe d'une annexion pure et simple. L'écrivain Rolf Hochhuth préfère « Allemagne, tout simplement, car toute autre adjonction serait de la tromperie ».

A gauche on a un petit faible pour « République d'Allemagne » qui a la faveur de la députée des Verts, Antje Vollmer, et de l'ancien président de l'Union des écrivains de RDA, Hermann Kant. Un autre écrivain de l'Est, Günter de Bruyn, propose un compromis : le nouvel Etat devrait s'appeler « République fédérale allemande » (et non plus d'Allemagne), en abrégé « DBR », ce qui ne gênera rien les Français qui continueront à être les voisins de

la RFA. La fête nationale ? Le 17 juin, qui rappelle le soulèvement des ouvriers de Berlin-Est en 1953, a ses partisans. Mais le 9 novembre, jour de l'ouverture du mur et tant aussi, Malheureusement, le 9 novembre, c'est aussi l'anniversaire de la Nuit de cristal de 1938, le pogrom le plus effroyable de l'histoire contemporaine.

Alfred Grosser propose donc de choisir le jour, encore inconnu, de la première réunion du Parlement de l'Allemagne unifiée. Les écoliers allemands seraient plus favorables à une autre solution, qui aurait également le mérite de concilier les maillots de la mémoire et la célébration de la victoire sur la dictature. Deux jours de fête nationale : les 9 et 10 novembre, le premier étant consacré au deuil et à la contrition, le second à la joie de la liberté et de l'union retrouvée. Le mur est en effet devenu perméable le 9 novembre 1989 en fin de soirée, mais la grande journée des retrouvailles berlinoises, ce fut le 10 novembre.

Quant à l'hymne national, il ne fait pratiquement pas de doute que le poème de Hoffmann von Fallersleben, le Deutschlandlied, faussent dénommé Deutschland über alles, car c'est ainsi que commence sa première strophe, deviendra l'hymne de l'Allemagne unifiée, mais réduit par la loi à sa troisième strophe, la moins germanique.

LUC ROSENZWEIG

PAYS-BAS

Deux autres membres présumés de l'IRA arrêtés

Deux hommes soupçonnés d'appartenir à l'armée républicaine irlandaise (IRA) ont été appréhendés lundi 18 et mardi 19 juin à Chann, dans le sud des Pays-Bas. L'un des deux prisonniers avait été arrêté une première fois samedi en Belgique, mais il était parvenu à prendre la fuite alors que deux de ses compagnons tombaient entre les mains de la police belge et néerlandaise (le Monde du 19 juin). L'autre est le conducteur d'une voiture immatriculée en Grande-Bretagne qui, selon la police néerlandaise, était sans doute venu porter secours au fuyard. Après avoir forcé un barrage policier, le chauffeur du véhicule s'était réfugié dans les bois, où il a été retrouvé, mardi à l'aube. Des experts en balistique analysent les armes saisies à cette occasion dans une cache souterraine en Belgique. Ces armes pourraient avoir été utilisées par l'IRA le 26 octobre 1989 en RFA, contre un soldat anglais et sa fillette de six mois, ainsi que le 28 mai dernier à Roermond (sud des Pays-Bas) dans un attentat contre deux touristes australiens que les terroristes avaient pris par erreur pour des militaires britanniques. (Corresp.)

Nouvelles arrestations de membres présumés de la Fraction armée rouge

Le coup de filet de la police est-allemande contre les terroristes présumés du groupe ouest-allemand d'extrême gauche Fraction armée rouge (RAF) s'est poursuivi lundi 18 juin avec l'arrestation de Silke Maier-Witt, la septième à avoir été capturée en l'espace de douze jours.

M^{me} Maier-Witt, quarante ans, était recherchée depuis près de treize ans par la police ouest-allemande. Elle est

soupponnée d'avoir participé à l'enlèvement et à l'assassinat du « patron des patrons » de RFA, M. Hanna Martin Schleyer, en octobre 1977.

Elle n'a opposé aucune résistance aux policiers lors de son arrestation, a affirmé le ministre est-allemand de l'Intérieur, M. Peter-Michael Diestel, en annonçant son arrestation lundi soir à Berlin-Est. Le lieu de l'interpellation n'a pas été précisé. (AFP)

A TRAVERS LE MONDE

BRESIL

Amnesty International dénonce la « brutalité policière »

Dans son dernier rapport publié mardi 19 juin et intitulé « La brutalité policière au Brésil », l'organisation internationale de défense des droits de l'homme affirme que des policiers brésiliens « tuent, torturent ou mutilent les suspects qu'ils gardent à vue » et qu'ils « appliquent souvent à des « groupes organisés d'extermination ». Le rapport estime que la moitié des tués à gages des Escadrons de la mort de Rio-de-Janeiro sont des policiers.

A São Paulo, un tiers des morts violentes d'enfants sont attribués aux Escadrons de la mort. En ce qui concerne la torture, Amnesty note que la pratique semble courante et que les cas enregistrés au cours des cinq dernières années concernent des prisonniers de droit commun ou des suspects de simples délits.

En 1988, Amnesty avait déjà consacré au Brésil un rapport dénonçant la violence dans les campagnes et accusant de grands propriétaires terriens de recourir à l'assassinat pour défendre leurs droits de propriété. (AFP)

CAMBODGE

Nouveaux limogeages de libéraux à Phnom-Penh

La mise au pas des réformateurs au Cambodge (le Monde du 9 juin) semble se poursuivre avec le limogeage, rapporté lundi 18 juin par des sources officielles, de trois personnalités : M. Khieu Kanharith, éditeur du journal gouvernemental Kampuchea, M^{me} Men Sam An, seule femme membre du bureau politique du Parti populaire révolutionnaire (PPR), et M. Yith Kim Seng, ministre de la santé. Le premier a indiqué qu'il avait reçu l'ordre de se tenir à la disposition du PPR. M^{me} Men Sam An aurait été nommée au sein d'un syndicat et M. Yith Kim Seng serait devenu le conseiller de son ancien adjoint, partisan de la ligne dure. M. Khieu Kanharith a déclaré : « Il s'agit d'un avertissement à tous les libéraux ».

D'autre part, Phnom-Penh a démenti lundi que le chef-lieu de la province de Kompong-Thom ait été occupé, même temporairement, par des Khmers rouges et des sihanoukistes (le Monde du 19 juin). (AFP, UPI)

ETATS-UNIS

Exécution d'un condamné à mort

Pour la première fois depuis vingt-six ans, les autorités de l'Etat de l'Arkansas ont fait exécuter lundi soir 18 juin, sur la chaise électrique, un condamné à mort, John Edward Swindler, reconnu coupable en 1976 du meurtre d'un policier. Il est le cent-trentième condamné à être exécuté aux Etats-Unis depuis que la Cour suprême a autorisé les Etats à rétablir la peine de mort en 1976. L'Arkansas est devenu le quatrième Etat à remettre en vigueur la peine capitale qu'il avait supprimée en 1964. (AFP)

■ Huit personnes victimes d'un tueur à Jacksonville (Floride). - Huit personnes ont été tuées et cinq autres grièvement blessées, lundi 17 juin à Jacksonville (Floride) par un homme, armé d'un fusil semi-automatique, qui s'est donné la mort après la fusillade. Le carnage s'est produit dans les bureaux d'une filiale de General Motors (GMAC), spécialisée dans le financement à crédit de véhicules.

KOWEIT

L'opposition réclame de nouvelles élections

L'opposition parlementaire, groupée autour d'une trentaine d'anciens députés du Parlement dissous en 1986, a réclaté lundi 18 juin de nouvelles élections dans un communiqué dans lequel elle affirme que la consultation électorale du 10 juin a été entachée de nombreuses fraudes et irrégularités.

L'opposition fait état de pressions exercées sur les électeurs pour qu'ils se rendent aux urnes et de modifications au dernier moment des listes électorales, qui ont provoqué une « augmentation irréaliste » du taux de participation.

D'autre part, la Cour de sûreté de l'Etat a acquitté lundi les quatre prévenus accusés d'avoir préparé un attentat à l'explosif en 1988 contre le siège de la compagnie nationale Kuwait Airways. Les quatre prévenus, dont le chef spirituel chite, Mohamed Baqr Abbas el Moussawi, étaient également accusés d'avoir introduit dans le pays des explosifs et des armes à feu et d'avoir créé une association appelant au renversement du régime. (AFP)

MEXIQUE

Aide anti-pollution japonaise

Le président du Mexique, M. Carlos Salinas de Gortari, en visite officielle à Tokyo, a obtenu une promesse d'aide japonaise de 800 millions de dollars pour lutter contre la pollution à Mexico, au cours d'un entretien, lundi 18 juin, avec le premier ministre japonais M. Toshiki Kaifu.

Announced par ce dernier, l'aide est la première à être accordée dans le cadre de l'enveloppe de 300 milliards de yens (1,9 milliard de dollars) que le Japon s'était engagé à fournir pour des projets de protection de l'environnement lors du dernier sommet des pays industrialisés à Paris en juillet dernier. M. Kaifu a précisé que cette aide servira à financer trois projets : l'un visant à produire de l'énergie sans plomb grâce à un prêt de 315 millions de dollars consenti par la Banque d'import et d'export du Japon, tandis que les deux autres, porteront sur la désulfuration du pétrole brut et du gazole et sur la réfection de locomotives. (AFP)

SRI-LANKA

Le gouvernement déclare la guerre totale aux séparatistes Tamouls

Le gouvernement srilankais a déclaré une « guerre totale » aux séparatistes tamouls qui ont repris leurs attaques contre des installations militaires en violation d'un cessez-le-feu conclu le 16 juin avec Colombo. « A partir de maintenant, c'est une guerre totale. Nous éliminerons les Tigres de libération de l'Etat tamoul (TLET), prendrons le contrôle de l'Est et nous tournerons ensuite vers le Nord », a déclaré le vice-ministre de la défense, M. Ranjan Wijeratne, au Parlement, qui a ensuite voté la prolongation de l'état d'urgence pour un mois.

M. Wijeratne a assuré que 800 rebelles avaient été tués depuis la reprise des hostilités le 11 juin tout en faisant état de « pertes minimes » dans les rangs gouvernementaux. On estime de source officielle que plus de 450 personnes ont trouvé la mort (rebelles, soldats et civils confondus) en l'espace d'une semaine. De source militaire, on annonce que l'armée, appuyée par l'artillerie et l'aviation, progresse rapidement vers l'est de l'île, mettant en déroute les rebelles indépendants. (AFP, Reuters)

POLITIQUE

Le rapport de la commission pour la transparence financière de la vie politique

Le patrimoine des maires et des ministres est mieux surveillé que celui des parlementaires

Le chemin vers la transparence des liens entre la politique et l'argent sera long. Le deuxième rapport de la commission instituée par la loi de mars 1988 pour surveiller le patrimoine des élus en apporte une fois encore la confirmation. Il apparaît que la législation en vigueur ne permet pas de répondre parfaitement à l'objectif poursuivi, du fait de certaines imprécisions, mais aussi parce que la fortune des parlementaires n'est pas contrôlée par la même instance que celle des membres du gouvernement ou des élus locaux. Cela est déjà source d'inégalité.

Les Français n'ont plus confiance : ils soupçonnent, ils accusent leurs élus de profiter de leur mandat pour s'enrichir. Les protestations contre l'immunité en ont apporté, si cela était nécessaire, la preuve. La classe politique doit vite reconquérir l'estime des électeurs, et pour cela elle doit leur démontrer que, si la plupart des parlementaires, des maires de grande ville, des présidents de département ou de région, arrivent à vivre correctement, l'immense majorité d'entre eux n'en profitent pas pour s'enrichir. Elle doit donc jouer cartes sur table. Mais cela est une vraie révolution dans un pays où, chacun, quel que soit son métier, cache soigneusement ses revenus.

Un premier pas a été fait en mars 1988, dans les ultimes instants de la « cohabitation ». Pressés par une première vague de scandales, les parlementaires ont adopté une législation qui, pour la première fois en France, prévoyait la participation de fonds publics

aux campagnes électorales, au budget courant des partis mais réglementait l'appel à des aides privées et envisageait un système de surveillance de l'évolution du patrimoine des élus pendant l'accomplissement de leur mandat. Lorsqu'à l'automne dernier les socialistes, sous la contrainte de nouvelles « affaires », durcissent cette réglementation ils ne changent rien au mode de contrôle de la fortune des hommes politiques. Et pourtant...

Le principe est simple. Il ne s'agit pas de rendre public l'état du patrimoine des élus, mais de les contraindre de fournir à une instance particulière un relevé détaillé de celui-ci à leur entrée et à leur sortie de fonction, afin de pouvoir vérifier qu'ils ne se sont pas enrichis de manière anormale. Mais les parlementaires, comme le souhaitent le gouvernement d'alors et le Sénat, n'ont pas voulu être contrôlés par une commission indépendante; ils ne relèvent que du bureau de leur Assemblée. En revanche les membres du gouvernement, les maires des villes de plus de trente mille habitants, les présidents des assemblées départementales, régionales ou territoriales relèvent d'une commission spéciale composée du vice-président du Conseil d'Etat et des premiers présidents de la Cour de cassation et de la Cour des comptes.

Cette commission a pris son travail très au sérieux. Alors qu'elle n'y était pas obligée, elle a rendu public un premier rapport le 11 janvier 1989, après la composition du gouvernement Rocard et les élections cantonales de l'automne 1988. Dans le *Journal officiel* du 19 juin elle publie un nouveau rapport après les élections municipales de mars dernier. Certes, un premier bilan sérieux de cette législation ne pourra être dressé qu'une fois qu'aura été

accompli un mandat complet, quand pourra être appréciée la différence entre les situations à l'entrée et à la sortie. Mais déjà il est possible de mesurer la difficulté de la tâche.

« Dresser un bilan précis de l'insatiable zéro, pour pouvoir faire des comparaisons précises à la fin du mandat », tel est l'objectif de M. Marceau Long, le vice-président du Conseil d'Etat, et, à ce titre, président de cette commission. D'où les publications régulières de l'état de ses travaux, pour que les élus soient parfaitement au courant de ce qu'ils doivent faire. Or, si la commission n'a pas de pouvoirs d'investigation pour contrôler la véracité des déclarations qui lui sont faites, dans 27 % des cas elle a estimé que les renseignements qui lui étaient fournis ne correspondaient pas à ce que la loi oblige à lui signaler. Elle a donc relancé les élus concernés, avec succès dans vingt-six cas sur trente-deux.

L'inégalité devant la loi

La commission applique strictement la loi. Elle estime que les bons anonymes doivent lui être signalés; elle s'étonne que personne ne lui ait indiqué posséder des biens à l'étranger; elle menace d'interpeller « le délégué d'indication » concernant l'existence d'un bien comme l'absence de possession de ce bien lors de la déclaration. Si cette possession se révèle par la suite, elle ne pourra donc être considérée comme le fruit d'un enrichissement.

La loi prévoit que la non-fourniture de la déclaration dans les quinze jours qui suivent l'entrée en fonction entraîne l'indélicatesse du fait, ce qui théoriquement oblige le ministre de l'intérieur à déclarer « démissionnaire d'office » l'elu en

cause. La commission n'a pas voulu être trop stricte, elle a simplement signalé au gouvernement les treize élus qui n'avaient pas respecté cette obligation dans les deux mois suivant leur élection. Le gouvernement est resté coi, estimant peut-être que, la déclaration de patrimoine ayant été finalement fournie, il était anormal de sanctionner un retard. Mais l'imprécision de la loi devrait être corrigée. D'autant que le Conseil d'Etat va être amené à se prononcer sur le cas de M. Jean Juvenin (dont le nom n'est pas cité dans le rapport), maire de Papeete, président de l'Assemblée territoriale de la Polynésie française (divers gauche), qui n'a pas respecté cette législation.

Elus locaux et ministres sont donc strictement contrôlés par cette commission. Il n'en va pas de même pour les parlementaires. Les bureaux des assemblées se sont contentés de recevoir les déclarations sans même les ouvrir. Tout laisse donc penser qu'ils se montrent nettement moins stricts que la commission. Ainsi un maire qui est aussi député ou sénateur ne relève pas de cette commission tandis qu'un maire qui ne possède aucun autre mandat y est soumis. La jurisprudence ne sera donc pas la même selon les cas. N'y a-t-il pas rupture du principe d'égalité devant la loi, imposé pourtant par la Constitution?

Le Conseil constitutionnel, il est vrai, n'a pas eu à se prononcer. Nul parmi ceux qui en avaient la possibilité n'a jugé bon de le saisir de cette loi de 1988. Tant que le droit de saisine ne sera pas étendu, la classe politique, et tout particulièrement les parlementaires, pourront régler leurs petites affaires entre eux, et s'extraire du droit commun.

THIERRY BRÉHIER

A la veille de la réunion de son comité central

Le PCF revendique 22 000 nouveaux adhérents

Le comité central du PCF, convoqué mercredi 20 juin, devait entendre un rapport de M. Georges Marchais sur la préparation du XXVII^e congrès et organiser le « débat » avec les contestataires.

L'*Humanité* affirme dans son numéro du mardi 19 juin, que le Parti communiste français a enregistré, depuis le début de l'année, 22 000 nouveaux adhérents, dont 1 386 au cours de la seule semaine dernière, mais elle ne dit pas s'il en a perdu. Le quotidien du PCF précise que toutes ces adhésions ont en commun de provenir d'hommes et de femmes, jeunes pour la plupart, en situation d'« isolement » dans leur vie quotidienne. Il en conclut que la présence militante est plus que jamais nécessaire « sur les lieux de travail » afin que le PCF redevenue « le pôle de rayonnement dont le pays a besoin ».

Si l'on en juge par les résultats des élections partielles des deux week-ends derniers, M. Georges Marchais et ses amis devraient encore trimer dur pour atteindre cet objectif. Non seulement le PCF va perdre son bastion municipal de Vierzon, bien qu'il ait fait le plein de ses voix, dimanche 17 juin, au premier tour de cette élection municipale partielle et qu'il ait été ouvertement soutenu par l'état-major national du PS contre le candidat socialiste dissident arrivé facilement en tête. Mais ses scores aux cantonales traduisent la persistance de son anémie.

Surenchère gaulliste

Par rapport à ses positions de 1985, il apparaît en net recul dans l'Eure (7,09 points dans le canton d'Amfreville-la-Campagne) et en Haute-Saône (-3,45 dans le canton d'Amance) tandis que là où il semble se maintenir, comme dans le Gard (+0,08 point dans le canton d'Alzon) et le Rhône (+0,08 dans le canton de Villeurbanne-sud), il ne retrouve que la moitié de ses suffrages d'il y a cinq ans.

L'« amorce » de la « remontée » dont parlait M. Georges Marchais, le 20 mai, sur TF1, manque pour le moins de consistance. Mais comme la direction du PCF cultive en ce moment un optimisme à tout crin, il est vraisemblable que M. Georges Marchais préférera

retenir l'indice des adhésions nouvelles plutôt que celui sorti des urnes dans le rapport qu'il présentera, mercredi matin 20 juin, au comité central de son parti appelé à débattre, trois jours durant, de la préparation du prochain congrès. Il n'est pas sûr, en revanche, que cette vision rose de l'avenir du PCF tempère les critiques de ceux qui, tel M. Charles Fiterman, continuent de penser que leur parti reste réformable de l'intérieur, contre l'avis des « reconstrueteurs » qui, tels M. Marcel Rigout et F. Damette, militent aujourd'hui pour la création d'une nouvelle force de gauche.

Le jour même où *l'Humanité*, par la plume de M. Roland Leroy, rendait à la mémoire du général de Gaulle un hommage remarqué, un maire « reconstrueteur », celui d'Orly (Val-de-Marne), M. Gaston Vigne, exclu du PCF, a d'ailleurs pris un matin plaisir à pousser le bouchon un peu plus loin, lundi soir, en se référant à l'appel du 18 juin 1940 et à « une certaine idée de la France » pour appeler à l'union au-delà des partis contre « la maladie honteuse du racisme » propagée par l'extrême droite. « Il n'y a rien de plus anti-français que le racisme et la xénophobie, a-t-il souligné dans une allocution publique. Et quand j'évoque le souvenir de Gaulle, c'est bien évidemment dans l'idée que face à certains enjeux et à certains risques les citoyens politiques doivent créer le pas à l'esprit commun de responsabilité, au patriotisme ».

Entre les « reconstrueteurs » et l'appareil du PCF, le clivage semble pourtant irrémédiable. L'AFP rapporte même que plusieurs membres de l'Association de recherches et d'initiatives pour l'autogestion et le socialisme (ARIAS), animée notamment par M. Claude Poperen, auraient été « bousculés » et « effrayés », selon leurs dires, par des militants orthodoxes, dimanche 17 juin, en marge d'une fête du PCF, alors qu'ils tentaient de vendre leur prose.

La gauche communiste gaspille ainsi ses forces de la même façon que le RPR mine les siennes en clouant au pilori le maire de Grenoble, M. Alain Carignon, jugé coupable de « front républicain », et que le PS se complique inutilement la vie en s'agitant de voir M. Bernard Tapie faire son profit personnel des analyses d'autrui contre le Front national.

ALAIN ROLLAT

L'élection cantonale de Villeurbanne

M. Mauroy regrette... les divisions de la droite

M. Jean-Jack Queyranne, porte-parole du Parti socialiste, a déclaré, lundi 18 juin, que le second tour de l'élection cantonale partielle de Villeurbanne (Rhône) « constitue une défaite pour le Front national et une véritable échec pour la droite ». La candidate socialiste l'a emporté au second tour avec 63,29 % des suffrages face au Front national, le candidat RPR-UDF ayant été éliminé au premier tour (Le Monde du 19 juin). « C'est la confirmation qu'on doit lutter sur le terrain avec intransigence », a estimé M. Queyranne qui a souligné que « la droite à cette élection s'est présentée divisée et a abordé le deuxième tour dans une totale confusion ».

Le premier secrétaire du PS, M. Pierre Mauroy a abondé en ce sens, sur Europe-1, tout en regretant la division de la droite face au FN. « Cela ne me réjouit pas. Si l'on veut battre le FN, le faire disparaître, il est indispensable que la droite démocratique, républicaine, fasse son travail, qu'elle existe et soit en ordre de bataille », a estimé M. Mauroy.

M. Jean Poperen, ministre des relations avec le Parlement et « élu de l'est lyonnais », s'est réjoui dans un communiqué, lundi 18 juin, « du net succès des socialistes villeurbannais et de leur candidature ». « C'est un succès de tous les démocrates, de tous les républicains. C'est un premier coup d'arrêt au Front national; il n'y a pas de fatalité de la montée de Le Pen », a-t-il ajouté.

M. Hervé de Charette, délégué général des clubs Perspectives et Réalités, une composante de l'UDF, a estimé de son côté, que cette élection était seulement « une élection cantonale et non un test national ». « C'était un canton socialiste qui reste socialiste. Les électeurs de l'opposition ont fait preuve de sagesse en restant chez eux en grande majorité », a-t-il déclaré.

M. de Charette : sagesse

Estimant que le rôle des responsables nationaux de l'opposition n'était pas de se prononcer sur une élection locale, contrairement aux « responsables locaux et aux électeurs », M. de Charette a affirmé que, « contrairement à ce qu'on tente de faire croire, la question qui domine la vie politique française n'est pas celle des relations avec le Front national ».

Enfin, M. Marc Fraysse, responsable du RPR à Villeurbanne, a estimé que le maire de Lyon, M. Michel Noir, s'était rendu coupable d'un « abandon de poste » en se rendant à Paris la veille du premier tour de l'élection cantonale partielle de Villeurbanne-Sud pour assister à la réunion de la Force unie. « Les gens d'ici ont sanctionné et ils ont eu raison. Sur le dos de Villeurbanne, nous avons tous dû subir d'aveuglantes stratégies d'anticipation présidentielle », a ajouté M. Fraysse.

Paul DUBOUCHET

Maître de conférences de droit public à l'université des Antilles et de la Guyane
LES NORMES DE L'ACTION/DROIT ET MORALE
Introduction à la science normative
Diffusion MEDILIS, Tél. : 46-34-07-70
9-13, rue Séguier, 75006 Paris
L'HERMÈS éditeur /

Le débat sur le Front national

M. Bernard Tapie est hostile au « front républicain »

M. Bernard Tapie affirme, dans un entretien publié mardi 19 juin par le *Picaro*, qu'il n'a pas d'ambitions dyséennes. Quant à le voir succéder à M. Michel Rocard à Matignon, il juge l'idée « délirante ». A propos du Front national, il estime que la gauche n'a pas de responsabilité dans « la création du phénomène ». « Mais j'ai la conviction, ajoute-t-il, qu'il y en a beaucoup qui s'en sont servis après coup. Au niveau local, surtout. »

S'il a un reproche à faire à la gauche, c'est celui « de faire croire : « Ou tu es raciste ou tu es socialiste. Ça, c'est nul, nul et pas crédible ». Il ajoute : « Si le Front national disparaît, la droite est sûre de revenir au pouvoir. Ceux qui doivent brûler un cirque, tous les matins, pour qu'il y ait quarante Tapie en France qui réduisent, à chaque fois, le FN d'un demi pour cent, ce sont le RPR et l'UDF. Or, paradoxalement, ils ne veulent pas qu'on réussisse. »

Il n'est pas question pour autant de construire un « front républicain » avec la droite : « Il faut simplement une stratégie commune, avec des accords sur les objectifs sur le terrain. » Il refuse d'être mis sur le même pied que M. Jean-Marie Le Pen : « Moi, j'ai un palmarès « gagnant ». Lui, il a un palmarès d'échec. Lui, il n'a jamais rien fait de concret, il a fait un bel héritage, c'est tout ! »

EN BREF

■ M. Mauroy « sur sa faim ». — « Les annonces du premier ministre nous laissent un peu sur notre faim », a déclaré M. Pierre Mauroy, lundi 18 juin, sur Europe 1, au sujet du discours prononcé la veille par M. Michel Rocard en conclusion des « rencontres socialistes » sur la « nouvelle étape sociale ». M. Rocard, a dit M. Mauroy, « nous a donné une méthode, un calendrier, avec ses vingt critères, une sorte de canevas, avec des cases qui sont remplies, mais beaucoup qui sont encore vides ».

■ M. Gallo : « nette déception ». — M. Max Gallo, membre du

Responsable de l'élaboration du « projet » du PS

M. Charzat estime que les socialistes doivent « retrouver le contact avec le pays réel »

Les socialistes se donnent un peu moins d'un an et demi pour élaborer un projet politique global, comme ils l'avaient fait il y a dix ans. A l'époque, M. Jean-Pierre Chevènement, allié de M. François Mitterrand au congrès de Metz, en avril 1979, avait rédigé le *Projet socialiste*, rectifié par le premier secrétaire et adopté « clés en mains » par une convention du parti. Aujourd'hui, c'est encore le courant Socialisme et République qui, à travers M. Michel Charzat, membre du secrétariat national, est chargé du projet, mais sa gestation passera par un long débat.

« L'essentiel, pour les socialistes, c'est de retrouver le contact avec le pays réel, d'abord en renouant avec le monde de la pensée, ensuite en impliquant les Français, aussi bien les militants de la gauche que les Français qui, aujourd'hui, gardent le silence », explique M. Charzat. Le calendrier adopté par le comité directeur prévoit une phase de consultation de personnalités extérieures, que le responsable du projet a déjà entamée. Ensuite, du 17 au 19 septembre prochain, un séminaire associant la direction du PS et des membres du gouvernement définira les lignes directrices du débat. La démarche de M. Charzat, inspi-

rée de celle qu'avaient suivie les socialistes espagnols il y a quelques années et dont les colloques « Socialisme 2000 », organisés l'an dernier par M. Gérard Collomb, avait donné un avant-goût, a reçu un accueil favorable parmi les universitaires, chercheurs et experts consultés.

« Les intellectuels éprouvent, aujourd'hui, la nécessité de renouer avec le débat public, souligne M. Charzat. Depuis dix ou quinze ans, ils ont troqué la langue de bois pour la langue de caniche. Beaucoup d'entre eux ont abandonné leurs illusions révolutionnaires et l'idée que l'histoire pouvait être plénière des considérations idéologiques. Ils se sont repliés dans leur tour d'ivoire. »

Dialogue avec les intellectuels

Pour le député de Paris, « il s'agit de renouer le contact et de ressourcer les socialistes à la pensée vive, critique, afin de définir en commun un espace public pour la démocratie ». « Face à la montée du national-populisme, incarné par Le Pen, et des intégrismes de toute sorte — moral, idéologique, religieux —, les intellectuels s'aperçoivent que le silence ne peut plus se prolonger, estime M. Charzat. Ils ont une interrogation légitime sur la capacité des socialistes à reprendre le dialogue, mais, en même temps, un très grand intérêt, car ils veulent réinvestir le

débat politique. » Le responsable du projet socialiste précise qu'il a voulu « ouvrir largement ce dialogue », en s'adressant « à des arcs idéologiques très larges, allant de Raymond Boudon à Pierre Bourdieu, de Pierre Chassagny à Henri Lefebvre, ou de Madeleine Rebérioux à Raoul Girardet ». « Depuis une dizaine d'années, la société française a connu une mutation très rapide, avec les révolutions des savoirs, des métiers et des mœurs, souligne M. Charzat. La France s'est ouverte au monde. Il s'agit de comprendre, aujourd'hui, ce qui est en jeu, qui a été déformé, subtilisé, voire, qu'est-ce qu'une classe sociale? Peut-on encore parler de classe ouvrière? Qu'appelle-t-on individualisme contemporain? »

« Les élites, dit-il, ont plutôt tendance à se guider sur la contrainte extérieure ou à rechercher, avec la construction de l'Europe ou l'internationalisation, des excuses pour s'exonérer de leurs responsabilités. Les élites — politiques, culturelles, sociales — qui ont, d'ailleurs, largement fusionné au cours des dernières années, ont très souvent abandonné une partie de leurs devoirs, sans renoncer, bien sûr, à leurs privilèges. Cet éloignement des élites, qui se situent dans un autre espace, l'espace-monde, par rapport au peuple, qui lui, demeure soumis aux contraintes de la vie de tous les jours, marque une grande crise morale et politique, dans laquelle nous sommes maintenant depuis plusieurs années. »

P. J.

■ M. Mégret : M. Chirac est « laconique ». Dans un entretien publié, mardi 19 juin, par le *Figaro*, le délégué général du Front national, M. Bruno Mégret dénonce l'« incohérence » de M. Jacques Chirac : « Nous constatons que M. Chirac, pratiquant la douche écossaise, reprend sans vergogne les valeurs du FN, et au premier chef notre attachement à l'identité nationale. Comme Le Pen, il n'hésite pas à opposer un refus à l'arrivée de futurs réfugiés en provenance de l'Algérie islamiste. Et, dans le même temps, il continue à nous désigner comme un ennemi politique et à faire le jeu électoral de la gauche. Quelle incohérence ! ».

comité directeur du PS au titre du courant Socialisme et République, exprime, dans un entretien publié mardi 19 juin par le *Quotidien de Paris*, sa « nette déception par rapport aux annonces faites par Michel Rocard » en matière sociale. Selon M. Gallo, « c'est à une réflexion sur l'orientation de la politique économique et financière que les socialistes doivent se livrer ».

■ Le Sénat modifie le projet de loi sur l'enseignement du français à l'étranger. — La majorité sénatoriale a adopté, vendredi 15 juin, en le modifiant, le projet de loi présenté par M. Thierry de Beauchamp, secrétaire d'Etat chargé des rela-

tions internationales, créant une Agence pour l'enseignement français à l'étranger, chargée de coordonner et de gérer l'ensemble du réseau scolaire français à l'étranger. Les groupes communiste et socialiste ont voté contre. Les sénateurs ont placé l'agence, rebaptisée établissement public, sous le triple tutorat de l'éducation nationale, des affaires étrangères et de la coopération. L'établissement aura pour charge nouvelle de veiller « à la stabilisation des frais de scolarité demandés par les établissements à l'étranger ». Il sera administré par un conseil comportant notamment deux parlementaires élus par l'Assemblée nationale et par le Sénat.



"Faire qu'il n'y ait plus de villes pauvres et d'autres riches, que chacun ait le sentiment que là où il habite, son quartier, sa ville, ne soit plus un lieu d'exclusion, voilà un vrai combat pour l'égalité et la fraternité."

François Mitterrand

Les villes où vivent quatre Français sur cinq, sont trop souvent devenues des lieux d'intolérance et d'exclusion. L'urgence de trouver des réponses à ces problèmes de société confère au Développement Social Urbain le caractère d'un grand enjeu national.

Pour réussir cette politique, les collectivités territoriales et l'État s'engagent dans une action contractuelle et pluriannuelle qui se fonde sur quelques principes essentiels :

- Favoriser l'émergence de véritables projets locaux de développement.
- Privilégier une action globale et simultanée sur l'habitat, l'éducation, la formation, l'insertion, la santé, la culture.
- Inciter tous les acteurs de la ville à participer à la prévention de la délinquance.
- Promouvoir systématiquement le partenariat en tous lieux, entre collectivités territoriales, milieux socio-professionnels, associations, services extérieurs de l'État.

Reconnaître aux habitants leur pleine capacité à être des acteurs du développement de leur quartier et de leur ville.

Ceci pour que nos villes soient les lieux de l'échange, du dialogue, de la reconnaissance des communautés et du droit des individus.

Parce qu'il est urgent de réussir la ville,
les Maires, la Délégation Interministérielle à la Ville
et tous leurs partenaires agissent ensemble

dans

- 13 grandes agglomérations ○ 400 quartiers dans 300 villes
- 650 Conseils Communaux de Prévention de la Délinquance

CONSEIL NATIONAL DES VILLES ET DÉLÉGATION INTERMINISTÉRIELLE À LA VILLE ET AU DÉVELOPPEMENT SOCIAL URBAIN

10-12, rue du Capitaine-Ménard 75015 Paris. Téléphone 45 78 65 92. Télécopie 45 79 94 61.

être ○
Saint-
ation ○
le des
Craie-
inet ○
outie-
OIRE
Emaüs
Voteau
inet ○

que
l'hérédité

greffe...
la droite

JOCHET
DROIT ET

ANNIVERSAIRE

De Gaulle vu de l'étranger

Etats-Unis : des souvenirs mêlés
mais une persistante incompréhension

URSS : « Un rebelle au pouvoir »

MOSCOU

de notre correspondant

C'était, début mars, un débat télévisé comme il y en a de plus en plus en URSS. Juste après le journal du soir, un présentateur arbitraire et M. Fedor Bourlatski, ancien nigré de Khrouchchev et actuel directeur de la *Literni* (journal littéraire), défendait contre un parlementaire de moindre renom le passage au régime présidentiel.

M. Bourlatski expliquait que le pays tenait là le meilleur moyen d'arracher le pouvoir au bureau politique et de le remettre à l'Etat : c'est précisément ce qui semblait chagriner son interlocuteur et soudain de Gaulle est sorti. « *Mais enfin, en France, quand de Gaulle a institué la V^e République, qui était contre ?* », s'exclame M. Bourlatski, avant d'ajouter, en réponse à sa propre question : « *Les communistes stalinistes, tous les conservateurs, les adversaires de la décolonisation et quelques libéraux.* »

Et, de fait, le miroir était parfait puisque en termes soviétiques on retrouvait là, et dans l'ordre, les rares nostalgiques de l'idéologie, la masse conservatrice de l'appareil du parti, les populations russes des Républiques périphériques qui craignent le processus de décolonisation interne et les partisans d'un pur régime parlementaire inquiétés des dangers de bonapartisme.

M. Bourlatski venait de marquer un point et, d'un revers, acheva l'adversaire : « *De Gaulle a su imposer la stabilité.* » Peu après, les *Literni* changeaient Valéry Giscard d'Estaing de faire comprendre, sur une demi-page, comment le présidentisme avait permis au général de Gaulle de reconstruire l'économie de la France et de lui faire traverser « *une période spéciale et compliquée de son histoire.* »

Quelques jours encore et sous le titre « *Un rebelle au pouvoir* », c'est la *Komsomolskaya Pravda* qui interroge Charles de Gaulle vingt ans après sa mort. Aujourd'hui, lui fait-elle dire en substance, la France entière est ralliée au présidentisme parce qu'il n'y a pas de contradiction, bien au contraire, entre démocratie et pouvoir fort.

Le lendemain même, le parlement fédéral votait les amendements constitutionnels proposés par M. Gorbatchev. Ce n'est certes pas le fanatisme de de Gaulle qui avait emporté la majorité mais l'argument gaulliste avait pesé car tout concourait, en URSS, à faire une autorité de cet auguste « rebelle ».

On rêve un allié de la « grande guerre patriotique » qui plut aux Russes comme insurgé et à Staline

comme trop faible pour l'inquiéter. On aime le nationaliste orgueilleux qui évoquait à tout le pays, gouvernants et gouvernés, ces principes russes qui firent la Russie parce qu'il fallait que quel qu'un la fût. On garde jusqu'à aujourd'hui la nostalgie de ce monarque éclairé qui fut, dans l'ère moderne, l'incarnation française d'une aspiration séculaire de la Russie à la grandeur et à l'harmonie.

De Gaulle est un conte, et il sut de surcroît être l'homme qui, le premier, rompit la logique des blocs en retirant la France de l'OTAN. Le pouvoir soviétique s'en crut (bien à tort) conforté, et les peuples soviétiques sentirent eux, à juste titre, que ce de Gaulle disait là qu'ils faisaient partie de la famille des nations et que le communisme n'était pas l'aboutissement de l'Histoire.

Le jeu s'ouvrait et, pour de bonnes ou de mauvaises raisons, toute l'URSS en aima de Gaulle plus encore. Un peu oublié, forcément, depuis que ce mal 68, auquel aucun Soviétique ne pourra jamais rien comprendre, abattit le chène, il est donc revenu en force dans les bagages de M. Gorbatchev. Et, depuis mars, on le dirait campé à chaque carrefour de la perestroïka.

La Lituanie décrie-t-elle son indépendance ? On évoque de Gaulle et l'Algérie, les dangers d'apparition d'une OAS soviétique et tout l'intérêt d'assurer une décolonisation sans heurt en feignant de défendre l'empire.

M. Gorbatchev est-il sommé - c'est hebdomadaire - de choisir entre sa « droite » et sa « gauche » ? On croit voir de Gaulle désespérer René Capitant et indigner Claude Bourdet en choisissant, pour mieux défaire la droite, de ferrailler avec la gauche et de brandir la légitimité pour mieux en changer.

M. Eltsine est-il élu président de Russie ? Un instant de stupeur passe, et alors que le monde voit toujours M. Gorbatchev défait, le Kremlin commente à se dire qu'après tout les institutions gaulliennes et quelques sourires permettent à François Mitterrand de survivre à la cohabitation.

Et lorsqu'on commence, dans toutes les capitales du globe, à parler de cette unité de toute l'Europe qu'aucun mur n'interdit plus, lorsqu'on cite alors le général de Gaulle et son Europe de l'Atlantique à l'Oural, le diplomate soviétique répondant dans un sourire : « *Pourquoi seulement jusqu'à l'Oural ?* »

Les voilà plus gaullistes que de Gaulle.

BERNARD GUETTA

WASHINGTON

correspondance

L'image que le grand public américain veut garder de de Gaulle est celle de l'homme du 18 juin, du général en uniforme. De préférence, en tout cas, à celle du président de la V^e République, de l'homme d'Etat jugé difficile, intraitable, un donneur de leçons, s'opposant presque sur tous les fronts à la politique des Etats-Unis. Et puis, il faut malheureusement le reconnaître, pour beaucoup d'Américains, de Gaulle correspond à l'image qu'ils se font du Français, c'est-à-dire un patriote ombrageux, voire chauvin, un homme courageux et intelligent certes, mais d'une arrogance difficile à supporter.

Néanmoins, bien que très peu d'Américains aient pris connaissance du fameux appel de Gaulle resté, pour plusieurs générations, un symbole illustrant la volonté de la France de refuser la défaite et de continuer le combat. Certes, les divisions au sein d'une communauté française - où les gaullistes étaient, au départ, une minorité face aux partisans de Pétain et autres Vichysois hostiles à la personne du général - ne l'ont pas servi. Mais, finalement, la France libre s'est imposée, tandis que des volontaires étrangers, comme l'Américain Christian Chapman, l'Argentin Horacio Fortin - pour ne citer que ceux-là - rejoignaient Michel Le Goc et René Hirsch dans les forces aériennes des Français libres.

L'hostilité de Roosevelt, la froideur du département d'Etat, les critiques des adversaires français de de Gaulle, n'affectèrent pas les sentiments du peuple américain, qui lui réserva un accueil particulièrement chaleureux lors de ses visites en 1945 et en 1960. De Gaulle fut sensible à ce qu'il appela « *le grand tumulte de l'enthousiasme américain.* ». A Washington, le 22 avril 1960, il évoqua « *le déchaînement d'acclamations, de sirènes et d'orchestres.* ». A New-York, il parla d'un « *déferlement inouï* » à la Nouvelle-Orléans, « *les démonstrations exaltées*

de la multitude... » Et le Congrès lui fit une longue ovation quand il dit aux parlementaires que « *moralement, la bataille n'est pas égale entre les deux camps qui divisent l'univers.* »... « *La France a choisi, ajouta-t-il, d'être avec vous.* »

Plus tard, en 1962, au moment de la crise des missiles soviétiques à Cuba, il fera dire à Kenn : « *La France vous soutient ; nous sommes à vos côtés.* ». D'autres images restent très présentes et très chères aux Américains : celle de la visite, en 1961, du jeune couple Kennedy à Paris, où les deux présidents rivalisèrent dans leur entreprise de séduction mutuelle. « *Un homme de valeur (Kennedy) sur le point de prendre un essor pour monter haut, comme un oiseau de grande envergure bat des ailes à l'appel des cimes* », déclara de Gaulle, avec une légère condescendance pour son jeune « *partenaire* ».

A dire vrai, au fil des années, le capital de sympathie se détériora. Les désaccords s'accumulèrent entre Washington et le président français. Le grand public résista mal à l'offensive des médias, notamment de la presse populaire, prompt à dénoncer « *l'ingratitude, l'arrogance, le paranoïaque de Gaulle.* ». Au mieux, il était décrit comme une Prima Dona insupportable. Certains gestes du général, comme son refus de s'associer à la célébration du vingtième anniversaire du débarquement en Normandie et à celle du cinquantième anniversaire de la bataille de Vimy (des milliers de Canadiens y furent tués), furent mal expliqués et incompris du public, enclin à retourner les accusations de ses détracteurs, dénonçant son « *anti-américanisme obsessionnel* ».

Faute d'explications, le général perdit beaucoup de terrain dans l'opinion américaine, mais, bien sûr, « *l'offensive* » du général contre le dollar, en 1965, la sortie de la France de l'OTAN en 1966 (dans les médias, elle fut décrite comme une « *mise à la porte* ») choquèrent l'opinion, aggravèrent les relations entre les deux pays. Entre 1963 et 1969, les deux gouvernements n'ont cessé de s'affronter. Qu'il s'agisse du Vietnam, de

la Chine, de l'Amérique latine, d'Israël, le général contraria la politique américaine. « *Il trahit la solidarité occidentale* », disent certains. Finalement, le refus du général de s'associer aux accords de Nassau entre Kennedy et Mac Millan, son veto à l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun, le traité bilatéral franco-allemand de 1963 marquèrent les sommets de ces crises.

Une attitude
jugée « inamicale »

L'attitude de la France fut jugée « *inamicale* », mais M. Couve de Murville souligne l'importance du débat. « *Il s'agissait de savoir si l'Europe, que l'on voulait construire, serait européenne ou atlantique.* ». De son côté, l'ambassadeur américain à Paris, M. Bohlen, cité par Jean Lacouture, écrivait à son gouvernement, avant de quitter son poste : « *Compte tenu de l'attitude de de Gaulle, je ne vois guère de chance d'améliorer nos relations... Je ne puis guère encourager la croyance à un changement de ces relations avant le départ de de Gaulle.* » En fait, c'est le départ de son patron, le président Johnson renonçant à se représenter, et l'entrée à la Maison-Blanche de M. Richard Nixon, qui amenèrent le dégel des relations franco-américaines.

Récemment, à l'occasion de la visite de M. Gorbatchev à Washington, les commentaires ne manquèrent pas de comparer le leader soviétique au général, négociant très fructueusement, à partir d'une position de faiblesse, mais la formule « *De l'Atlantique à l'Oural* » fut peu évoquée. Les médias officiels éprouvent quelque peine à saluer en de Gaulle l'homme de vision qui, dès 1963, prévoyait la fin de la guerre froide. « *Il faut que nous envisagions le jour où, peut-être à Varsovie, à Prague, à Pankow, à Budapest, à Bucarest, à Sofia, à Belgrade, à Tirane et à Moscou, le régime totalitaire communiste, qui parvient encore à contraindre des peuples enfoncés, viendrait peu à peu à une évolution conciliable avec notre propre transformation.* » déclarait-il.

HENRI PIERRE

DIAGONALES

LES animaux se reconnaissent au rythme de leurs cris, plus qu'aux sons. Le tam-tam traverse la barrière de force de l'acoustique. Le train des westerns fait gronder la sol, avant d'ébranler l'air. Il se pourrait que le sens des mots compte moins, dans la communication humaine, que leur halètement ; surtout si le message parle d'urgences, de survie.

La radio de Londres a rempli durant quatre ans cette fonction tribale. L'acquiescement au contenu passait après l'identification de l'émetteur. Le brouillage allemand faisait partie des signes attendus. La « V » en morse de la Cinquième symphonie de Beethoven servait de code. Enfin, la parole du patron authentifiait la liaison, sur un mode quasi amoureux. Mieux que sa parole : sa chanson. « *Le de Gaulle se reconnaît comme du Trenet ou du Piaf.* On l'aime pour les mêmes raisons. Les vieux de la vieille l'imitaient longtemps à la façon dont on fredonne des rengaines. Il n'y a de génie que pastichable.

L'appel du 18 juin ne rassemble pas toutes les manies verbales du général. Le temps fait défaut, en si peu de minutes, et la voix n'était pas encore « faite ». Il y manque les « *dès lors* », les « *quant à moi* », les « *allons là* », les « *Ah !* », les « *il est vrai* », qui servaient plus tard de signature indéniable. Pas trace, non plus, du fameux « *jamais* », venu tout droit de l'unique latin, relié souvent en fin de proposition, plus que négatif, péremptoire et cinglant, véritable coup de cravache. Rappelez-vous : « *Je ne devais plus le revoir JAMAIS* » ; « *l'Allemagne consentit à Hitler plus d'efforts qu'aucun peuple, JAMAIS, n'en offrit à aucun chef* » ; « *les libertés, y ai-je attendu JAMAIS ?* »

C'est à peine si se glisse, le 18 juin, un des participes présents qui étaient les attendus des *Mémoires*, sous forme de purs ablatifs absolus, et qui, ici, n'est qu'imparfait puisque le sujet commande le reste de la phrase : Ce gouvernement « *alléguant la défaite de nos armes* », s'est mis, etc.

U n autre label se trouve, en revanche, à ce rendez-vous inaugural de juin 40 : la triade de mots ou d'ensembles de mots, dont on retrouvera des exemples dans presque tous les messages et ouvrages ultérieurs.

Par quoi la France a-t-elle été terrassée ? Par la « *force mécanique* » (1), terrestre (2) et aérienne (3) de l'ennemi ». Les trois armes, de même que les aspects économiques, sociaux

Ti-Ti-Ta-Ta

et culturels des problèmes, apparaîtront, au long des discours futurs, comme des cadeaux du ciel, propres à justifier la forme préalable du triptyque. « *Plus que leur nombre, ce sont les chars (1), les avions (2) et la « tactique » (3) des Allemands qui nous ont fait reculer.* Devant la défaite, de Gaulle ne se pose pas deux questions ni quatre mais, bien sûr, trois : le dernier mot est-il dit ? (1). L'espérance doit-elle disparaître ? (2) La défaite est-elle définitive ? (3).

Evidemment non ! Pourquoi ? Parce que « *la France n'est pas seule* » ; et cette vérité centrale du message, comme par hasard, l'orateur la martèle à trois reprises. Même trilogie pour qualifier ce qu'est « *cette guerre* » : ni limitée à notre territoire (1), ni tranchée par la bataille de France (2), mais bel et bien mondiale (3), cela quels qu'aient été les fautes (1), les retards (2), les souffrances (3).

Tout l'ouvrage écrit et parlé reproduit ce rythme ternaire. On n'en finirait pas d'en recenser les exemples.

Tantôt, la séquence porte sur des verbes : « *La Russie soviétique observe, calcule et se méfie* » ; « *c'est fait, notifié, et publié* » ; « *ce qui se dit, se écrit, se trame à l'encontre du Général* » ; « *non pas pour manœuvrer, attaquer, exploiter* » ; « *jamais on ne le vit s'emporter, s'indigner, se plaindre* » ; « *il avait choisi de ne jamais hésiter, transiger ou reculer* ».

Tantôt, l'assemblage réunit des substantifs : « *En vue du titre, du trépas, de la sensation* » ; « *nous devons rencontrer beaucoup de tergiversations, de préventions, de marchandages* » ; « *mon père, homme de pensée, de culture, de tradition* » ; « *rien n'entamait chez Staline sa lucidité, son âpreté, sa ruse* » ; « *à travers leur réserve, leur ironie, leur scepticisme* »... On verra même se côtoyer deux séries de trois termes : « *Car dès lors que la guerre cessait, l'opinion et la politique dépouillaient la psychologie de l'union, de l'élan, du sacrifice, pour écouter les intérêts, les préjugés, les antagonismes* ».

Pourquoi ces trois temps qui reviennent avec la ponctualité du tempo dans une valse de Strauss ?

BERTRAND POIROT-DELPECH
de l'Académie française

Comme souvent les marques distinctives des grands styles, le goût des groupements ternaires est venu très tôt à l'adolescent de Gaulle. Il reproduisit par mimétisme les tournures qui lui en avaient le plus imposé, dans ses premières lectures. Il espérait provoquer chez l'auditeur l'équivalent des émotions qu'il avait ressenties lui-même. Il faudrait examiner les automatismes ternaires des auteurs chers au jeune Charles : Tacite, qui en est coutumier, César, Chateaubriand, Rostand, Barrès, tous attentifs au martèlement, à la prosodie. N'oublions pas qu'avant 14 les études secondaires classiques comportent la composition et la scansion de vers latins.

P EUT avoir joué, plus techniquement, l'obligation faite à l'élève de Saint-Cyr, puis de l'Ecole de guerre, et à l'officier, de tourner des ordres du jour martiaux, des harangues en rase campagne. A cette époque-là, cela veut encore dire quelque chose, galvaniser ses troupes par le verbe, comme aux temps des guerres homériques ou de Tite-Live ; et il importe, pour lancer les hommes à l'assaut, de soigner le tambourinement des mots, plus que leur contenu.

La triade devient à ce point une seconde nature, sous la plume gaullienne, qu'elle s'impose en dehors des textes de raisonnements ou d'exhortation. Evoquant sa « *traversée du désert* » de 1946 à 1958, hors de toute perspective d'action - c'est même là le plus noir de son chagrin - le Général emploie encore le nombre trois pour qualifier son existence : « *Que d'heures s'écoulaient, où, lisant, écrivant, rêvant, aucune illusion n'adoucissait mon amère sérénité* ».

A la fin de sa vie, le poète Antonin Artaud se défilait de ses atroces douleurs en tapant follement sur un tabouret, tant il est vrai que, seuls, certains gestes compulsifs et saccadés viennent à bout des lancements de la souffrance, rythme contre rythme. Ti-ti-ta-ta : le pied frappe le sol, le soulagement vient, l'enchantement surgit.

On ne peut exclure que le recours constant à la triade, chez le Général, réponde à un appel obscur, sur le mode inarticulé, inexplicable, prélogique, du pur plaisir sonore. Les écrits véritables sont ainsi faits que leurs phrases, au-delà du sens, visent à apaiser par le rythme l'angoisse secrète qui les constitue. De la musique avant toute chose...

RFA : du respect
mais peu d'affinités de cœur

BONN

de notre correspondant

Il existe à Bonn une « *Charles de Gaulle strasse* », très jolie petite rue dans la verdure entourant le quartier gouvernemental. Aucun bâtiment n'étant construit le long de cette voie, aucune personne ni institution n'a pour adresse la rue Charles de Gaulle...

Les Allemands ont vis-à-vis du chef de la Résistance et du fondateur de la V^e République suffisamment de respect pour lui rendre hommage mais trop peu d'affinités pour en faire un ami de cœur. Les relations entre de Gaulle et l'Allemagne sont marquées par le fait que ce pays en imposait au général. En décembre 1944, avant ses conversations de Moscou, le général s'était rendu à Stalingrad et s'était exclamé : « *C'est un grand peuple, un très grand peuple.* » Comme on lui demandait s'il voulait parler des Russes, il répondit : « *Je parle des Allemands* ».

Ce respect se traduisait dans la politique du général, puis du président de la République française par le souci constant d'empêcher l'Allemagne de disposer d'un potentiel militaire pouvant menacer un jour la France, et la conviction que rien de grand ne pouvait se passer en Europe sans les Allemands.

Ses relations avec le chancelier Adenauer, qui aboutirent au traité de l'Elysée de 1963, fondement de cette étroite coopération franco-allemande des dernières décennies, ne furent pas d'emblée cordiales et furent marquées par des tensions constantes. La sortie de la France de l'Organisation militaire de l'OTAN et le refus gaullien de l'adhésion de la Grande-Bretagne à la CEE irritèrent Bonn, et marquèrent encore les mémoires outre-Rhin. Les plus anciens se souviennent aussi du désir du général d'annexer la Sarre après la guerre.

Il y eut pourtant des « *gaullistes* » allemands qui s'opposèrent au courant « *atlantiste* » du ministre des affaires étrangères Gerhard Schröder, et dont le principal représentant était Franz-Josef

Strauss. De ces « *gaullistes* », le général ne faisait pas grand cas. En 1964, comme on rappelait au ministre des affaires étrangères, M. Maurice Couve de Murville, que dans le camp gouvernemental allemand il y avait quand même toujours un courant francophile et même « *gaulliste* », il répondit d'un air méprisant : « *Vous voulez dire M. Strauss, mais M. Strauss veut faire la bombe atomique avec nous et vous savez bien que c'est impossible. Cela peut donc mener à quoi ?* »

En fait, la référence des hommes politiques allemands à leurs gaullismes n'est en aucune manière liée à une adhésion profonde à la personne ou à la pensée politique du général. Il s'agit plutôt pour ces hommes de trouver une formulation acceptable du rejet de la tutelle américaine et de la revendication de souveraineté pleine et entière de leur pays. C'est le cas notamment d'un Oskar Lafontaine, la nouvelle étoile des sociaux-démocrates, qui aime à se référer au général pour justifier son idée d'un retrait de la RFA de l'organisation militaire de l'OTAN.

Aujourd'hui, dans un contexte où la question allemande est en passe d'être réglée, cet habillage gaulliste de positions en réalité nationalistes n'est plus nécessaire. La nouvelle génération des hommes politiques allemands n'a pas eu affaire directement au général, et les rapports avec ceux qui s'en disent les héritiers ne sont pas les meilleurs. L'épisode de la cohabitation a révélé que, entre M. Helmut Kohl et M. Jacques Chirac, le courant n'est jamais très bien passé, et les relations entre le RPR et la CDU ouest-allemande n'ont jamais dépassé le stade de la nécessaire politesse. Démocrate-chrétienne et atlantiste, la CDU était naturellement encline à se rapprocher du courant homologue en France, et des hommes qui, appartenant à ce courant, avaient des affinités plus profondes avec eux : Jean Monnet et Robert Schuman, qui ont donné à Bonn des rues où, là, des gens habitent.

LUC ROSENZWEIG

14 Mulhouse joue l'intégration tranquille
La réforme de l'orthographe

16 La Coupe du monde de football
17 Polémique autour du Musée d'art moderne de Nice

20 Sciences-Médecine
22 Remous chez les catholiques suisses

La justice italienne saisie par la réforme

Huit mois après la refonte de la procédure pénale, les magistrats transalpins sont condamnés à réussir. Même si le « politique » ne suit pas...

La réforme de la procédure pénale introduite le 24 octobre 1989 en Italie, au nom d'une meilleure garantie de la liberté individuelle inscrite dans la Convention européenne des droits de l'homme, substitue, dans son principe, le système accusatoire anglo-saxon à l'ancien système inquisitoire hérité de la féodalité, imposé par Napoléon et parachevé par Mussolini. Après huit mois de bouleversement, où en est l'institution judiciaire italienne ? La réforme a eu des effets pervers, provoquant parfois l'apparition d'un double système de justice. Elle se heurte, dans son application, à la mauvaise volonté des « politiques ». Mais, conséquence bénéfique, elle fournit aux magistrats de meilleures armes pour lutter contre le grand banditisme italien et la mafia.

Cette entrée en application d'un nouveau système pénal italien intéresse la France, qui attend, pour le 28 juin, le projet de réforme de la procédure proposée dans son rapport par la commission Delmas-Marty.

TURIN

de notre envoyée spéciale

Première étape à Turin, un des quatre gros tribunaux de la Péninsule, un jour de mai. Piergiorgio Gossio, un des dix sur dix-sept anciens juges d'instruction reconvertis en « GIP » (Juge d'enquête préliminaire) « parce qu'ils n'ont pas l'âme d'un accusateur à charge », commence sa folle journée par un bref passage au bureau. Le lieu est vide. Disparues, les données pures de dossiers d'affaires à instruire, comme ce trafic international d'œuvres d'art connu sous le nom de « gang des châteaux » où s'illustra M. Gossio.

Ce matin, le magistrat doit se rendre à la prison pour valider la mise en détention, par le ministère public, d'un inculpé pour hold-up. Il s'agit d'une course contre la montre, car, faute d'avis du magistrat instructeur, l'inculpé sort automatiquement. Pour rendre sa décision, le juge Gossio consulte sous le bras son unique source d'information, le « fascicolo » de deux pages dactylographiées où le ministère public a résumé ses charges d'accusation.

On soupçonnait jadis tout « juge d'instruction aux menottes faciles » de s'acharner contre le présumé innocent. Désormais, le danger serait plutôt inverse : « Harcèle les flagrant délit, on se contente d'une demi-vérité. Notre temps est



mangé par l'avalanche des actes bureaucratiques que l'excessif formalisme du nouveau code entraîne ». Les audiences contradictoires sont devenues dix fois plus longues. Les dossiers « en cours » ouverts sous le régime du vieux code (deux cent mille pour tout le pays) doivent être bouclés d'ici à octobre 1990, sous peine de disparition corps et biens. D'où une vraie panique : à Turin comme ailleurs, on s'est dépêché d'aménager les espaces nécessaires aux procédures introduites par la réforme.

Ainsi une « chambre de conseil », où, ce même matin, un autre « GIP » expédie une audience de « jugement abrégé ». Ce pourrait être une petite salle de réunion, avec des participants en costume de ville. Le juge, son fascicule et son greffier font face au ministère public et à l'avocat, qui débattent, en duel, du cas d'un prévenu ayant choisi de plaider coupable pour vente d'obsolescence, en échange d'une réduction de peine. Le jeune homme a l'air de quelqu'un qui ne sait pas trop ce qu'on attend de lui. L'avocate qualifie d'« intelligente » une relaxe de ce drogué qui écoulait 10 grammes par jour pour subvenir à son besoin. Léger sursaut du juge devant ce ton décidément novateur. En une heure, le procès est conclu, à la satisfaction du jeune homme condamné à une peine qui couvre la détention préventive. Au suivant.

Le juge, lui, dénonce ce style « bâclé » et brandit une pétition, lancée contre la réforme par M. Maddalena, un magistrat turinois détaché au Conseil supérieur de la magistrature, et signée à ce jour par deux cents juges de la Péninsule. Le juge Gossio ne la signera pas : « Nous sommes les garants du bon fonctionnement de la justice. La réforme est une avancée de la civilisation. Nous sommes condamnés à réussir. »

De sinistres records

Le constat du moment est plutôt inconfortable : à l'usage, la réforme produit des effets pervers, à Turin comme ailleurs. Certes, avant elle, la « maison » judiciaire battait de sinistres records : parfois les instructions et les défenses provisoires dépassaient une durée de dix ans, pour se conclure sur un non-lieu ! Un « déni de justice » devenu insupportable pour les citoyens, les avocats et les magistrats.

Mais depuis la « révolution d'octobre » 1989, le risque est réel de trop utiliser les procédures alternatives, et donc de créer un double système de justice. Le jugement en débat contradictoire public expose le témoin à d'éventuelles pressions, voire à un danger de mort dans les affaires de grande criminalité. Enfin, la partie civile n'a, par exemple, pas voix au chapitre dans le choix des procédures abrégées. Ce choix de procédure soulève parfois la violente réprobation de

l'opinion publique, comme à l'annonce, mi-avril, du verdict frappant les frères Tachella, industriels turinois ayant commandité un rapt d'enfant pour payer leurs dettes au fisc. Ils imaginaient « l'impunité grâce au nouveau code », choisirent le « rito abbreviato », la procédure abrégée, et furent condamnés à vingt ans d'emprisonnement. « Ils n'en feront même pas dix, avec les réductions de peine, c'est une honte ! », hurlèrent les amis des malheureux parents. « Avant, les Tachella ne se seraient pas laissés prendre », commente sobrement M. Gossio. Les rapt non élucidés sont monnaie courante en Italie.

Trop d'intérêts sur la sellette

Le nouveau code ferait-il rétroceder la part belle à la criminalité organisée et à la délinquance en col blanc ? S'il interdit les maxi-débats au tribunal, il autorise les maxi-enquêtes. De récents succès à Florence, Milan et Palerme démontrent son efficacité pour pas que ne s'enlissent de délicates affaires (voir encadré). « De plus, un dossier peut toujours être réouvert », insiste Aniello Nappi, un jeune et éminent rédacteur du code, juge au tribunal de Lanciano, dans les Abruzzes. Là, comme dans de très nombreux « petits » tribunaux d'Italie, la réforme avance sans ratés.

Seulement voilà : au niveau national, le « politique » ne suit pas. Ce n'est pas un mystère : l'entrée en vigueur s'est faite sans que soient mis en place les lois, règlements et mesures d'accompagnement nécessaires et promis. Bien sûr, la loi d'amnistie a permis d'écouler une partie du stock de dossiers en cours. De nombreux palais de justice sont en chantier, comme celui de Rome où la librairie évoque celle d'une gare, regorgeant d'éditions simplifiées du nouveau code destinées au citoyen justiciable. Mais les fonds budgétaires sont restés quasiment stationnaires. On manque de machines, de chaises même. On attend toujours les embauches de personnel d'assistance administrative et le nouveau concours élargissant le recrutement des magistrats.

Dans l'urgence, on envisage de faire appel aux retraités pour faire office de « juges de paix » : c'est au parquet de la « pretura », lieu typique de l'institution italienne où sont traitées la petite et moyenne délinquance, que se situe le goulet d'étranglement principal, confirme M. Lagrega, vice-chef de cabinet du garde des sceaux.

Enfin reste en suspens le renforcement de l'aide légale pour les plus démunis, partie pourtant intégrante du projet de réforme. « Justice de classe », protestèrent de jeunes magistrats de province accourus fin mai, au palais de justice de Rome, où l'Association nationale des magistrats avait convoqué une assemblée générale. Vu l'urgence, tous les courants, de gauche à droite, membres en titre, hormis les Verts, étaient présents. Le courtois président de l'associa-

tion, M. Bertoni, arriva difficilement à se faire entendre d'un auditoire survolté dans l'« amphithéâtre » du palais. Et la sacro-sainte alliance réalisée au sein du bureau, à qui l'on reprochait sa passivité à l'égard du gouvernement, vola en éclats. De nouvelles élections devraient avoir lieu, en juillet seulement.

Le nouveau code est-il à la source de tous ces conflits ? A l'évidence, non. Il est simplement entré en vigueur à un moment délicat de l'Etat de droit. C'est un fait : l'embellie due aux succès de la lutte antiterroriste, au début des années 80, lorsque la magistrature demeura le seul garant de l'Etat en refusant toute juridiction spéciale, se transforma en revers lorsque celle-ci voulut appliquer sa méthode à la lutte antiterroriste. Trop d'intérêts liés à la politique se retrouvent sur la sellette. On ne lui pardonna pas.

De nombreux magistrats antimafia se retrouvent sous le coup d'une action disciplinaire, leurs dossiers bloqués. Certains même furent assassinés. Puis il y eut le référendum sur la responsabilité civile du juge : s'il était bon dans son principe, ses effets psychologiques entamèrent l'image d'un juge au-dessus de tout soupçon. Le conflit s'envenima entre le président de la République et le Conseil

supérieur de la magistrature. Enfin, la société civile, représentée par d'actives associations favorables à la réforme, se mit à exiger des comptes.

La magistrature a donc décidé de mettre les pieds dans le plat. Pour le moment, refusant de reprendre la grève qu'elle fit en juin dernier, avant la réforme, elle « assume ses responsabilités ». Nombre de magistrats croient à la réforme : procédure mieux ciblée et plus rapide, désengorgement des prisons, crédibilité du juge accrue. « Maladroit parce que brutale, elle sera ce que l'on en fera », disent-ils après huit mois d'une expérience dure.

A l'inverse, les avocats découvrent le risque de voir fondre une clientèle alors que raccourcissent les procès. Et il leur faut apprendre à exercer différemment leur métier. Mais le consensus initial pour une meilleure justice reste solide. Au fond, la magistrature redoute que la réforme ne soit détournée de ses fins. Surtout, elle refuse toute ingérence du pouvoir politique, c'est-à-dire l'éventuelle mise du parquet, au rôle décisif, sous tutelle du ministère, comme en France : les signes précurseurs s'amoncellent.

DANIELLE ROUARD

Les principes du nouveau code

Le nouveau code de procédure pénale, dont la rédaction a commencé en 1965, comporte cent trente-deux articles. Il modifie radicalement le circuit d'une action pénale.

- Première phase : exit le juge d'instruction. Supprimé, la confusion des rôles de policier et de juge chez le magistrat établissant les responsabilités. Un premier rapport de police judiciaire est transmis dans les quarante-huit heures au ministère public qui décide de l'éventuelle incarcération. Le parquet dispose de cinq jours pour ouvrir l'action pénale en adressant sa requête de citation en justice au juge d'enquête préliminaire.

Celui-ci contrôle la validité de chaque acte du ministère public, qui, lui, dirige l'enquête de police judiciaire dans la période d'investigation limitée à six mois (renouvelables jusqu'à deux ans pour la criminalité organisée et le terrorisme). A l'expiration du délai, le juge, en audience préliminaire contradictoire, décide du non-lieu ou de la poursuite.

- Deuxième phase : le débat contradictoire. Le dossier n'est pas transmis à l'audience, où tout se fait oralement et en public. Devant le collège des juges, procureur et avocat interrogent l'inculpé et les témoins, en apportant éléments de preuves, écoutes téléphoniques, etc., la défense pouvant se faire aider de détectives privés. Puis ce collège (dit *del dibattimento*) décide de la sentence. Les possibilités de recours en appel et en cassation sont réduites.

- Enfin, pour éviter que les débats s'éternisent ainsi que l'encombrement des tribunaux, la réforme introduit une procédure abrégée à la discrétion de la seule défense, qui conduit rapidement au jugement final (*rito abbreviato*), plus une possibilité de négocier, en plaçant coupable (*pattteggiamento*) en échange d'une réduction automatique du tiers de la peine encourue.

Confirmation par le Conseil d'Etat de la révocation d'un CRS homosexuel pour « fautes professionnelles »

Les associations gays s'inquiètent de l'attitude de la justice

Le Conseil d'Etat vient d'estimer que la décision de révoquer, en août 1987, un CRS homosexuel, Christian O., était fondée. Pris par M. Robert Pandraud, alors ministre délégué chargé de la sécurité, l'arrêté de révocation du policier pour « fautes professionnelles » avait été invalidé par un jugement du tribunal administratif de Versailles, le 9 novembre 1989, au motif qu'il y avait « erreur manifeste d'appréciation » de la part du ministère de l'Intérieur. En janvier 1990, le ministère de l'Intérieur s'était pourtant opposé à la réintégration du CRS et avait interjeté appel devant le Conseil d'Etat (le Monde du 7 février).

Le Conseil d'Etat vient d'annuler le jugement du tribunal de Versailles, affirmant que les faits en cause (il est notamment reproché au fonctionnaire d'avoir hébergé chez lui un mineur en fugue, au lieu de le conduire auprès des services de police compétents) constituent « des fautes professionnelles de nature à justifier une sanction ».

La juridiction suprême n'a donc pas suivi l'avis des commissaires du gouvernement qui avaient plaidé, au cours de la séance du 30 mai, que la révocation de Christian O. était une sanction « trop forte », les faits reprochés relevant « de la vie privée ».

Cette décision défavorable à un homosexuel intervient peu après que la cour d'appel de Paris eut jugé que l'association intégriste Fraternité Saint Pie X avait eu de « justes motifs » de licencier le sacristain de l'église Saint-Nicolas Chardonnet, en raison de son homosexualité (le Monde du 1^{er} mars et du 1^{er} avril). Deux associations, Les juristes gays (qui regroupe des huissiers, des avocats, des notaires et des magistrats) et Rencontre des homosexualités en Ile-de-France se sont alarmées, lundi 18 juin, de la conjonction de ces deux décisions de justice, et se sont inquiétées de savoir si « l'homosexualité est toujours un délit » en France.

Un défi à la mafia

PALERME
de notre envoyée spéciale

Défi lancé de Palerme aux magistrats, un soir de mai sur la troisième chaîne de la RAI : « Basta ! Il faut que la vérité éclate sur les crimes de la Mafia et que justice soit faite. Portez au « dibattimento » public de la nouvelle procédure ce qui reste bloqué à la phase préliminaire en raison d'une prudence excessive ». En clair, les carnets de Pio La Torre, secrétaire régional du Parti communiste assassiné en 1980 par la Mafia ; les témoins cités dans les affaires Mattarella, Dalla Chiesa, fonctionnaires exécutés par la même Mafia ; ceux du maistre, début mai, au lendemain des municipales, de Giovanni Bonsignore, fonctionnaire commercial de la région, qui pointait du doigt le détournement systématique des adjudications de marchés publics. La nouvelle code italien permet de ne pas clore ces dossiers, à condition d'y verser tous ces éléments jusque-là « négligés ou ignorés ».

Ce cri de colère à la télévision italienne, au nom des familles des victimes a jailli de la bouche de M. Leoluca Orlando. Maire de Palerme de 1985 à 1990, réélu triomphalement début mai malgré le refus d'investiture de son propre parti, la démocratie chrétienne, il mène une coalition écumenique, ayant réuni ce que le petit peuple appelle « le printemps de Palerme ». « Leoluca, tu nous donnes voix, tu ouvres l'espoir de réaliser la profonde exigence de justice du peuple italien », lui écrit-on dès le lendemain de l'émission explosive.

Les déclarations de cet universitaire, aristocrate façon Giscard, provoquant un tollé. Menacé, il sait qu'il est montré du doigt. Le président de la République convoque au Quirinal tous les procureurs de Sicile pour examiner ces dossiers contestés, au grand dam du Conseil supérieur de la magistrature, de fait court-circuité. La profession dénonce cette ingérence intolérable, faisant corps autour du juge Falcone, qui dirigeait le « Pool » anti-Mafia démantelé l'an passé.

Au coude-à-coude avec M. Orlando, le Père Pitagora, un

Jésuite de Palerme, la veuve de Pio La Torre, restée silencieuse pendant dix ans. M. Nando Dalla Chiesa, fils du général assassiné. Celui-ci, professeur milanais de sociologie au visage serelin évoquant son père, ardent combattant du clivisme, ose même critiquer le Conseil supérieur de la magistrature : « Vous vous repentirez d'avoir nommé comme nouveau procureur à Palerme l'ami de d'Acquisto » (un collaborateur régional de la démocratie-chrétienne mis en cause dans la dernière affaire).

Révélation en cascade

Car, au-delà de la polémique, les bouches se délient. L'ancien maire d'une bourgade sicilienne est entendu, sur sa demande : il dévoile toute la filière qui, du tueur de Bonsignore, remonte aux instigateurs de l'énorme détournement de fonds publics mis au jour par ce fonctionnaire. L'ancien maire a assisté à une réunion tenue à Rome en septembre 1988, entre hommes d'hommes de la Mafia, entrepreneurs siciliens et politiciens. Parmi les noms qu'il cite, ceux de l'actuel ministre des affaires étrangères, le démocrate-chrétien Gianni De Michelis, du responsable régional de la DC, d'un parlementaire socialiste. Puis coup de théâtre dans l'affaire La Torre : le juge Falcone fait incarcérer six « gros bonnets », dont Don Ciacimino Vito, qui dirigea la municipalité de Palerme avant Orlando, et qui n'aurait jamais cessé d'orchestrer en coulisses l'adjudication frauduleuse des marchés publics.

Sans préjuger des investigations à venir, la révolte de Palerme a visé juste. M. Giacomo Conte, juge d'enquête préliminaire sicilien de l'ex-pool anti-Mafia, le constate : « Sans une très forte volonté politique, on ne peut éliminer la Mafia. A cause justement de son insuffisance, nous nous devons de bien appliquer le nouveau code. Il améliore la transparence. Nous ne pouvons jouer les offensés face au contrôle critique de l'opinion publique et à sa très forte demande de justice. A nous de relever ce défi. »

D. R.

SOCIÉTÉ

Mulhouse joue « l'intégration tranquille »

La ville alsacienne, qui compte de nombreux immigrés, multiplie les initiatives pour les insérer

MULHOUSE

de notre envoyé spécial

« Les retraités recommencent à se promener dans les rues. C'est bon signe... » Jusqu'à une date récente, ce quartier Brossollette, dans le nord de Mulhouse, était surnommé « le quartier Haut-les-mains ». Aujourd'hui, non seulement on s'y promène, mais on le montre aux visiteurs, on le cite en exemple. C'est devenu la meilleure vitrine d'une ville en mutation qui joue la carte de « l'intégration tranquille ».

Avec quelque 18 % d'habitants d'origine étrangère, Mulhouse accueille plus du tiers des immigrés du Haut-Rhin. Mais le phénomène ne saute pas tout de suite aux yeux : on n'est pas ici à La Courneuve ou dans les quartiers nord de Marseille. L'exotisme, il faut souvent aller le chercher dans des appartements surpeuplés, insalubres, en ruine.

La Délégation à la ville, chargée en France du développement social des quartiers, a l'intérêt particulier de la cité alsacienne, terre traditionnelle d'immigration. Aux Algériens, aux Portugais et aux Italiens sont venus s'ajouter récemment des Turcs et des ressortissants d'autres pays, plus lointains. C'est pain béni pour le Front national qui, dans un quartier, a rallié plus de 40 % des voix aux dernières cantonales. Autant dire que le maire socialiste, Jean-Marie Bockel, élu de justesse en mars 1989, se sait observé à la loupe et sera jugé en grande partie sur sa capacité à insérer les immigrés.

Mais, ici comme au gouvernement, on se refuse à traiter le sujet de manière isolée. On ne parle pas de l'intégration des immigrés mais de l'intégration tout court, sans distinction entre Français et étrangers. C'est une politique globale, à laquelle Claude Evin, le ministre de la Solidarité, est venu apporter officiellement son appui le 7 juin : une politique destinée à l'ensemble des habitants (109 000 dans la ville elle-même et près du double dans l'agglomération) qui met en jeu l'ensemble des dispositifs en faveur de l'habitat, de la formation professionnelle, de la prévention de la délinquance ou de la lutte contre la toxicomanie.

Cités en exemple par le ministre, Mulhouse est la première ville de France à avoir conclu, en janvier dernier, une convention avec le Fonds d'action sociale. Cet établissement public y consacre cette année quelque 3,7 millions de francs pour des actions d'intégration. Le contrat prévoit des mesures très précises pour favoriser la vie de quartier, développer le réseau associatif, renforcer l'action culturelle, améliorer la réussite scolaire et la formation. L'association Alsace plurilingue sera au centre de ce dispositif. C'est par son

intermédiaire qu'avait été trouvé un lieu de culte inattendu pour les musulmans lors du dernier Ramadan : dans une caserne de la ville.

A Brossollette, les immeubles de l'ensemble des « 420 » avaient été construits pour les rapatriés d'Afrique du Nord. Ceux-ci sont partis vivre ailleurs et ont été peu à peu remplacés par des familles nombreuses, essentiellement immigrées. Lorsque l'opération de réhabilitation a été lancée, en 1987, l'image du quartier était détestable : agressions, vols, vandalisme,

permet d'employer des chômeurs, de donner à des jeunes une première expérience professionnelle, mais aussi de responsabiliser l'ensemble des habitants, de renforcer les liens sociaux et de résoudre des conflits.

Avec les Turcs, il n'y a pas le poids de l'Histoire comme avec les Algériens, mais les difficultés n'en sont pas moins grandes. Ces immigrés viennent pour la plupart des zones rurales d'Asie centrale. Les femmes, en particulier, sont à mille lieues du mode de vie occidental. Bloquées à la maison, elles ne disent pas un mot de français.

« Nous avons beaucoup de mal à trouver des interlocuteurs, affirme les animateurs sociaux. C'est une population très politisée, donc très divisée, avec des représentants qui changent tout le temps ».

La municipalité tente de résoudre cette difficulté en mettant en place, dans chaque quartier, un médiateur issu de l'immigration. Un gros effort est fait, d'autre part, pour l'alphabétisation, notamment auprès des femmes. « C'était mon rêve », dit une mère de famille maghrébine qui suit des cours, deux après-midi par semaine, dans le CES de Brossollette. C'était son rêve... depuis vingt-quatre ans de présence en France.

D'autres mères, plus jeunes, bénéficient depuis quelques semaines d'un lieu d'accueil, La Paroisse, dans un bâtiment préfabriqué de l'école maternelle. Pendant que leurs enfants jouent, elles bavardent entre elles ou avec des animatrices bénévoles, en prenant le thé. Là aussi, ce n'est pas grand-chose, mais ça change la vie.

Un traitement aux antibiotiques

Le maire de Mulhouse avait un beau projet : faire dire des « conseils consultatifs d'arrondissement » par tous les habitants acquiesçant la taxe d'habitation. C'est-à-dire les étrangers comme les Français. Il a dû bien vite déchanter, la relance du débat national, qui a incité en ville même si le statut de réfugié leur était refusé.

Les récentes mesures prises par le gouvernement ont eu un effet dissuasif très sensible. Les arrivées sont en nette diminution, et les autorités municipales respirent : « l'intégration tranquille » suppose en effet que la population étrangère n'augmente pas en permanence, de manière incontrôlée.

Un autre point positif est la bonne santé économique de cette

ville qui est sortie de la crise plus vite que d'autres. Avec cependant des effets pervers : en franchissant la frontière quotidiennement, pour aller travailler en Allemagne ou en Suisse, un ouvrier non qualifié peut gagner jusqu'à 14 000 francs par mois. Son voisin, lui, se contente du SMIC ou d'allocations. Avec la croissance qui revient, l'écart se creuse, et Mulhouse risque de devenir une ville à deux vitesses.

Le maire se vante d'avoir multiplié par quatre les mises en chantier de nouveaux logements sociaux. Mais c'est dans certains îlots insalubres du centre-ville, où l'habitat est privé, que se posent souvent les problèmes les plus difficiles. En raison de ses friches industrielles, Mulhouse compte en effet de nombreux logements vacants où des immigrés se sont installés, souvent après les avoir achetés. Des marchands de sommeil ont fait là de très bonnes affaires, en exploitant leurs compatriotes.

Avancer prudemment

Pour contrer ce phénomène, la municipalité fait jouer systématiquement son droit de préemption. Elle achète tous les immeubles à vendre si l'acquéreur refuse d'engager les travaux de réhabilitation requis. Le logement est ensuite revendu à une société HLM, ce qui permet aussi de mieux réguler l'habitat et d'éviter la coagulation de ghettos ethniques. Entre cinq et huit immeubles par mois sont ainsi acquis et transformés. « Nous traitons ces quartiers aux antibiotiques », dit un responsable de la municipalité.

« On nous parle d'intégration, remarque pour sa part un commerçant du centre. Mais ces immigrés, turcs ne veulent pas s'intégrer. Leur seul but est de gagner de l'argent... » Jean-Marie Bockel, n'ignore pas que beaucoup de ses administrés pensent ainsi. Il prépare, pour la rentrée, une campagne d'information, dont chaque terme sera pesé.

Ce maire de trente-neuf ans, qui débordait d'énergie, est contraint d'avancer prudemment : « Quand on réalise quelque chose dans un quartier, il faut en même temps l'expliquer dans les autres. Il faut surtout que les résultats se voient, sinon on vous accuse de faire des effets d'annonce. » Or, à Mulhouse comme ailleurs, l'intégration met du temps et ses résultats ne sont pas forcément très visibles.

ROBERT SOLÉ

Un colloque au ministère de la recherche

Regards croisés euro-arabes

Un colloque orientaliste vient de se dérouler au ministère de la recherche, à l'initiative de l'association Anthropol. Son thème était « L'Arabe : fascination ou répulsion ? ».

Le groupe Anthropol est animé par deux jeunes intellectuels algériens établis en France, l'anthropologue Malek Chebel et l'écrivain Mohamed Kacini. Leur anticonformisme avait naturellement influencé le choix des intervenants, parmi lesquels des autodidactes côtoyaient des universitaires.

La question cent fois rebattue de la place de l'Arabo-musulman dans la mentalité occidentale a souvent glissé vers celle, infiniment moins connue et discutée, du regard islamique sur l'Autre. Ainsi, le jeune chercheur Louis Blin, auteur du récent « L'Algérie du Sahara au Sahel (L'Harmattan) », a-t-il fait ressortir « le manque d'intérêt de l'Arabe pour le noir, le refoulement de leurs rapports historiques, la dégradation contemporaine de l'image du second dans l'esprit du premier, proportionnellement à l'accentuation de l'attrait exercé sur les Arabes par la civilisation occidentale blanche ». Description tout aussi décapante

chez l'historien algérien Slimane Zeghidou, qui a disséqué le statut du gôy (le non-juif) et du dhimmi (chrétien ou juif) dans les textes sacrés du judaïsme et de l'islam, notamment le Talmud et la Sunna. Selon l'auteur de Cinquante mots d'islam (Desclée De Brouwer 1990), et surtout de la Vie quotidienne à La Mecque (Hachette), ces textes « ne comportent pas de prescription raciale, mais sont discriminatoires sans état d'âme, puisqu'ils ont été édictés dans le but de protéger la communauté des influences extérieures jugées dangereuses ».

Identité et identitarisme

A coups d'exemples tirés de la vie courante (mariage, etc.), l'orateur a montré « l'actualité de ces textes, à l'heure du renouveau judéo-islamique » et estimé que « le plus grand danger, aux yeux des tenants les plus stricts des identités israélite ou musulmane, était finalement la tolérance occidentale perçue à terme comme porteuse d'assimilation ».

C'est au Kabyle Kassa Hovari, à qui on doit Confessions d'un immigré (Lieu Commun), que devait revenir de tracer le délicat tableau vécu des relations berbéro-

ro-arabes, généralement occultées. « S'affirmer berbère n'est pas être anti-Arabe, comme le croient tant d'Arabes. Les Kabyles ont une chance pour l'Algérie, car avec leur printemps de 1980, ils ont déclenché le mouvement qui a abouti à la démocratisation actuelle. Aujourd'hui, le seul parti algérien plaident pour une laïcité qui naturellement ne serait pas anti-islamique, à eu son point de départ en Kabylie ».

Ces propos ont suscité quelques réactions parmi certains Arabes comme en ont provoqué, chez certains participants juifs, les critiques formulées par le journaliste maghrébin Salah Guemrieh à l'endroit de ce qu'il a appelé « l'antiracisme sélectif » d'organisations comme SOS-Racisme.

L'ancien ministre d'Etat Michel Jobert a en revanche mis (presque) tout le monde d'accord en dénonçant à la fois « cette sorte de crime qu'est la guerre menée contre les spécificités » et les agissements « des gens de chapeau ». Bref, il ne faut pas confondre identité et identitarisme.

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ

Association Anthropol, 25, avenue de la Motte-Piquet, 75005 Paris.

Les propositions d'« ajustement » de l'orthographe remises au premier ministre

Ecrira-t-on « portecle » comme « portefeuille » ?

Le Conseil supérieur de la langue française devait remettre, mardi 19 juin, au premier ministre, qui le préside, un rapport proposant une réforme de l'orthographe. Ce projet, préparé par un groupe de travail présidé par M. Maurice Duon, secrétaire perpétuel de l'Académie française, a fait l'objet d'un accord unanime des « immortels ».

C'est le 24 octobre dernier que M. Michel Rocard avait demandé au Conseil supérieur, créé en juin 1989, de lui proposer « certaines rectifications et tolérances », étant entendu que les anciens usages resteraient admis. Le conseil s'est volontairement limité à cinq points.

1) L'accord du participe passé des verbes pronominaux. La règle actuelle n'est pas modifiée. On continuera d'écrire elle s'est lavée les mains ou la main qu'elle s'est lavée. Mais on alignerait l'orthographe de l'usage de faire suivi d'un infinitif. Le participe passé de fait restant dans ce cas invariable. On écrirait donc : je les ai laissés partir, comme on écrit je les ai fait partir.

2) Le trait d'union. L'histoire des mots montre que le trait d'union tend à disparaître et tend à être remplacé par une simple soudure (par exemple : portecle ou bien passeport). On maintiendra le trait d'union lorsque le sens l'impose : un ouvre-boîte, un po-de-vin ; on l'écrira aux nombres complexes : cent-quatre-vingt-quatre, on continuera à écrire bien-être, court-rêtu. Mais la soudure sera préférée lorsque le mot est ressenti comme une unité lexicale. Cette tendance à la soudure est ancienne. Contrebande est devenu contrebande dès 1740 et surabondance dès 1762. On écrira la soudure à des mots comme portecaravane, portecroûte, portepasseport, bassecour, charvetour, pliquenique, hautparleur. Les mots d'origine étrangère pourront être aussi soudés comme cowboy, striptease, weekend. On exclurait les mots composés à partir du latin (un mea culpa, un ex libris).

Mots composés et accents

En revanche, on étendrait la soudure à des mots composés avec contre, entre ou extra : contreordre, contrepoint, contreattaque, contrequête, entrecoûte, entraider, entre-

temps, extraconjugal, infrason, ultramoderne, intraveineux, supralittéraire, etc. Le trait d'union serait conservé au cas où le contact de deux voyelles entraînerait des difficultés de lecture : extra-utérin, contre-ut.

Même règle de la soudure pour les mots composés d'ordre scientifique ou technique, sur le modèle de cardiogramme. On écrirait audiovisuel, aérobic, autostop, contre-ut.

3) Le pluriel des mots composés. Pour éviter des contradictions comme entre des après-midi et des après-dîners, on exclura la marque du pluriel du premier terme du mot composé et on le généralisera dans le second. Exemples : des chauffe-eaux, des presse-citrons. Mais on continuera d'écrire des prie-Dieu, des trompe-l'œil. Pour les chiffres, le pluriel « intérieur » serait recommandé. Exemples : quatre-vingts-quatre, trois-cent-trente, la page quatre-vingt-quatre-vingts-huit. Les mots empruntés de l'étranger n'ont pas le pluriel d'origine. On écrirait des matchs et non des matches, des solos et non des soli, comme on écrit des maximums, des médias et des raviolis.

4) Les accents. Le tréma se placera constamment sur la voyelle à prononcer : jageure s'écrira sur le modèle de naïf. On généralisera l'accent grave de façon à écrire le rustler comme il pélera. Il tiendra comme il achète. Même règle pour les dérivés en « ment » : rustèlement. L'accent circonflexe serait conservé lorsqu'il fait partie de l'image graphique du mot : âme, être, mais il disparaîtrait lorsqu'il ne marque pas une nuance de prononciation. On écrirait abime comme cime ainsi que chaîne, affut, aout, bruler, buche, gout. L'accent circonflexe serait conservé lorsqu'il sert à distinguer deux mots homophones (sur et sur, jeline et jeune).

5) Enfin, certaines anomalies orthographiques : on écrirait bonhomme comme bonhomme, bourgeois comme bourgeois, chariot comme chariot. On supprimerait l'« i » inutile dans des mots comme grossier, quincailler et le « i » inexplicable dans corolle ou le « t » de grollet. Mais pas de doublement du « n » dans bani comme banal, taner comme tannin, paysannerie, tyraniser.

Pour prouver qu'il s'agit de modifications légères, moins importantes que celles du dix-neuvième siècle par rapport à celles du dix-huitième, la commission a calculé qu'elle ne modifierait pas plus de deux mots en deux pleines pages de Proust dans « La Pélée ».

Le doyen des Français est mort à 110 ans

M. Henri Pérignon, le doyen des Français, s'est éteint le 18 juin dans une maison de retraite de Dauville (Calvados), né le 14 octobre 1879, à Sèvres dans les Hauts-de-Seine, il avait cent dix ans et huit mois. Son apparence fragile cachait un solide tempérament. M. Pérignon avait été l'un des premiers automobilistes français à obtenir son permis et c'est en conduisant la voiture du maréchal Lyautey qu'il avait été éborgné durant la guerre de 14-18.

Le secret de sa longévité ? « Pas de tabac et du vélo » répondait-il. Ce passionné du volant n'avait en effet renoncé à la bicyclette qu'à cent six ans, à la demande de sa nombreuse descendance couvrant quatre générations. Mais son vrai secret, c'est sans doute d'avoir travaillé durant près de quatre-vingts ans. M. Pérignon avait reçu samedi 16 juin, à Deauville, la légion d'honneur au titre du commerce et de l'artisanat. Cette ultime émotion a-t-elle eu raison de sa résistance ?

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

FAITS DIVERS

Un toxicomane tué par sa mère

L'overdose d'Anne-Marie

MARSEILLE

de notre correspondant

Anne-Marie Siano est sortie en courant du pavillon et elle a crié en direction des voisins, qui prenaient l'apéritif sur leur terrasse : « Mon fils est mort... Mon fils est mort ». Quelques minutes auparavant, la famille Reina avait entendu comme un coup de feu déchirer le silence de la pinède, dans ce quartier du Logis-Neuf à Allauch, une petite commune à l'est de Marseille.

Il était 13 h 15, dimanche 17 juin. « Mon fils », raconte M^{me} Reina, a dit en pleurant : « On dirait que les Siano se tirent dessus ». C'est alors qu'Anne-Marie a surgi... « Nous avons tenté de la calmer, dit un voisin, puis nous sommes entrés dans la villa ».

Dominique Siano, vingt-cinq ans, éboueur municipal à Allauch, était allongé sur son lit. Du sang coulait abondamment de sa tête. A côté de lui, son père, Nicolas, invalide, à qui il manque un bras et une jambe à la suite d'un accident de moto, pleurait en silence. Anne-Marie Siano venait, à bout de déses-

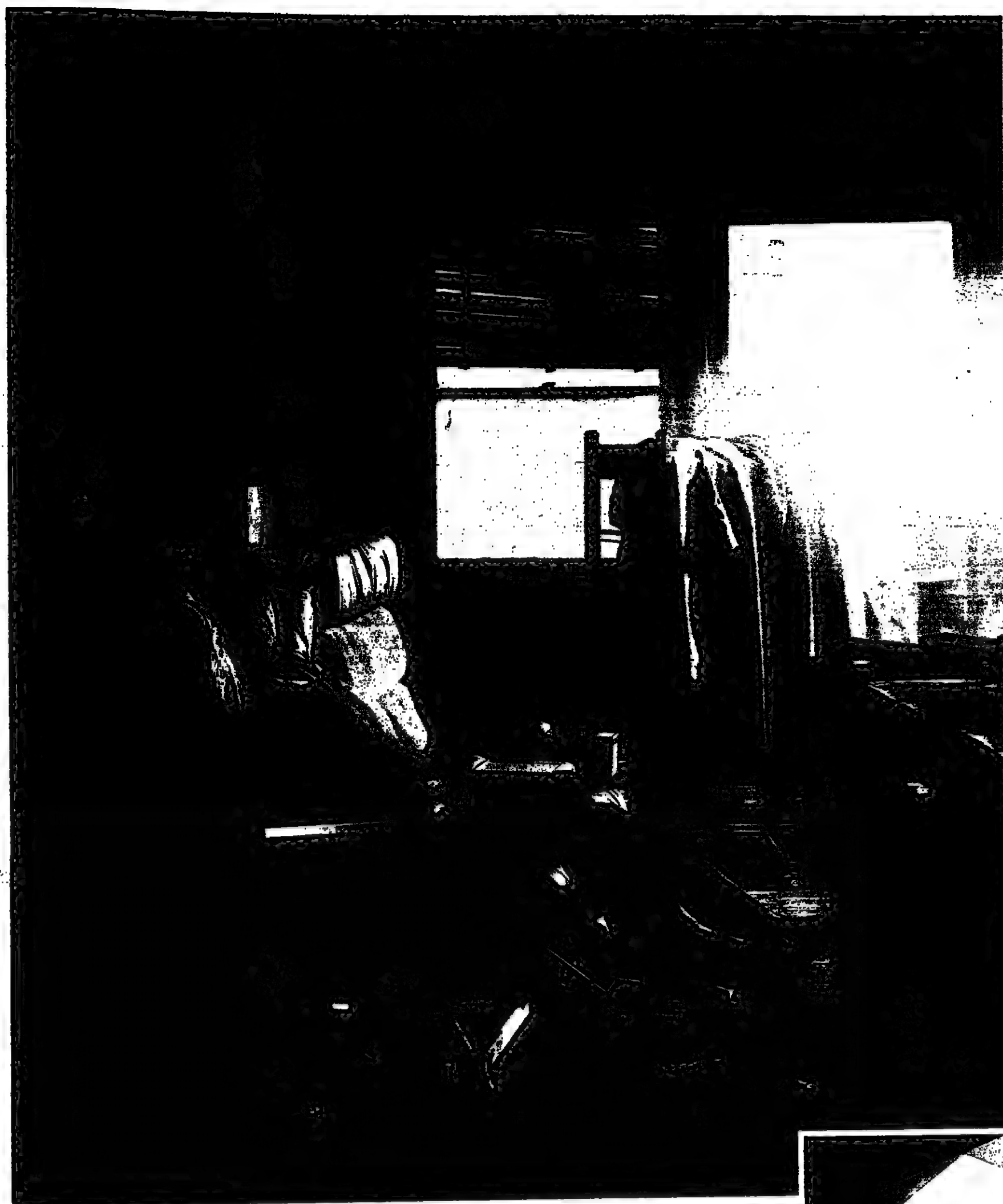
poir, de tuer son fils unique, hérolomane, d'une balle de 9 mm en pleine tête.

Tel est l'épilogue d'un drame familial connu au pu le reconstruire les gendarmes chargés de l'enquête. Un drame qu'Anne-Marie vivait comme un cauchemar et auquel elle avait voulu mettre fin en ce dimanche de printemps.

Selon les enquêteurs, le jeune homme relançait sans cesse ses parents afin d'obtenir l'argent nécessaire à l'achat de sa drogue. Sa mère, qui vivait particulièrement mal la descente aux enfers de son fils, avait dû prendre un congé de longue durée, à la suite d'une dépression nerveuse. Ceux qui la connaissent affirment qu'elle avait subi, ces derniers temps, une perte considérable de poids, attestant d'un état nerveux dégradé.

A la mairie d'Allauch, ses collègues de travail décrivent le calvaire de cette femme. « Elle vivait cette histoire en vase clos ; elle n'en parlait jamais, et surtout pas de drogue ». C'est seulement après le meurtre que le père a confié aux gendarmes : Mon fils sa plaquait. »

JEAN CONTRUCCI



Nos sièges sont encore plus confortables puisque leurs repose-jambes en cuir sont désormais inclinables à 60° et non plus 45°.

SUR NOTRE *NOUVELLE CLASSE AFFAIRES*, L'ETONNEMENT PROVOQUÉ PAR LE CONFORT DE NOS SIÈGES NE DURE JAMAIS TRES LONGTEMPS. Nos spécialistes n'ont oublié aucun détail pour vous rendre le voyage encore plus agréa-

ble. Du repose-tête ajustable jusqu'aux accoudoirs, tout a été étudié pour que les quelques heures passées en notre compagnie deviennent un véritable moment de détente. Nos coussins n'ont aucune couture susceptible de les rendre inconfortables et si leur cuir n'est pas tendu c'est pour que celui-ci



Contrairement à nos vus, nos caisses électroniques sont loin d'être millésimées.

épouse mieux les formes. Pour finir, comme le perfectionnisme de nos artisans n'a pas de limite, ils n'ont même pas

hésité à faire quelques heures supplémentaires pour tester la qualité de leur travail. Appelez votre agent de voyage ou American Airlines au 42 89 05 22, nous serons ravis de vous accueillir à bord de notre nouvelle Classe Affaires sur nos vols transatlantiques. Nous vous souhaitons d'avance une bonne sieste.



Nos nouveaux plateaux pivotants vous permettent d'aller et venir sans aucune difficulté.



American Airlines Business Class

AA province: Bordeaux 56.44.52.90, Lyon 78.92.93.15, Marseille 91.91.66.34, Nantes 40.89.10.92, Nice 93.87.19.79, Strasbourg 88.32.90.22.

COUPE DU MONDE DE FOOTBALL

● La Roumanie, malgré ses soucis, s'est qualifiée ● L'Argentine, tenante du titre et troisième de son groupe, est en sursis ● L'URSS, éliminée, a écrié le Cameroun pour la gloire ● Les footballeurs africains sont convoités par de nombreux clubs européens ● Les excès de la presse populaire britannique et l'indifférence des grands médias américains ●



La qualification à Naples, le cœur à Bucarest

Les Roumains jouent bien et se sont qualifiés pour les huitièmes de finale. Mais ils n'oublient pas les misères de leur pays

GROUPE B : Argentine et Roumanie 1-1
NAPLES
de notre envoyé spécial

Saura-t-on jamais les sentiments qui tempèrent sous un crâne de footballeur ? Si l'est roumain, peut-être taper joyeusement dans un ballon à Naples tandis qu'au pays les « gueules noires » font des croche-pieds à la démocratie ? Après tout, ces mêmes hommes jouaient déjà — et plutôt bien — quand Ceausescu Junior régnait sur le football des Carpates. Oui, mais depuis Noël dernier, les états d'âme sont autorisés. « Ce qui s'est passé a laissé des traces dans le cœur de nos joueurs », admettait Emmerich Jenei, l'entraîneur, après le match nul qui leur donnait la deuxième place qualificative du groupe B.

On craignait qu'ils aient la tête ailleurs. Depuis quelques jours, le football n'occupait plus toutes leurs pensées. Ceux qui habitent le centre de Bucarest, comme Ioan Lupescu, Bogdan Stela et Florin Raducioiu, étaient suspendus au téléphone pour prendre des nouvelles de leurs familles. Les autres devaient lire la RAI des yeux. Tous se faisaient traduire des gazettes qui n'avaient rien de sportives, ne retournant que contraints et forcés au champ clos de leur activité footballistique.

Comme il était impossible, en pénétrant sur la pelouse de San Paolo, d'oublier totalement les misères du pays, autant en faire le prétexte à se serrer les coudes entre Roumains. La

solidarité, clé du succès, de tous les succès, pour la Roumanie ? Les gerbes de fleurs jetées par les joueurs à leurs supporters avant le coup d'envoi n'avaient d'autre signification.

Des Roumains — une quarantaine sur les 1 200 présents à Naples — avaient pourtant demandé l'asile politique à des autorités italiennes bien embarrassées. George Hagi, la vedette de l'équipe, se refusait à les juger : « Nous sommes des sportifs, nous ne faisons pas de politique. Mais, en ce qui nous concerne, nous rentrons en Roumanie ». Meneur de jeu surdoué, mais décevant contre le Cameroun, il avait à cœur de prouver que sa tête à lui n'était pas déjà, comme le lui avait reproché une partie de la délégation roumaine, au Real Madrid, qui vient de verser 6 millions de dollars au Steaua Bucarest pour s'attacher ses services.

La diaspora argentine

Celui qu'on a surnommé le « Maradona de l'Est » a parfaitement soutenu la comparaison avec l'autre — faut-il dire de l'Ouest ? Avec son copain Marius Lacatus, petit taureau furieux lâché au milieu de gauchos désarmés, il a conduit à la qualification une équipe qui ne vaut pas seulement par sa vaillance.

Les Roumains ont à nouveau montré leur capacité à poser le jeu au milieu du terrain et à conduire de dangereuses contre-offensives à partir des relances de George Popescu, un maître libero. L'égalisation obtenue

par Gavril Balint sept minutes après le but de Pedro Monzon n'était que justice. Elle récompensait un travail intelligent face à une formation argentine qui n'a pas fait beaucoup de progrès depuis sa calamiteuse prestation contre les Camerounais.

Il faut du temps pour reconstituer un puzzle dont les pièces sont éparpillées à travers le monde. La situation économique de l'Argentine n'était déjà pas brillante en 1986, lorsque tous les vainqueurs de Mexico ont converti leurs lauriers en devises fortes. Mais l'inflation n'a fait qu'empirer et les clubs argentins sont condamnés à brader leurs stocks de jeunes talents pour éviter le dépit de bilan.

Tous les pays du monde se servent aujourd'hui au rayon argentin. Pour 30 000 dollars, on peut s'offrir un bon joueur de Buenos Aires. A ce prix, même le Japon, tiers-monde du football, se fait importateur. Pour l'année 1989, près de deux cents footballeurs ont quitté l'Argentine.

Aujourd'hui, Carlos Bilardo, sélectionneur globe-trotter, doit passer sa vie dans les avions pour venir superviser ses joueurs en Europe. Cette diaspora est sa principale explication à la contre-performance des champions en titre. « En 1986, pour préparer le Mondial, j'ai pu travailler avec seize joueurs évoluant au pays, rappelle-t-il. Cette année, je n'en ai eu que cinq. Dans ces conditions, j'ai bâti l'équipe que j'ai pu, elle n'est pas excellente, mais nous ne sommes réunis tous ensemble que depuis trente jours. »

Comme si le handicap n'était pas suffisant, il « oublie » de convoquer des joueurs tels que Ramon Diaz (AS Monaco) et Rito Marcico (Toulouse FC), deux diaboliques attaquants qui pourraient apporter à la sélection le punch qui lui manque.

Voudrait-il faire appel à eux qu'il ne le pourrait pas. Les deux hommes, comme quelques autres, n'ont pas l'heur de plaire à Diego Armando Maradona. Personne n'en connaît la raison, mais Sa Majesté a mis son royal veto à leur sélection, et c'est en vain que le président Carlos Menem lui-même s'est fait, il y a quelques semaines, l'avocat de Ramon Diaz.

Diego n'aime pas qu'on lui fasse de l'ombre sur un terrain, préférant, comme en 1986, commander la manœuvre de solides artisans à sa solde. Malheureusement pour lui, quatre ans ont passé. Jorge Burruchaga, deux fois opéré d'un genou, n'est plus le précieux contre-maître qu'il fut dans l'ombre du patron. Et les remplaçants de Valdano, Brown ou Enrique ne sont pas au niveau.

Utiliser un libero et deux stoppeurs en défense, et un seul avant de pointe, de manière à surpeupler le milieu de terrain, était une formule magique que Bilardo avait inventée au Mexique, et que beaucoup d'équipes ont copiée depuis. N'ayant plus aujourd'hui les hommes pour l'appliquer efficacement, il ne peut que déplorer avec fatalisme : « L'Argentine a un système que je ne peux changer d'une minute à l'autre. »

JEAN-JACQUES BOZONNET

HORS-JEU

Les nouvelles croustillantes de la presse britannique

CAGLIARI
de notre envoyé spécial

Du foot, du sang, du sexe... Pour les journaux populaires britanniques, la coupe du monde est une affaire qui rapporte gros. C'est par lors de plusieurs milliers d'exemplaires, achetés par avions, que les célèbres tabloïds londoniens, les Sun et autre Daily Star, viennent garnir les kiosques à journaux de toute la Sardaigne. Des estafettes les acheminent également vers les hôtels et les terrains de camping.

Outre d'excellentes nouvelles du pays (la princesse Diana a adopté la même coupe de cheveux que Liz Taylor), quelques informations de première importance en provenance des États-Unis (le frère de Madonna serait alcoolique), ils y découvrent le Mondial, leur Mondial. A ce stade de la lecture, l'affaire se gâte. Car ni les joueurs ni les supporters n'ont été épargnés depuis le début de la compétition.

Les premiers ont eu droit à un sortilège scandale qui a éclaté peu après le match contre l'Irlande, lundi 11 juin. Selon certains quotidiens populaires, trois internationaux auraient succombé aux charmes d'une hôtesse d'accueil employée dans l'hôtel de la sélection. Sous une photo couleur de la présumée fautive, le Daily Star se fonde d'un commentaire du meilleur goût dans son

édition du 15 juin : « Isabella, l'hôtesse à la peau couleur olive n'est pourtant pas une beauté de classe mondiale... » Polémique en Sardaigne où l'on ne badine pas avec ce genre de rumeurs. Les joueurs hurlent à la machination, ils décident de boycotter la presse.

Les supporters ont également eu droit à un traitement de faveur. Lundi 18 juin, soit deux jours après les violents incidents qui ont éclaté avant le match Angleterre-Pays-Bas (le Monde du 19 juin), ces mêmes journaux assuraient avoir identifié le grand organisateur de cette confrontation avec les policiers italiens : un badonnant gaillard âgé d'une quarantaine d'années, coiffé d'un chapeau tricolore et fan de l'équipe londonienne de Crystal Palace.

La photo du « fou au chapeau » est diffusée en Sardaigne mais aussi dans toute l'Angleterre. Il devient le « général de la bataille de Cagliari ». Des dizaines d'autres journalistes ont pourtant pu le voir, parfaitement pacifique, en train de vendre des T-shirts et de discuter avec des Sardes ou des Néerlandais devant la gare de Cagliari. Sans doute a-t-il d'ailleurs vendu beaucoup moins de polos que les kiosques n'ont distribué de journaux...

Ph. Br.

Aux États-Unis

Mondiale, quel Mondiale ?

SAN FRANCISCO
de notre envoyé spécial

Lundi 19 juin, c'était la photo du vainqueur Hale Irvin qui s'élevait à la une de la plupart des quotidiens américains. C'était son putt de 45 pieds, au dix-huitième trou de l'US Open de golf que les télévisions diffusaient sans cesse.

On était loin, très loin même, de la Coupe du monde de football. D'autant plus que, comble de malchance pour celui qui aurait eu l'idée saugrenue de vouloir s'intéresser au Mondial, les Giants de San Francisco rencontraient en basket-ball les Braves d'Atlanta, un match que, pour aucun autre événement au monde, les chaînes de télévision californiennes n'auraient voulu manquer. Même ESPN, un réseau qui diffuse du sport vingt-quatre heures sur vingt-quatre, ignorait superbement ce qui se passe actuellement en Italie. A croire que, dans quatre ans, la Coupe du monde n'aura pas lieu aux États-Unis...

Heureusement, le New York

Times savait l'honneur, accordant — fait exceptionnel — sa première page aux exploits des « Lions indomptables » sur le Cameroun et en consacrant un assez long article aux problèmes de sécurité et à la violence de certains supporters.

Il ne saurait, bien entendu, être question de remettre en question la culture sportive d'un pays, ni de faire preuve — fût-ce à propos d'un sport quasi universel — d'un quelconque ethnocentrisme. Simplement, la prochaine Coupe du monde a lieu dans quatre ans aux États-Unis, et certains craignent qu'elle ne se déroule dans des stades à moitié vides, malgré le succès qu'avait connu le tournoi de football des Jeux olympiques de Los Angeles en 1984.

Ceux qui regrettent la force nationale qui s'empare, tous les quatre ans, des pays qualifiés pour cette compétition trouveront peut-être là de quoi se réjouir. Il n'empêche que le football est aussi un spectacle, un fait culturel, qui peut difficilement se passer de public.

FRANCK NOUCHI

La chasse aux « Lions indomptables »

Les joueurs camerounais, bon marché, intéressent de plus en plus les recruteurs européens

GROUPE B : URSS b. Cameroun 4-0
BARI
de notre envoyé spécial

Si le Mondiale se jouait à Wall Street, les Camerounais seraient champions du monde. Depuis le début de cette compétition, la cote des « Lions indomptables » du Cameroun n'a cessé de grimper sur le marché des joueurs. La défaite subie face à l'URSS (4-0), lundi 18 juin à Bari, n'a pas entamé leur popularité auprès des entraîneurs, présidents et agents de joueurs, si nombreux à siéger en Italie en quête de perles rares.

Déjà assurés de participer aux huitièmes de finale, les Camerounais n'ont guère forcé leur talent contre des Soviétiques qui gardaient un infime et « mathématique » espoir de qualification. Ce match n'avait donc, pour les Africains, qu'un intérêt anecdotique.

En revanche, les succès obtenus contre l'Argentine (1-0) puis face à la Roumanie (2-1) les avaient définitivement imposés en bonne place sur

les tablettes des recruteurs. Car s'ils sont réputés « indomptables » sur le terrain, les Camerounais sont également inégalables au jeu du rapport qualité-prix. Moins gourmands que les Sud-Américains, plus raisonnables que les Yougoslaves, ils n'affichent pas encore de prétentions financières démesurées.

Ceux qui jouent en France sont, en effet, à l'exception du gardien bordelais Joseph-Antoine Bell (il n'a pas encore joué en Italie), des joueurs de second plan évoluant dans des équipes de première division (François Omani-Biyik à Rennes, Cyrille Makankaly à Toulon, André Kana-Biyik à Metz) ou de deuxième division (Eugène Ekeke à Valenciennes, Benjamin Massing à Créteil).

La cote italienne

Quelques-uns se sont installés dans d'autres pays comme Emilie M'Bouh en Suisse (Genève), ou comme le gardien toulain Thomas N'Kono en Espagne (Español de Barcelone). D'autres, enfin, sont encore amateurs à Yaoundé, par exemple les défenseurs Stephen Tataw et Jules Onana.

Ces joueurs pourraient donc profiter de l'absence pour trouver un employeur en Europe. A peine avaient-ils dominé l'Argentine (le Monde des 9 et 10 juin) que la cote de ces « Lions indomptables » s'est mise à grimper à la bourse du Mondial. La Gazzetta dello sport, le quotidien sportif dont les pages roses sont lues en Italie avec autant d'assiduité que celles du Wall Street Journal à New York, évaluait chacun des héros : il faudrait déboursier au minimum 650 000 francs par an pour enrôler Thomas N'Kono, 400 000 pour François Omani-Biyik, 500 000 pour Cyrille Makankaly...

Ces tarifs sont certainement sous-estimés. Ils ont même dû faire sourire bien des présidents de clubs français. Mais ils ont, à coup sûr, suffi à intéresser d'autres dirigeants car, aussitôt, les premières rumeurs ont circulé. Le meilleur attaquant camerounais, François Omani-Biyik, auteur du but contre l'Argentine, a été approché par deux clubs espagnols. Déjà sous contrat avec le Stade Rennais, il n'aurait pas donné suite à ces contacts. Saint-Etienne serait tenté par N'Kono, un gardien de grand talent. Quant à Makankaly,

brillant contre les Argentins mais souvent remplaçant à Toulon, il pourrait voir sa situation s'améliorer.

Roger Milla lui-même, héros patriarcal, trente-huit ans, a profité de ses deux buts inscrits en dix minutes contre les Roumains (le Monde du 16 juin) pour faire acte de candidature à un emploi de baroudeur expérimenté : « Si l'on veut me faire confiance, je crois que je peux encore rendre bien des services... »

Cette frénésie devrait aller en s'amplifiant. Si l'on ne tient pas compte du match contre l'URSS, les Camerounais ont prouvé qu'ils n'étaient pas seulement des héros « exotiques ». Surout, au-delà de leurs propres carrières, ils ont ouvert pour les générations à venir. Comme le confirme Pape Diouf, un imprésario d'origine sénégalaise, le Mondial devrait amener les dirigeants européens à « prendre conscience du formidable réservoir que constitue l'Afrique », avec ses quatre cents clubs, de ses vingt mille licenciés et de ses centaines de milliers de pratiquants.

PHILIPPE BROUSSARD

Le point

GROUPE B

Argentine et Roumanie 1-1.
URSS b. Cameroun 4-0.
Classement : 1. Cameroun, 4 pts ; 2. Roumanie, 3 pts ; 3. Argentine, 3 pts ; 4. URSS, 2 pts. (L'URSS est éliminée).

A LA TELEVISION

Mardi 19 juin : RFA-Colombie à 17 h (TF1) ; Yougoslavie-Emirats arabes unis à 18 h 45, en différé (La 5) ; Italie-Tchécoslovaquie à 21 h (TF1) ; Autriche-Etats-Unis à 22 h 45, en différé (FR3).

Mercredi 20 juin : Brésil-Ecosse à 21 h (A2) ; Suède-Costa-Rica à 22 h 45, en différé (FR3).

Une Rolls pour un but

Khalid Ismail, auteur de l'unique but de l'équipe des Emirats arabes unis contre la RFA (1-5), a reçu une Rolls en récompense de cet exploit. Il est devenu un héros national dans les Emirats. « Mon cœur a littéralement explosé quand j'ai vu la balle rouler au fond des filets », a-t-il expliqué.

La Suisse hésite toujours pour 1998

La Suisse étudie toujours la possibilité de poser sa candidature pour l'organisation de la Coupe du monde 1998, ce qui continué à en faire une rivale potentielle de la

ECHOS

France. Mr Freddy Rumo, président de l'Association suisse de football, a affirmé lundi 18 juin qu'aucune décision n'avait formellement été prise.

Pression populaire en Indonésie

Seules quelques familles aisées pouvaient jusqu'à présent suivre les matchs en direct en Indonésie. La télévision nationale se contentait de retransmissions en différé, le direct étant réservé à une chaîne privée, propriété de l'un des fils du chef de l'Etat. Cette injustice a cessé sous la pression populaire. La télévision nationale TVRI a décidé de montrer, d'ici au 8 juillet, dix-sept rencontres en direct contre cinq prévues initialement.

Le Nil monte les télévisions s'allument

Le niveau du Nil Bleu ayant grimpé de quelques centimètres ces derniers jours, les centrales du Soudan fournissent maintenant assez d'électricité pour que les habitants de Khartoum puissent regarder la Coupe du monde. Le 8 juin, pour le match d'ouverture Argentine-Cameroun, la consommation d'électricité était telle qu'à près quelques minutes de jeu le gouvernement avait interrompu la retransmission et menacé, dans un message, de couper carrément le courant si les gens n'éteignaient pas la lumière.

Les brasseurs sont déboutés de leur action contre A2

L'action en référé, engagée vendredi 15 juin contre Antenne 2 par l'Association des Brasseurs de France, a été rejetée lundi par le Tribunal de Grande Instance de Paris. Les brasseurs accusaient la chaîne de diffuser, à l'occasion de la Coupe du monde de football, des images de publicités en faveur de boissons alcoolisées.

M. Francis Cavarroc, Vice-Président du tribunal en a jugé autrement. Il reprend point par point dans son ordonnance la défense élaborée par Antenne 2. D'abord, « la société Antenne 2 se borne à la stricte retransmission des images » réalisées par la télévision italienne, comme l'a d'ailleurs fait TF 1. Ensuite deuxièmement, le brouil-

lage des images montrant un panneau publicitaire sur le bord du terrain pour une boisson alcoolisée, est incompatible avec la retransmission dans de bonnes conditions « d'un événement sportif majeur, dont la popularité n'est plus à démontrer ».

L'Association des brasseurs de France, s'appuyant sur le projet de loi Evin qui durcit les mesures à l'encontre de la publicité pour l'alcool, avait demandé l'interdiction de la diffusion des images incriminées. Elle entendait, avant tout, souligner la « discrimination dans la compétition avec ses concurrents étrangers » due à la rigidité de la loi française par rapport à d'autres pays européens.

مكتبة الامم

CULTURE

EXPOSITIONS

Le Guerchin, victime de l'idéal

Le Louvre rend hommage au Guerchin. Occasion de vérifier que le bon goût ne fait pas toujours la bonne peinture

Depuis l'exposition des peintres du Seicento au Grand-Palais, l'art du dix-septième siècle italien, que l'on tenait volontiers pour ennuyeux, pompeux et assez négligeable, a retrouvé la faveur des musées. Que le Louvre célèbre Le Guerchin ne peut donc surprendre. L'œuvre de Giovanni Francesco Barbieri, surnommé Il Guerchino, autrement dit le Loucheur, est en effet exemplaire des modes du temps et de l'opposition du naturalisme et du « grand style » officiel.

Commencé autour de 1620 - Le Guerchin était né à Cento, entre Bologne et Ferrare, en 1591 - sous le signe du pittoresque et du trivial, elle se plaça ensuite peu à peu sous celui du bon goût illustré par Dominique et Guido Reni, dont du reste Le Guerchin prit la place de chef d'école à Bologne à partir de 1642. Il y mourut en 1666, ayant étendu sa réputation aux cours d'Europe, qui lui commandaient volontiers des compositions religieuses.

Dans les salles du Pavillon de Flore, cette évolution est racontée en une vingtaine de tableaux qui appartiennent tous aux collections françaises. Autant les premiers, dont une *Vision de saint Jérôme* puissamment évoquée sur fond nocturne, séduisent par la vigueur de l'exécution et le sens de l'observation, autant ceux qui leur succèdent témoignent des efforts que Le Guerchin consentit pour troquer ensuite son naturel contre des artifices jugés plus éloquentes.

Passées les années 1620, qui furent celles de son séjour à Rome et de son ralliement à ce qu'il est convenu d'appeler le classicisme, le peintre tempère, puis abandonne, ce qui faisait jusqu'à l'essentiel, et le meilleur, de son style - les clairs-obscur fortement contrastés, les allusions à la vie contemporaine, les saints représentés par des paysans, les anges par des garçons, frères des mauvais garçons du Caravage.

Les saints deviennent vraiment saints, c'est-à-dire qu'ils lèvent vers un ciel de plus en plus azur des yeux de plus en plus humides. Ses anges sont désormais angéliques avec application, ses héros

héroïques avec sérieux. Ils font tous de grands gestes - immobiles - ils prennent la pose et attendent que le peintre ait achevé sa toile. Guerre de liaisons entre eux ni entre eux et le décor : ce sont des figures d'atelier, lavées de toute personnalité distincte, puis décalquées sur un fond d'architecture et de ciel sans souci trop poussé de la vérité de la lumière, ni même de la cohérence de la scène.

On ne peut douter que ces tableaux, religieux pour la plupart, aient un intérêt historique et que la sociologie du goût y trouve matière à déduction. Faut-il pour autant, comme s'y aventure le catalogue, faire l'apologie de leurs « qualités d'émotion sincèrement ressentie et de sensibilité picturale » ? La sincérité, qui n'est pas en art un mérite bien suffisant, ne paraît pas la qualité majeure de ces scènes mélodramatiques et l'on suspecterait plutôt Le Guerchin - qui eut, dit-on, un atelier si nombreux et efficace qu'il pouvait fournir jusqu'à une vingtaine d'œuvres d'église par an - d'avoir produit en série des images de pitié à la mode, grandes images certes, propres et d'une pitié très démonstrative, mais factices. A trop chercher l'idéal, il rencontre le stéréotype académique. Ses œuvres de jeunesse sont infiniment plus justes et expressives.

Ce que la culture du bon ton ne gâche pas en lui, c'est son remarquable talent de dessinateur. Dans le traitement de croquis et d'études à la plume présentés, il n'en est aucun qui n'intéresse, par son sujet, l'originalité du cadrage, l'habileté du trait et du lavis. Le Guerchin excelle à suggérer le mouvement, s'improvise caricaturiste à l'occasion, construit fort adroitement ses paysages et, dessinant une pendaison dans la campagne, rivalise avec Jacques Callot. Bien plus que le peintre contrainct qu'il devint à la longue, ce Guerchin-ci mérite qu'on lui rende hommage.

PHILIPPE DAGEN

► Pavillon de Flore, Musée du Louvre, jusqu'au 12 novembre.

Le bal des zappeurs

A Beaubourg, le Centre de création industrielle présente les avant-gardes du design londonien

Dans les milieux du design, celui qui ose parler de tendances est aujourd'hui regardé comme une bête curieuse, un rien démodé. Heureusement il y a les musées et leurs fonctionnaires consciencieux pour se repérer dans cet univers de plus en plus touffu.

A Beaubourg, le Centre de création industrielle (CCI) présente *Landes, images et objets du nouveau design*. Cette exposition fait partie du programme que s'est fixé le CCI : « Observer les innovations, analyser l'émergence des nouvelles problématiques suscitées par le développement de l'identité européenne ». Après Berlin et avant Milan (exposition initialement prévue en septembre et reportée), voici donc la capitale britannique dont la « culture de rue, crasse, colorée, contestataire » est aussi célèbre que Big Ben et Buckingham.

Quarante-cinq designers (appellation qui réunit, ici, les créateurs de mode, d'objets et de vidéos) ont été sélectionnés par John Thackara, trente-huit ans, directeur de recherches au Royal College de Londres, et responsable du Design Analysis International, une agence de conseil installée à Londres et à Tokyo. Cette société réalise 70 % de son chiffre d'affaires à l'exportation. Elle organise des expositions pour Japan Airlines, des actions de promotion à Barcelone, « chasse des idées » dans le monde entier, et permet à des sociétés « d'affiner leur image » à coup d'emballages ou de logos plus modernes.

Selon John Thackara, il existe actuellement deux types de demandes : le style « italien », synonyme de « very chic », de lignes classiques contemporaines, et le style « anglais », qui se subdivise lui-même en « british » (matières nobles, formes traditionnelles) et en « destroy », subversif et baroque. On trouvera ici un bel

assortiment des variétés d'outre-Manche, mises en espace par Anand Zens, qui a fait des éclairages avec des fagots de cuivre et qui a utilisé du matériel de construction, petit chef-d'œuvre « hard-tech ». Le résultat n'a pas manqué d'électriser François Burkhart, le directeur du CCI. Il s'esbaudissait, le jour du vernissage, devant « ce néo-gothique raffiné, décadent, ce côté après l'attentat... »

Sont donc au rendez-vous tous les ferrailleurs distingués de la métropole anglaise : Marc Brazier Jones et sa chaise requin en bronze, Ron Arad, Nigel Coates, Tom Dixon, Jon Mills et sa coiffeuse de reine diabolique, en acier forgé et soudé. De lunettes « new-age » (Felicity) en soie peinte et imprimée (Carolyn Zuerthman), il y a là, indépendamment de toute unité esthétique, un esprit commun - entre dandyisme et farces et attrapes - qui s'appuie sur l'exaspération des mélanges de matériaux ou de couleurs et les audaces formelles mêlant la dérision à l'utilitaire.

Au-delà de l'anecdote ou de la série limitée, on découvre au Centre Pompidou une ribambelle d'inventeurs, dont certains travaillent en liaison avec l'industrie (prototype de radio de Tony Dunne pour Sony, projet de casque ordinaire portable de Nick Oackley pour Philips). Mais il y a tout de même quelque chose d'un peu agaçant dans cette volonté de tout montrer en vrac, de présenter un concentré d'époque, de parodier l'avant-garde en voulant jouer à plus braché qu'elle. On en ressort l'estomac vide et la tête pleine de zigzags. Comme si, pour apprécier la création, il fallait zapper avant de s'en servir.

LAURENCE BENAM

► CCI, Galerie des Brèves, Centre Georges-Pompidou, jusqu'au 30 juillet. Tél. : 42-77-12-33.

THÉÂTRE

Molière à l'italienne

Dario Fo monte deux farces de Molière à la Comédie-Française : un régal

Ils chantent en italien, grimpent sur des échelles instables, pirouettent, se balancent à la Tarzan sur des cordes, crachent vraiment du feu et métaphoriquement des flammes : ce sont les comédiens français sous la direction de Dario Fo.

Ils jouent deux pièces qui ne sont ni les meilleures ni les plus célèbres de Molière, une amorce de comédie, *Le Médecin malgré lui*, et une pure farce, *Le Médecin volant*, toutes deux écrites autour d'une même intrigue, sorte de figure obligée pour les auteurs du temps : la jeune fille est amoureuse d'un beau garçon, le père veut la marier à un barbon, elle feint d'être malade, un valet complice se déguise en médecin pour berner le vieux et aider les jeunes.

Dans ses attaques contre la profession, Molière s'est montré plus aigu, rarement plus délinquant. Les scènes s'enchaînent comme des sketches de music-hall, obéissent à des conventions qui n'ont plus cours, mais que l'on reconnaît. Les amoureux, les « entremetteurs » de ce temps, enfants de Scaramouche et de Tabarin pouvaient sans doute s'en servir en virtuoses. Dario Fo connaît si bien cette tradition qu'il peut l'adapter à nos habitudes, la rendre familière.

Les gestes stylisés, simplifiés, portent une énergie de cirque. Le décor se transforme en un clin d'œil, les maisons bougent autour d'une place

médiévale. On apporte la soi-disant malade sur un canapé. Sganarelle saute d'une fenêtre à l'autre, jouant deux personnages. On bat les femmes, on les fait tourner sauvagement, mais ce sont des poupées à visage humain. Un chien déguisé en mouton s'ébroue, très à l'aise dans cette folie.

On rit même des gags les plus attendus tant les comédiens français s'arrachent. Et puis, au-delà de la farce, se dessinent des caractères. Entre deux acrobaties, Catherine Hiegel fait de son personnage - la femme heureuse d'être battue - une coquette libérée. Pour Antoine Vitez, le spectacle devait ouvrir un cycle « Sganarelle ». Le Sganarelle de Richard Fontana (*Le Médecin malgré lui* en première partie) est totalement physique et joyeux. Celui de Christian Blanc (*Le Médecin volant*) laisse deviner une souffrance, une colère. Il est inquiet et ému, Dario Fo a accompli un miracle.

COLETTE GODARD

► Comédie-Française, en alternance. Exceptionnellement le jeudi 21 juin, le spectacle sera donné à 21 heures, ainsi que la représentation de *Huis Clos* ce mardi 19 juin. Tél. : 40-15-00-15.

MUSIQUE

L'Orchestre du dix-huitième siècle

Au château de Sully, une merveille de notre époque

Forteresse médiévale et demeure seigneuriale, le château de Sully, défendu par ses tours rondes et son anneau d'eau dormante, fait le guet devant la Loire. Peu de sites s'adaptent si profondément dans notre histoire : Maurice de Sully, fondateur de Notre-Dame de Paris, Jeanne d'Arc, que La Trémoille voulut ici tenir prisonnière, le grand ministre d'Henri IV, sans oublier les jeux théâtraux de Voltaire.

On ne s'étonnera donc pas d'y voir jouer *Così fan tutte* le 15 juillet prochain. Car, depuis seize ans, se déroule à Sully un festival de haute qualité, animé par François Serrette. Et, comme la pluie menaçait dimanche, il s'est transporté de la cour d'honneur du château à l'orée de la forêt, sous une immense tente qui peut recevoir trois mille auditeurs et se révèle un écrin idéal pour l'Orchestre du dix-huitième siècle de Franz Brüggen.

Schubert, Beethoven, Haydn, un programme bien classique, mais une interprétation inimitable, une impression prodigieuse. Bien sûr, ce sont des instruments anciens,

des cordes de boyau, des bois... en bois, des trompettes et cors sans piston, mais, pour délicieuse qu'elle soit, la sonorité de cet orchestre-type « de Mannheim » n'est peut-être pas l'essentiel.

Justesse des accents, homogénéité absolue des coups d'archet et du mélange instrumental, génie du phrasé authentique et intemporel, on est au niveau des plus grands, des « aristocrates » : un Klemperer, un Beecham. Ceux-ci sont morts. Nous avons le bonheur d'entendre Brüggen et son orchestre.

JACQUES LONCHAMPT

► L'Orchestre du dix-huitième siècle jouera Bach et Schubert ce mardi 19 juin, salle Pleyel, et Philips vient de publier toute une série de ses merveilleux enregistrements : *Messe en si mineur* de Bach (Phi 426 238) ; *de Haydn, Symphonies n° 90 et 93* (422 022) ; et *101 et 103* (422 240) ; de Mozart, ouverture des *Noces de Figaro* et *Symphonie de Prague* (426 231), *Symphonie n° 39 en mi bémol*, avec la 2^e *Symphonie* de Beethoven (422 389), *Concerto et Quintette avec clarinette* (420 242).



L'ORCHESTRE DE PARIS recherche PREMIER VIOLON SOLO PREMIER VIOLONCELLE SOLO (Inscriptions avant le 29 août 1990)

Pour tous renseignements complémentaires, s'adresser à :
ORCHESTRE DE PARIS, Service du Personnel
Salle Pleyel - 252, rue du Faubourg Saint-Honoré 75008 PARIS
Téléphone : (1) 45 63 89 72

ALBERT SARFATI présente
A L'OCCASION DU 150^e ANNIVERSAIRE DE TCHAIKOVSKI
SALLE PLEYEL
Dimanche 14 octobre 1990 à 20 h 30
UNIQUE CONCERT
NATIONAL SYMPHONY ORCHESTRA
(ORCHESTRE DE WASHINGTON)
direction
MSTISLAV
ROSTROPOVITCH

Loc. Salle Pleyel, agences, FNAC et par tél. 45 63 88 73 - 45 61 06 30
THEATRE DES CHAMPS-ELYSEES
Samedi 20 octobre 1990 à 21 h, dimanche 21 à 17 h
L'ORCHESTRE
DE L'OPERA DU BOLCHOI
direction
ALEXANDRE LAZAREV
solistes
GRIGORY SOKOLOV, piano
YOURI TORCHINSKY, violon

Location Théâtre des Champs-Élysées
ainsi que toutes agences et FNAC - Rens. : 47 20 30 88
et par téléphone 47 20 36 37. (3 semaines avant le spectacle).

THEATRE DES CHAMPS-ELYSEES

ALBERT SARFATI présente

Lundi 26 novembre 1990 à 20 h 30

MIDORI

au piano ROBERT McDONALD

PAGANINI - STRAUSS - BEETHOVEN
ERNST - CHOPIN/MILSTEIN - RAVEL

Location Théâtre, toutes agences et FNAC - Rens. : 47 20 30 88
et par téléphone 47 20 36 37 (3 semaines avant le spectacle)

CALENDRIER

DES ADMINISTRATEURS DE CONCERTS

<p>Abbey of MAUBISSON Samedi 23 juin 21 heures 80 F Ter. rel. 60 F Loc. T.R. 34-34-35-10 FNAC à l'abbaye Saint-Ouen- L'Arrière S310 (s.a. Valentin)</p>	<p>LES SAMEDI de l'ABBAYE de MAUBISSON HILLIARD ENSEMBLE (Grande-Bretagne) Musique anglaise des XVII^e et XVIII^e s. Messa Alton Redemptoris de L. POWELL, Œuvres de HYTTERING, DONSTABLE PLUMMER et FRYE</p>	<p>CHATELET THEATRE MUSICAL DE PARIS Mardi 28 Juin 28 juin 20 h 30 (s.a. Valentin O. et C.)</p>	<p>ORCHESTRE DE PARIS Dir. : Semyon BYCHKOV le 28 : STRAVINSKI MAHLER le 28 : R. STRAUSS BEETHOVEN</p>
<p>ABBAYE DE ROYAUMONT Vendredi 24 juin Rens. : (1) 30-30-10 (s.a. Hérault Musique & Cadeau)</p>	<p>UN DIMANCHE A ROYAUMONT 12 h : E. BOURDY, sop. J. CHAMINE, bar. S. JACQUOT, ténor De Falis - Odrades Wolf - Strauss 18 h : Conférence 17 h 30 HILLIARD ENSEMBLE Pérotin et anonymes de l'Ecole Notre-Dame</p>	<p>Théâtre des CHAMPS- ELYSEES Vendredi 23 juin 20 h 30 Loc. T.R. 47-20-36-37 Rens. : de 11 h à 18 h Loc. Corresp. (s.a. Valentin Wernis)</p>	<p>CONCOURS INTERNATIONAL de CHANT MOZART CONCERT des LAURÉATS Orchestre de LA FENICE Dir. : Philippe ENTREMONT avec la participation de la FONDATION FRANCE TELECOM Ministère de la Culture, de la Communication, des Grande Travaux et du Bicentenaire</p>
<p>SALLE PLEYEL Mardi 30 octobre 20 h 30 Loc. Ous. ou Ous. (11 h à 18 h) Loc. T.R. 45-63-88-73 par Corresp. (s.a. Valentin Wernis)</p>	<p>Les musiciennes du Trio HARPEGE Harpe, violon et violoncelle vous proposent leur RÉPERTOIRE VARIÉ pour animer vos réceptions, cocktails et soirées privées.</p>	<p>ORCHESTRE PHILHARMONIQUE DE VIENNE Dir. : Riccardo MUTI BEETHOVEN, BRAHMS avec le soutien de DAHLERSENZ</p>	<p>Le Monde PUBLICITÉ TOUS LES GASTRONOMES Renseignements : 45-55-91-82, poste 4354</p>

châtelet

THÉÂTRE MUSICAL DE PARIS

Orchestre de Paris

Direction musicale : Semyon Bychkov

26 juin 20h30

Igor Stravinski, Le Baiser de la Fée
Gustav Mahler, 1^{re} symphonie "Titan"

28 juin 20h30

Richard Strauss, Don Juan
Henri Dutilleul, "La Nuit Étoilée"
Ludwig van Beethoven,
3^{ème} symphonie "Héroïque"

40.28.28.40

FONDATION SOCIÉTÉ GÉNÉRALE POUR LA MUSIQUE MAIRIE DE PARIS RTL

Château d'Ecouen

Invitation au bal

Le 21 juin, pour la fête de la musique, le Château d'Ecouen vous invite à découvrir la musique et les danses de la Renaissance.

A partir de 18 h 30, des concerts et des danses par la compagnie Maître Guillaume, l'ensemble Dulcinea, John Wright et Catherine Perrier, et les chorales de Domont, Montmorency, Peran et Suresnes.

A partir de 22 h, costumes-vous en revêtez vos plus beaux atours pour le bal Renaissance.

Château d'Ecouen, Musée national de la Renaissance, à 19 km de Paris par la Porte de la Chapelle, Autoroute A1, sortie Pierrefitte, direction Beauvais (N1), puis direction Chantilly (N101). Autobus : ligne 15 jusqu'à Saint-Denis-Porte de

entrée libre

Le Monde

SCIENCES • MEDECINE

La sixième conférence internationale sur le sida

Douze mille personnes réunies à San-Francisco vont établir le bilan de la lutte contre l'épidémie

SAN-FRANCISCO

de notre envoyé spécial

La sixième conférence internationale sur le sida aura-t-elle lieu ? Vingt-quatre heures avant l'ouverture officielle de ce congrès, qui doit se tenir du 20 au 24 juin à San-Francisco, les organisateurs - et la police - sont sur le pied de guerre. On ne sait pas si les groupes activistes, qui protestent en particulier contre la politique d'immigration restreignant sévèrement l'obtention de visas pour les séropositifs désirant se rendre aux Etats-Unis, mettront-ils leur menace de perturber le bon déroulement du congrès à exécution ? On bien attendront-ils la Gay Pride Parade de dimanche prochain, à laquelle devrait participer comme chaque année 100 000 à 200 000 personnes pour manifester leur mécontentement à l'égard du gouvernement américain, coupable, selon eux, de ne pas accorder suffisamment de moyens à la lutte contre le sida et de ne pas lutter assez efficacement contre les mesures discriminatoires à l'encontre des séropositifs ?

Pour la première fois, une conférence internationale sur le sida a lieu dans un des épicentres de l'épidémie. A San-Francisco, plus que dans n'importe quel autre lieu, le sida a déclenché une mobilisation sans précédent. Sur 740 000 habitants, 5 700 sont actuellement atteints par la maladie. On compte de 18 000 à 35 000 séropositifs. La plus importante communauté homosexuelle des Etats-Unis, la ville-phare de tous les mouvements de libération des années 70, a payé un lourd tribut à cette épidémie.

Dans ces conditions, que peut-on attendre d'un congrès auquel devraient participer quelque 12 000 personnes, dont près d'un millier de journalistes, et pour lequel les autorités municipales ont mis en place des mesures de sécurité sans précédent ? En dépit des 2 500 communications ou posters qui seront présentés, les spécialistes ne s'attendent guère à l'annonce de résultats fracassants. On devra plutôt voir confirmer certaines tendances enregistrées ces derniers mois.

A commencer par la possibilité de fabriquer un vaccin. L'an dernier, au congrès de Montréal,

avaient été rapportés les premiers résultats positifs de vaccination chez le singe. Depuis, des expériences, conduites parallèlement par l'équipe de Ronald Desrosiers au New England Regional Primate Center de Southborough (Massachusetts) et par celle de Michael Murphy Corb au Delta Regional Primate Center de New Orleans, ont montré qu'il était possible de protéger des singes macaques immunisés avec du virus (il s'agissait de SIV) entier tué contre une maladie qui ressemble beaucoup au sida et qui est causée par ce même SIV. Bien que prometteurs, ces résultats avaient laissé plus d'un chercheur sceptique, d'abord parce qu'il pouvait sembler hasardeux de vouloir induire une protection efficace avec du seul virus entier tué, et d'autre part parce que cette méthode pouvait sembler trop risquée. La crainte est que ces virus n'aient été qu'incomplètement inactivés et que le matériel génétique qu'ils contiennent puisse se recombiner avec les gènes d'un autre virus et, de ce fait, induire l'apparition d'une autre maladie.

De récents travaux suggèrent cependant qu'il est possible d'immuniser un singe avec seulement des protéines virales ou des fragments protéiques. Ainsi, en avril dernier, à Keystone (Colorado), le professeur Marc Girard de l'Institut Pasteur a-t-il montré qu'on pouvait protéger des singes contre une infection HIV unique-ment grâce à un mélange de protéines contenues dans ce virus. Et la semaine dernière, la firme Genentech Inc. de South San Francisco a annoncé que ses chercheurs étaient parvenus à vacciner deux chimpanzés avec une protéine d'enveloppe.

Pour autant, tous les obstacles ne sont pas encore levés. Tant s'en faut. Pour faire la preuve qu'ils étaient bien vaccinés, tous ces animaux ont ensuite reçu du virus par voie intraveineuse. Mais il s'agissait des mêmes souches de virus que celles qui avaient servi à fabriquer le vaccin. En aucune façon les conditions de laboratoire ne sont les mêmes qu'à l'état naturel. Le virus du sida est en effet extrêmement variable et, pour être efficace, un vaccin devra protéger

contre toutes les souches qu'une personne, quelle qu'elle soit, est susceptible de rencontrer. Cela dit, un certain nombre d'arguments tendent à montrer qu'en immunisant avec une souche virale, on parvient à protéger contre d'autres souches. Les expérimentations menées par Erling Norrby au Karolinska Institute de Stockholm vont dans ce sens puisqu'elles montrent qu'en vaccinant des macaques avec du HIV-2 (un virus proche du SIV), et en les infectant ensuite avec du SIV, on ne voit pas apparaître de maladie.

Faisabilité d'un vaccin ne veut pas dire mise au point. Et ce n'est pas demain, ni même dans un avenir proche, que l'on pourra vacciner la population du globe contre le sida.

Pour ce qui est du traitement, rien non plus de très miraculeux n'est à attendre de ce congrès. Les seuls médicaments anti-sida utilisés actuellement sont l'AZT, le ddI et le ddC. Ce sont tous les trois des inhibiteurs de la reverse transcriptase, une enzyme nécessaire à la réplication du virus. Mais l'utilisation de ces trois produits est limi-

tée à cause de leur toxicité et de leurs nombreux effets secondaires. De récents travaux viennent heureusement de montrer qu'avec de plus faibles doses, on peut non seulement diminuer l'intensité et la fréquence des effets secondaires, mais aussi augmenter l'efficacité de ces médicaments (le Monde du 18 janvier). Ces constatations sont importantes dans la mesure où elles laissent penser que le ddI et le ddC pourront être utilisés comme des traitements substitutifs de l'AZT, diminuant ainsi le risque de survenue de résistances médicamenteuses.

D'autres médicaments, qui agissent par d'autres biais que la reverse transcriptase et dont on devrait entendre beaucoup parler lors du congrès, sont actuellement en cours d'expérimentation. C'est le cas en particulier des inhibiteurs de la protéase, une enzyme nécessaire à la formation et à la maturation des particules virales. Ces produits commencent tout juste à être testés cliniquement, et il est donc trop tôt pour apprécier leur éventuelle efficacité.

Un autre produit, l'alpha-interfé-

ron, a lui aussi permis d'obtenir des résultats prometteurs. Clifford Lane, du National Institute of Allergy and Infectious Disease (Bethesda), a publié le 1^{er} juin dernier dans les *Annals of Internal Medicine* une étude montrant que l'interféron est capable de ralentir le développement de la maladie chez des gens séropositifs mais encore asymptomatiques. Il se pourrait que son association par exemple à l'AZT puisse avoir des effets bénéfiques.

La recherche fondamentale, mais aussi l'épidémiologie, ne seront pas absentes du congrès de San-Francisco. A la lumière des travaux menés à l'Institut Pasteur de Paris par le professeur Simon Wain-Hobson, qui avait isolé chez le chimpanzé le virus animal le plus proche du HIV-1 (le Monde du 25 mai), les chercheurs tenteront en particulier de répondre à ces questions toujours sans réponse : D'où vient le virus du sida ? Pourquoi, un jour, s'est-il « réveillé » et a-t-il déclenché cette épidémie qui a doré et déjà infecté 5 à 6 millions de personnes dans le monde ?

FRANCK NOUCHI



Sombres prévisions épidémiologiques

Plus le temps passe et plus, malheureusement, les sombres prévisions des épidémiologistes se vérifient. Et si quelques incertitudes demeurent quant à l'exacte proportion des personnes séropositives qui développeront (et dans quel délai) un sida clinique, les relevés chiffrés du nombre de malades confirment l'inquiétante progression de l'épidémie. Une progression qui, compte tenu de la durée de la période d'incubation et de la part croissante prise par la transmission hétérosexuelle, continuera, quoi qu'on fasse, durant plusieurs années.

C'est ainsi, par exemple, que le dernier rapport trimestriel de la surveillance du sida en Europe, mis à jour au 31 mars dernier, conclut à une augmentation de 60 % du nombre des cas entre mars 1989 et mars 1990 (1). On est ainsi passé pour trente-deux pays européens de 21 287 à 34 967 cas. Entre décembre 1989 et mars 1990, la France a recensé 835 cas (soit environ 65 par semaine) arrivant ainsi devant l'Italie (761), l'Espagne (662), le RFA (347), le Royaume-Uni (327) et les Pays-Bas (115).

En valeur relative, c'est la Suisse qui recense le taux le plus élevé de malades (190 cas par million d'habitants). La France arrive en seconde position (173), suivie de l'Espagne (135), du Danemark (112) et de l'Italie (105). A titre de comparaison, ce taux est de 515 par million d'habitants aux Etats-Unis. Alors que la plupart des pays d'Europe de l'Est indiquent être faiblement touchés (moins de six cas par million d'habitants), la Roumanie a recensé à

elle seule près de 500 cas dont la grande majorité concerne des enfants de moins de cinq ans, infectés par des micro-transfusions de sang contaminé (le Monde du 8 février 1990). Pour l'Europe de l'Ouest, les observateurs notent des différences sensibles entre les pays : la France, l'Italie, l'Espagne et la Suisse montrent des accroissements comparés au Danemark, à la RFA, aux Pays-Bas et au Royaume-Uni.

L'analyse détaillée de l'ensemble des données permet aussi aux épidémiologistes de noter que la progression de l'épidémie (calculée en pourcentage d'accroissement annuel de l'incidence) a tendance, après avoir été rapide, à ralentir à la fois chez les toxicomanes et de manière plus marquée chez les « homo-bisexuals ».

A l'inverse, le pourcentage de cas diagnostiqués dans le groupe de transmission hétérosexuelle continue à augmenter régulièrement. C'est dire une nouvelle fois l'importance autant que l'urgence qu'il y aurait à mettre en œuvre des moyens autrement plus importants et plus ingénieux pour réussir à convaincre la plus grande partie - et les plus jeunes - de la réalité d'un risque de contamination à partir des rapports sexuels.

J.-Y. N.

(1) « Surveillance de sida en Europe. » Rapport trimestriel n° 25. Centre collaborateur OMS pour le sida, Institut de médecine et d'épidémiologie africaines et tropicales, 10, avenue de la Porte d'Aubervilliers, 75019 Paris.

Un entretien avec le professeur Luc Montagnier

« Nous devons nous considérer en état de guerre »

« Pouvez-vous nous résumer les grandes tendances actuelles de la progression de l'épidémie de sida ? Qu'en est-il précisément de la transmission hétérosexuelle du virus ? »

« En bref, on peut dire que, dans les pays occidentaux, l'épidémie ne progresse pas de manière millénaire. Ainsi les derniers chiffres européens montrent un très net recul de la maladie chez les homosexuels. On observe aussi dans certains milieux de toxicomanes une tendance à préférer ne plus s'administrer de drogues par voie intraveineuse. Pour ce qui est de la transmission hétérosexuelle, il convient d'apporter quelques précisions importantes. Le sida n'est pas, en effet, transmissible de manière aussi fréquente que peuvent l'être la blennorrhagie ou la syphilis. Ainsi cette épidémie évolue-t-elle sur un mode plus insidieux qu'explosif. Cette différence fait que le nombre de partenaires dans la réalité de manière très différente. Pour une personne contaminée ayant de nombreux rapports sexuels avec un partenaire unique, il existe un risque élevé de transmission du virus à ce dernier, le risque de transmission épidémique étant quasi nul. A l'inverse, qu'une personne infectée ait des rapports sexuels uniques ou espacés avec de nombreux partenaires ne constitue pas un risque élevé de contamination pour chacun de ces partenaires, mais il y a un risque de diffusion épidémique. Compte tenu de ces données, plusieurs calculs suggèrent que c'est au-dessus de cinq partenaires qu'il y a un risque de transmission épidémique. Autrement dit, certaines études prospec-

tives laissent penser que, si chacun avait moins de cinq partenaires durant toute sa vie, l'épidémie s'effondrerait d'elle-même.

« En revanche, dans les régions tropicales, la transmission par voie hétérosexuelle est nettement plus importante, nettement plus rapide que dans les pays occidentaux. Peut-être à cause d'une promiscuité plus grande, peut-être aussi à cause de co-facteurs que l'on ne connaît pas encore.

« Sept ans après la découverte par votre équipe du virus du sida, où en est-on de l'analyse moléculaire de cet agent infectieux ? La biologie moléculaire aura-t-elle bientôt achevé le déchiffrement de la structure et des fonctions de ce virus ? »

« On est toujours ici dans le domaine de l'exploration. L'intérêt est aujourd'hui de plus en plus marqué pour les « petits gènes » du virus, les gènes qui ont un rôle de régulation. On connaît, pour le VIH, neuf ou dix gènes dont quatre ou cinq semblent être des régulateurs, certains régulateurs positifs, d'autres négatifs. Mais il y a encore des incertitudes, de nombreuses discussions scientifiques, quant à la fonction exacte de certains régulateurs négatifs. En particulier, pour ce qui est du gène « nef » et de son rôle dans la latence du processus de reproduction virale.

« La mise au point de traitements efficaces contre le sida impose-t-elle la compréhension totale des structures et des fonctions des différents constituants du virus ? »

« Pas forcément, mais elle peut aider. L'une des directions les plus

importantes des recherches à l'heure actuelle porte sur la compréhension de la régulation de l'expression du virus en fonction de l'état d'activation des cellules cibles que sont, pour lui, les lymphocytes. Il y a aussi le problème de l'infection des autres cellules, comme les macrophages. Il y a encore le problème de la neuropathologie : comment le virus réussit-il à induire des troubles de fonctions nerveuses, alors même qu'il n'infecte pas les neurones ? »

« On évoque depuis longtemps les problèmes soulevés par la très grande variabilité de la structure du virus du sida. Cette variabilité pose-t-elle de vrais problèmes quant à la mise au point d'agents thérapeutiques et de vaccins anti-sida ? »

« On sait maintenant que l'une des régions-clés pour faire un vaccin se situe dans la protéine Gp 110 qui enveloppe le virus. Cette protéine comporte, en particulier, une « boucle », faite d'une trentaine d'acides aminés, dont la structure peut être changeante, variable. Cette boucle tournée vers l'extérieur sert probablement au virus à entrer dans la cellule qu'il infecte. Mais c'est aussi, peut-on dire, le talon d'Achille du virus, dans la mesure où cette boucle est exposée vers l'extérieur et qu'elle induit la production d'anticorps par l'organisme. Le virus sait toutefois se défendre en modifiant cette structure, d'où le nom de « boucle hyper-variable » pour cette dernière. La question était de savoir si cette variabilité était aléatoire d'un malade à l'autre, ce qui aurait empêché, en fait, la fabrication d'un vaccin efficace. On sait

maintenant qu'en Europe et aux Etats-Unis il y a un nombre assez restreint de souches virales qui infectent la majorité des sidéens. Ce nombre n'étant pas très élevé, on peut en faire l'inventaire et mettre au point un vaccin polyvalent contre trois, quatre ou cinq souches. La fabrication d'un tel vaccin est donc possible. La plus grande difficulté, la encore, réside en Afrique, où la variabilité des virus est beaucoup plus grande, soulevant d'importants problèmes, d'autant qu'on n'a pas commencé encore à faire l'inventaire complet de ces souches.

Propos recueillis par JEAN-YVES NAU
Lire la suite page 20

NOUVEAU



ASTRONOMIE

sous la direction de Philippe de La Cotardière

D'où venons-nous ? Où allons-nous ? La fabuleuse aventure millénaire de l'Univers jusqu'aux découvertes les plus récentes.

Un volume broché, 544 pages, 185 FF.

Déjà paru dans la même collection : Pollution, atmosphère et climat.

LES ESSENTIELS DE L'AROUSSE

Les salaisons du nucléaire

Le stockage des déchets hautement radioactifs inquiète les populations partout en Europe. La France a gelé son programme pour un an, l'Allemagne continue non sans cahots

Des hauts murs protègent le laboratoire souterrain de Gorleben (Basse-Saxe) pour le stockage des déchets nucléaires allemands. A leur sommet, braqués vers la campagne aussi déserte que verdoyante, des canons à eau attendent d'éventuels manifestants. Avec leur tourelle munie d'un écran de Plexiglas, ils ressemblent à des mitrailleuses, et M. Armand Faussat, directeur adjoint de l'Agence nationale (française) pour la gestion des déchets nucléaires (ANDRA), en visite avec un groupe de journalistes, semble sérieusement choqué. « Nous n'en sommes heureusement pas là », murmure-t-il, mal à l'aise. Peut-être pour éviter de telles extrémités, le gouvernement a en effet décidé en février dernier, un gel d'un an des travaux sur les sites sélectionnés en France pour des installations de ce type. En attendant des jours meilleurs, l'ANDRA participe aux expériences — semblables à celles qu'elle aurait dû y faire — menées en Allemagne fédérale comme à Gorleben, en Belgique, en Suisse ou en Suède.

Les spécialistes divisent les déchets radioactifs en trois catégories. Les « déchets à vie courte » de faible ou moyenne activité (catégorie A), et les « déchets à vie longue », de faible ou moyenne activité (catégorie B), ou de très haute activité (catégorie C). En France, les premiers, qui deviennent inoffensifs au bout d'environ trois cents ans, sont stockés définitivement en surface, dans des fûts de béton recouverts d'une couverture en argile, sur des sites spécialement aménagés au centre de La Hague (Manche), et, à partir de l'année prochaine, à Soullaines (Aube). Les autres, entreposés provisoirement sous haute surveillance à Marcoule et à La Hague, peuvent rester dangereux pendant des milliers d'années. Un quasi-consensus s'est imposé dans tous les pays nucléarisés à leur sujet : la seule façon raisonnable de s'en débarrasser est de les enfouir à très grande profondeur dans des couches géologiques stables.

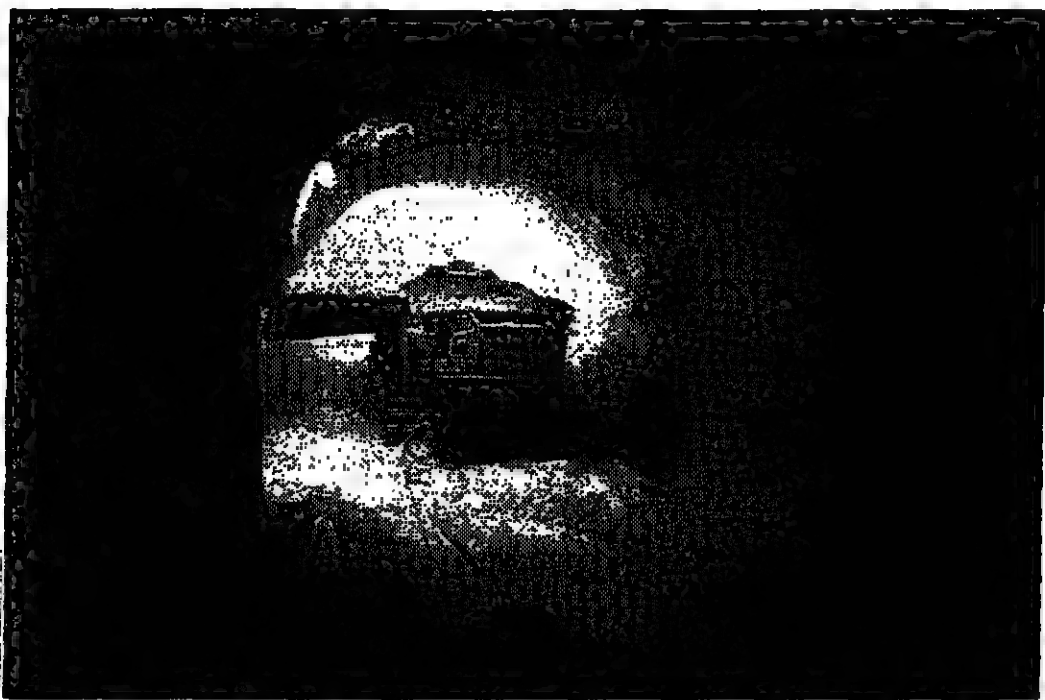
Au terme d'une campagne de prospection géologique, l'ANDRA a sélectionné quatre sites pouvant éventuellement convenir : Neuvy-Bouin (Deux-Sèvres) dans le granite, Montcornet (Aisne) dans l'argile, Montvel (Ain) dans le sel, et Segré (Maine-et-Loire) dans le schiste. Le moratoire de février est intervenu ensuite. Avant lui, le programme prévoyait la sélection du meilleur emplacement au début des années 90. Un laboratoire aurait ensuite été creusé à la profon-

deur requise, afin d'observer *in situ* le comportement des roches à la chaleur et aux radiations dégagées par les déchets hautement radioactifs, en vue d'un choix définitif vers l'an 2000. C'est estimé : trois à quatre milliards de francs pour les études, dix à quinze autres pour la construction du site. Soit environ le prix d'une tranche nucléaire, ou 2 % de la valeur du parc d'EDF.

Granite ou dôme de sel ?

De prime abord, le granite semblait tout indiqué. La réputation de solidité de cette roche cristalline massive n'est pas usurpée, et elle diffuserait bien la chaleur que dégagent les déchets hautement radioactifs. De plus, les mineurs et les spécialistes français des travaux publics ont une grande expérience de ce terrain qui se fore et se taille sans problème technique majeur. Hélas, les couches granitiques sont souvent truffées de fissures où l'eau circule en abondance, risquant ainsi d'emmener les radioéléments jusqu'aux nappes phréatiques. L'ANDRA suit néanmoins de près les expériences menées par les Suisses et les Suédois dans leurs laboratoires souterrains taillés dans le granite de Grimsel et de Stripa. Elle participe aussi aux études de son homologue belge dans un laboratoire creusé dans l'argile à Mol, au nord-est de Bruxelles. Si l'argile diffuse moins bien la chaleur que le granite, son imperméabilité proverbiale constitue un argument de poids. Les Belges ont pu démontrer par ailleurs qu'elle était moins difficile à forer et à creuser que ne le craignaient les spécialistes. Les Français sont en revanche les premiers à vouloir expérimenter les schistes. Et si certains estiment que ces roches pourraient convenir, ils admettent cependant mal connaître leur comportement en profondeur.

Pour l'instant, en fait, le milieu le mieux connu reste le sel. Les Allemands possèdent une solide expérience du stockage des produits dangereux dans les dômes de sel qui trônent leur sous-sol. C'est ainsi que, depuis 1979, la mine de Herford-Neurode (Hesse) accueille les déchets chimiques les plus dangereux venus de toute l'Europe. En matière nucléaire, Gorleben n'est qu'un laboratoire en cours d'installation dans un dôme de sel vierge, à plus de 800 mètres de profondeur. Mais l'ancienne mine d'Asse (Basse-Saxe), à 60 km à l'est de Hanovre, a reçu — officiellement — 124 500 fûts de déchets faiblement radioactifs et 1 300 autres de déchets



Creusement d'une galerie dans la mine de sel d'Asse (Basse-Saxe), l'un des sites sélectionnés par les Allemands pour le stockage des déchets hautement radioactifs.

de moyenne activité, entre 1963 et 1979, date à laquelle l'autorisation de stockage n'a pas été renouvelée.

Une nécropole blanche

On l'atteint après une descente vertigineuse dans les entrailles de la Terre en ascenseur grillagé, puis quelques kilomètres de galerie en pente douce, parcourus en camion à vive allure. A plus de 700 mètres de profondeur, le cimetière nucléaire d'Asse est une nécropole blanche de 60 mètres sur 40 pour 15 mètres de haut. Température ambiante : quarante degrés. Les fûts de déchets faiblement radioactifs ont été poussés pile-mêle en conteneurs de la plate-forme d'accès, avant d'être recouverts au bulldozer de blocs et de poudre de sel. En partie seulement : certains dépassent encore, à mi-pente. En fait, cette salle inachevée est visiblement destinée aux visiteurs. Mais il en existe une douzaine d'autres similaires, qui sont, elles, entièrement obscures.

Les 1300 containers, remplis chacun de 200 litres de déchets moyennement radioactifs sont un peu plus

loin. « Ici, sous vos pieds », lance, en montrant une dalle au détour d'une galerie, M. Klaus Kühn, directeur des installations d'Asse. « Vous n'en êtes séparés que par 5 mètres de sel, mais la radioactivité n'est que de 50 millibecquerels par an, soit la moitié de la radioactivité naturelle moyenne sur Terre ». C'est que le sel est, naturellement, l'un des roches les moins radioactives de la planète (moins de 7 millibecquerels par an dans les salines vides d'Asse). En revanche, sa densité importante en fait un très bon isolant — comparable au béton — contre les radiations.

Les mines de sel semblent constituer la nécropole idéale. Ces formations géologiques n'ont pas bougé depuis quelques soixante-dix millions d'années. Elles sont complètement imperméables à l'eau. Le sel se taille facilement, et « tient » sans exiger un quelconque étayage, comme en témoignent les voûtes impressionnantes des véritables cathédrales que sont les salines de certaines mines. Mais cela ne l'empêche pas de « fuir ». C'est-à-dire que cavités et galeries se referment, lentement mais inexorablement, au rythme de 8 mm

par an (3 cm par mois quand on chauffe le sel à 250 degrés, la température des containers de déchets hautement radioactifs), et cela sans effort, par exemple, du miel solide. Résultat, espèrent les spécialistes, quand un stockage aura été rempli, les fûts, très peu corrodés en raison de l'absence d'humidité, seront au bout de quelques siècles entourés d'une gangue de sel parfaitement étanche de plusieurs centaines de mètres d'épaisseur.

L'opposition des Verts

Comme voulaient le faire les Français, les Allemands étudient, en coopération avec l'ANDRA, les Pays-Bas et l'Espagne, le comportement du sel soumis aux températures et aux radiations (le Monde du 23 décembre 1987). Mais pourront-ils poursuivre leurs travaux ? La dernière expérience en date, qui devait mettre en œuvre des colis de déchets hautement radioactifs fabriqués spécialement, n'a pas encore obtenu de feu vert officiel, et l'autorisation risque de se faire

attendre. Les élections en Basse-Saxe viennent en effet d'être remportées par une coalition socialiste-Verts dont les membres avaient clairement annoncé lors de la campagne qu'ils s'opposeraient à toute activité d'ordre nucléaire sur le territoire du Land. Asse et Gorleben devaient-ils fermer ? « Le stockage des déchets concerne tout le pays, donc le pouvoir fédéral, et le gouvernement d'un Land ne peut pas tout arrêter pour de simples raisons politiques », s'indigne M. Klaus Kühn, qui s'affaire par ailleurs « désolé » du moratoire décidé par la France.

Si la tendance générale en Europe ne les porte pas à l'optimisme, les responsables allemands du programme de gestion des déchets nucléaires ne semblent guère avoir de doutes sur l'issue finale de ce bras de fer avec l'opinion et les Verts. Derrière ses murs et ses canons à eau, le site de Gorleben, simple laboratoire, est quand même doté d'un ascenseur suffisamment puissant pour y descendre éventuellement les « châteaux » de 65 tonnes qui contiennent les déchets hautement radioactifs.

Chez nous comme ici, il faudra bien trancher un jour, souligne un expert français. « La gestion de la fin du cycle nucléaire (lire ci-dessous le point de vue de M. Jean-Paul Schapira) mérite effectivement un débat qui doit être tenu. Mais quelle qu'en soit l'issue, des déchets seront toujours produits. Qu'il s'agisse de combustibles irradiés laissés en l'état, ou du résultat d'un retraitement plus ou moins poussé, les techniques de stockage ne diffèrent guère. Et même en cas d'arrêt du nucléaire, il faudrait bien mettre quelque part les déchets entrés provisoirement dans les piscines de La Hague et de Marcoule ».

De plus, si la France peut hésiter entre quatre types différents de formations géologiques, le sous-sol allemand comporte tellement de dômes de sel (près de 200 rien qu'en République fédérale), que ce choix semble s'imposer. Ce sera donc probablement, tôt ou tard, Gorleben ou Asse. La Belgique se trouve d'ailleurs dans une situation similaire avec l'argile. Pour l'instant, les Verts belges n'ont pas encore pu gêner les travaux du laboratoire de Mol. Il est vrai qu'il est creusé sous le site du Centre d'études nucléaires, l'équivalent belge de Marcoule. Une grande partie des déchets concernés s'y trouvent déjà, en surface, non loin d'une usine de fabrication de combustibles au plutonium ! Les riverains n'ont pas grand-chose à perdre.

JEAN-PAUL DUFOUR

Un entretien avec le P^r Luc Montagnier

Suite de la page 19

— Pensez-vous, dans ces conditions, que la mise au point d'un vaccin anti-sida efficace est une chose aujourd'hui réellement envisageable ?

— On ne savait pas jusqu'à ces derniers temps si un tel vaccin pouvait être fabriqué. Nous pensons maintenant, à partir de données obtenues chez le macaque d'une part, chez le chimpanzé, de l'autre, que la chose est théoriquement possible. Il n'y a pas d'obstacles au fond à faire un vaccin contre le virus du sida de la même manière qu'on a su faire des vaccins contre d'autres virus. Précisons : dans le système SIV-macaque (où le virus est proche du VIH 2 mais pas du VIH 1), on sait protéger, par des vaccins de confection conventionnelle, des singes contre l'infection et contre la maladie. Mais on n'a pas, à mon sens, à partir de là, le droit d'extrapoler directement ces résultats au sida humain. Dans un autre système, VIH 1-chimpanzé, l'animal ne fait pas de maladie, mais permet toutefois de déterminer, grâce à l'observation de ses anticorps, s'il peut résister à l'infection virale. Pour l'instant, l'équipe Pasteur-Mérieux a obtenu sur deux chimpanzés une certaine protection, pour un certain temps et pour une certaine souche de virus. L'équipe californienne de la société Genentech annonçait, il y a peu, dans la revue *Nature*, des résultats similaires. Il faut toutefois encore beaucoup de prudence, attendre, reproduire ces résultats, avant d'affirmer qu'une telle protection est suffisante pour faire un vaccin. Il faudra savoir combien de temps cette protection durera, contre quelles souches de virus elle protégera. Il faudra aussi trouver une solution aux problèmes soulevés par la variabilité virale. Je veux dire par là que le vaccin anti-

sida n'est pas pour demain et que rien n'est envisageable à court terme.

— Les autres expérimentations de vaccin sur l'homme, déjà tentées ici ou là, permettent-elles d'envisager une solution applicable à grande échelle ?

— Non. Ces essais ont été spectaculaires mais je pense qu'ils ne fourniront pas avant longtemps une réponse claire. On a voulu, ici, mettre la charue avant les bœufs. La voie rationnelle, c'est celle choisie par Pasteur-Mérieux : d'abord travailler sur des chimpanzés, avant d'envisager de passer à l'homme. Il ne s'agit d'ailleurs là que de la voie traditionnelle, toujours mise en œuvre par la vaccinologie.

— Parallèlement à la démarche vaccinale, où en êtes-vous de la mise au point de médicaments efficaces contre le sida ?

— Pour répondre à cette question, il faut rappeler qu'il y a, pour schématiser, deux conceptions de la physiopathologie du sida. Dans la conception classique, c'est le virus VIH qui fait tout, et la thérapie vise donc avant tout le virus et les infections opportunistes qui caractérisent aussi la maladie. Contre le virus du sida, on a un médicament dont l'efficacité est reconnue : l'AZT. Celui-ci, toutefois, n'est que partiellement actif *in vivo*, pour un temps limité, et certaines souches du virus peuvent résister à ce médicament sans qu'on sache encore exactement pourquoi. En outre, il est toxique et ses effets à long terme chez l'homme ne sont pas connus. L'idée actuelle est que l'on pourrait non seulement traiter des malades mais aussi des séropositifs avec l'AZT, pour retarder l'apparition de la maladie. Deux études faites aux Etats-Unis suggèrent que chez un petit nombre de séropo-

sitifs traités à l'AZT on soit parvenu à ralentir la progression vers le sida. On avait toutefois déjà cru obtenir un résultat similaire avec d'autres médicaments, avant de revenir sur les premières conclusions. Il est très difficile, en fait, de montrer qu'un médicament protège véritablement contre la maladie, qui peut n'apparaître que quatre ou cinq ans plus tard. Quoi qu'il en soit, il y a aujourd'hui une course très vive pour trouver des médicaments antiviraux qui soient aussi actifs, voire plus actifs, que l'AZT, tout en étant moins toxiques. Je pense qu'on y parviendra. Je crois que certains produits actifs *in vitro* ont un réel avenir thérapeutique.

— Qu'en est-il pour l'autre conception physiopathologique du sida ?

— Dans cette seconde conception, on pense que le virus ne fait pas tout dans la maladie, qu'il a besoin d'être « aidé » par certains co-facteurs. Cette théorie doit être bien différenciée de celle, parfois défendue, qui veut que le sida ne soit pas une maladie infectieuse. Je pense que le VIH est bien la cause de la maladie mais que, s'il est seul, il n'est pas aussi dangereux et que son pouvoir pathogène est exacerbé par certains co-facteurs. On a pensé, depuis 1983, à de nombreux co-facteurs, des facteurs immunitaires ou des virus comme le cytomegalovirus, un virus de la famille herpes, aux effets immuno-dépresseurs et qui est présent chez de nombreuses personnes.

» Pour notre part, nous avons pensé à des mycoplasmes, des micro-organismes très particuliers, dénués de parois rigides. Nous avons envisagé cette hypothèse à partir d'expériences de laboratoire, qui avaient permis de montrer que des antibiotiques actifs sur les mycoplasmes diminuaient l'effet pathogène du virus du sida (1). Notre observation initiale a été confirmée et d'autres observations seront présentées à San-Francisco. C'est un phénomène, me semble-t-il, assez général. On peut penser que, *in vivo*, les mycoplasmes ont aussi un rôle fondamental dans le développement de la maladie. Nos travaux sont, pour l'instant, soumis à publica-

tion et j'en parlerai à San-Francisco. Pour les résumer, on peut dire que, sur une centaine de personnes atteintes soit de sida, soit de pré-sida, nous avons retrouvé des mycoplasmes chez près d'un tiers des malades. Nous avons caractérisé un certain nombre de ces souches et trouvé au moins trois espèces, dont certaines peuvent avoir une action pathogène propre. On sait également que ces mycoplasmes sont très résistants aux antibiotiques.

» La suite logique de ces observations consistait à utiliser des combinaisons thérapeutiques associant un anti-viral non toxique et un antibiotique efficace sur le souche de mycoplasme présente chez le malade. Il ne faut toutefois pas que la publication de ces observations donne de faux espoirs. Il ne faut surtout pas que les cliniciens ou que les malades concluent de ce travail que l'on peut soigner le sida à partir de cocktails médicamenteux empiriques qui pourraient, en fait, avoir des conséquences catastrophiques.

— Tout bien pesé, estimez-vous que la recherche sur le sida progresse aujourd'hui à un rythme raisonnable ? Pensez-vous, au contraire, que l'on devrait, que l'on pourrait aller plus vite ?

— Je trouve qu'il n'y a pas suffisamment d'esprit de mobilisation. Beaucoup de chercheurs travaillent sur le sida comme ils travailleraient sur autre chose, la seule différence étant que ce travail est peut-être plus facile, dans la mesure où l'argent est plus aisé à obtenir. Trop de chercheurs considèrent le virus comme un objet d'étude académique. Ils ignorent trop souvent la réalité de la maladie et le contact avec les malades. Il y a aussi le problème de la bureaucratie dans l'organisation de la recherche sans méconnaître en France l'action positive de l'Agence nationale de recherche sur le sida. La plupart des grands pays industrialisés disposent de leur budget propre de recherche sur le sida ; mais il y a, toutefois, de grandes différences. En France, cette somme est de 180 millions de francs. Aux Etats-Unis, elle est de 1 milliard de dollars. Le rapport n'est pas en

notre faveur et il ne l'est pas non plus lorsqu'on regarde la Communauté européenne. Je répète qu'il conviendrait de développer au plus vite un pôle européen de la recherche sur le sida. A mon sens, il faut en Europe compléter ce qui est fait à l'échelon public par une action privée, ce qui permettrait d'aller plus vite grâce, notamment, à la flexibilité financière. Par exemple, si la piste des mycoplasmes se révèle intéressante, il faudra, au plus vite, la développer aux niveaux diagnostique et thérapeutique. C'est pour toutes ces raisons que nous voulons transformer l'actuelle Fédération européenne de recherche en Fondation. Nous pensons également, dans ce cadre à contribuer à la solution des problèmes du sida en Afrique.



— Quelles formes de financement privé souhaitez-vous ? S'agit-il de mécénat, de charité, de participation directe ?

— Il faut laisser la porte ouverte à l'argent philanthropique, comme aux investissements. L'ouverture vers le privé nous obligera aussi — et c'est une bonne chose — à sortir de notre coquille. Il ne faut pas être dépendants d'un pôle américain. Ce serait mauvais d'un point de vue conceptuel et scientifique, comme on l'a déjà vu

dans le passé, mais aussi mauvais d'un point de vue économique, car les retombées financières du sida seront importantes, tant en ce qui concerne cette maladie que pour d'autres.

— Au-delà de l'aspect financier et de la recherche fondamentale, êtes-vous confiant quant aux chances dont nous disposons pour vaincre cette épidémie ?

— Je pense que le sida est une maladie infectieuse curable et que nous parviendrons un jour ou l'autre à la vaincre. Mais il nous faut impérativement trouver le chemin le plus court car la vie de millions d'êtres humains en dépend. Pour cela, il faut absolument une mobilisation plus forte que celle qui existe actuellement. Il faut aller plus loin et changer au plus vite d'état d'esprit. A l'égard du sida, il faut se considérer comme étant en temps de guerre. En France, nous avons tendance à nous endormir, qu'il s'agisse du sida ou d'autre chose ; nous perdons de l'influence vis-à-vis des Etats-Unis, du Japon mais aussi en Europe vis-à-vis de l'Allemagne. Je crains que nous risquions, demain, d'avoir des réveils très difficiles. Pour le sida, le futur, c'est la solution médicale et, donc, l'investissement dans la recherche. Mais le présent, c'est aussi le changement de comportement, comme on essaye, par ailleurs, de le faire pour les consommations de tabac ou d'alcool. Les pouvoirs publics peuvent y contribuer, mais ils doivent aussi appuyer sur des organisations non gouvernementales. Ce n'est pas un décret du gouvernement, ni une publicité diffusée à la télévision, qui suffisent à faire avancer les choses. Il faut agir en profondeur, alors que l'on se contente encore aujourd'hui de coups médiatiques. Il faut bien comprendre que, à l'égard du sida, nous devons nous considérer en état de guerre et, pour reprendre cette image, notre mobilisation actuelle ressemble malheureusement beaucoup à celle de 1939...

Propos recueillis par JEAN-YVES NAU

(1) Le Monde daté 20-21 mai 1990.

Chefs-d'œuvre

15 LMBAC et Brevet des co

POUR VOS CORRIGÉS APEZ 15 LMBAC 15 EDUC

SCIENCES • MÉDECINE

Chefs-d'œuvre en Syrie

Découvert en 1964 et fouillé chaque année, le site d'Ebla, en Syrie, a livré de 1987 à 1989, des œuvres d'art étonnantes

Le site archéologique de Tell-Mardikh-Ebla (en Syrie, à une vingtaine de kilomètres au sud d'Alep) révèle à chaque fouille annuelle de nouvelles merveilles. Le professeur Paolo Matthiae (université de Rome la Sapienza), qui dirige depuis 1964 la mission archéologique italienne en charge d'Ebla, vient de présenter à l'Académie des inscriptions et belles-lettres les trouvailles faites par son équipe de 1987 à 1989.

Découverte en 1964, la ville d'Ebla - dont le nom était connu par des textes du troisième et deuxième millénaires avant Jésus-Christ - a été formellement identifiée en 1968. Les neuf premiers fouilles annuelles ont révélé que deux villes ont successivement occupé le site. La première a été florissante de 2400 à 2250 avant notre ère, la seconde de 1800 à 1600.

Avoir retrouvé Ebla était déjà une découverte importante. Mais la trouvaille de 1975 a élevé Ebla au même rang que les sites syriens majeurs déjà connus d'Ugarit (Ras Shamra, près du port de Lattaquié) et de Mari (sur la rive droite de l'Euphrate, près de la frontière irakienne). Cette année-là, en effet, l'équipe de M. Paolo Matthiae a mis au jour ce qui devait être l'archéologie : des archives royales écrites en cunéiforme sur 17 030 tablettes ou fragments de tablettes de terre miraculeusement préservées parce que « cuites » dans l'incendie qui a mis fin à la première période de prospérité d'Ebla vers 2250 avant notre ère (le Monde du 31 mars 1976).

Le déchiffrement de tous ces textes rédigés dans une langue sémitique archaïque est évidemment un travail de très longue haleine qui prendra plusieurs décennies. Mais très vite, les premières lectures ont montré que les cinq rois (mentionnés dans les textes), qui se sont succédés de 2400 à 2250, avaient joué un rôle

extrêmement important dans le Proche-Orient de l'époque.

De la seconde période faste d'Ebla (au deuxième millénaire), les fouilles de 1978 à 1979 ont mis au jour les restes d'un palais proche du premier palais du troisième millénaire (celui où ont été trouvées les archives royales). Là ont été dégagées trois tombes, dont une seule n'avait pas été pillée (le Monde du 24-25 août 1980). Ainsi ont été trouvées des bijoux en or superbes, des plaquettes d'ivoire gravées bien conservées, des masses d'apparat splendides, cadeaux manifestes de pharaons égyptiens aux rois ou princes de la seconde grande période d'Ebla.

Les trois dernières années de fouilles ont elles aussi apporté leur lot de trouvailles importantes, qui, pour le professeur Matthiae, sont au nombre de quatre.

Éléments d'incrustation et d'orfèvrerie

Dans le palais le plus ancien ont été découverts une quarantaine d'éléments d'incrustation, c'est-à-dire de plaquettes de marbre épaisses d'environ 0,5 centimètre, longues et larges d'une vingtaine de centimètres, ajourées et gravées en véritables dentelles de pierre. De tels éléments d'incrustation, mais plus petits, avaient déjà été trouvés à Mari, à Ur et à Kish, donc dans la zone mésopotamienne. Ceux d'Ebla sont une « première » pour la Syrie « intérieure ». Splendide travail, ils dénotent manifestement une sorte de monument en bois, haut de plus de 3 mètres, élevé pour célébrer une victoire militaire. En témoignent les représentations de soldats éblaites et de leurs prisonniers, de l'aigle à tête de lion et de taureau à tête humaine symbolisant le dieu de la guerre.

Deuxième découverte majeure : une soixantaine d'« intailles » (des plaquettes incisées) en ivoire dont un

tiers bien conservées représentant, notamment, Horus à tête de faucon, Sobek à tête de crocodile, Osiris coiffé d'une énorme et superbe tiare. Tous ces dieux sont égyptiens, bien entendu. Mais, pour M. Matthiae, ces intailles, dont le style est remarquable, sont tout de même de facture locale. Elles devaient décorer un meuble (trône ou lit ?).

Un temple - désigné dans le « catalogue » des archéologues italiens sous le nom peu poétique de P2 - et les statues qui y ont été découvertes sont les troisième et quatrième trouvailles majeures des trois dernières campagnes (temple et statues datent de la seconde période d'Ebla). Le temple, dont la fouille reprendra en septembre et octobre, est le plus grand et le plus monumental de cette période jamais mis au jour en Syrie-Palestine (même s'il est d'un type déjà connu à Megiddo et à Sichem (Palestine)). Il a la forme d'un grand rectangle (33 mètres sur 21 mètres), sa salle est longue de 20 mètres et large de 12 mètres, et ses murs sont énormes : 7 mètres d'épaisseur pour le mur du fond, 4 mètres pour les autres. Ce qui permet de supposer que la hauteur de l'édifice était considérable. Divers indices semblent montrer qu'il était dédié à Hadad, le grand dieu de l'orage et de la tempête de Syrie du Nord.

Dans les vestiges du temple ont été trouvées huit statues de basalte (dont une entière et deux sans tête), qui sont les plus anciennes de toute la Syrie. Les statues de la même époque - celle du célèbre Hammourabi, qui a régné à Babylone de 1792 à 1750 avant Jésus-Christ - connues en Syrie jusqu'alors avaient été trouvées à Mari, qui, nous l'avons déjà dit, est dans la mouvance mésopotamienne. Certes, ces statues sont plus ou moins complètes. Mais elles sont très belles et leur style est bien syrien : il rappelle celui des socles-cylindres découverts dans le nord de la Syrie, notamment à Ebla.

Enfin, le déchiffrement et la publication des tablettes progressent. Au total, les textes de trois cents tablettes entières et de plus d'un millier de fragments remplissent déjà sept volumes (bientôt huit). On y a trouvé, curieusement, la liste d'une vingtaine de rois antérieurs aux cinq souverains déjà identifiés. Ce qui laisse supposer que l'Ebla de 2400-2250 était l'aboutissement d'une tradition longue et ancienne.

Ont été déchiffrés des rituels funéraires royaux et des textes littéraires. Ces derniers sont des hymnes aux dieux (surtout au dieu Soteh) ou des incantations, comme on en connaît en Égypte et en Mésopotamie, destinées à soigner les maux de dents ou les piqures de scorpion et de serpent. D'autres textes, plus prosaïques, sont en cours de publication. Ce sont des listes de rations alimentaires données, probablement comme salaire, au personnel du palais. Jamais on n'avait trouvé en Syrie de telles listes. Ces rations consistaient en blé, en pain et en bière et celles destinées aux femmes étaient inférieures d'un tiers à celles données aux hommes.

YVONNE REBEYROL

POINT DE VUE

Plutonium : le débat esquivé

par Jean-Paul Schapira

Le gouvernement vient d'autoriser la création de l'usine MELOX qui fabriquera à partir de 1993-1995 un nouveau type de combustible à base de plutonium (appelé MOX), destiné au chargement d'une partie des réacteurs EDF. Cette décision est l'aboutissement de la politique de retraitement immédiat des combustibles usés, engagée au cours des années 70 dans la perspective d'un développement à court terme des surgénérateurs, lesquels devaient consommer le plutonium ainsi extrait.

Avec Super-Phénix comme unique exemplaire, cette filière n'a plus à ce jour d'avenir commercial prévisible, tandis que, grâce à des investissements considérables, le retraitement est devenu une réalité industrielle. Outre les contrats étrangers, les nouvelles usines UP3 et UP2-800, en cours de démarrage à la Hague, devront dans les dix prochaines années extraire près de 80 tonnes de plutonium à partir des 8 000 tonnes de combustibles EDF. A titre de comparaison, on estime à 220 tonnes la totalité du plutonium utilisé dans les armes nucléaires au niveau mondial.

Que faire de telles quantités de plutonium dont le stockage prolongé rendrait l'utilisation ultérieure très problématique (il se dégrade avec le temps), et surtout enlèverait toute justification au retraitement, présent inlassablement par les promoteurs du nucléaire comme la seule solution satisfaisante pour gérer les déchets ? En 1985, la COGEMA persuadait EDF d'aller de l'avant dans la voie du retraitement et proposait de recycler le plutonium dans les réacteurs actuels. Un contrat de livraison annuelle de 90 tonnes de MOX était alors décidé en vue d'augmenter progressivement 30 % du cœur de seize réacteurs 900 MW (6) d'ici à l'an 2000 : il s'agit là d'un taux de recyclage modeste, représentant à peine 10 % de la totalité du parc EDF.

L'étude du recyclage du plutonium a débuté dans les années 50 aux États-Unis, puis en Belgique et en RFA. Avant de décider sa commercialisation, les autorités de sûreté américaines avaient pris soin de commander une évaluation approfondie et contradictoire, connue sous le nom de GESMO : celle-ci dura jusqu'en 1974, date à laquelle le recyclage fut abandonné en raison des échecs des débuts du retraitement commercial. En France, rien de tel. La décision de recycler le plutonium est annoncée à l'occasion d'un différend entre deux ministères (l'Industrie et l'Environnement) pour une signature au bas du décret d'autorisation de MELOX : nulle expertise indépendante et aucun débat public ne sont demandés par les pouvoirs publics, qui se satisfont du seul argumentaire développé par la COGEMA, promoteur du projet. Deux types d'arguments sont avancés, d'ordre économique et écologique. On les examinera ci-après. La substitution du plutonium à l'uranium enrichi se traduira par un avantage économique. De fait, l'introduction du MOX aboutira à une économie globale de

10 % en uranium naturel et en travail de séparation isotopique, une fois seulement que les seize réacteurs prévus seront chargés avec du MOX.

Ce modeste résultat pourrait d'ailleurs être obtenu par des moyens plus simples, si le besoin s'en faisait sentir (en jouant par exemple sur le taux de rejet à l'usine d'enrichissement). En raison du prix très bas de l'uranium (moins de 20 \$ le kg), les économies réalisées compensent à peine le surcoût dû à la fabrication du MOX, même si l'on considère le plutonium comme gratuit. En revanche, la coexistence de combustibles MOX et standards dans le cœur du réacteur complique une gestion qu'EDF s'était employée à optimiser et remet en cause la possibilité d'assurer un suivi du réseau.

On conçoit que dans ces conditions le recyclage restera limité, d'autant plus que son extension nécessiterait de nouvelles procédures d'autorisation et d'enquête d'utilité publique, auxquelles EDF, pour des raisons politiques, n'est certainement pas pressée de recourir. Aussi, en l'état actuel de ses contrats de retraitement, prévoit-on un stock de plutonium non recyclé qui cumulerait entre 20 et 30 tonnes, d'ici à la fin siècle.

Entreposage en piscine et à sec

Au niveau écologique, la COGEMA souligne l'intérêt de cette option en regard des déchets : environ 30 % du plutonium disparaissent lors de son irradiation en réacteur. Un bilan détaillé de l'évolution de la radiotoxicité des déchets de haute activité, incluant l'influence des actinides (neptunium, américium et curium) produits en plus grande quantité que dans un combustible standard, montre que l'option retraitement suivi d'un seul recyclage (qui sera le cas en raison des excédents de plutonium non recyclé) n'induit qu'une réduction

marginale de radiotoxicité d'environ 40 % vers cent mille ans (et non cent soixante-dix ans, comme on le fait croire à Brice Lalonde (le Monde du 29 mai 1990) par rapport à une solution d'enfouissement de combustibles irradiés sans retraitement, solution ardemment combattue en France par le CEA. Beaucoup d'efforts donc pour un bien mince résultat !

Enfin sur le plan politique, le recyclage ne pourra qu'accroître les risques de détournement et de prolifération liés à la commercialisation internationale du plutonium et en particulier aux nombreux transports de plutonium sous diverses formes entre les usines de retraitement, celles de fabrication de combustibles, les réacteurs et éventuellement des centres spécialisés de stockage.

La meilleure façon de gérer le plutonium non utilisable consisterait à le laisser « séquestré » dans l'environnement hautement radioactif des combustibles irradiés. Ce n'est donc pas tant le recyclage qui est en cause que l'option du retraitement immédiat du maximum de combustibles irradiés. Le recyclage n'apporte aucun avantage décisif et ne correspond à aucune nécessité économique ou écologique. En revanche, il induit des contraintes sévères dans la gestion de son cycle, et il est porteur de risques politiques. Dans un contexte où sont exclus les surgénérateurs, il sert à donner une nouvelle légitimation au retraitement, face à une autre option, méconnue en France. Il s'agit de l'entreposage de longue durée des combustibles irradiés, en piscine et à sec, qui apparaît à l'heure actuelle la moins mauvaise des options, car elle est la seule à laisser ouvertes toutes les solutions envisageables pour clore le cycle nucléaire (surgénérateurs ou autre filière brûlant du plutonium, retraitement poussé avec incinération des actinides ou à l'inverse non-retraitement).

► Jean-Paul Schapira est physicien nucléaire au CNRS.

PARIS BUSINESS SCHOOL ouvre ses portes en octobre 1990

Tests d'entrée : 25 Juin 1990 ou 9 Juillet 1990

Créé par une Université privée allemande EBS-Schloss Reichartshausen et par une Business School anglaise EBS-Londres, PARIS BUSINESS SCHOOL développe en 4 ans après le bac un programme d'EUROMANAGEMENT

- formation scientifique générale solide
- 2 semestres intégrés d'études à l'étranger (écoles du groupe ou universités associées)
- 11 mois de stage en France et à l'étranger

Informations et inscription :

50, Boulevard de Ménilmontant - 75020 PARIS
Tél. : (1) 46 36 76 14



PARIS BUSINESS SCHOOL
EUROPEAN BUSINESS SCHOOL
Londres - Parme - Prague - Schloss Reichartshausen

36.15 LMBAC et 36.15 EDUC corrigent le Bac et le Brevet des collèges dès le soir des épreuves !

Pour toutes les académies, Le Monde et Educ vous proposent sur minitel un corrigé de vos épreuves.

⇒ BACCALAURÉAT

- Philosophie
- Français (élèves en 1^{re})
- Histoire-Géographie
- Mathématiques
- avec l'Association des professeurs de Mathématiques
- Sciences Physiques
- avec l'Union des physiciens
- Sciences Naturelles
- avec l'Association des professeurs de biologie et de géologie
- Allemand (LV1)
- Anglais (LV1)
- Espagnol (LV1)
- avec l'Association des professeurs de langues vivantes

⇒ BREVET

- Français
- Histoire-Géographie
- Mathématiques

POUR VOS CORRIGÉS TAPEZ
36.15 LMBAC
36.15 EDUC

Le service des corrigés vous est proposé par :



Imprimé au « Monde »
12, rue de Valenciennes
94852 IVRY CEDEX
Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 347
ISSN 0395-3037

Le Monde
TÉLÉMATIQUE
Composés 36-15 - Tapes LEMONDE ou 36-15 - Tapes LM

Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 42-22-20-20.

Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration.

ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél. : (1) 49-60-32-90

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMBOURG	AUTRES PAYS Voie normale-CEE
3 mois	400 F	572 F	790 F
6 mois	780 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 400 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.
Pour vous abonner, Renvoyer CE BULLETIN accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

SERVICE A DOMICILE :
Pour tous renseignements : (1) 49-60-34-70
Changements d'adresse détaillés ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonné.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Localité : _____ Code postal : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

RELIGION

Remous dans l'Eglise catholique suisse

Le départ d'un évêque conservateur réclamé par ses fidèles

L'Eglise catholique de Suisse est en ébullition depuis l'entrée en fonctions, en mai dernier, du nouvel évêque du diocèse de Coire (qui comprend la ville de Zurich), Mgr Wolfgang Haas, dont la nomination comme coadjuteur en 1988 avait déjà été vivement contestée. Plusieurs milliers de fidèles se sont rassemblés, dimanche 17 juin, devant la cathédrale de Coire, dans le canton des Grisons.

BERNE

de notre correspondant

Sous le slogan « Nous rejoignons de nous laire ! », près de six mille fidèles de tous âges s'étaient donné rendez-vous sur la place de l'évêché de Coire, à l'appel d'étudiants en théologie et d'un mouvement de catholiques progressistes. Dans l'assistance, on comptait des laïcs et des ecclésiastiques venus de toute la Suisse, y compris des régions francophones, et même de l'Autriche voisine. Alors que l'évêque contesté avait pris soin de l'absenter de la ville, plusieurs curés avaient préféré fermer leur église pour permettre aux fidèles de se rendre à Coire afin d'y exprimer leur mécontentement.

Les femmes étaient particulièrement nombreuses. Prenant la parole en leur nom, une assistante pastorale a déclaré : « Nous voulons être prises au sérieux. Nous avons besoin d'un évêque en qui nous pouvons avoir confiance. » Cette défiance se reflétait dans les mots d'ordre des banderoles et calicots brandis par les manifestants, comme « Dialogue au lieu de dictature ». Les contestataires réclamaient la démission pure et simple du nouvel évêque.

Les cloches ont sonné le glas

Depuis sa nomination comme évêque coadjuteur de Coire, la personnalité de Mgr Haas, originaire du Liechtenstein, suscite des remous au sein de l'Eglise catholique suisse. Déjà le jour de son sacre en 1988, les invités avaient

dû enjamber des contestataires couchés sur le parvis de la cathédrale. Le Vatican s'était vu reprocher d'avoir désigné ce prélat de quarante et un ans, connu pour ses positions conservatrices, sans consultation.

L'accession de Mgr Haas au siège épiscopal, le 22 mai dernier, a ravivé la controverse, d'autant que l'une de ses premières décisions a été de remplacer le vicaire général de Zurich, le Père Gebhardt Matt, en poste depuis dix ans, par le Père Christoph Caselli, proche de l'opus Dei. Parmi les quatre cent mille catholiques du canton de Zurich, soit plus de la moitié des fidèles du diocèse, l'indignation a été quasi générale. Le 27 mai, les cloches des églises ont sonné le glas. Plus de dix mille fidèles ont signé une déclaration de soutien au vicaire écarté, tandis que le synode et la majorité des prêtres du canton demandaient sa réintégration. L'Eglise de Zurich a refusé de réintégrer le nouveau vicaire général et menace de recourir à d'autres mesures de rétorsion financière.

Avocat d'un retour à la tradition, Mgr Haas semble vouloir remettre en cause l'attribution de responsabilités pastorales aux laïcs, en particulier aux femmes. Dans un pays où la population se partage presque à égalité entre catholiques et protestants, il se montre aussi réservé à l'égard de l'œcuménisme.

La crise que traverse le diocèse de Coire, le plus grand de Suisse, a été jugée suffisamment préoccupante pour que la conférence des évêques helvétiques en débattent ouvertement. A l'issue d'une réunion de trois jours, tenue jusqu'au 14 juin à l'abbaye d'Einsiedeln, son président, l'évêque de Bâle, Mgr Joseph Cappelletti, a reconnu que l'Eglise du pays vivait « une crise de confiance qui pourrait aboutir à une rupture » et qu'il en avait discuté, une semaine auparavant, avec le pape à Rome. Non sans peine, l'assemblée des évêques suisses a rédigé une déclaration reconnaissant à la fois la légitimité de Mgr Haas et « le droit, voire le devoir, en certaines circonstances », des membres de l'Eglise d'exprimer ouvertement leur opinion.

JEAN-CLAUDE BUHRER

DÉFENSE

A hauteur de 10 milliards de francs

La France et l'Italie vont financer un missile anti-aérien

Agissant au nom des gouvernements français et italien, la Délégation générale pour l'armement (DGA) a notifié, lundi 18 juin, deux contrats qui prévoient la conception, par Thomson CSF et Aérospatiale d'une part, et par Selenia d'autre part, d'une famille de systèmes d'armes anti-aériennes. Ces deux contrats passés avec le consortium franco-italien Eurosam, qui réunit les trois groupes impliqués, représentent une dépense supérieure à 10 milliards de francs, à répartir à égalité entre les deux pays.

C'est en octobre 1988, puis en décembre 1989, que les deux ministères français et italiens de la défense ont, pour le compte de leurs gouvernements respectifs, décidé contractuellement de lancer un tel programme qui vise à produire un système d'armes capable d'intercepter des avions ou des missiles supersoniques à basse altitude. Cette coopération est ouverte à d'autres pays européens, en particulier à l'Espagne et à la Grande-Bretagne avec lesquelles les discussions sont actuellement très avancées.

Le premier contrat notifié par la Délégation générale pour l'armement à Eurosam porte sur le développement

de deux programmes à partir d'un même missile dénommé Aster 15 ou 30 selon ses portées : d'abord, le système naval SAAM (surface-air antimissile), mis en œuvre grâce à un radar Arabel (pour la version française) ou un radar Empar (pour la version italienne) associés au missile Aster 15 à partir d'un bâtiment de guerre dont il assure l'autodéfense ; ensuite, le système terrestre SAMP (sol-air moyenne portée), qui est destiné à remplacer le missile Hawk en service à l'OTAN et qui est monté sur des camions embarquant les moyens de commandement, de contrôle et de détection reliés à d'autres camions porteurs, chacun, de huit missiles Aster 30 lancés verticalement.

Le second contrat notifié par la DGA à Eurosam a trait à l'étude d'un système naval de défense anti-aérienne à moyenne portée, le SAMP/N, qui utilise le missile Aster 30 capable de détruire des engins supersoniques en vol rasant ou plongeant. En France, le premier utilisateur de cette famille d'armes anti-aériennes sera le porte-avions Charles-de-Gaulle après 1998.

SCIENCES

Naissance du premier « poulain-éprouvette »

Une équipe de chercheurs de l'Institut national de la recherche agronomique (INRA) de Nouzilly (Indre-et-Loire) vient de réussir une première mondiale dans la reproduction de la race équine, avec la naissance d'un « poulain-éprouvette », baptisé Isis-Cœur de France.

L'embryon, implanté dans l'utérus d'une jument porteuse, avait été obtenu par ponction d'ovocytes d'une jument Welsh, mis au contact de spermatozoïdes en laboratoire : une technique qui avait fait l'objet d'une publication des chercheurs de Nouzilly il y a quelques mois (le Monde du 10 mars).

AGENDA

RADIO-TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ► signalé dans « le Monde radio-télévision » ; ◻ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Mardi 19 juin

TF 1

- 20.55 Sport : Football. Coupe du monde : Italie-Tchécoslovaquie, en direct de Rome.
22.50 Jeu : Bookmatch.
22.55 Magazine : Ciel, mon mardi !
0.45 Magazine : Spécial sports. Club Mondiale 90.
1.10 Journal, Météo et Bourse.

A 2

- 20.40 Les dossiers de l'écran : Dessin et destin de Charles de Gaulle. Documentaire de François Moreau.
2. La France imposée.
21.45 Débat : Un inconnu nommé de Gaulle. Avec l'émir Philippe de Gaulle, Philippe Raguenau, ancien chargé de mission pour la presse au cabinet du général de Gaulle, Pierre Lefranc, vice-président de l'Institut Charles-de-Gaulle, Robert Lassus, Jean-Michel Royer, journalistes, Jérôme, Claude Oulmont-Sainteny, écrivain, Olivier Guichard, ancien ministre du général de Gaulle.
23.30 Informations : 24 heures sur la 2.
23.45 Météo.
23.50 Magazine : Du côté de chez Fred. Spécial Magnehe du Danemark.

FR 3

- 20.35 Magazine : La marche du siècle.

Présenté par Jean-Marie Cavada. Thème : L'eau, nouvel or noir.

- 22.15 Journal et Météo.
22.50 Sport : Football. Coupe du monde : Autriche-Etats-Unis, en différé de Florence.
0.35 Musique : Carnet de notes. Nottuno, de Schubert, par le Trio Henry.

CANAL PLUS

- 20.30 Cinéma : Après la guerre. Film français de Jean-Loup Hubert (1988).
22.15 Flash d'informations.
22.20 Cinéma : La petite boutique des horreurs. Film américain de Frank Oz (1986) (v.o.).
23.50 Cinéma : Phantasm 2. Film américain de Don Coscarelli (1988).

LA 5

- 20.40 Téléfilm : Le fils de Hongkong.
22.15 Magazine : Ciné Cinq.
22.30 Cinéma : Turbo Interceptor. Film américain de Mike Marvin (1988).
23.55 Sport : Voile, Kourou Cup.
0.00 Journal de minuit.

M 6

- 20.35 Téléfilm : Nadia.
22.15 Magazine : Ciné 6.
22.30 Magazine : Culture pub spécial Cannes (1^{re} partie). Rétrospective des films primés de 1980 à 1989.

Mercredi 20 juin

- Vamps, Les Nuls, Vanessa Paradis, Liza Minnelli en direct de New-York, Michel Polnareff.
22.15 Journal et Météo.
22.45 Sport : Football. Coupe du monde : Subdo-Coste-Rica, en direct de Gènes.

CANAL PLUS

- 15.20 Documentaire : Les allumés... L'orchestre de Diane Bertrand.
15.50 Téléfilm : Le vol du siècle. De Don Taylor, avec Howard Hesseman, Brooke Shields.
17.20 Cabou cadin. La couronne magique : Baber, Charlotte, Fléo et Benjamin.
En clair jusqu'à 21.00

- 18.15 Dessins animés : Ça cartoon.
18.30 Top 50.
19.20 Magazine : Nulle part ailleurs. Présenté par Philippe Gildas et Antoine de Caunes.

- 20.30 Cinéma dans les salles.
21.00 Cinéma : Le fongeur. Film américain de Michael Winner (1972). Avec Charles Bronson, Jan-Michael Vincent, Keenan Wynn.

- 22.35 Flash d'informations.
22.40 Cinéma : Monsieur Hire. Film français de Pierre Leconte (1989). Avec Michel Blanc, Sandrine Bonnaire, André Wilms.
23.55 Cinéma : Superman 4. Film américain de Sidney J. Furie (1987). Avec Christopher Reeve, Gene Hackman, Jackie Cooper (v.o.).

- 1.25 Cinéma : Massacre à la tronçonneuse 2. Film américain de Tobe Hooper (1986). Avec Dennis Hopper, Caroline Williams, Bill Johnson.

LA 5

- 14.30 Série : Soko, brigade des stupés.
15.25 Série : Barretta.
16.28 Dessins animés. Les Schtroumpfs : Charlottte, Rémi sans famille : Les aventures de Claire et Tipoune. Cathy la petite fermière : Max et compagnie.

- 18.50 Journal images.
19.00 Magazine : Reporters.
19.45 Journal.
20.30 Drôles d'histoires.
20.40 Histoires vraies. Vivre ou survivre, téléfilm de Waris Hussein, avec Paul Sorvino, Len Cariou. Orne de l'adolescence incomprise.

- Débat : Un certain malaise de la jeunesse. Animé par Gilles Schneider.
23.25 Sport : Voile. Kourou cup.

France Télécom regroupe ses activités audiovisuelles

Pour harmoniser et développer ses activités opérationnelles dans le secteur de l'image, le groupe France Télécom va les regrouper au sein d'une nouvelle filiale VT Com SA, dotée de moyens importants (200 à 300 millions de francs) pour créer dans plusieurs directions.

Premier axe : le marché professionnel des services d'image, c'est-à-dire aussi bien télématique, vidéographie, conception et production d'audiovisuels institutionnels, que réalisation d'événements ou de services d'information pour les entreprises. Deuxième axe : les services à valeur ajoutée sur les réseaux de télécom-

munications, avec notamment le paiement à l'image (pay per view) sur les réseaux câblés. C'est d'ailleurs VT Com qui gère les participations de France Télécom dans l'exploitation de réseaux câblés.

Devenant ainsi le « pôle image » de la Cogecom, holding des filiales de France Télécom, VT Com aura pour vocation de développer de nouveaux créneaux tels que la télévision haute définition dans le secteur professionnel, ou les télévisions d'entreprise. Présidée par M. Pascal Machuel, VT Com recherchera des partenariats en entrant dans le capital de sociétés françaises et européennes.

0.00 Six minutes d'informations.

LA SEPT

- 21.00 Documentaire : Sinmnia. De Kumain Nungia.
21.50 Cinéma d'animation : Images.
22.00 Documentaire : Jean Painlevé au fil de ses films (2). De Denis Dermen.
22.30 Magazine : Imagine.
23.05 Documentaire : Histoire parallèle. De Philippe Grandjeux.

FRANCE-CULTURE

- 20.30 Archipel médecine. Dossier : Adolescence, le goût du risque.
21.30 Que sont devenues nos HLM ? (vidéo).
22.40 Nuits magnétiques. Portraits/Groupes/Hommes.
0.05 Du jour au lendemain.

FRANCE-MUSIQUE

- 20.30 Concert (donné le 23 mars à la Maison de la culture de Grenoble) : Œuvres de Puccini, Young, Schofield, Ellington, Monk, par Michel Petrucci, piano, John Schofield, guitare, Adam Holmes, claviers et synthétiseurs, Andy McKee, basse, Victor Jones, batterie.
22.30 La galette des traditions.
23.07 Club d'archives. Otto Ackermann, chef d'orchestre.

- 23.30 Magazine : Nomades.
0.00 Journal de minuit.

M 6

- 13.55 Feuilleton : Dynastie.
14.45 Série : Vegas.
15.35 Election de Miss OK. Présentée par Laurent Boyer, en direct de l'Aquaboulevard.

- 17.15 Informations : M 6 info.
17.20 Série : L'homme de fer.
18.10 Série : Cher oncle Bill.
18.35 Feuilleton : Le jeune Fabre (3^e épisode).

- 18.55 Série : Aline et Cathy.
19.25 Série : Dis donc papa.
19.54 Six minutes d'informations.
20.00 Série : Cosby show.

- 20.35 Téléfilm : Fran, la vie comme elle va... De Glenda Hambly, avec Nani Hadzihurett, Annie Byron. Mal dans sa peau d'épouse et de mère de famille.
22.15 Variétés : Elton John en concert. Concert enregistré le 26 avril 1989 à Vézère.
23.45 Portrait de Patricia Kaas (rediff.).
0.10 Six minutes d'informations.
0.15 Informations : Dazibao.
0.20 Spectacle : Uzeb en concert. Concert enregistré en février au Casino de Paris.

LA SEPT

- 14.30 Cours d'italien (17).
15.00 Documentaire : Tours du monde, tours du ciel. De Robert Pansard-Besson.
15.55 Documentaire : Glasgow, capitale.
17.30 Cinéma d'animation : Images.
18.00 Téléfilm : La promenade au phare (1^{re} partie). De Colin Gregg.
19.00 Documentaire : Site 2. De Rhyh Panh.
20.30 Documentaire : Crossings and meetings. De Ed Emshwiller.
21.00 Téléfilm : Mémoires d'un fleuve. De Judith Elk (1^{re} partie, v.o.).
22.20 Court-métrage.
22.35 Documentaire : Les instruments de musique et leur histoire (3). De Gerhard Vogel, Rainer Aust et Michael Kray.
23.05 Documentaire : Musée d'Orsay (5). De Pierre Dumayet.

FRANCE-CULTURE

- 20.30 Antipodes. L'art nègre au Grand Louvre.
21.30 Correspondances. Des nouvelles de la Belgique, de la Suisse et du Canada.
22.00 Communauté des radios publiques de langue française.
22.40 Nuits magnétiques. Portraits, groupes, hommes.
0.05 Du jour au lendemain.
0.50 Musique : Coda.

FRANCE-MUSIQUE

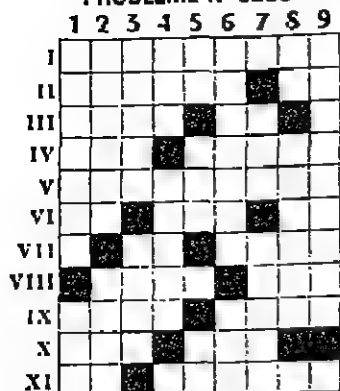
- 20.30 Concert (donné le 19 août 1989, lors du Festival suédois de musique baroque) : Symphonie de Dauvergne : Concerto pour violoncelle et orchestre n° 1 en ut majeur Hob VII b-1, de Haydn : Concerto armonico n° 4 en fa mineur de Wessenaar : symphonie n° 44 en mi mineur de Haydn, par l'ensemble Mosaïque, dir. Christophe Coin.
22.20 Concert du GRM. Désordre, de Minjard : Chronologie, de Garmser.
23.07 Jazz-club. En direct du Sunset, à Paris : Alain Jean-Marie, piano ; Herri Texier, contrebasse, et Aldo Romano, batterie.

MOULIN ROUGE

AGENDA

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5285



HORIZONTALEMENT

1. On aurait tort de se plaindre s'il venait à nous jeter la pierre. - II. Tels qu'ils pourraient bien compter parmi les victimes d'un naufrage. Note. - III. Entre les mains de celui qui a charge de direction. Qui peut donc être profitable à la science. - IV. Sa tenue est légère. Porté à s'emporter. - V. Fréquentes sont les situations où il est sur des charbons ardents. - VI. Ses bras servent à un travail manuel. Mis à profit pour s'intéresser à ce qui mérite d'être vu. Élément d'un lustre. - VII. Une bonne douche lui redonne des forces. Alimentaire pour un cabot. - VIII. Après l'avoir relevé, il est parfois nécessaire de s'abaisser. Condamné à la corde. - IX. Leur capacité est à peu près égale à celle d'une gourde. Offert aux regards. - X. Pas gâtés par le sort. On ne se gêne pas pour rire de lui. - XI. Article. Purée à laquelle on préfère ne pas goûter.

VERTICALEMENT

1. Il n'était pas besoin de forcer pour qu'elle cède. Est à l'origine d'explosions qui ne font que d'heureuses victimes. - 2. Qui tient à la fois de la bécasse et de l'oie. En mesure de faire l'étalage avec tout ce qu'il a à placer. - 3. Peuvent faire obstacle à celui qui veut franchir le pas. Nombreux sont ceux qui finissent par y laisser des plumes. - 4. Était adaptée pour la scène. Contribuent à l'augmentation du nombre des républicains. - 5. Est souvent de la partie. A de quoi se faire entendre. Membre d'un corps. - 6. Faire un travail bien appliqué. Nécessaires pour gagner du terrain. - 7. Exprimé entièrement sur le même ton. Fait éclater les grains. - 8. Ses débordements sont parfois à craindre. Bonhomme de « neige ». - 9. Apporte l'oubli.

Solution du problème n° 5284

Horizontalement

I. Flûtistes. - II. Râtelier. - III. Obi. Cir. - IV. Nalay. Nés. - V. Tréma. Tus. - VI. Il. Ira. Ri. - VII. Set. Dense. - VIII. Pure. Rur. - IX. Ise. Aar. - X. Centriste. - XI. Testée.

Verticalement

1. Frontispice. - 2. Laborieuse. - 3. Ubia. Trent. - 4. Té. Ami. Té. - 5. Il. Yard. Ars. - 6. Sic. Aérat. - 7. Teint. Nurse. - 8. Erreurs. Té. - 9. Assiette.

GUY BROUTY

MÉTÉOROLOGIE

Evolution probable du temps en France entre le mardi 19 juin 1990 à 0 heure et le dimanche 24 juin à minuit.

Fréquentes nuages et précipitations seront au programme jusqu'à la fin de la semaine. Il s'agira d'orages au sud et de pluies plus continues au nord.

Mercredi : pluies et orages violents sur l'Est : nuages et ondées ailleurs. Des Pyrénées centrales et orientales à l'Auvergne, à la Lorraine et à l'Alsace, ainsi que sur la Franche-Comté, Rhône-Alpes et Provence, la journée débutera sous la pluie et les orages parfois violents. En cours de journée, les précipitations cesseront par l'ouest. Elles ne concerneront plus que les Alpes en soirée. Toutefois, sur les autres régions, les nuages resteront abondants.

La Côte d'Azur et la Corse connaîtront à leur tour un temps plus calme et ensoleillé à l'après-midi. Du Nord et des Ardennes au Limousin et aux Charentes, ainsi que sur le Sud-Ouest, le temps sera gris et brumeux au lever du jour. En soirée, nuages et éclaircies alternent. Le soleil sera plus généreux au nord de la Loire.

Sur la Bretagne, la Normandie et la Vendée, les nuages seront assez nombreux et s'accompagneront d'ondées éparses. Le vent de sud-ouest soufflera assez fort.

Les températures minimales seront douces : 11 à 13 degrés sur la moitié nord, 14 à 18 degrés sur la moitié sud. Les maximales seront comprises entre 20 et 24 degrés, excepté sur le Sud-Est, où elles atteindront 26 degrés.

Jeudi : encore des nuages, moins de pluie. Sur la Bretagne, la Normandie et les Pays de Loire, les nuages seront abondants. Le temps deviendra plus ensoleillé en cours de journée.

De l'Aquitaine à Rhône-Alpes et à la Méditerranée, après une matinée

assez nuageuse, le soleil fera de belles percées. En Corse, des orages seront encore possibles en début de journée.

Sur la reste du pays, la journée sera nuageuse, mais sans pluie. Les éclaircies seront timides en général, un peu plus nombreuses sur le Nord-Pas-de-Calais et la Picardie.

Les températures minimales, du même ordre que la veille, resteront douces. Dans l'après-midi, le thermomètre indiquera 18 à 22 degrés.

Vendredi : pluies et nuages.

Sur la moitié nord du pays, le ciel sera très nuageux à couvert toute la journée. Il pleuvra de façon intermittente. Sur la Lorraine, l'Alsace, la Bourgogne et la Franche-Comté, les précipitations prendront un caractère d'ondée en soirée.

Sur la moitié sud (au sud d'une ligne La Rochelle-Ganèbe), de belles éclaircies agiteront le matin, mais le temps deviendra rapidement lourd et orageux dans le Sud-Ouest. Les orages resteront modérés et se déclencheront essentiellement sur le relief, tout d'abord les Pyrénées et le Massif Central, et ce n'est qu'en début de nuit que les Alpes seront également concernées.

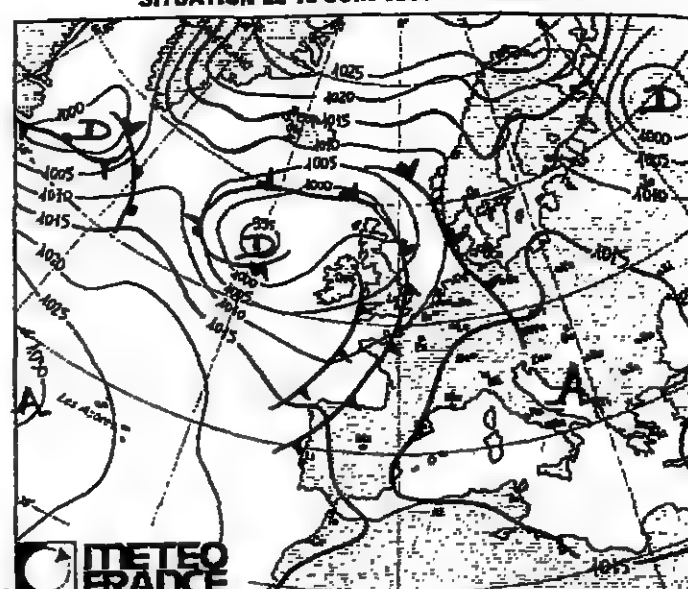
Les températures minimales varieront globalement de 10 à 14 degrés. Les températures maximales seront comprises entre 19 et 23 degrés sur la moitié nord, d'ouest en est, et entre 22 et 27 degrés sur la moitié sud.

Samedi : accalmie au nord, orages au sud.

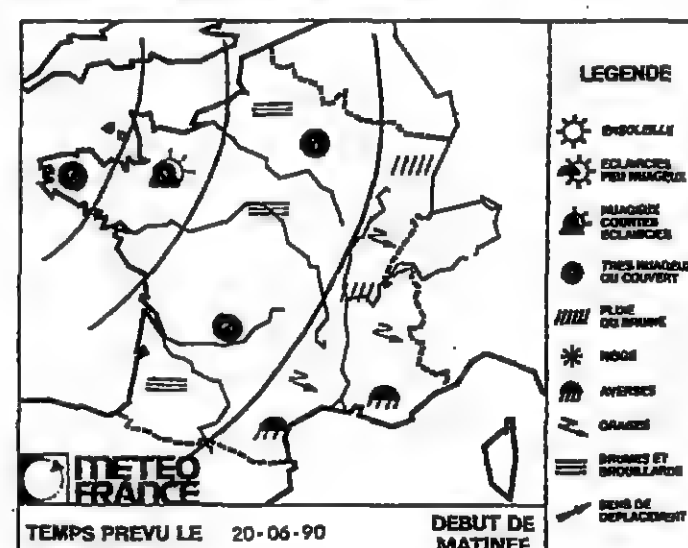
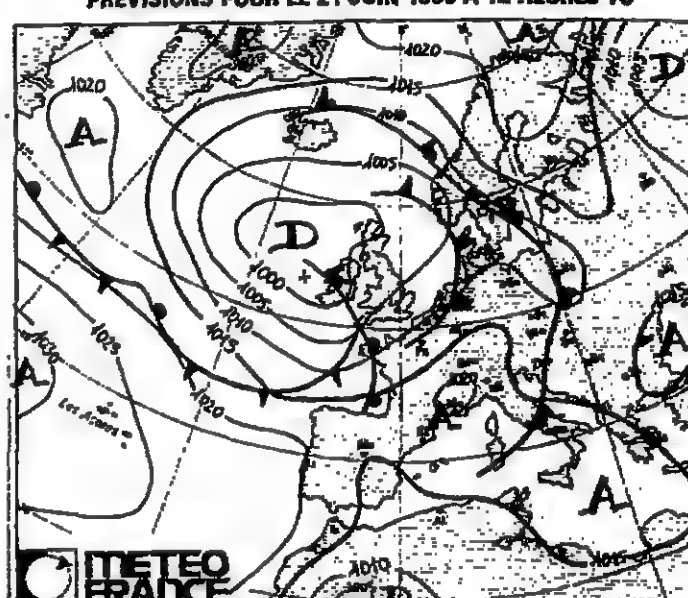
Le temps lourd et orageux persistera de l'Aquitaine au Massif Central et aux Alpes. Les orages qui éclateront en soirée seront faibles à modérés.

Plus au nord, le soleil réapparaîtra. Les éclaircies se feront de plus en plus larges en cours de journée. Mais, en soirée, le ciel se couvrira à nouveau sur la Bretagne et le Cotentin.

SITUATION LE 19 JUIN 1990 A 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 21 JUIN 1990 A 12 HEURES TU



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé le 19-6-90 à 6 heures TU et le 19-6-90 à 6 heures TU

FRANCE	TOUR	LOS ANGELES
AJACCIO	23 14 D	21 14 D
BARTZ	26 16 D	20 12 C
BORDEAUX	31 21 A	20 10 D
BOURGES	23 12 P	20 10 D
BREST	17 11 C	20 10 D
CAEN	20 13 C	20 10 D
CHERBOURG	16 12 C	20 10 D
CLERMONT-FER.	23 12 P	20 10 D
DIJON	23 12 P	20 10 D
GRENOBLE-SH	23 12 P	20 10 D
LILLE	23 12 P	20 10 D
LIMOGES	23 12 P	20 10 D
LYON	23 12 P	20 10 D
MARSEILLE-MAR.	23 12 P	20 10 D
NANCY	23 12 P	20 10 D
NANTES	23 12 P	20 10 D
NICE	23 12 P	20 10 D
PARIS-MONTS	23 12 P	20 10 D
PAU	23 12 P	20 10 D
PERPIGNAN	23 12 P	20 10 D
RENNES	23 12 P	20 10 D
ST-ETIENNE	23 12 P	20 10 D
STRASBOURG	23 12 P	20 10 D
TOUR	23 14 P	21 14 D
TOULOUSE	26 16 D	20 12 C
POINTE-A-PITRE	31 21 A	20 10 D
ALGER	29 19 N	20 10 D
AMSTERDAM	21 15 P	20 10 D
ATHENES	26 18 C	20 10 D
BANGKOK	26 28 C	20 10 D
BARCELONE	24 17 D	20 10 D
BELGRADE	23 13 D	20 10 D
BERLIN	23 12 D	20 10 D
BRUXELLES	23 12 D	20 10 D
LE CAIRE	31 20 D	20 10 D
COPENHAGUE	20 13 C	20 10 D
DAKAR	26 22 N	20 10 D
DELHI	41 31 D	20 10 D
DIJON	23 12 P	20 10 D
GENEVE	23 12 D	20 10 D
HONGKONG	30 28 A	20 10 D
STANBUL	21 16 D	20 10 D
TEHRAN	23 15 N	20 10 D
LISBONNE	23 17 P	20 10 D
LONDRES	23 17 P	20 10 D
LOS ANGELES	21 14 D	20 10 D
LUXEMBOURG	20 12 C	20 10 D
MADRID	20 10 D	20 10 D
MARSAKECH	26 13 B	20 10 D
MILAN	21 16 D	20 10 D
MONTREAL	20 10 D	20 10 D
MOSCOW	22 11 D	20 10 D
NARONI	22 18 N	20 10 D
NEW-YORK	20 18 P	20 10 D
OSLO	19 13 P	20 10 D
PALMA-DE-MAJ.	27 14 C	20 10 D
PEKIN	21 21 C	20 10 D
RIO-DE-JANEIRO	22 18 D	20 10 D
ROME	26 14 D	20 10 D
SINGAPOUR	33 27 C	20 10 D
STOCKHOLM	15 6 A	20 10 D
SYDNEY	13 10 A	20 10 D
TOKYO	30 22 C	20 10 D
TUNIS	30 18 N	20 10 D
VARSOVIE	24 11 N	20 10 D
YENNE	23 17 D	20 10 D
VIENNE	27 15 D	20 10 D

* TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

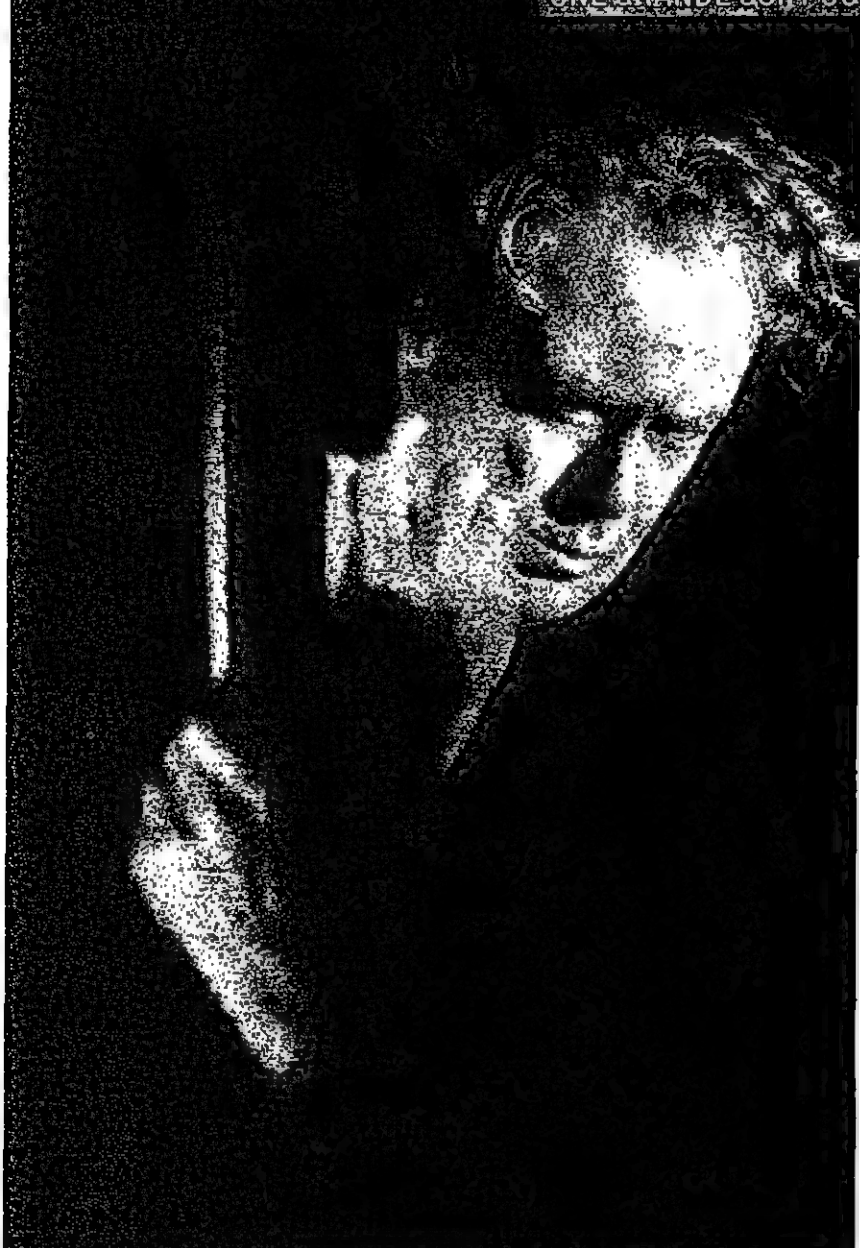
(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale)

SUR MINITEL. Prévisions complètes. Météo marine.

Temps observé Paris, province, étranger.

36.15 Taper LEMONDE puis METEO.

UNE GRANDE ESSE POUR LES TELECOMMUNICATIONS.



Donnez une nouvelle force à votre ingénierie informatique.

Pour décider il faut connaître : chaque décision intègre un nombre de données techniques, économiques, humaines de plus en plus variées dans leur nature, de plus en plus importantes en nombre. Cette complexité exige des systèmes de communication toujours plus performants.

Afin d'accroître leur compétitivité, les entreprises ne peuvent plus se contenter d'automatiser leurs fonctions, leur capacité de réaction passe par la mise à disposition rapide et efficace de l'ensemble des informations.

Télesystèmes se distingue par sa maîtrise naturelle des télécommunications et par la qualité de ses prestations informatiques : intégration de systèmes et de réseaux - conception et réalisation de logiciels d'application - facilités management, exprimant pleinement cette double compétence.

Télesystèmes allie à son savoir-faire une connaissance approfondie de la culture et des métiers du monde des télécommunications pour donner une force nouvelle à votre ingénierie informatique.

Télesystèmes est une filiale de COGECOM (Groupe FRANCE TELECOM).
Télesystèmes - 115, rue du Bac - 75007 Paris - Tél. : 45.49.85.00.

Telesystemes

LA CULTURE TELECOM EN PLUS

36.15 Taper LEMONDE puis METEO.

26 Un entretien avec le directeur de Renault-Allemagne
27 La CEE et le travail précaire

31 Communication
46 Paribas fait peau neuve

46 Marchés financiers
47 Bourse de Paris

BILLET

Pétrole et politique

L'impossible est arrivé : les prix du pétrole, qu'on croyait durablement repartis à la hausse, se sont à nouveau effondrés. Il ne s'agit plus cette fois d'un accès de faiblesse saisonnier. Voilà maintenant trois mois que les cours stagnent aux alentours de 14 à 16 dollars le baril, selon les qualités, soit environ 20 % de moins qu'au début de l'année. Lundi 18 juin les cours à New-York sont même repassés sous la barre des 16 dollars, pour la première fois depuis... décembre 1988 !

A la veille de l'été le cartel de l'OPEP se retrouve une fois de plus au bord du gouffre, alors qu'il se croyait tiré d'affaire pour de bon. Que s'est-il passé depuis six mois pour compromettre une situation a priori des plus favorables ?

Car rien, du point de vue strictement économique, n'explique la rechute. La demande reste depuis deux ans fondamentalement orientée à la hausse. La production hors de l'OPEP continue à décliner. Et la demande adressée au cartel, estimée à 22 millions de barils/jour, est a priori suffisante pour permettre à tous ses membres de maintenir un rythme d'extraction raisonnable, proche du maximum dans la plupart des cas.

Ben sauf l'indiscipline de l'OPEP. Et c'est là que le bât blesse : contrairement aux engagements pris en mai, au cours d'une conférence extraordinaire, l'OPEP n'a pas ramené sa production au niveau requis, et continue de dépasser son plafond de plus d'un million de barils/jour, alors que les cuves sont pleines... Inconscience ou calcul ?

Le fait est que les deux principaux coupables, le Koweït et les Émirats arabes unis sont précisément ceux qui ne peuvent justifier leur indiscipline par des besoins financiers pressants. Il est clair par contre que ni l'un ni l'autre ne veulent d'un bon ciel-irak, leur encombrant voisin, se poser de plus en plus en grande puissance militaire dans la région.

Et Bagdad n'a qu'un point faible : les revenus nécessaires pour financer sa reconstruction. Casser les prix du pétrole est le plus sûr moyen de casser en même temps les ambitions irakiennes. Les pays du Golfe ont l'habitude de ce genre de tactique. N'avaient-ils, pas de la même manière en 1986, réduit l'Irak à merci en provoquant un effondrement des cours du brut fatal pour la République islamique ?

V.M.

INSOLITE

Coup de pouce

Les grands magasins Marks and Spencer, numéro 1 britannique de la confection et de la lingerie, ont décidé en 1989 de relever de 46 % pour l'exercice achevé le 31 mars dernier le salaire du PDG, lord Rayner qui a ainsi atteint la modeste somme de 619 916 livres (plus de 6 millions de francs), à laquelle s'ajoutent les revenus des trois millions de livres d'actions du groupe que possède le PDG (avec des options sur 2,7 millions de livres d'actions supplémentaires). Cette augmentation qui représente environ 0,26 % du supplément de bénéfices encaissés se moque joyeusement de la recommandation du gouvernement invitant les entreprises à réduire les augmentations de rémunération de leurs dirigeants...

41 000 dossiers de surendettement ont été transmis aux commissions Neiertz

M^{me} Véronique Neiertz, secrétaire d'État à la consommation, a présenté à la presse mardi 19 juin, le premier bilan du fonctionnement des 113 commissions « surendettement » mises en place depuis le 1^{er} mars, en application de la récente loi, votée le 31 décembre dernier (le Monde des 7 septembre et 9 décembre 1989).

En trois mois, ces commissions spécialisées ont reçu 40 993 dossiers, et déjà 22 364 ont été instruits. 2 750 environ plans amiables sont en cours d'approbation. Un bilan du succès ou de l'insuccès de cette toute nouvelle procédure de conciliation entre débiteurs surendettés et créanciers sera fait à la fin de l'année.

Le surendettement type a de trente-cinq à cinquante-quatre ans et gagne entre 8 000 et 10 000 francs par mois (1). Dans huit cas sur dix, il est marié et a au moins deux enfants, mais dans 34 % des cas, il a plus de trois enfants. Il est employé (et souvent fonctionnaire) ou ouvrier. Son endettement atteint 55 % de son revenu, mais ce n'est bien sûr qu'une moyenne, plus de 7 % des surendettés devant rembourser plus de 110 % de leur revenu, 47 % ayant un endettement inférieur à 50 % du revenu.

Les causes du surendettement sont en majorité la perte d'une ou de plusieurs ressources mensuelles, à cause du chômage, de la maladie, d'un divorce ou d'un décès, ou de la suppression ou de la diminution de prestations sociales (comme l'APL ou aide personnalisée au logement ou les allocations familiales).

Le surendettement parisien est « hors normes » puisque cédulaire (dans 60 % des cas), et presque jamais ouvrier (mais l'ouvrier se raréfie à Paris). C'est le plus souvent un cadre : la proportion des cadres et de ce qu'on pourrait appeler les professions « intellectuelles » est, de ce point de vue, cinq fois plus importante que dans le reste de la France.

Ce profil du surendetté a été dessiné grâce à un sondage effectué sur 3 036 dossiers par le secrétariat d'État à la consommation. Ce qui frappe dans le bilan présenté par M^{me} Neiertz, c'est l'augmentation très rapide du nombre de dossiers (4 000 par semaine en mars et avril, et 2 500 en mai) et la gravité des cas que révèle une majorité de dossiers.

« La France riche découvre la France pauvre »

Durant les deux premiers mois, les guichets de la Banque de France et les commissions surendettement se sont consacrés aux tâches d'accueil et de renseignements, et à l'instruction des dossiers. C'est seulement en mai qu'ils ont pu s'attaquer à la préparation de « plans amiables de redressement » : 2 750 de ces plans sont en cours d'approbation. Dans 1 600 cas, cette phase amiable a échoué, et si le débiteur le souhaite, le dossier pourra être porté devant les tribunaux.

M^{me} Véronique Neiertz voit dans cet afflux de dossiers et dans la gravité du surendettement la preuve qu'une loi s'attaquant à cette question était tout à fait nécessaire. Elle a constaté, au cours d'un tour de France des commissions (vingt-six réunions départementales ou régionales touchant soixante-dix-huit départements), une « prise de conscience générale des problèmes du surendettement », qu'il s'agisse des fonctionnaires ou des représentants des établissements de crédit. « C'est la France riche qui découvre la France pauvre », dit-elle.

Beaucoup d'établissements financiers, en effet, ne soupçonnaient pas les situations dramatiques existant — parfois chez leurs propres clients — jusqu'à ce qu'il y ait cessation de remboursement des mensualités. Le dossier de chacun des intéressés rassemble en effet l'ensemble des dettes contractées, et il est rare que le créancier soit unique. Dans la moitié des cas, on trouve moins de cinq établissements créanciers, mais dans près de 48 % des cas, ils sont de six à quinze. Il existe même un cas extrême où la commission a décompté cinquante-deux créanciers ! Pour le ministre de la

consommation, ce premier bilan est celui d'un temps d'adaptation, l'application de la loi étant maintenant à un tournant, la phase sérieuse de négociation des plans amiables venant de débiter. Ce n'est qu'à la fin de l'année qu'un premier bilan pourra être dressé de ces plans amiables.

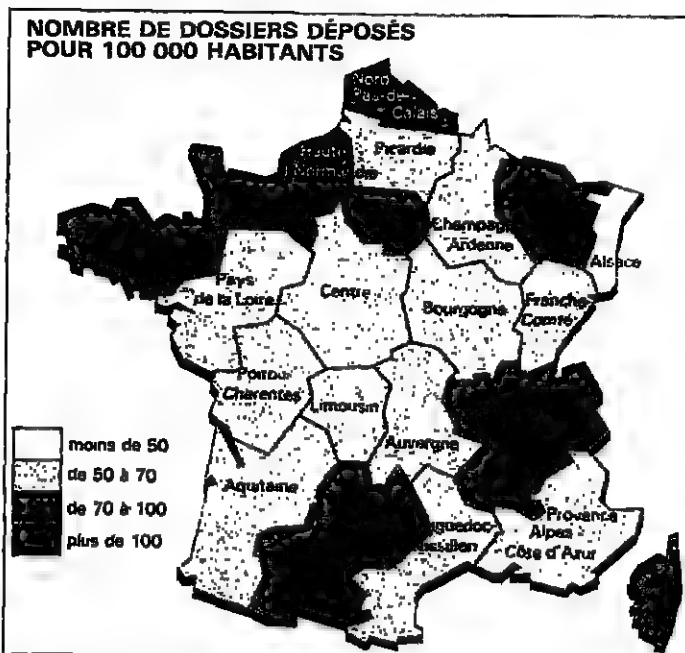
« Les établissements financiers joueront-ils à fond le jeu de la conciliation ? C'est la grosse question qu'on peut se poser », nous a déclaré M^{me} Neiertz.

Il s'agit en effet pour eux de ne pas attendre de savoir ce que font les autres créanciers sur un dossier précis pour faire des propositions réalistes ; de répondre à la commission dans des délais normaux, sans faire traîner les choses dans l'espoir fallacieux d'un éventuel délai de forclusion ; de ne pas céder à la tentation de régler unilatéralement le problème avec leur débiteur, car une fois saisie, la Commission est l'unique interlocuteur des créanciers ; de savoir constater qu'en l'absence de revenu et de patrimoine chez un débiteur, une créance peut être « irrécouvrable », de ne pas faire de recours systématique devant les tribunaux pour mettre en cause la recevabilité d'un dossier ou pour mettre en doute la bonne foi du débiteur... C'est tout un nouveau comportement qu'il faut inventer, et « tout a fait conscient de la nécessité pour les établissements financiers de s'adapter à cette nouvelle situation », c'est dans cet esprit que M^{me} Neiertz a pris son bâton de pèlerin.

Le fichier des incidents de paiement, géré par la Banque de France, devrait être opérationnel en octobre. Les établissements de crédit pourront y recourir pour éviter d'accorder des crédits nouveaux à ceux qui ne peuvent déjà faire face aux anciens. Une première étape dans la responsabilisation des futurs créanciers.

JOSÉE DOYÈRE

(1) 10 % des surendettés gagnent le SMIC tandis que 1 % ont plus de 20 000 francs par mois.



Source : Secrétariat d'État à la consommation

Plus que le nombre de dossiers par région, où l'Île-de-France est en tête avec 311 dossiers, juste avant le Nord-Pas-de-Calais (421) et Rhône-Alpes (344), l'Alsace n'en comptant que 59, le nombre de dossiers déposés pour cent mille habitants permet de voir se dessiner une nouvelle carte de la France de la pauvreté. La Haute-Normandie (121 dossiers) et le Nord-Pas-de-Calais (108 dossiers) sont les régions les plus touchées, tandis que, outre l'Alsace (37 dossiers), l'Île-de-France (32 dossiers), la Basse-Normandie et la Bretagne (26 dossiers) retiennent une situation plus dénuée.

A l'issue d'une réunion des ministres européens

Les Douze se mettent d'accord sur une nouvelle étape de libéralisation des transports aériens

Les ministres des Douze, réunis les 18 et 19 juin à Luxembourg, se sont mis d'accord sur une nouvelle étape de leur programme de libéralisation des transports aériens dans la Communauté, concrétisant ainsi les orientations qu'ils avaient approuvées lors de leur session de décembre 1987. L'objectif de la politique ainsi graduellement mise en œuvre est d'offrir aux utilisateurs européens davantage de concurrence et donc des services moins chers, mais sans pour autant remettre en cause l'équilibre économique des compagnies.

LUXEMBOURG (Communautés européennes)

de notre correspondant

La percée la plus significative réussie lundi concerne l'accès au marché aérien, c'est-à-dire les droits de trafic. Les compagnies pourront faire désormais usage sans restriction des troisième et quatrième libertés qui leur permettent d'ouvrir une ligne entre leur propre pays et un aéroport d'un autre État membre. L'usage de la cinquième liberté, accordée jusqu'ici avec parcimonie, sera sensiblement assoupli. Il s'agit par exemple pour la Sabena, qui exploite une ligne Bruxelles-Paris, de pouvoir poursuivre ses vols jusqu'à Madrid en étant autorisée à embarquer des passagers à Paris. Cette faculté, limitée à 30 % des sièges déposés sur la ligne, est portée à 50 %.

La cinquième liberté ne pouvait s'exercer aussi qu'à destination d'aéroports de deuxième ou de troisième catégorie (Bruxelles-Paris-Bilbao, ou bien Bruxelles-Perpignan-Madrid). Maintenant, les escalas qu'elle suppose pourront être toutes des aéroports de première catégorie, comme en Espagne Barcelone ou Madrid. « La libéralisation des droits de trafic devrait permettre d'envisager l'ouverture de nouvelles routes et d'augmenter l'offre. C'est un élément de concurrence important pour faire baisser les tarifs, plus important même que les dispositions que nous venons de prendre sur ces mêmes tarifs », commen-

Une amélioration du système de zones

« C'est un progrès relativement peu significatif », souligne un haut fonctionnaire bruxellois. Mais, ajoute-t-il, « ce n'est pas du tout l'avis des compagnies ». Celles-ci devront encore faire approuver leurs tarifs par les deux États membres concernés. Mais les Douze doivent confirmer qu'à partir du 1^{er} janvier 1993 c'est le principe de la double désapprobation qui jouera. Un tarif proposé par une compagnie sur une liste donnée du Paris-Rome ne pourra être refusé, par exemple, parce qu'il est jugé trop bas et dangereux en termes de rentabilité que si c'est l'opinion des deux États membres concernés.

Les règles traitant du « partage de capacité » seront assouplies ; lors de la première étape de libéralisation, les Douze étaient passés d'un partage 50/50 à 60/40. Cela signifie que sur une ligne donnée un pays ne peut s'opposer à l'exploitation par une compagnie étrangère aussi longtemps que la part des sièges réservés à sa compagnie nationale ne tombe pas au-dessous des 40 %. Cette mesure de protection, qui disparaîtra complètement le 1^{er} janvier 1993, sera immédiatement assouplie, l'ouverture décidée étant de 7,5 points par an. Sur Paris-Rome, Alitalia pourrait ainsi accroître la fréquence de ses vols et offrir jusqu'à 67,5 % des sièges proposés sur la ligne sans que l'aviation civile française puisse s'opposer à l'offensive ainsi déclenchée contre Air France.

PHILIPPE LEMAITRE

Armistice dans le bâtiment

M. Pelège renonce à prendre le contrôle de la SAE

La bataille pour le contrôle de la Société auxiliaire d'entreprise (SAE), l'un des premiers groupes français du bâtiment-travaux publics, n'aura pas lieu. Lundi 18 juin, deux jours avant la tenue de l'assemblée générale des actionnaires, la direction du groupe a conclu un armistice avec son principal actionnaire, le promoteur Michel Pelège, qui avait affirmé l'intention de prendre le contrôle effectif de la société (le Monde du 19 juin).

M. Pelège a accepté de ramener sa participation dans le groupe de 25 % à 20 %, limite qu'il s'était engagée à ne pas dépasser au moment de son arrivée dans la SAE il y a quelques mois.

La direction de la SAE, violemment opposée à la montée en puissance de M. Pelège, a mobilisé ses amis, affirmant compter sur un noyau fidèle d'actionnaires représentant 38 % du

capital (dont environ 10 % pour la Caisse des dépôts), et elle a déclaré qu'elle disposerait de plus de 30 % des voix lors de l'assemblée générale de mercredi.

L'accord conclu lundi, après plusieurs heures de discussions au siège de la SAE, prévoit que désormais le groupe Pelège aura 3 administrateurs au conseil d'administration sur un total de 10, contre 2 sur 8 actuellement. Le redressement des actions vendues par M. Pelège s'effectuera en accord avec la direction de la SAE.

Dans un communiqué commun, les présidents des deux groupes ont annoncé en outre que « le principe de la création d'une structure commune (présidée par M. Pelège) pour explorer certains secteurs nouveaux de diversification a été retenu ».

DROIT DES SOCIÉTÉS ? L'EUROPE RESTE À FAIRE

Aujourd'hui, le marché des entreprises c'est l'Europe. Une Europe où dans un domaine vital, celui du droit des sociétés, chaque pays a conservé son propre droit. Une situation complexe, difficile à maîtriser.

Il existe maintenant un recueil à feuillets mobiles, le « Droit des Sociétés dans les pays de la CEE », dans la collection JUPITER, qui apporte une réponse à toutes les questions qu'on doit se poser.

Pays par pays, il présente les textes de loi, leur traduction, des études et commentaires, actualisés chaque mois.

Le « Droit des Sociétés Jupiter » : un outil unique qui bénéficie des 30 ans d'expérience des droits nationaux européens de la collection JUPITER, éditée par la LGDJ.

Actuellement et jusqu'au 31 Juillet 1990, vous pouvez bénéficier du tarif de lancement.

Pour toute information, appelez le (1) 43 35 01 67 ou écrivez à : LGDJ 26, rue Vercingétorix 75014 Paris

« Droit des Sociétés Jupiter » Maîtriser les droits nationaux pour conquérir l'Europe



LGDJ 26, rue Vercingétorix 75014 Paris

INDUSTRIE

Un entretien avec le directeur de Renault-Allemagne

« Nous aurons un réseau complet de concessionnaires en RDA d'ici à la fin de l'année », nous déclare M. Luc-Alexandre Ménard

Luc-Alexandre Ménard, quarante-cinq ans, énarque et fils d'un garagiste de Châteaubriant, est le PDG de la Deutsche Renault AG, qui fait 2 milliards de deutschemarks de chiffre d'affaires, ce qui la place en tête des entreprises françaises en RFA.

Ancien sous-préfet, puis conseiller au cabinet du ministre de l'Intérieur Christian Bonnet jusqu'en mai 1981, il doit à l'alternance politique d'avoir bifurqué vers l'industrie, ce qu'il ne semble pas regretter aujourd'hui. Son parcours antérieur, ses ascendances bretonnes fièrement affichées ne le prédestinaient pas à réussir dans un pays dont il ne connaissait, avant d'arriver, ni la langue ni les usages.

BONN

de notre correspondant

Aujourd'hui, Luc-Alexandre Ménard plaisante en patois rhénan avec les ouvriers du département pièces détachées du siège central de Renault à Brühl, près de Cologne, et s'est taillé une réputation de gars dur sur un marché allemand réputé difficile. « Il n'y a pas de secret, il faut travailler, être à l'écoute de la clientèle, anticiper sur les événements... », constate-t-il, en donnant l'exemple de la querelle du catalyseur, où il a convaincu la direction de la Régie de ne donner une image de constructeur écologique.

S'adapter, c'est aussi reculer d'un an l'introduction en RFA de la Renault 19, pour arriver sur le marché avec un produit parfait, car il sait qu'un mauvais départ peut être fatal pour un modèle dans un contexte de concurrence acharnée. Résultat : la Renault 19 est depuis le mois de mars

1990 la voiture la plus importée en Allemagne.

Luc-Alexandre Ménard a gardé de son passage dans les cabinets ministériels, un goût pour la politique, en observateur cette fois-ci, qui a été comblé ces derniers mois en Allemagne. La chute du mur de Berlin, la mise en mouvement de la marche vers l'unité l'ont fasciné. Homme de terrain, il décide dès le début décembre de se rendre compte sur place de la situation.

Le déclin du 23 décembre

Son premier contact avec les responsables est-allemands est plutôt décevant : « Mes interlocuteurs au ministère du commerce extérieur pensaient alors que la RDA pouvait avoir un développement autonome, et nous proposaient de nous implanter industriellement pour avoir un jour accès au marché. »

De ses contacts avec les milieux politiques de Bonn, et de ses discussions avec les concessionnaires

implantés près de la frontière, il acquiert bientôt la conviction que la RDA sera très rapidement intégrée à l'espace économique allemand. « Le déclin est venu le 23 décembre, lorsque mon concessionnaire de Norheim en Basse-Saxe m'appelle pour me demander ce que l'on allait faire pour la RDA... »

Ce concessionnaire, qui est également président de la chambre régionale des métiers, avait perçu, au cours de ses contacts avec l'autre côté, un vif désir des responsables des coopératives artisanales et des quelques réparateurs privés de rencontrer des constructeurs occidentaux. « En janvier, Raymond Levy est venu à Bonn et nous a donné le feu vert. Le 24 janvier une première réunion a rassemblé à Erfurt une quarantaine de réparateurs automobiles à qui nous avons exposé nos conceptions sur le rôle des concessionnaires. Ils ont été un peu bouleversés par le flot d'informations que nous leur avons fournies en une journée, ils n'y étaient pas habitués, mais au bout du compte, il ont marché. » Le reste a suivi tambour battant.

tant : nomination d'un directeur pour la RDA, ouverture de bureaux à Berlin-Est, sélection de deux cents concessionnaires. « Nous disposerons, d'ici à la fin de l'année d'un réseau comparable en densité à celui existant en RFA. Nous avons ainsi trois à quatre mois d'avance sur nos concurrents », estime Luc-Alexandre Ménard.

Mardi 19 juin, une convention devait réunir tous ces nouveaux concessionnaires Renault au stade Olympique de Berlin, d'où ils devaient repartir vers leur province au volant d'un véhicule de la Régie.

Quelles perspectives s'ouvrent pour le marché automobile en RDA ? « Jusqu'à présent, la RDA constituait un marché clos de 150 000 véhicules par an, où nous n'écoulions qu'une centaine de véhicules par l'intermédiaire d'Inter-shop, une entreprise d'État qui écoulait des produits occidentaux aux personnes disposant de devises. L'union monétaire va dégrader un marché potentiel estimé à trois ou quatre cent mille véhicules par an, l'équivalent du marché suisse, les deux tiers du marché hollandais. Notre objectif est de vendre entre sept et dix mille voitures cette année, et d'atteindre au cours des deux prochaines années le chiffre de quinze mille véhicules par an, soit 5 % du marché. »

Les modèles les plus prisés sont, selon les premières tendances, le Trafic et la Rapid pour les véhicules utilitaires, et la R 19, voiture familiale de la classe compacte directement concurrente de la VW Golf. La conquête du marché est-allemand n'est néanmoins pas dépourvue de tous risques : le système bancaire est à l'état embryonnaire, et la formation commerciale et technique des concessionnaires doit partir de zéro : en RDA, on ne connaissait pas le leasing, et on est loin de la technique automobile moderne lorsque l'on a presque uniquement fourni son nez sous le capot des Trabant et autres Wartburg.

LUC ROSENZWEIG

Pour consolider sa place en Europe

Volvo souhaite reprendre son partenaire hollandais

STOCKHOLM

de notre correspondant

Longtemps partenaire à problèmes, Volvo Car BV à Born, aux Pays-Bas, est devenu pour le groupe suédois de Göteborg un élément particulièrement intéressant dans sa stratégie européenne. Le succès de la série des Volvo-400 qui y est fabriquée (dans la classe moyenne supérieure comparable à la Ford Sierra, l'Opel Vectra ou la Mazda 626) se confirmant, Volvo espère maintenant reprendre la totalité de Volvo Car BV, l'ancienne DAF Car BV.

Dans une lettre datée du 18 juin adressée au gouvernement néerlandais, M. Pehr Gyllenhammar, le président du groupe Volvo exprime le souhait qu'une décision concernant l'acquisition des 70 % détenus actuellement par les Pays-Bas sera prise avant la fin du mois de septembre prochain et que l'accord sera appliqué le 1^{er} janvier 1991 au plus tard.

Le prix de cette acquisition n'a pas été révélé par Volvo mais il devrait certainement dépasser le demi milliard de couronnes. Le gouvernement néerlandais, pour sa part, se dit intéressé par l'initiative de Volvo mais attend de voir ce qu'offrent les Suédois avant de faire d'autres commentaires. L'essentiel n'est pas pour les Néerlandais de conserver une participation dans cette société qui a affiché un bénéfice de 130 millions de couronnes (autant de francs) en 1988, mais avant tout d'assurer l'emploi.

Depuis 1972, où Volvo fit l'acquisition de 33 % de DAF Car BV, leurs relations ont eu des hauts et des bas. A la fin des années 70, Volvo lança la série malheureuse des 300 qui allait provoquer des pertes massives et contraindre l'État néerlandais à injecter plusieurs centaines de millions de couronnes par an pour éviter la fermeture de l'entreprise. En 1981, sa participation, dans ce qui était devenu entre temps Volvo Car BV,

passait de 45 à 70 %. Mais avec le lancement réussi de la série des 400 (440 équipée d'un moteur Renault et 460), et l'accord conclu au printemps entre Volvo et Renault, le constructeur suédois voit maintenant se préciser ses chances de conquête sur le marché européen, en particulier de ce que l'on appelle en Suède « l'Europe latine » : La France, l'Italie et l'Espagne.

Peu importe si les quelque 140 000 modèles produits à Born sont à plus de 90 % « communautaires » (30 % allemands, 26 % français et 21 % belges) l'essentiel est que les ventes augmentent et que le profit reste suédois dans une concurrence internationale de plus en plus agressive.

FRANÇOISE NIETO

□ Ferranti fait condamner un de ses anciens vice-présidents pour fraude. — M. James Guerin, ancien vice-président du groupe électronique britannique Ferranti International et ex-patron d'ISC (International Control and System) sa filiale américaine, a été condamné par un tribunal londonien à verser 189 millions de dollars (un peu plus d'un milliard de francs), détournés de deux filiales du groupe ISC. La direction de Ferranti avait intenté en décembre dernier une action contre M. Guerin et trois de ses associés après avoir découvert une fraude aux faux contrats dans les comptes d'ISC. Environ 450 millions de dollars (25 milliards de francs) ont été versés dès 1984 par ISC Technologies Ltd et ISC London Plc à des sociétés panaméennes dans le cadre de plusieurs contrats « fictifs ». Seule une partie de ces sommes a pu être recouvrée laissant un découvert de 189 millions de dollars. Le groupe Ferranti a du vendre une partie de ses actifs pour reconstituer ses réserves et capitaux amputés par la fraude.

REPÈRES

MATIÈRES PREMIÈRES IMPORTÉES

Forte baisse des prix

Les prix des matières premières importées par la France continuent de baisser. En mai, la moyenne des prix, exprimés en francs, était inférieure de 0,2 % à son niveau d'avril et de 24 % à la moyenne de mai 1989. Les prix des matières premières alimentaires (céréales tropicales, oléagineux) ont baissé de 0,6 % en un mois et de 31,6 % en un an. Les prix des matières premières industrielles ont diminué de 0,3 % en un mois et de 22 % en un an.

PRODUCTION INDUSTRIELLE

Très faible progression en Grande-Bretagne

La production industrielle a augmenté de 0,5 % en Grande-Bretagne en avril par rapport à mars, selon les chiffres provisoires corrigés des variations saisonnières de l'Office central de statistique. En un an (avril 1990 comparé à avril 1989), la hausse est très faible : + 0,6 %. Mesurée sur les trois derniers mois, méthode qui atténue les variations mensuelles, la production industrielle a augmenté de 0,5 % par rapport à la même période de l'année dernière.

Merci aux
Allemands,
Anglais,
Belges,
Danois,
Espagnols,
Français,
Grecs,
Hollandais,
Irlandais,
Italiens,
Luxembourgeois,
Portugais,
qui font de nous la plus européenne
des banques européennes.

Et aussi aux Autrichiens, Finlandais, Norvégiens, Suédois, Suisses.



CREDIT LYONNAIS

LE GROUPE DU CREDIT LYONNAIS
LE POUVOIR DE DIRE OUI PARTOUT EN EUROPE

Je suis à l'aise

CEE

S'appuyant sur le traité de Rome

La Commission veut réglementer le travail précaire en Europe

Le travail à temps partiel, le travail intérimaire, ainsi que les autres formes de travail atypique, devaient être réglementés de façon cohérente dans l'ensemble de la Communauté, afin de mieux protéger les salariés et de rendre les conditions d'emploi, et donc de concurrence, plus homogènes. Tel est l'avis de la Commission européenne, qui vient de soumettre trois projets de directives aux gouvernements des Douze. Ces propositions sont d'une inspiration voisine du projet de loi de M. Jean-Pierre Soisson sur le travail précaire, adopté, début juin, en première lecture, par l'Assemblée nationale.

BRUXELLES

(Communautés européennes)
de notre correspondant

Dans l'esprit de la charte sur les droits sociaux fondamentaux, adoptée par le Conseil européen en décembre 1989, à Strasbourg, et comme l'a pressenti de le faire le Parlement européen, la Commission « avance sur le social » et, comme le souligne un collaborateur de M^{me} Vasso Papandréou, le commissaire responsable, elle le fait « en interprétant de façon dynamique le traité de Rome ».

Ainsi, pour parvenir à harmoniser la couverture sociale des salariés à temps partiel ou encore pour réglementer le travail intérimaire, elle met en avant la nécessité d'éviter des distorsions de concurrence dans le marché unique. Cet habile détour lui permet de fonder sa proposition de directive sur l'article 100-A du traité et de rendre ainsi possible son adoption à la majorité qualifiée et non pas à l'unanimité. Il ne serait pas étonnant que les Britanniques, hostiles à toute législation sociale communautaire, considèrent cette manière de solliciter le traité comme un détournement de procédure.

La Communauté compte plus de quatorze millions de salariés à temps partiel et ce type d'emploi a, surtout en France, augmenté bien davantage que l'emploi à temps plein. Dans la CEE, il y a dix millions de travailleurs temporaires, dont cinq millions de travailleurs intérimaires (surtout concentrés aux Pays-Bas, au Royaume-Uni et en France). Au total, les travail-

leurs visés par les propositions de la Commission représentent quelque 20 % des salariés communautaires (1) et leur nombre relatif s'accroît de façon permanente. L'objet des trois directives est de faire en sorte qu'ils soient traités sur un pied d'égalité avec les salariés à temps plein.

Celle dont la portée pratique paraît la plus grande, qui est fondée sur l'article 100-A du traité (adoption à la majorité qualifiée) et dont l'objet proclamé est d'éliminer les distorsions de concurrence, indique qu'en termes de Sécurité sociale, de congés annuels, d'indemnités de licenciement, de prise en compte de l'ancienneté, les droits assurés aux travailleurs à temps partiel et temporaires doivent reposer sur les mêmes critères que ceux garantis aux travailleurs à temps plein et à durée indéterminée. La Commission signale, à cet égard, que au Royaume-Uni, sur 5 millions de contrats à temps partiel, 2,4 sont exonérés de cotisations sociales ! Bruxelles, toujours dans la même directive, demande que les contrats de travail temporaire ainsi que leur renouvellement soient limités dans le temps.

Améliorer la sécurité

Dans le second projet, fondé celui-ci sur l'article 100 du traité (adoption à l'unanimité), la Commission insiste notamment pour que les salariés à temps partiel ou temporaires bénéficient du même accès à la formation, ainsi qu'aux services sociaux de l'entreprise que les autres travailleurs. La troisième directive, fondée sur l'article 118-A du traité (majorité qualifiée), s'efforce de promouvoir l'amélioration de la sécurité et de la santé sur les lieux du travail des salariés temporaires. Le taux de fréquence des accidents du travail est, en effet, nettement plus élevé chez les intérimaires que chez les travailleurs permanents. Cette vulnérabilité résulte souvent, selon la Commission, de la méconnaissance du métier et du poste de travail, de l'inexpérience et du manque d'accueil. Les experts bruxellois suggèrent que les administrations nationales imposent, tant à l'agence intérimaire qu'à l'employeur utilisateur, de mieux informer les travailleurs auxquels ils font appel.

PHILIPPE LEMAÎTRE

(1) En tenant compte du fait que 15 % des travailleurs à temps partiel ont un emploi temporaire.

C'était l'économiste-vedette de la RDA

Les conversions de M. Schmidt

Les habitués des colloques internationaux sur les relations économiques Est-Ouest avaient coutume de voir, depuis des années, M. Max Schmidt défendre avec vigueur la politique économique de la RDA. Directeur de l'Institut de politique et d'économie internationales de Berlin depuis dix-huit ans, M. Schmidt figurait en effet parmi les économistes d'Europe de l'Est les plus connus à l'étranger.

Le 17 octobre dernier, la veille de la démission de l'ancien président est-allemand M. Erich Honecker, M. Schmidt, visiblement mal à l'aise, tentait encore de convaincre son auditoire que la RDA mettait en œuvre d'importantes réformes économiques.

D'après, il n'occupe plus guère le devant de la scène de l'économie est-allemande. Sa désillusion a dû être grande lorsqu'il fut contraint d'admettre que non seulement toute sa carrière avait été dédiée à un système brutalement renié, mais que de plus il n'avait pas son mot à dire dans la conception de l'architecture économique de la nouvelle Allemagne. N'avait-il pas commencé à travailler, dans les semaines qui suivirent la chute du mur, sur un projet d'union monétaire interallemande, qui devait voir son couronnement au bout de trois années environ ? Il a dû constater que lorsque des Allemands de l'Est discutent avec ceux de l'Ouest, ils ne sont pas assis à la même table, mais sont cantonnés sous la table.

Le souci immédiat de M. Schmidt est surtout de savoir si l'Institut qu'il dirige continuera de recevoir les sub-

ventions nécessaires à son fonctionnement, et si la centaine de chercheurs placés sous son autorité ne vont pas être mis au chômage. Car désormais, la concurrence existe ! Il envisage une fusion avec un Institut de recherches ouest-allemand pouvant, selon lui, être intéressé par les précieuses archives sur les pays de l'Est accumulées au fil des années. Mais, soit par aversion, soit par timidité, il n'a pas encore pris de contacts sérieux à l'Ouest.

En septembre, il devrait annoncer sa démission et se replier sur l'Académie des sciences, dont il est membre. Ces années d'études l'ont-elles dégoûté à jamais de son métier ? A moitié seulement, puisque M. Schmidt affirme continuer à se passionner pour les questions de sécurité. Simplement, il souhaite désormais — on aurait du mal à l'en blâmer — se concentrer sur des recherches « fondamentales ».

Une « frontière de la pauvreté »

D'après lui, la principale menace planant sur l'Europe au cours des prochaines années sera de nature économique. La montée en puissance d'une Allemagne riche et unifiée provoquera inévitablement l'apparition d'une « frontière de la pauvreté » à l'est de l'Allemagne. Comment apaiser les tensions — nationalisme, immigration — qui naîtront de cette frontière, c'est ce que M. Schmidt se propose d'étudier. Il continue donc de rôder dans les colloques à la recherche d'idées et d'informations...

FRANÇOISE LAZARE

Mesdames, Messieurs

ACTIONNAIRES DE MATRA

vous êtes conviés à participer ou à vous faire représenter à

L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ANNUELLE

le jeudi 28 juin 1990 à 10 heures

à la Cité des Sciences et de l'Industrie

30, avenue Corentin Cariou, 75019 Paris

Si vous êtes actionnaires NOMINATIFS de MATRA, vous avez reçu par courrier l'avis de convocation et les divers documents permettant de participer ou d'être représentés à l'Assemblée Générale : demande de carte d'admission, formulaires de pouvoir ou de vote par correspondance.

Si vous êtes actionnaires au PORTEUR de MATRA et si vous désirez participer à l'Assemblée Générale, adressez-vous à l'établissement financier (banque, société de bourse, intermédiaire financier...) auprès duquel vos actions sont inscrites en compte. Vous devez avoir fait déposer 5 jours au moins avant la date de l'Assemblée un certificat d'immobilisation de vos actions auprès du service titres MATRA :

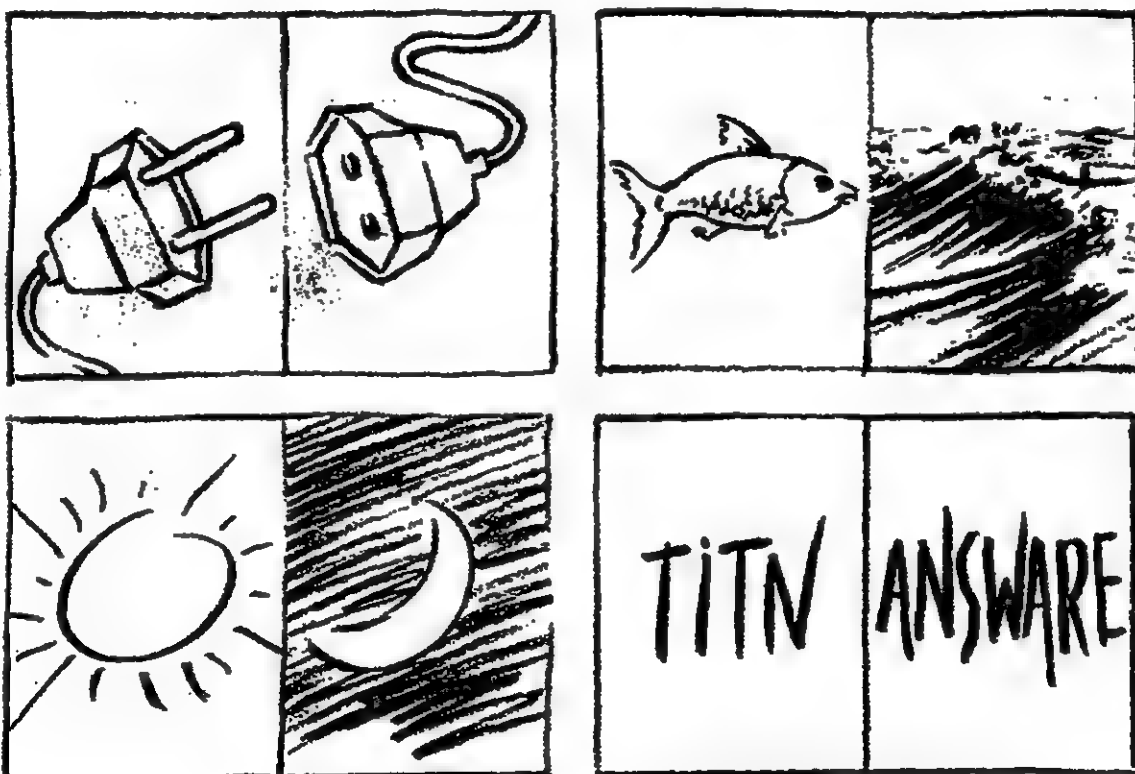
ARJIL-SOCIÉTÉS 9, rue Beaujon, 75008 PARIS - Tél. : (1) 47 66 01 36, qui vous fera parvenir une carte d'admission.

RELATIONS ET INFORMATIONS ACTIONNAIRES :

Service Minitel 36.16 code MATRA

Bureau d'accueil permanent 5, rue Beaujon, 75008 PARIS

Tél. : (1) 47 66 03 06



Alcatel vient de fusionner ses 2 SSII : TITN et ANSWARE.

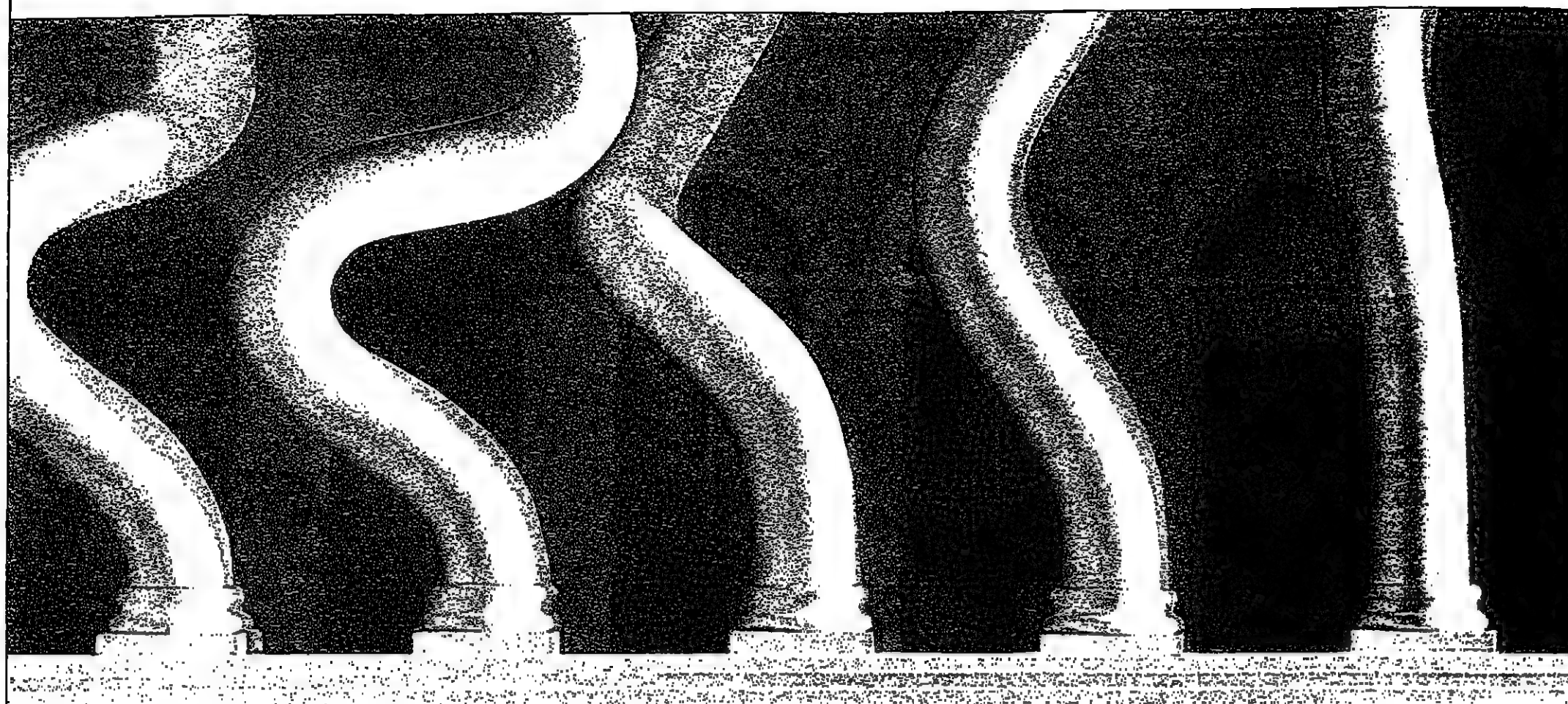
En renforçant les structures de son pôle services et ingénierie informatiques, le leader européen des systèmes de communication confirme son engagement dans ce domaine.

Unir informatique et télécommunications, c'est notre mission.

ALCATEL
TITN ANSWARE

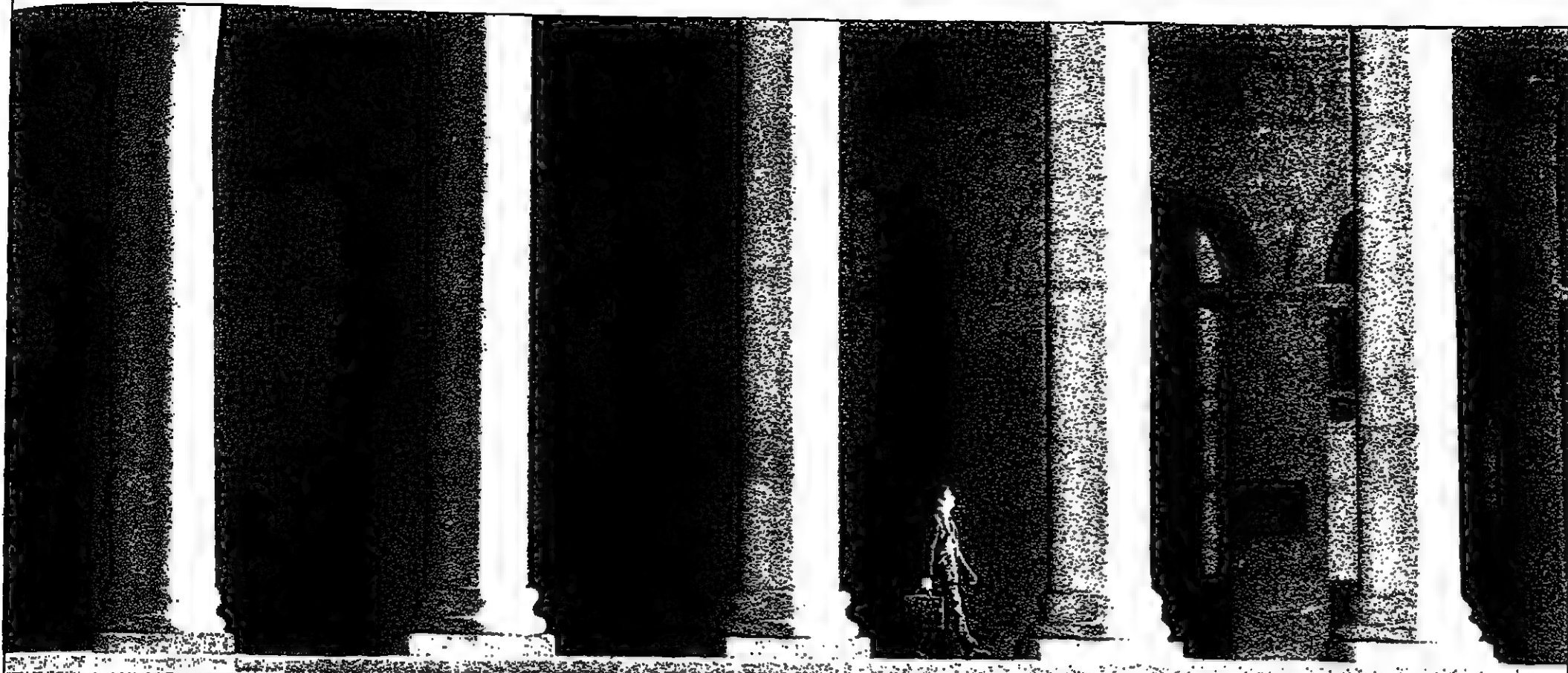
Alcatel TITN ANSWARE - 1, rue Copernic - B.P. 110 - 91301 Massy cedex.

PASSIF



Joël, in Lito

OU MATIF



VARIATIONS DES TAUX D'INTÉRÊT ET DES TAUX DE CHANGE, HAUSSES ET BAISSSES DES COURS DE MARCHANDISES... DE MULTIPLES INCERTITUDES RYTHMENT QUOTIDIENNEMENT LA VIE DE L'ENTREPRISE. C'EST UN FAIT, UNE RÉALITÉ INCONTOURNABLE: LE RISQUE FAIT PARTIE DE NOTRE PAYSAGE ÉCONOMIQUE. POURTANT, PEU NOMBREUX SONT CEUX QUI PRENNENT UNE LONGUE-VUE POUR REGARDER CE RISQUE BIEN EN FACE. ALORS QUE DANS LA CONJONCTURE ACTUELLE LA PASSIVITÉ, ON LE SAIT, COÛTE CHER. UNE ATTITUDE CLAIRVOYANTE, PAR CONTRE, MÈNE EN TOUTE LOGIQUE À UNE GESTION RESPONSABLE ET ACTIVE DE SA TRÉSORERIE. ELLE VOUS OUVRE TOUTES GRANDES LES PORTES DU MATIF. DEVENU EN TROIS ANS LE PREMIER MARCHÉ À TERME EUROPÉEN, LE MATIF EST L'INSTRUMENT

FINANCIER QUI PERMET DEPUIS 1986 DE MAÎTRISER LES PERTURBATIONS ET LES RISQUES DE VOLATILITÉ. EN VOUS COUVRANT CONTRE LES FLUCTUATIONS DES TAUX D'INTÉRÊT À COURT ET À LONG TERME, CONTRE LES VARIATIONS DES TAUX DE CHANGE ET DE L'INDICE BOURSIER, OU CONTRE LES HAUSSES ET LES BAISSSES DES COURS DE MARCHANDISES, VOUS OPTIMISEZ EN TOUTE SÉCURITÉ LA GESTION DE VOTRE TRÉSORERIE. LE DÉVELOPPEMENT DE PRODUITS TELS QUE LES CONTRATS CAC 40, NOTIONNEL, EURODEM, POUR NE CITER QUE LES PRINCIPAUX, LA GRANDE LIQUIDITÉ DU MARCHÉ, AINSI QUE LA GARANTIE ASSURÉE PAR MATIF S.A. FONT DU MATIF UN OUTIL DE GESTION INDISPENSABLE, UN PASSAGE OBLIGÉ. ON PEUT LE DIRE AUJOURD'HUI: PRENDRE DES RISQUES, C'EST NE PAS ALLER SUR LE MATIF.



DEMANDEZ LA BROCHURE "PASSIF OU MATIF" AU DÉPARTEMENT COMMUNICATION - MATIF S.A. - 176 RUE MONTMARTRE 75002 PARIS - TEL. 40 28 82 82
SERVICE MINITEL: 3617 MATIF.

TECHNOLOGIES

Une nouvelle utilisation pour les carcasses de crustacés

Chaussettes au crabe

Les montagnes de carcasses de crustacés s'accumulent aux abords des conserveries. En voulant transformer cette nuisance en atout, les chercheurs découvrent le Chitosan, une substance aux multiples applications.

Il y a peut-être du crabe dans vos chaussettes. Le Chitosan, une molécule obtenue à partir des carcasses de crustacés, est en effet incorporée dans certaines fibres textiles pour absorber la sudation. Dans le Finistère, une minuscule société, Aber-Technologies, fabrique depuis la mi-1988 ce composé chimique d'origine marine.

Créée à l'initiative du Centre régional d'innovation et de transfert de technologie (CRITT), par une quinzaine de PME des environs de Ploudalmézeau, Aber-Technologies est passée en juillet dernier sous le contrôle de la Société industrielle laitière du Léon (SILL). La laiterie, soucieuse de se diversifier, est déjà impli-

quée dans l'aquaculture et l'agro-alimentaire à base d'algues.

Bernard Grandmontagne, directeur recherche et développement d'Aber-Technologies, a un goût prononcé pour le secret. Il a des excuses, il est le seul en Europe à produire du Chitosan. Hors de question de révéler l'identité de ses premiers clients, ni le tonnage fabriqué, ni d'expliquer précisément le mode de fabrication des substances concoctées dans son laboratoire. Autant d'informations stratégiques sur un marché monopolisé jusqu'à présent par les Japonais et les Américains. Les utilisateurs européens sont aujourd'hui obligés d'importer et c'est sur ce créneau qu'Aber-Technologies entend se faire un nom.

De multiples propriétés

Le Chitosan a de multiples propriétés, proches de celles des algues marines. Sa viscosité, ses facultés épaississantes, flocculantes et stabilisantes lui ouvrent les portes des secteurs cosmétique, pharmaceutique et biomédical. « C'est une poly-

mière naturel, il peut donc être utilisé pour toute une série d'applications biologiques », remarque Bernard Grandmontagne. Le Chitosan favorise l'hydratation de la peau, permet la fabrication de fil de suture biodégradable, l'immobilisation d'enzymes. Il peut aussi être mis sous la forme de film très fin et servir à emballer des semences pour les protéger contre les bactéries. Activateur de croissance, il possède également des vertus cicatrisantes, favorise le développement des végétaux ou celui des racines des plantes. « Une des principales applications du Chitosan aux États-Unis, c'est le traitement des semences de blé, pois ou maïs. Les Américains assurent qu'il améliore de 10 à 20 % la croissance dans les dix premiers jours, qui sont critiques », commente-t-il.

Aber-Technologies exploite pour l'instant de la matière première locale : les tourteaux morts dans les viviers des maraîchers ; les petits crabes verts peu consommés en France et les têtes de crevettes. « La carapace des crevettes est plus intéres-

sante pour nous que celle des crabes. Leur mue est beaucoup plus rapide et les polymères qui les constituent sont plus souvent régénérés », explique ce jeune chimiste. L'âge de la bête a son importance. Plus le crustacé est vieux, plus sa carapace contient de minéraux qu'il faut éliminer avant d'extraire la chitine, la molécule de base du Chitosan.

Une carapace est composée à 80 % de minéraux. Une fois déminéralisée et déprotéinée, elle donne en moyenne 1 % de chitine, inexploitable telle quelle car insoluble. La transformation de ce polymère en Chitosan demande, une semaine de traitement dans plusieurs bains, notamment de soude, à des températures tenues évidemment secrètes. L'opération, la désacétylation, permet d'obtenir une molécule totalement soluble dans un milieu légèrement acide. « Les propriétés du Chitosan dépendent de ce taux de désacétylation. C'est dans le coup de main que se fait la différence entre deux fabricants », explique Bernard Grandmontagne. Nous ne travaillons pas, pour notre part, à un taux inférieur à 90 %.

L'utilisation du Chitosan est relativement récente. Les premières applications datent d'une quinzaine d'années et concernent le traitement des eaux polluées par les métaux lourds. Mais le grand boom économique de cette molécule remonte à environ cinq ans. Au Japon et aux États-Unis, grands producteurs de crabes en boîte, les montagnes de carcasses accumulées aux abords des conserveries entraînent la prolifération des mouches et des rats. C'est pour lutter contre ces nuisances qu'ont été mises en place des recherches visant à valoriser cette matière première encombrante et nauséabonde.

« Nous avons deux ou trois gros concurrents aux États-Unis. Au Japon, il y a une multitude d'unités d'extraction directement liées aux conserveries. Notre atout, c'est que notre Chitosan est facilement reproductible à une qualité toujours égale », reprend le chercheur breton.

Aber-Technologies se donne deux ans pour faire ses preuves sur le marché de la chimie fine. « C'est un produit nouveau et le temps de réponse des clients potentiels est relativement long », concède Bernard Grandmontagne. Et ses caractéristiques ne sont pas encore toutes connues. La SILL va d'ailleurs adjoindre une structure recherche-développement à l'entreprise de Ploudalmézeau.

JEAN-CHRISTOPHE MARTINEAU

Un nouveau procédé mis au point à Montpellier

Un automate casse-noix de coco

Biotropic, une toute jeune société montpelliéraine, a mis au point une ligne automatique pour traiter les noix de coco. Les premiers essais viennent de se terminer aux Seychelles. Ce procédé va démultiplier les utilisations possibles du produit fini : pour l'alimentation, mais aussi les produits de beauté.

MONTPELLIER

de notre correspondant

Il y a cinq ans, ils s'ennuyaient tous les quatre dans un bureau d'étude de Côte-d'Ivoire, à plancher sur le manioc, le niam ou la noix de coco. De retour en France ils ont créé à Montpellier leur société, Biotropic, qui vient aujourd'hui d'achever la mise au point de la première ligne complète opérationnelle de traitement de la noix de coco. Grâce aux banques, à l'ANVAR et à des actionnaires privés, qui ont accepté de prendre le risque, les premiers essais viennent de se terminer aux Seychelles. Ils permettent d'envisager une révolution, non seulement dans la façon de traiter la noix, mais encore dans l'utilisation désormais possible du produit fini.

Traditionnellement, la noix de coco est ramassée sous l'arbre, elle est ensuite pelée manuellement puis séchée, afin d'en sortir le copra, fruit de l'amande, dont on extrait l'huile après une procédure de trituration classique.

Des débouchés plus étendus

La ligne de traitement mise au point par Biotropic permet d'automatiser l'ensemble de ces phases. Dans un premier temps, la noix est propulsée dans une machine à débouter destinée à séparer la coque de ce qui l'entoure comme un dénoyautage une olive. Au centre d'un engin composé de multiples chaînes et poulies pour tracter le fruit, deux mains artificielles vont tenir la noix fermement, avant de la peler brusquement par rotation. Elus sont pilotés par un automate programmable pour lequel il a fallu

développer un langage spécifique, la séquence de fonctionnement des automatismes généralement commercialisés étant trop lente.

Une deuxième machine, ressemblant à des cubes de métal empilés, va ensuite séparer l'amande de la coque de la noix ainsi pelée, sans choc brutal, grâce à un éclair thermique permettant de fragiliser la coque en provoquant une dilatation résultant de la différence de température créée entre celle-ci et l'amande. Il ne reste plus qu'à tracter l'amande fraîche ainsi obtenue dans une ambiance stérile par séparation, puis centrifugation pour obtenir séparément de l'huile, de l'eau ainsi que la crème de coco fraîche encore pleine d'arôme, contrairement au produit sec jusqu'à présent utilisé.

Les possibilités de débouchés sont ainsi élargies aux secteurs de l'alimentaire (glaces, pâtisseries, biscuiterie) mais aussi aux produits soignés nécessitant ce type d'huile. Dès 1986, la chance a souri à Biotropic, lorsque son patron Jean-Xavier Grussemeier, appelé par le Fonds européen de développement pour animer un atelier sur l'énergie aux Seychelles, a pu nouer de précieux contacts avec le gouvernement de l'île, et démarquer une coopération qui vient de porter ses premiers fruits. Le gouvernement sénégalais termine la construction d'une usine destinée à alimenter le marché régional (Réunion, Kenya) mais aussi européen. L'Asie du Sud-Est, l'Amérique centrale et les îles pacifiques sont les marchés les plus porteurs.

Lors des premiers essais dans l'île, en janvier et février, qui ont porté sur 2 000 noix, les concepteurs de la machine ont pu procéder aux derniers ajustements. Plus que les incidents du type régulateur en panne qu'il faut éliminer par avion, sont apparues comme handicapantes les fréquentes coupures de courant liées au stade de développement des pays auxquels s'adresse ce type de machine.

Compte tenu de la fraîcheur du produit traité, il a fallu chaque fois vider la machine, la laver à l'eau claire, à la soude diluée puis à l'acide nitrique. Une vidange complète, donc une perte de temps non négligeable.

Biotropic envisage de conseiller aux utilisateurs d'investir dans un système analogue à celui utilisé par les hôpitaux, permettant d'analyser la tension pour en détecter les baisses et déclencher un groupe électrogène avant la coupure. Autre difficulté, les conditions stériles difficiles à remplir dans un pays tropical qui n'a pas encore construit l'usine. Il a fallu avoir recours aux équipements de la laiterie locale, équipée d'installations de pasteurisation. Mais l'obstacle majeur réside encore dans les mentalités et les comportements.

La nécessité de traiter un produit extrêmement frais rend obligatoire une cueillette rapide : plus question de laisser les noix au pied de l'arbre pendant plusieurs jours. La ligne est maintenant opérationnelle et ouvre déjà d'autres perspectives de traitement, comme celui de l'avocat, dont l'huile peut être utilisée en cosmétique.

Avant de mettre au point son procédé, Biotropic a travaillé avec Télémécanique pour la réalisation de l'automate mais aussi avec la société Guinard Centrifugation, spécialisée dans les problèmes de clarification des eaux ainsi que Le Vulcain à Marseille pour tout ce qui touche à l'hydraulique.

Commercialisation à trois vitesses

La société montpelliéraine, après seulement cinq ans d'existence et après six salariés, compte sur 5 millions de francs de chiffre annuel si les commandes de machines suivent. Le marché de la noix de coco représente 15 millions d'hectares dans le monde. Une véritable poule aux œufs d'or, à condition d'en tirer profit. Seuls trois concurrents se battent en effet sur ce terrain-là. Il s'agit d'un consortium américano-australien, mais aussi de sociétés philippines et indiennes. Les investisseurs vont vite devoir évoluer vers une commercialisation à trois vitesses. Ils envisagent de confier la gestion de leur brevet à un grand groupe français. Pour les îles du type Seychelles, ils sont prêts à investir eux-mêmes dans des usines, mais souhaitent en revanche négocier des licences dans les pays de l'Asie du Sud, où les risques de contrefaçons sont importants.

JACQUES MONIN

A l'étude à l'Institut agronomique méditerranéen

Un atlas sur mesure

Faire un atlas à sa mesure. Elaborer ses propres cartes : insérer des photos, des textes et des graphiques. Tel est le projet que vient de lancer l'Institut agronomique de Montpellier. Stocké sur CD-ROM, c'est-à-dire sur un disque compact utilisable comme mémoire d'ordinateur, l'Atlas en réseau des espaces méditerranéens multimédias (AREMM) sera réalisé avec la collaboration d'autres centres de recherche du sud de la France, mais aussi d'autres pays européens (Belgique, Italie, Pays-Bas, Grande-Bretagne). Cet atlas regroupera les données relatives à une trentaine de pays méditerranéens.

L'utilisateur pourra grâce à un CD-ROM relié à un micro-ordinateur de type PC chercher à savoir quelle est la population d'une ville, sa superficie, ses données économiques... mais la nouveauté résidera surtout dans l'aspect interactif et personnalisé du système. Là où l'on ne pouvait que consulter comme un livre d'images, il sera désormais

possible d'écrire son propre « livre » en demandant à la machine des graphes originaux. Par exemple, ayant obtenu le PIB du Maroc, le consultant pourra demander à son micro-ordinateur de le rapporter à celui de l'Algérie et de la Tunisie, créant instantanément des courbes comparatives ensuite imprimées.

Le dialogue avec le logiciel sera facilité par un système d'icônes en couleur sur lesquelles l'utilisateur peut cliquer : on peut choisir un pays en le sélectionnant sur une carte de l'Europe, un char et une roquette symbolisent les conflits dans le monde, une calculatrice la fonction graphique qui peut être appliquée aux données obtenues, etc. Le logiciel devrait être conçu en quatre langues (français, anglais, italien et espagnol). Le pressage des disques sera pris en charge par des sociétés spécialisées dans l'édition informatique : Philips International en Hollande ou Chadwyck-Healey en Angleterre.

La DG 13 (direction de la CEE chargée des télécommunica-

tions, de l'industrie de l'information et de l'innovation) a, dans le cadre de son programme Impact, investi 7 millions de francs dans cette opération évaluée à 19,6 millions de francs environ. Le ministère de la recherche, la DATAR, la région Languedoc-Roussillon ont également été sollicités pour mettre la main au portefeuille. L'IAM de Montpellier espère que le savoir-faire ainsi acquis pourra servir à la création d'autres banques de données de ce type, mais il songe avant tout à commercialiser lui-même cet atlas, bien que la cible visée soit encore floue : a priori d'autres chercheurs ou des institutions et collectivités locales à la recherche de données économiques et politiques. C'est l'éternel problème de la poulie et de l'œuf, fait-on remarquer du côté de la CEE où l'on préfère encourager ce type de projet avec l'espoir de voir se développer ensuite une demande encore difficile à cerner.

J. M.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

INVITATION

GROUPE
CGIE

**CGE
donne
rendez-vous à
ses actionnaires
le 26 juin 1990**

L'Assemblée générale mixte, ordinaire et extraordinaire, de CGE aura lieu le 26 juin 1990 à 14 h 30, au Palais des Congrès, 2, place de la Porte Maillot, à Paris.

Les actionnaires souhaitant assister à cette Assemblée peuvent le faire en demandant, s'ils ne l'ont déjà fait, avant le 21 juin 1990, une carte d'admission à l'intermédiaire financier auprès duquel sont déposées leurs actions. Les actionnaires préférant voter par correspondance ou par procuration peuvent, s'ils ne les ont déjà reçus, demander les documents nécessaires également à leur intermédiaire financier, à qui ils devront les renvoyer pour que celui-ci les reçoive au plus tard le 21 juin 1990.

Dans tous les cas, les actionnaires doivent immobiliser leurs titres au plus tard le 21 juin et jusqu'au 26 juin 1990 inclus auprès de leur intermédiaire financier.

Au cours de cette Assemblée générale, les actionnaires seront appelés à approuver les comptes de l'exercice 1989 et la distribution correspondante, à ratifier la cooptation d'un administrateur, à fixer les jetons de présence alloués au Conseil d'administration et à autoriser celui-ci

à opérer en bourse sur les actions de la société pour en régulariser le marché et à émettre diverses valeurs mobilières.

Par ailleurs, des modifications statutaires seront soumises à l'approbation des actionnaires, en particulier une nouvelle dénomination sociale de la Compagnie, à dater du 1^{er} janvier 1991.

ALCATEL ALSTHOM
COMPAGNIE GÉNÉRALE D'ÉLECTRICITÉ

ou en abrégé "ALCATEL ALSTHOM", afin notamment, en adoptant les noms de ses deux principales filiales, de bien faire ressortir la vocation industrielle et opérationnelle de la Compagnie et du Groupe tout entier.

Pour les actionnaires qui ne peuvent assister à l'Assemblée générale, CGE en publiera un compte rendu dans la presse dans les jours qui suivront.

COMPAGNIE GÉNÉRALE D'ÉLECTRICITÉ - CGE
Relations avec les Actionnaires
Minitel : 36 15 CGE • Téléphone : (1) 42 561 561

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

COMMUNICATION

algré un manque à gagner publicitaire de 400 millions Antenne 2 pourrait retrouver l'équilibre à la fin de l'année

Le directeur général d'Antenne 2 devrait faire approuver 9 juin par son conseil d'administration la nouvelle stratégie de chaîne publique. En commercialisant son stock de programmes, M. Jean-Michel Gaillard a trouvé le moyen de biter le déficit de la chaîne publique et de dégager une somme d'autofinancement pour la reconquête du public. Mais la voyait déjà battue KO technique après le départ de Michel Drucker et l'annonce d'un déficit publicitaire de 400 millions de francs, A2, pour la saison 1990-1991, a pas de campagne. La chaîne a même repris l'offensive en rafales une série de émissions destinées à galvaniser ses usagers comme à rassurer les investisseurs.

Bernard Pivot remplace dès juin prochain avec une nouvelle émission. Bernard Rapp est chargé de préparer la succession d'Antenne 2. A2 a renouvelé les grilles de retransmission des chaînes de télévision et des victoires de la musique. Elle rivalise désormais avec TF1 pour la diffusion de Loto, toujours génératrice de fortes audiences. Elle tente de rejoindre son public en programmant le concert de SOS Racisme, coproduisant les spectacles de Tina Turner, des Rolling Stones et de nombreux autres. Elle s'associe au prochain film de Bertrand Blier et, sur son site, convainc la jeunesse mutuelle des fonctionnaires d'abandonner le capital de TF1 pour venir coproduire et aider les programmes d'Antenne 2.

Ce tir groupé fait déjà mouche... sur la concurrence. Les dirigeants de la Une sont passés depuis quelques jours de l'ironie à la colère, voire à la menace. Mais M. Jean-Michel Gaillard en attend davantage : faire grimper la part de marché d'A2 de son plancher actuel de 22 % à 24 % d'ici à la fin de l'année. Une progression indispensable, ne serait-ce que pour retrouver un niveau satisfaisant de recettes publicitaires.

M. Gaillard consulte pour trouver un nouveau directeur de programmes, sur la demande insistante du Conseil supérieur de l'audiovisuel. Mais ses équipes travaillent déjà sur la grille de septembre en tentant de marier plus harmonieusement les quatre types d'émissions de la chaîne publique : les grands spectacles populaires (cinéma, variétés, jeux) qui doivent soutenir la concurrence avec TF1, les fictions et documentaires qui défendent à 20 h 30 les couleurs de la télévision publique, les magazines culturels et, enfin, les séries de service public.

Objectif prioritaire : tenter de satisfaire tous les publics et, donc, diversifier l'offre de programmes. Dès cet été, A2 fait un effort sur le cinéma européen, trop rarement diffusé à la télévision française. A la rentrée, la chaîne ouvrira un créneau pour le cinéma d'adulte pour jeter un pont entre le film populaire de 20 h 30 et le ciné-club. Dans le même esprit, elle offrira un éventail plus diversifié de retransmissions théâtrales en s'efforçant de coproduire un certain nombre de pièces.

Parallèlement à cet agencement des programmes, l'audit demandé à M. Pierre Desgranges permettra de redéfinir la fonction-

nement de la chaîne, ses structures de production et de programmation, ses rapports avec les producteurs. Une refonte qui accompagnera les autres actions déjà menées pour moderniser l'entreprise : comptabilité analytique et suivi budgétaire, informatisation, adaptation en trois ans des équipements techniques à la télévision numérique, gestion sociale plus dynamique.

Autonomie vis-à-vis du pouvoir

Reste à résoudre le problème le plus urgent : le financement de cette contre-offensive. A2 souffre d'un double handicap : la relative faiblesse de son budget (3,3 milliards de francs) par rapport à celui de son principal concurrent, TF1 (4,4 milliards de francs), et le poids de ses recettes publicitaires qui risque de faire dépendre sa programmation de l'audimat. Or le débat politique, un moment ébauché, sur le financement de l'audiovisuel public, semble aujourd'hui retomber comme un soufflé (le Monde du 8 juin). Il est peu probable que le ministère du budget consente un effort suffisant pour augmenter le financement d'A2 et diminuer dans le même temps sa dépendance publicitaire.

Même si M. Gaillard ne veut rien confirmer avant le conseil d'administration du 28 juin, il semble que le directeur général d'A2 ait fourbi une botte secrète qui va lui permettre de conquérir une marge d'autofinancement pour les années à venir. Il s'agit de vendre une partie du stock de programmes de la chaîne à des investisseurs financiers ou d'autres opérateurs. Ce stock, qui comprend des parts de coproduction ou des achats de séries, immobilisés souvent sur plusieurs années pour de multiples diffusions, reste jusqu'à présent un patrimoine dormant. Mais tout change si A2 décide de céder la deuxième diffusion d'une série ou d'un feuilleton à une autre chaîne. Voir, même d'autoriser une télévision de faible audience, comme la Cinq ou M6, à diffuser en priorité certains programmes.

Le stock d'A2 se monte à plus de 600 millions de francs. M. Gaillard, qui mise aussi sur les recettes des filiales édition et vidéo de la chaîne, pourrait même s'offrir le luxe de combler son déficit budgétaire et de présenter cette année un exercice en équilibre. Belle revanche sur tous ceux qui médisaient sur la déconfiture rapide des chaînes publiques ! Certes, on pourra toujours reprocher au directeur général d'A2 de vendre les bijoux de famille pour se tirer d'un mauvais pas. Le procès serait injuste : le stock de programmes est un patrimoine qui se renouvelle chaque année et sa commercialisation ne peut qu'accroître la fluidité du marché tant réclamée par les producteurs et les pouvoirs publics.

Si M. Gaillard gagne son pari, il sauve non seulement sa tête, fortement menacée par un déficit de 400 millions de francs, mais il gagne aussi, pour les trois années de son mandat, une marge de manœuvre appréciable vis-à-vis de la tutelle financière du gouvernement. Un gouvernement qui prétend, haut et fort, soutenir les efforts des chaînes publiques mais dont les actes démentent parfois les professions de foi.

JEAN-FRANÇOIS LACAN

Duel français pour les chaînes à péage scandinaves

Canal Plus prend 25 % de SF Succé

Canal Plus vient d'acheter 25 % du capital de la chaîne de films à péage SF Succé. Diffusée depuis le début de l'année uniquement sur les réseaux câblés suédois, SF Succé compte actuellement 26 000 abonnés. Elle envisage de s'étendre à d'autres pays scandinaves, notamment la Norvège, et devrait, dès le lancement du satellite Astra 1B, être disponible en réception directe.

Avec ce rachat, Canal Plus sera à égalité dans SF Succé avec les trois sociétés qui la contrôlaient auparavant : la parité-Svensk Filmindustri et Marieberg, dépendant à des degrés divers du groupe suédois Bonnier, et l'américaine Time-Warner. Les quatre partenaires ont annoncé leur intention d'étudier une chaîne à péage pour le public néerlandophone du Bénélux.

Cette opération ne remet pas en cause l'intérêt que porte Canal Plus au rachat de Filmmet, une autre chaîne payante de cinéma en Scandinavie et au Bénélux que sa maison mère Esselte cherche à vendre (le Monde du 18 avril). Canal Plus n'est pas la seule chaîne française intéres-

sée par Filmmet. TF1 est également candidate, en association avec le groupe suédois Kinnevik, qui exploite l'une des trois chaînes payantes scandinaves, TV 1000, et une chaîne généraliste en clair, TV 3. On assiste ainsi, au travers des deux chaînes cryptées qui se disputent le contrôle de la troisième, à un duel français dans la télévision scandinave.

M. C. I.

Une deuxième tour à la Société des rédacteurs du Figaro. Les 309 journalistes du Figaro, du Figaro-Magazine et du Figaro-Madame ont voté le 14 juin, à l'issue d'une assemblée générale, pour pourvoir les cinq postes du conseil de gérance de leur Société des rédacteurs. Pierre Darcourt, président sortant, rédacteur en chef, Jean-Luc Wachthausen, rédacteur en chef au FigaroScope et secrétaire général du supplément Figaro, ont été élus au premier tour, leur score dépassant la majorité requise (303 actions sur 604).

CARNET DU Monde

Naissances

- Catherine ROUSSEL et Jean-François BOSS ont la joie d'annoncer la naissance de Benjamin,

le 26 mai 1990.
19, avenue d'Eylan,
75116 Paris.

Décès

Marthe ADHEMAR-VAUD dite « Montique », médaille de la Résistance, croix de guerre avec étoile de bronze, médaille militaire,

nous a quittés dans sa soixante-et-onzième année.

Le service religieux sera célébré en l'église Saint-Paul, 99, rue Saint-Antoine, Paris-4, jeudi 21 juin 1990, à 16 heures.

L'incinération au crématorium du cimetière du Père-Lachaise aura lieu lundi 25 juin, à 14 heures.

9, rue Jacques-Cœur,
75004 Paris.

- M. et M^{me} Jean Ansart, M^{me} Marcel Brouchet, M. et M^{me} Michel Ansart, M. et M^{me} Pierre Ansart, ses enfants, ses petits-enfants, ses arrière et arrière-arrière-petits-enfants, Les familles parentes et alliées, ont la douleur d'annoncer le décès de

M^{me} Fernand ANSART, née Charlotte Lottier, survenu le 17 juin 1990, dans sa cent sixième année.

Les obsèques auront lieu le 20 juin, à 15 h 30, en la cathédrale Saint-Spire à Corbeil.

10, rue du Naga,
91100 Corbeil.

- Oran, Casablanca, Paris. M^{me} Monique Zerbib, née Monique Zerbib, M. et M^{me} Pierre et Angela Assoulina, et leurs enfants Maryl et Kate, M. Stephan Assoulina, M. Fernand Assoulina et M^{me} née Simone Assoulina, M. Maurice Assoulina, M. Roger Ghousi et M^{me} née Hélène Assoulina, M. Yvan Assoulina et M^{me} Les familles Zerbib, Sarfati, Elkaf, Darnon, Sebhan, Assoulina, parentes et alliées, ont la douleur de faire part du décès de

M. Marcel ASSOULINE, survenu le samedi 16 juin 1990, à l'âge de soixante-sept ans.

Les obsèques auront lieu au cimetière parisien de Bagneux, le mercredi 20 juin, à 14 h 15.

Réunion porte principale.

Cet avis tient lieu de faire-part.

38, avenue Victor-Hugo,
75016 Paris.

- M^{me} Maurice AUZÉPY, son époux, La comtesse Curial de Brévanne, M. et M^{me} Jean Auzépy, M. et M^{me} Jean Auzépy, M^{me} Elisabeth Auzépy, Ses enfants et petits-enfants, M. et M^{me} Jacques-Thierry Dhont et leurs filles, ses enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

Maurice AUZÉPY, survenu le 17 juin 1990.

La cérémonie religieuse aura lieu le jeudi 21 juin, à 14 heures, en l'église de Saint-Lunaire (Ille-et-Vilaine).

Une messe sera célébrée ultérieurement à Paris.

JOURNÉES DE SOLDES

DANS LES BOUTIQUES

NINA RICCI

DU VENDREDI 15 AU SAMEDI 23 JUIN DE 10 H 00 À 18 H 30

39, AVENUE MONTAIGNE 17, RUE FRANÇOIS-1^{er} 22, RUE CAMBON

ET POUR L'HOMME :

Ricci-Club

19, RUE FRANÇOIS-1^{er}

- M^{me} Michelle Bernard, née Jourdan, son épouse, Ses enfants et petits-enfants, M. et M^{me} Noël et Laurence Bernard, Camille et Sylvain, M. et M^{me} Jean-Félix Bernard et Marie-Pascale Deluen, Timon et Zéphyr, Ses enfants, M^{me} Madeleine Bernard, Le docteur et M^{me} Lucien Bernard, M. et M^{me} Jean Bernard, Les familles parentes et alliées, Bernard, Magrou, Lacombe, Jourdan, Arzac, ont la tristesse de faire part du décès de

Francis BERNARD ancien élève de l'École normale supérieure, professeur d'écologie, aux universités d'Alger et de Nice, ancien directeur de l'Institut océanographique d'Alger, officier de l'Ordre du Mérite saharien,

survenu à son domicile, le 16 juin 1990, à l'âge de quatre-vingt-deux ans.

Selon son souhait, l'incinération a eu lieu dans l'intimité.

35, avenue Ratti,
06000 Nice.

- Valence - Grasse - Lyon.

M. Charles Daclin, M^{me} Ellen Samsohn, Ses enfants et son petit-fils, M. et M^{me} André Hotté, Leurs enfants et petits-enfants, M. Michel Hotté, Les familles Guichardière et Bouvrou, Parents et alliés, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Charles DACLIN, née Juliette Hotté, survenu dans sa quatre-vingt-sixième année.

Les obsèques auront lieu jeudi 21 juin, à 10 h 15, en l'église Saint-Pie-X de Valence.

Cet avis tient lieu de faire-part.

- M^{me} Ferry-Pastor, son épouse, Sa famille, ses amis, ont le chagrin de faire part du décès de

Jean FERRY, CASU honoraire, survenu le 8 juin 1990, à Toulon, à l'âge de soixante-quatre ans.

451, avenue des Routes,
83200 Toulon.

- Michel Hérodé, son époux, Claudine et Jean-Luc Hérodé, Dominique Hérodé, Bruno Hérodé, ses enfants, Simon et Marie, ses petits-enfants, Toute sa famille et ses amis, ont la très grande douleur de faire part du décès de

Hélène HÉRODÉ, née Schacht, survenu le vendredi 15 juin, dans sa soixante-deuxième année.

L'incinération aura lieu dans l'intimité familiale.

35, rue de la République,
02400 Châtigny.

- M^{me} Jean IBOUS-AUGÉ, M. et M^{me} Jean-Sylvain IBOUS-AUGÉ, Natanuel, Jeanne, Jeanne, M. et M^{me} Gilles Robitault, Sophie, Jonathan, Jeanne, Louise, Anne et Philippe Liebaert, ses enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean IBOUS-AUGÉ, chef de bataillon, Infanterie de Marine (s.r.), Saint-Cyr 1929-1931, (promotion Mangin), chevalier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1939-1945, médaille coloniale, directeur-gérant honoraire de la Librairie Larousse (1951-1972),

le 14 juin 1990, dans sa quatre-vingt-quatrième année.

La cérémonie religieuse et les obsèques ont eu lieu le 15 juin, dans la plus stricte intimité à Clairefontaine-en-Vexine, où il repose auprès de son fils.

Pierre IBOUS-AUGÉ

décédé le 21 décembre 1968.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

7, avenue Frédéric-Le-Play,
75007 Paris.

- M^{me} Labouërie, Ses enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants, ont part du décès de

général de corps d'armée (C.R.) LABOUEÏRIE, commandeur de la Légion d'honneur,

le 13 juin 1990.

Les obsèques ont eu lieu, le 15 juin, en l'église Saint-Pierre de Neuilly (Hauts-de-Seine).

- M^{me} Odette LAUSKER, M. et M^{me} Gilbert LAUSKER, M. Alexis LAUSKER, ont la tristesse de faire part du décès de

Armand LAUSKER,

survenu le 16 juin 1990, à l'âge de soixante-seize ans.

L'inhumation aura lieu, le jeudi 21 juin, à 11 h 15, au cimetière de Saint-Mandé-Sud, rue du général Archinard, 75012 Paris.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

23, avenue du Général-de-Gaulle,
94160 Saint-Mandé,
16, chaussée de l'Éclair,
94160 Saint-Mandé.

- M^{me} le docteur Anne LAPASSAT, ses enfants, Emmanuel, Eric, Florence et Anne-Valentine, tous leurs parents et alliés, ont la douleur de faire part du décès de

M. Etienne-Jean LAPASSAT, maire de Romans-sur-Isère, vice-président du conseil général de la Drôme,

survenu, le 16 juin 1990, à l'âge de cinquante et un ans.

Les obsèques auront lieu, le 20 juin, à 10 h 30, en la collégiale Saint-Barnabé de Romans.

- Le président de l'université, Le directeur, Le personnel enseignant, Les étudiants et le personnel administratif de l'Institut d'études politiques de Grenoble,

ont la tristesse de faire part du décès de

Etienne-Jean LAPASSAT, enseignant de droit public, (Le Monde du 19 juin.)

- Le conseil d'administration, Les membres de l'équipe technique de la Mission locale pour l'emploi des jeunes ont l'immense regret de faire part du décès de leur président,

Etienne-Jean LAPASSAT, survenu le 16 juin 1990.

Villa Bel-Air, Allée Pascal, 26100 Romans.

- Le conseil d'administration et le personnel de l'Office HLM de Romans ont le regret de faire part du décès de

Etienne-Jean LAPASSAT,

- M^{me} Alfred Max, M^{me} Julie Max, M. et M^{me} Pierre Laroque, leurs enfants et petits-enfants, M^{me} Denis Coutour, ses enfants et petits-enfants, M. Pierre Devigny, Les familles Cilly, Mithois, Capron, vous font part du décès de

M. Alfred MAX, journaliste, médaille de la France combattante, ancien maire de La Garde-Freinet (Var), ancien conseiller général du Var, chevalier de la Légion d'honneur,

survenu le 14 juin 1990.

Ses obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité familiale.

Cet avis tient lieu de faire-part.

10, rue du Petit-Jour,
78350 Les Loges-en-Josas.

(Né le 19 octobre 1913, à Paris, Alfred Max, licencié en droit et diplômé de l'École libre des sciences politiques, Docteur en philosophie de l'université de Washington, a commencé sa carrière à la Société des Nations (SDN) en 1932. Passé ensuite à l'Agence Havas, il fonde et dirige avant la seconde guerre mondiale le Centre d'études d'opinion publique. Pilote dans les

Forces françaises libres pendant la guerre, il dirige en 1948 plusieurs journaux (Réalités, Communauté des arts, Entreprise). Celui qui fut aux États-Unis le collaborateur de George Gallup fonde ensuite, avec Jean Stouffel, l'Institut français d'opinion publique (IFOP) et l'Institut pour l'étude des marchés (ETMAR). Fondateur et directeur de plusieurs périodiques, Alfred Max fut aussi PDG de l'IFOP de 1978 à 1981. Maire de La Garde-Freinet et conseiller général socialiste du Var, Alfred Max était l'auteur de nombreux livres (La Chine comme si vous y étiez, Sibérie nue vers l'est, Manoir le Mour, etc.).

- Charles, Jacqueline, Stéphane et Patrick, Lionel, Brigitte, Jessica et Frédéric, ses fils, belles-filles, petite-fille et petits-fils, Les familles Karmitz, Gourrier, Marhan et Bercoy, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Sophie SCHEIN, née Karmitz,

épouse de Miss SCHEIN, décédé le 28 août 1968.

L'inhumation aura lieu le mercredi 20 juin 1990.

Réunion à 15 h 30 au cimetière de Passy, 75016 Paris.

Cet avis tient lieu de faire-part.

- M^{me} Hélène Schneck et ses enfants, Antoine, Colombe et Marne, M^{me} Paulette Rosenfeld, sa mère, M^{me} Guinda Pachet, M. et M^{me} Pierre Pachet, François et Yvel, Tous ses amis, ont la douleur de faire part du décès de

docteur Gilbert SCHNECK, survenu le 17 juin 1990.

On se réunira à l'entrée principale du cimetière parisien de Bagneux, avenue Marx-Dormoy, mercredi 20 juin, à 14 h 15.

Cet avis tient lieu de faire-part. Ne fleurs ni couronnes.

11, rue du Val-de-Grâce,
75005 Paris.

Remerciements

- Les enfants et la famille, profondément touchés par les nombreuses marques d'affection et d'amitié témoignées à l'occasion du décès du

docteur Charles GRUPPER,

remercient très sincèrement toutes celles et tous ceux qui se sont associés à leur peine.

Anniversaires

- L'Association culturelle israélite française du Québec commémore avec émotion la disparition, il y a dix ans, le 20 juin 1980, à Montréal, Québec, du

grand rabbin, Docteur David FEUERWERKER, ZTL, (2 octobre 1912-20 juin 1980), officier de la Légion d'honneur, héros de la Résistance, grande médaille de vermeil de la Ville de Paris, aumônier général de la marine nationale, grand rabbin de Lyon, rabbin des Tournelles, lauréat de l'Académie française, directeur du Cercle d'études du Marais (14, place des Vosges), fondateur de l'hebdomadaire "l'Unité" auteur de "l'émancipation des juifs en France, de l'ancien Régime à la fin du Second Empire".

Soutenances de thèses

- Université Paris-X (Nanterre), le mardi 19 juin, à 14 heures, salle C-24, M. Pascal Ory : « La politique culturelle du Front populaire français (1935-1938) ».

- Université Paris-IV (Paris-Sorbonne), le mardi 19 juin, à 14 h 30, salle des Actes, centre administratif, 1, rue Victor-Cousin, M^{me} Iphigénie Bolouropoulou : « Ernest Renan et la Grèce moderne ».

LIQUIDATION

DES PRIX SACRIFIÉS

DERNIERS JOURS

SUR LES MARQUES DE LUXE

- Costumes pure laine
- Vestes et blousons Valentino
- Pantalons grandes marques
- Robes et jupes
- Chemises grandes marques

TOUT DOIT DISPARAITRE

Club des Dix,
58, boulevard Saint-Honoré, Paris 8
10h à 18h même le dimanche.

60 bis, rue de Paris
78000 Saint-Germain-en-Laye

ADMINISTRATION COMMERCIALE GERER LES COMMANDES CLIENTS

PARIS-NORD - Société de Distribution d'un groupe industriel de grande notoriété internationale recherche son

Responsable de l'Administration Export

Directement rattaché au Directeur International, il gère, avec son équipe de plus de 20 personnes, le portefeuille clientèle depuis la réception des commandes jusqu'à leur facturation en privilégiant la Qualité du Service. Pour ce faire, et après concertation avec les Approvisionnements, il décide des priorités d'affectation des stocks. Sa participation active à l'optimisation du nouveau logiciel de gestion commerciale sera de nature à améliorer l'organisation en termes de communication, de gestion de flux et de coûts. Son sens aigu de l'animation et son expertise des procédures d'exportation seront des atouts essentiels. Ce poste s'adresse à un candidat diplômé Grande Ecole Commerce/Gestion, âgé d'une trentaine d'années et justifiant d'une première expérience commerciale, terrain de préférence. La parfaite maîtrise de l'anglais est indispensable, la connaissance d'une troisième langue sera un atout.

Adresser votre dossier de candidature complet (lettre manuscrite, prétentions, CV et photo) sous la réf. M51 à PARFRANCE ANNONCES - 13 rue Charles Lecocq - 75015 PARIS qui transmettra.

RESPONSABLE DES RESSOURCES HUMAINES

Filiale française
d'une société
multinationale,
spécialisée dans la
distribution de
matériel
électronique.

En liaison avec le comité de direction le candidat assurera en priorité la mise en place du nouveau logiciel de paie et les procédures pour assurer une administration du personnel rigoureuse.

Ensuite, il devra gérer le recrutement et la gestion prévisionnelle du personnel et proposer des actions de formation. Conseil auprès des opérationnels, il sera chargé de tous les aspects techniques de la gestion du personnel.

Agé d'environ 30 ans, le candidat est titulaire d'un diplôme de l'enseignement supérieur et aura acquis une expérience d'au moins 3 ans dans un département de ressources humaines.

Adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) à Ivan PACAUD, CLP associés - 63 rue du Rocher 75008 Paris sous réf. LM 304.

PARIS NORD • 250 KF+

C. L. P.
S O C I E T E S

INGENIEUR CONSEIL ? OUI, MAIS EN ENTREPRISE

Pour améliorer notre service à la clientèle, nos méthodes de travail et la productivité de nos équipes, nous avons besoin de plusieurs :

CONSULTANTS-ORGANISATEURS

Société
spécialisée dans
le Crédit Immobilier.
Conseil financier de
35 000 professionnels.

Notre force :

- Notre créativité
- Notre faculté d'anticipation des besoins du marché
- Nos moyens
- Notre appartenance à un grand groupe.

Ingenieurs grandes écoles... débutants ou première expérience en organisation, prenez en charge des projets d'organisation aussi variés qu'attrayants. Interlocuteur privilégié des Directeurs Opérationnels :

- Vous analysez l'existant et proposez les points d'amélioration.
- Vous remettez en cause, même si vous bousculez les habitudes, nos structures et nos méthodes de travail, nos systèmes d'information, les procédures et les documents.
- Vous concevez des systèmes nouveaux qui consolideront notre

avance vis-à-vis de la concurrence.

Artisan de leur mise en place, vous saurez créer, grâce à votre sens de la communication, un climat de confiance et susciter l'adhésion de nos équipes pour le succès de nos projets.

Votre réussite vous permettra de prendre des responsabilités élargies dans la société ou le groupe. Vous souhaitez travailler dans un environnement aux projets ambitieux ? Alors, adressez votre candidature, lettre manuscrite, CV et prétentions, sous Réf. 356, à notre conseil : Sophie Guénat - MEDATEAM - 15, rue de Vannes - 92100 BOULOGNE.

NOTRE OBJECTIF : DEVENIR DEMAIN

MEDIATEAM LA 1^{re} SOCIÉTÉ EUROPÉENNE DANS NOTRE SPÉCIALITÉ

3Com

D'origine américaine, notre groupe international, chef de file dans le monde des réseaux informatiques, connaît en Europe une réussite exceptionnelle.

Pour faire face à la croissance continue de notre filiale française, nous créons le poste de :

Futur Human Resources Manager

H/F 28 ans +

Dans un premier temps, l'établissement de règles et procédures, les conventions collectives, les relations sociales... c'est à dire les tâches à composantes administratives et juridiques seront parmi vos priorités. Mais aussi charge à vous d'initier des études et projets (retraite/capitalisation, fiscalisation...), d'adapter à la France des pratiques internationales dans le respect des valeurs et de la philosophie du groupe, d'optimiser les procédures existantes (gestion, paie, recrutement...).

Au début vous serez seul responsable du personnel, prestataire de service interne, rattaché au DAF, mais avec les moyens nécessaires à la réalisation qualitative de votre mission. Réellement autonome, vous êtes de la race des gagnants homme de réflexion et homme d'action, capable de relever très concrètement ce challenge. De formation supérieure (Bac + 3) vous possédez une expérience réussie de la fonction au sein d'une filiale d'un groupe international et vous voulez la valoriser dans un poste évolutif. L'environnement informatique vous passionne et bien sûr votre anglais est sans reproche. Le poste est basé aux Uls (91).

Adresser CV, photo et prétentions et niveau d'Anglais à MERCURI URVAL, 14 bis rue Daru - 75008 PARIS. Réf. 81.3468 LM.

Mercuri Urval

JEUNES DIPLOMÉS EN DROIT

... que diriez-vous de 4 mois de
FORMATION RÉMUNÉRÉE pour
devenir un professionnel de
l'informatique?

Jeune Bac + 4 ou 5 en Droit, vous avez du talent et le goût de l'action : aujourd'hui, la GIE, Direction des systèmes d'information des AGF, vous réserve une FORMATION SPÉCIFIQUE RÉMUNÉRÉE DE 4 MOIS qui va vous permettre de devenir un professionnel de l'informatique dans des conditions exceptionnelles.

Très opérationnelle, cette formation technique à l'analyse-programmation, dispensée par des informaticiens de haut niveau comporte une phase "projet" en fin de stage.

A son issue, vous intégrerez nos petites équipes de projet (5-8 personnes) où vous mettrez en pratique vos acquis. Puis, vous évoluerez en fonction de vos compétences et de vos centres d'intérêt, au rythme de l'évolution technologique et d'une politique de formation continue.

Si vous voulez développer votre potentiel en épaulant de nouveaux talents professionnels, adressez votre dossier de candidature sous réf. F237 à Dominique Boenl - Direction des Ressources Humaines - GIE - 92081 Paris La Défense Cedex 11.



GENERALE INFORMATIQUE ET D'EXPLOITATION
DIRECTION DES SYSTÈMES D'INFORMATION DES AGF



VOUS SAVEZ DETECTER LES TALENTS

Notre activité : la gestion de l'énergie. Société de services techniques, filiale de ELF AQUITAINE, nous comptons 2000 personnes, 8 Directions Régionales et 30 Centres de Profit.

Au sein d'une DTH dynamique et reconnue, le Département Développement Social a pour vocation : l'animation du projet d'entreprise, la communication et la formation, le recrutement et la gestion des carrières. Cette équipe, petite mais performante, souhaite s'élargir et intégrer un Responsable du recrutement des Cadres.

Homme (ou femme) d'imagination et de réflexion, il organise son activité et améliore les procédures et outils existants. Homme d'action, il est responsable des recherches depuis la définition de fonction jusqu'à l'intégration des candidats embauchés.

Homme de contact, il agit en étroite relation avec les Managers locaux auxquels il apporte assistance et conseil (déplacements de courte durée en Province).

A 28 ans environ, de formation supérieure (DESS Gestion Personnel, ESC, Psycho...), vous souhaitez valoriser une première expérience du recrutement. Ce poste varié, basé à Paris, vous permettra de bien connaître l'entreprise et d'élargir par la suite votre rôle à d'autres domaines du développement social.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. RRC à l'attention de Georges KRASNOVSKY, ESYS, 73 Bd Hausmann 75008 Paris.

ESYS

Associons nos énergies

CABINET D'ÉTUDES EN COMMUNICATION

Cherche Chargés d'Etudes Sémioticiens

pour analyse de matériaux visuels ou textuels
(film, presse, affiche, etc.)

Travail à temps plein

Adresser C.V. à Yves KRIEF

SORGEM
152, boulevard Pereire
75017 PARIS

CHEF DE PUBLICITE

"développeur Conseil"

Diversifier les moyens d'approche pour prospecter les D.R.H. et responsables de recrutement des entreprises, analyser les besoins, élaborer des solutions originales (annonces poncuelles, communication institutionnelle, communication interne) visant à la fois la réalisation d'objectifs précis au plan du potentiel humain et le développement de l'image.

En un mot, savoir vendre, écouter, analyser, conseiller, s'adapter et, bien sûr, avoir des idées pour que le dialogue s'établisse mieux entre les hommes et les entreprises.

Une mission qui implique une formation supérieure (école de commerce, CELSA...), une

1^{ère} expérience probante dans le secteur de la communication (publicité de recrutement, de préférence), un esprit ouvert et créatif ainsi que le sens de la négociation.

Si vous êtes déjà chef de publicité dans notre créneau, vous savez que nous avons à notre actif d'excellentes références, une forte capacité créative et une réelle proximité avec nos entreprises clientes.

Envoyez à Danielle Demoeil - UNANIME 110, bd de Sébastopol - 75003 Paris, qui étudiera votre dossier dans la plus grande confidentialité.

SECTEUR DI

CONSULTATION ET DES RESSOURCES

HE.DI

sup de co. inge

UNE AUDITEUR

Joël, in Lito

DIRECTEUR DU PERSONNEL

Vous êtes obligatoirement :

- diplômé de l'Enseignement Supérieur et possédez une formation complémentaire spécialisée,
- désireux de valoriser une première réussite dans la fonction,
- rattaché au D.R.H., vous animeriez une équipe de 4 personnes et prendrez l'entière responsabilité de la fonction Personnel.

Dans un environnement très informatisé, vous assurerez la gestion directe d'un site et piloterez 14 sites décentralisés dans les domaines suivants :

- Administration Générale du Personnel (1.300 collaborateurs),
- Relations Sociales,
- Gestion des ressources et carrières.

Le poste demande une parfaite maîtrise de la législation sociale et de l'informatique appliquée à la gestion du Personnel.



Merci d'envoyer obligatoirement lettre manuscrite, C.V. et photo à :
M. Henri GAILLARD, référence DP06, HAVAS REGIES
B.P. 417, 92103 BOULOGNE-BILLANCOURT CEDEX

CONSULTANT EVALUATION ET DEVELOPPEMENT DES RESSOURCES HUMAINES

Avec 1.600 consultants dans le monde et 1,3 milliard de francs de chiffre d'affaires, nous sommes en Europe n° 1 dans le conseil en ressources humaines. Notre Centre d'Evaluation et de Développement croît rapidement. Nous recherchons un consultant confirmé qui souhaite travailler dans une structure dynamique, un milieu favorable à son évolution et son épanouissement. Titulaire d'un DESS en psychologie du travail ou en sciences humaines, vous avez au moins 28 ans, plusieurs années d'expérience dans un poste vous ayant permis de développer vos qualités commerciales et vos compétences dans le domaine de la formation et de l'évaluation

psycho-professionnelle. Au sein d'une équipe qui privilégie l'échange et un travail de qualité, vous bénéficierez d'une grande autonomie après une période de formation. Vous participerez au développement commercial et à la mise en œuvre de nos outils (inventaire de personnalité, méthodes de pré-sélection, assessment centers...) dans le cadre de missions de formation ou de conseil. La diversité de nos interventions et l'évolution constante de nos produits sont de nature à motiver un candidat à potentiel. Ecrire à Christine CHABAUD en précisant la référence A/065M - PA Consulting Group - 3, rue des Gravières - 92521 NEUILLY Cedex. (PA Minitel 36.15 code PA)



Creating Business Advantage



Gastronomie de luxe Art de la Table
recherche

Jeunes sup de co. ingéniements agro. sciences-po

OU FORMATION
EQUIVALENTE

avec une expérience de 2 à 4 ans souhaitée. Nous leur proposons :
• des responsabilités clés :
- en marketing/ventes en France ou en Europe
- et dans les fonctions "Produits", "Merchandising", "Achats".
• de gérer dans notre savoir-faire de "haut de gamme" et à forte image de qualité, les outils, les techniques et les méthodes les plus modernes,
• de contribuer avec nos équipes au succès de notre stratégie de croissance en France et à l'international.
Vous êtes "self-strater", très coopératif en équipe, et plutôt "couteur de fond", parlant couramment anglais. Prenez contact dès aujourd'hui avec notre direction générale par une lettre manuscrite et un CV sous réf. JSC au 5-11 rue Jules Ferry, 92400 COURBEVOIE. Nous vous répondrons très vite. Les candidats retenus rencontreront nos managers et les jeunes qui nous ont rejoints récemment. A très bientôt.



Pour analyser, apprécier et accroître l'efficacité de nos outils, de nos méthodes et de nos organisations, nous recherchons un(e)

JEUNE AUDITEUR OPERATIONNEL

Ecouter, comprendre et accompagner ceux qui mettent en œuvre afin d'améliorer sans cesse le fonctionnement de leurs activités, tel sera votre challenge. Après votre formation (Bac + 5, Grande Ecole ou Université) qui a surtout développé votre capacité d'analyse et de réflexion, vous avez gagné votre bon sens et les pieds sur terre. Votre expérience professionnelle (3 à 5 ans) vous a permis de comprendre les principaux rouages de l'entreprise, d'observer en action des méthodes ou instruments, de compléter différents types d'organisation. Vous savez et aimez conduire l'étude approfondie et objective des opérations, des modes de fonctionnement, et vous êtes capable de veiller à la bonne application des procédures et façons de faire préalablement définies. Votre esprit critique et positif vous permet de

recommander les modifications possibles, en vue d'un résultat accessible. Plus que juge ou censeur, vous êtes avant tout un pédagogue, qui vise à faire progresser la fiabilité et la qualité de notre fonctionnement. Sous l'autorité directe de notre directeur financier, à Paris, vous intervenerez dans toute notre entreprise, à forte dominante marketing-ventes. Vous bénéficierez des moyens et opportunités de l'un des tout premiers Groupes américains. Vous avez nécessairement une bonne pratique de l'anglais.

Merci d'adresser votre dossier complet de candidature sous réf. JAO/UM (CV, lettre manuscrite de motivation et rémunération actuelle) à notre conseil ALTHEA, 9 rue Camille Perier, 78400 CHATOU, qui vous garantira totale confidentialité et réponse rapide.



Un des leaders de l'industrie française (ciments, bétons, plâtres, matériaux, bio-activités), CA 30 milliards, effectif 30.000 personnes.

Pour mettre en œuvre notre politique de Ressources Humaines au sein d'une de nos sociétés du secteur agronomique dont l'effectif est de 230 personnes et qui comporte les fonctions Recherches - Commercial - Usine (2 sites) nous offrons un poste

JEUNE DRH

Membre du Comité de Direction, vous assurerez l'intégralité de la fonction et en priorité :

- la formation (adaptation à l'évolution des métiers, sécurité...)
- la gestion, le développement et la mise en valeur du potentiel humain
- l'information, la communication interne.

Par ailleurs vous serez intégré au réseau Ressources Humaines du Groupe Lafarge Coppee.

La réussite à ce poste constitue un excellent tremplin pour un développement de carrière dans la fonction ressources humaines dans un groupe dont la réputation est non seulement liée à son efficacité économique mais également à sa politique sociale.

Poste à Lille.

Ecrire sous réf. 25 A 1876-0 M
Discrétion absolue.

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris



CHIMIE

Filiale d'un Groupe américain implanté dans le monde entier, nous fabriquons dans notre usine située en région Rouennaise des produits chimiques (50.000 Tonnes) pour des secteurs très variés : pétrole, automobile, phytosanitaire, détergence ... 200 personnes - CA 400 MF dont 60 % à l'exportation.

SECRETAIRE GENERAL

PERSONNEL ET ADMINISTRATION

De formation supérieure et juridique, vous avez une expérience confirmée en milieu industriel et parlez l'anglais avec aisance. 35 / 45 ans, homme de communication et de réflexion, vous assurerez la fonction Personnel et la coordination administrative. Vous superviserez les services généraux, le contenu des et gerez les assurances. Vous poursuivrez notre politique de formation et d'information du personnel. prenez en charge les recrutements et gerez la couverture sociale.

Merci d'adresser votre dossier (lettre, C.V., photo et prétentions) sous la référence DS / PCB 2 à notre conseil MF PARTNERS - 54 rue du Faubourg Saint-Honoré - 75008 PARIS. Tél : (1) 42.68.01.76.



La Compagnie Financière
Edmond de Rothschild
Banque



Cette banque commerciale et de gestion s'oriente aujourd'hui vers l'ingénierie financière et les marchés de capitaux. Elle développe son département organisation et recherche un :

INGENIEUR EN ORGANISATION

Après du responsable du Département, vous participez à la conception, la mise en œuvre et l'évolution des systèmes organisationnels de la banque - back-office, salle de marchés, systèmes centraux d'informations... Vous exercez votre rôle au travers de missions d'audit, de redéfinition de structures, d'implantation de logiciels...

Issu d'une grande école, vous avez acquis d'une à trois années d'expérience en mission de conseil ou d'organisation au sein d'une banque ou d'un cabinet. Déjà sensibilisé au rôle de prestataire de services, vous souhaitez rejoindre une équipe jeune et professionnelle pour exercer vos capacités sur des projets valorisants.

Florence JAMIN étudiera avec soin et en toute confidentialité les dossiers (lettre manuscrite, CV et photo) que vous lui adresserez sous la réf. FJA 06.415 au cabinet M. D. A - 114 rue du Faubourg Saint Honoré - 75008 PARIS.

LE CREDIT AGRICOLE
D'ILE DE FRANCE
CONFIRME SA
DYNAMIQUE DE SUCCES :
PREMIERE BANQUE
REGIONALE,
257 AGENCES,
2 700 COLLABORATEURS.



*Ensemble, exceller dans
nos métiers, gagner en Europe.*

JEUNE CHARGÉ D'ÉTUDES MARKETING

Votre mission est de mesurer les positions de la Caisse Régionale sur son marché et les besoins de sa clientèle. Vous supervisez les études commandées auprès de sociétés spécialisées et développez les outils d'analyse d'aide à l'action commerciale (bases de données clientèle, segmentation comportementale).

Passionné avant toute chose des études marketing (connaissances des techniques qualitatives et quantitatives, statistiques et sondages), vous maîtrisez également l'outil informatique.

De formation supérieure (Grandes Ecoles de Commerce, DESS ou DEA en mathématiques appliquées) vous avez une 1ère expérience dans le domaine des études marketing.

Vos capacités de synthèse et vos qualités d'expression orale et écrite sont vos atouts pour évoluer dans l'entreprise au rythme des compétences acquises.

Merci d'adresser votre dossier de candidature complet sous réf. LM/06 au Service du Recrutement - Crédit Agricole d'Île de France - 26, Quai de la Rapée - 75012 Paris

Groupe national de tout premier plan,
spécialisé HIGH TECH, recherche pour l'un
de ses DIRECTEURS DE DIVISION une

SECRETAIRE DE DIRECTION

NIVEAU BAC + 3 / BAC + 4

TRES DISPONIBLE, RELATIONNELLE et ORGANISEE, vous avez si possible une première expérience d'une fonction Secrétaire de Direction qui vous a permis d'acquies un bon sens de l'initiative et, surtout de prendre la réelle dimension d'un tel poste.

L'anglais est indispensable dans notre environnement européen, l'expérience du traitement de texte BULL MICRAL 45 sera un plus, une voiture est nécessaire pour ce poste situé à 30 mn de Paris (Ouest). La rémunération offerte tient bien entendu compte de nos exigences. Statut cadre.

Merci d'adresser votre dossier (lettre, CV, photo et préférences) sous réf. 2016 à PARFRANCE ANNONCES - 13 rue Charles Lecocq - 75015 PARIS qui nous le transmettra en toute confidentialité (préciser sur l'enveloppe les sociétés avec lesquelles vous ne souhaitez pas entrer en contact).

Une Société de Services Bancaires,
spécialisée OPCVM, filiale de la CAISSE des DEPOTS et CONSIGNATIONS,
recherche

UN JEUNE ORGANISATEUR Adjoint au Responsable

qui sera chargé de la conduite d'études d'organisation visant une meilleure productivité, dans le domaine de la gestion de sociétés financières (SICAV, FCP...).

Il participera aussi à la définition du schéma directeur.

Ce poste s'adresse à un ORGANISATEUR de formation supérieure, ayant déjà une première expérience confirmée en organisation dans le secteur tertiaire (banque...) et en utilisation de la micro-informatique.

* Qualités de contact, de négociation et d'encadrement indispensables.

Merci d'adresser votre curriculum-vitæ, précisant votre rémunération actuelle, rappelant la référence DE 906 sur l'enveloppe à



58, boulevard Gouvion Saint-Cyr 75858 PARIS CEDEX 17.

Responsable Logistique Commerciale

Maîtrise des flux depuis l'usine jusqu'aux clients

Société du Groupe SAGEM, nous fabriquons et commercialisons des câbles d'énergie et de télécommunication. Nous réalisons un CA de 580 MF avec un effectif de 630 personnes. Nous recherchons un responsable logistique.

Rattaché au Directeur de notre usine de RIOM, vous établissez et organisez l'ensemble des programmes de fabrication en étroite collaboration avec la Direction Commerciale située à Paris.

Véritable interface entre l'usine et les clients, vous assurez la logistique commerciale depuis la prise de commande administrative jusqu'à la livraison finale par les transporteurs : établissement du planning des différentes opérations - préparation et expédition - organisation de l'atelier de conditionnement - gestion des stocks et des transporteurs.

À la tête d'un Service d'une cinquantaine de personnes, vous êtes le responsable de l'approvisionnement d'une dizaine de dépôts et de la livraison d'importants clients en direct. Votre objectif permanent : l'amélioration du "taux de Service Clients".

De formation supérieure technique ou commerciale, ingénieur généraliste ou diplômé d'une Ecole Supérieure de Commerce, vous avez une expérience d'environ 5 ans en logistique. Vos réelles capacités d'organisation et de méthode, votre esprit commercial associé à vos qualités d'écoute et de communication vous permettront de maîtriser la globalité des situations sans vous éloigner du terrain.

Le poste est à pourvoir à Riom (15 km de Clermont Ferrand)

Notre Conseil Yvonne Nery vous remercie de lui adresser votre CV avec photo et rémunération actuelle sous la référence 3392 M



MEMBRE DE SYNTHEC

65, avenue Kléber 75116 PARIS

Paris - Lille - Lyon - Strasbourg

ESC - IEP ... Débutez dans la Fonction Personnel

SOLVAY, groupe chimique d'implantation mondiale (CA 40 milliards, 45 000 personnes) considère, par tradition et culture, la fonction personnel comme l'un des facteurs essentiels de son développement.

L'expérience a prouvé que de jeunes diplômés de formation ESC, IEP, ... s'adaptent bien à la fonction et à ses exigences. Aussi, débutant ou presque, nous vous proposons d'en "gérer" les grands aspects, au sein d'une unité de production décentralisée dans l'Est de la France : gestion administrative, recrutement, formation, bilan social, législation, communication interne.

Votre capacité à comprendre rapidement les problèmes, à les analyser, les synthétiser vous rendra plus vite opérationnel. Et votre potentiel vous permettra, si vous acceptez le principe de la mobilité, d'évoluer au sein de notre groupe.

Merci d'adresser votre
dossier de candidature
sous réf. 690 P à la



Direction du Personnel
SOLVAY 12 cours Albert 1er
75008 PARIS

PUISSANT GROUPE FINANCIER RECHERCHE POUR SA FILIALE DE
SERVICES TELEBANCAIRES

CHEF DE PRODUIT TELEMATIQUE BANCAIRE

Rattaché au D.G., vous concevez et faites évoluer notre gamme de produits destinée à une clientèle institutionnelle. Réalisant l'interface entre nos commerciaux et nos équipes informatiques, vous identifiez et définissez les nouveaux services à proposer, rédigez le cahier des charges et contrôlez la bonne réalisation et la qualité de l'application. Enfin vous assistez l'équipe commerciale pour mettre au point les différents supports et interventions de vente.

La petite taille de notre société et ses ambitions commerciales et techniques nous amènent à rechercher un candidat (BAC+5) ayant déjà participé au montage de services télématiques professionnels, si possible dans la banque.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. 08.1129 à
Contesse - 38 rue de Villiers - 92532 Levallois-Perret Cedex.

JEUNES DIPLÔMÉS GRANDES ÉCOLES VOTRE PROFESSION : BANQUIERS D'ENTREPRISES

En participant directement au développement d'un portefeuille d'entreprises à vocation nationale et internationale, vous deviendrez l'interlocuteur privilégié d'une clientèle exigeante.

Grâce à vos qualités commerciales et à votre grande technicité, vous prendrez rapidement en charge la négociation des crédits, l'analyse du risque, ainsi que le conseil et le montage d'opérations de financement sur mesure.

Mobile, vous pourrez évoluer rapidement, tant géographiquement que sectoriellement, avec des possibilités de carrières diversifiées dans l'ensemble des directions de la BFCE.

Merci d'adresser lettre de candidature et C.V. sous référence JD/BE à
BFCE - Direction des Ressources Humaines - 21, bd Haussmann
75009 PARIS.

BFCE Banque Française
du Commerce Extérieur

E.S.C.P., ESCAE, ESAP

Acheteur *HF*

REJOIGNEZ NOTRE UNITÉ DE PRODUCTION PHARMACEUTIQUE
D'HUMINGUE (ALSACE), SITE INDUSTRIEL EN DÉVELOPPEMENT, PERFORMANT
ET À VOCATION EUROPÉENNE.

Filiale française
de l'un des
plus grands
laboratoires
pharmaceutiques
mondiaux,
nous employons
850 personnes
dont 150 cadres
et avons réalisé
un chiffre d'affaires
de plus
d'1,2 milliard
de francs en 1989.

Rattaché au Chef de service, vous serez responsable de l'achat des matières premières et des éléments de conditionnement, ainsi que de la recherche et de l'évaluation des fournisseurs ("Just in Time", services...).

Vous travaillerez pour cela en relation constante avec l'encadrement Logistique et Production de l'usine et du siège social.

Nous souhaitons rencontrer des candidats de formation Ecole Supérieure de Commerce ou E.S.A.P., ayant acquis une première expérience professionnelle dans ces domaines, parlant l'anglais et/ou l'allemand couramment. De bons débutants motivés nous intéressent tout autant.

Votre sens de la communication et vos qualités relationnelles seront des atouts indispensables pour diriger une petite équipe et réussir dans vos missions.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite + c.v. et photo) sous référence 4312 à J. Lang, Département des Relations Humaines, CIBA-GEIGY, 2-4 rue Lionel Terrey, 92506 RUEIL MALMAISON CEDEX.

CIBA-GEIGY

مكتبة الام



POUR PARTICIPER
A
SON TRES FORT DEVELOPPEMENT

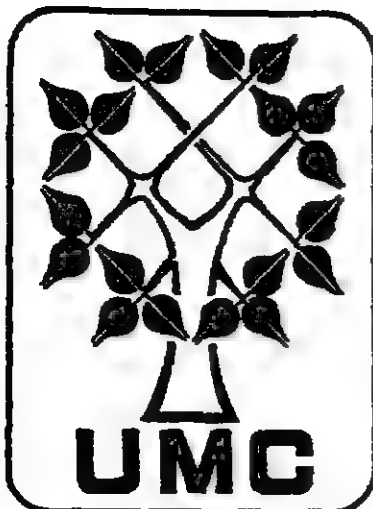
Recherche

5 JEUNES CADRES DE FORMATION SUPERIEURE



Envoyer C.V. détaillé, lettre
manuscrite, photo récente et
prétentions au COMES
11, Rue Victor Hugo
93170 BAGNOLET
en rappelant la référence.

DISCRETION ET REPONSE ASSURÉES



UNION
NATIONALE
INTERPROFESSIONNELLE
DES
MUTUELLES
COGÉREES
Paris XI

1 - RESPONSABLE BUDGETAIRE

Réf. 2834

Il devra élaborer et suivre les budgets et
tableaux de bord de gestion en relation
avec les principaux responsables. Il aura un
BTS ou un DUT de gestion (ou équiva-
lant), la maîtrise de l'outil informatique et,
si possible, une première expérience.



2 - ORGANISATEUR

Réf. 2835

En liaison avec le service informatique, il devra élaborer
et maintenir les procédures d'organisation de l'ensemble
des activités.
Formation supérieure nécessaire et première expérience
réussie, si possible, dans le même domaine.

3 - ANALYSTE PROGRAMMEUR

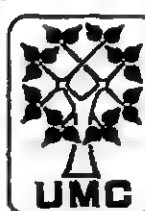
Réf. 2836

Il devra participer à la réalisation de nouveaux projets.
Sera appréciée la connaissance du matériel UNISYS, des
langages de 4^e génération ou/et des services télémati-
ques.

4 - ADJOINT AU RESPONSABLE DU SERVICE APRES-VENTE

Réf. 2837

Il encadrera une équipe chargée de la ges-
tion et du suivi des contrats groupe.



5 - OPTICIEN DIPLOME

Réf. 2838

Il devra seconder le directeur opticien.
Première expérience et pratique de la con-
tactologie vivement souhaitées.

Recherchons cadre pour tenir une fonction de

CHEF DE CABINET

Après du président d'un important organisme socio-économique
de la Région Île-de-France.

- Niveau Bac + 5 ;
- Formation : universitaire ou école supérieure
de commerce.

Caractéristiques du poste placées sous l'autorité directe
du président :

- administration générale de l'organisme
(20 personnes environ) ;
- préparation et suivi des travaux ;
- traitement des affaires particulières ;
- représentation à l'extérieur.

Profil recherché :

- sens de l'organisation et de la qualité du travail ;
- aptitude à la recherche et à l'évaluation
d'informations multiples ;
- large disponibilité personnelle.

Adresser lettre manuscrite avec curriculum vitae
et photo sous n° 8941 au :
MONDE PUBLICITÉ - 5, rue de Montessuy, 75007 Paris.
Date limite des réponses : le 26 juin 1990.

Ville de Montreuil
(Seine-Saint-Denis), 100 000 habitants

recherche

pour son service Habitat

1 MÉDECIN DIRECTEUR D.E. HYGIÉNISTE

POUR VACATIONS

Adresser candidature, CV + lettre manuscrite à :
Monsieur le Député-Maire, Mairie de Montreuil,
93103 Montreuil Cedex.

SPECIALISTE CONFIRME DES RESSOURCES HUMAINES

POUR LES MOYENS DE VOS AMBITIONS !

Vous êtes très bien introduit dans les milieux des
ressources humaines, soit dans un Cabinet Conseil, soit au
sein d'une entreprise industrielle.

Que vous avez déjà réussi dans votre spécia-
lité, vous avez besoin de trouver la structure et les
moyens pour passer à la vitesse supérieure.

Le conseil reconstruit dans les domaines du
de la Formation, nous avons su trouver les
moyens pour structurer et nourrir une
équipe.

Vous avez l'esprit d'équipe et le talent de faire
des équipes les plus performantes, de donner l'impul-
sion où il le faut. C'est votre potentiel qui en

convaincrez par nous convaincre. Envoyez votre do-
cumentation sous la réf. 4227 M à JONCHERIE
des Gaulles - 92200 Neuilly Sur Seine.

VENEZ VIVRE LA NOUVELLE ONDE DE CHOC

● TéléDiffusion de France



TDF - 1^{er} diffuseur de radio et télévision - innove de la pointe de l'actualité à la pointe de
la technique, en créant de nouveaux services (satellite de diffusion directe, radiomessagerie,
radio-téléphone, diffusion de données, réseaux câblés...). Société anonyme, 4000 profes-
sionnels de l'audiovisuel, un savoir-faire exporté dans le monde entier, un chiffre d'affaires
de 3 milliards de francs. TDF : LA PASSION D'ENTREPRENDRE.

CHARGE DE RECRUTEMENT ET DE GESTION DE CARRIERE

Au cœur du processus de gestion des ressources humaines, dans l'équipe du développement des
carrières de la DRH, vous prendrez en charge les recrutements internes et externes des cadres,
en relation avec la hiérarchie et les écoles. Vous participerez à la construction de la gestion
prévisionnelle des cadres.

Vous êtes de formation supérieure de gestion/ou de psycho et avez une forte affinité avec la
gestion des ressources humaines en entreprise ; vous disposez déjà d'une première expérience
de recrutement en cabinet-conseil ou en interne et souhaitez intégrer une entreprise en plein
processus de changement.

Votre sens naturel des contacts, votre capacité d'écoute et d'analyse sont indispensables. Enfin,
votre capacité à appréhender les évolutions des métiers de TDF valorisera votre candidature.

CHARGE DE FORMATION

En liaison directe avec le Responsable du Développement Social du siège de TDF en région pari-
sienne (+ de 800 personnes), vous élaborerez et assurerez le suivi du plan de formation.
Dynamisme, goût des contacts, capacité d'analyse et sens de l'organisation sont les qualités qui
vous aideront à identifier les besoins, conseiller, établir des plans individuels de formation ainsi
qu'à gérer les relations avec les organismes de formation.
Pendant vos études supérieures (IGS-CELSA...) vous avez acquis une spécialisation en ressources
humaines. Une première expérience dans la formation serait appréciée.

Merci d'envoyer votre candidature à TDF - Direction des Ressources Humaines - département
développement des carrières - 21/27, rue Barbès 92130 MONTRouGE.

TDF : LA DIFFUSION DES IMAGES, DU SON ET DES DONNÉES.

UAP
N°1 OBLIGE

Cap sur l'informatique ...pour de jeunes scientifiques

Apporter une information en temps réel aux commerciaux, proposer des systèmes d'aide à la décision, préparer une informatique à
l'échelle Européenne, telles sont quelques-unes des missions du Département Informatique de l'UAP.
Équipé de moyens techniques de haut niveau (2 sites d'exploitation, 3 IBM 3033, MVS/ESA, CICS, 33 ordinateurs, 15000 termi-
naux...), il renforce ses équipes (450 personnes) et embauche de

Jeunes Ingénieurs ou Universitaires

Niveau Bac + 4 ou 5 (scientifique ou technique)

Vous n'êtes pas informaticien, mais vous souhaitez le devenir, et vous êtes prêt à acquérir rapidement les compétences informatiques qui
vous permettront de participer à nos grands projets. Nous vous proposons de rejoindre nos équipes. Après une formation intensive à
l'informatique, vous serez en mesure de vous affirmer et d'évoluer avec nous dans l'informatique et l'Assurance.

Prenez le clip en adressant votre candidature à Pierre GINESTEL, sous réf. F101/M, SEMA SELECTION, 16 rue Barbès, 92126 MONTRouGE CEDEX

SEMA SELECTION

Paris - Lyon - Toulouse

Jeunes Ingénieurs Diplômés Grande Ecole, Université, pour votre premier job ou après une première expérience, visez la multinationale.

Vos possibilités d'y faire carrière y sont, par définition, beaucoup plus larges ! Et notre groupe est numéro UN mondial sur son marché. Autonomie, responsabilités, qualité des relations, apanages des petites entités... Notre unité est spécialisée dans la fabrication en petites et moyennes séries de produits de haute technologie faisant appel à la Très Haute Tension et au vide.

Material Manager

A la tête de votre équipe chargée du lancement, appro, réception, magasin, vous assurez la gestion et le suivi des matières de tous les produits, tout au long du flux matières, à partir du plan directeur de production et en utilisant la GPAO. Pour cela, vous travaillez en liaison avec les achats, contrôle entrée, fabrication marketing, méthodes. Ce poste présente une réelle opportunité de carrière pour un candidat de valeur.

(Réf. 5842).



Ces deux postes sont à pourvoir en proche banlieue ouest de Paris. Et... ils peuvent vous mener loin ! Pour vous en assurer, rencontrons-nous ! Veuillez adresser votre candidature sous référence du poste choisi à l'Agence DESSEIN, 15 rue du Louve, 75001 PARIS, qui transmettra.

Ingénieur Automaticien

Au sein du service méthodes/équipements neufs, vous assurez l'étude et la mise en place de nouveaux moyens de production qui utilisent l'automatisme, l'électronique de puissance et la mécanique. Vous participez activement à l'amélioration de l'existant et avez un rôle d'interface avec les services concernés. Après réalisation du cahier des charges, vous procédez aussi au choix et au suivi des sous-traitants. Vous assumez sous l'autorité du chef de service méthodes la responsabilité de chef de projet industriel. (Réf. 5843).

UNE EXPERTISE : LE RECRUTEMENT UNE PASSION : L'ITALIE

Une solide expérience du Conseil en Ressources Humaines (recrutement par annonce et approche directe, bilans de carrière, évaluation de potentiel...) et une passion : l'Italie. Vous y avez vécu, vous en connaissez les mentalités et les structures économiques.

Avec le soutien marketing et financier du Groupe MILO, avec le dynamisme, les méthodes et les produits qui assurent la réussite de nos trois filiales françaises (MILO Ressources Humaines, AD'COM, SCORE), nous vous proposons de

DIRIGER, À MILAN, NOS ACTIVITÉS CONSEIL EN RESSOURCES HUMAINES

Quelle que soit votre langue maternelle, vous maîtrisez aussi bien le Français que l'Italien. Qualités et ambitions personnelles, expérience polyvalente du Recrutement et du Conseil, mobilité intellectuelle autant que géographique... rien ne vous manque pour exercer la responsabilité complète d'un centre de profits.

Intégré au Groupe MILO, vous serez un membre actif de notre équipe de Direction. Pendant quelques semaines, vous vous imprégnez à Paris de nos méthodes et de nos stratégies avant de vous installer à Milan où nos bureaux vous attendent.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (en Français ou en Italien) à la Direction Générale sous la réf. M/205/CM.



MILO R.H.
3, avenue des Termes
75017 PARIS

Si l'Europe impose l'Ecu,
une seule banque aura une
impression de déjà-vu!



Ecu d'or de la République de Sienne (13^e siècle)

Fondée en 1472, considérée comme la plus ancienne banque du monde, la MONTE PASCHI DI SIENA est en 1990 le premier groupe bancaire italien par la taille de son réseau. Classicisme et modernité nous ont imposés sur toutes les places financières internationales. Notre filiale française, la MONTE PASCHI BANQUE, renforce aujourd'hui ses équipes commerciales et recherche

UN EXPLOITANT CONFIRME MOYENNES ET GRANDES ENTREPRISES

Agé (e) de 30/35 ans, de formation grandes écoles ou équivalent, votre expérience professionnelle vous a permis d'acquiescer en particulier une bonne connaissance des produits de trésorerie et d'une clientèle d'entreprises françaises et italiennes. Vous aurez la responsabilité de développer un portefeuille de moyennes et grandes entreprises et votre mission s'articulera autour de deux axes : les affaires nouvelles avec l'Italie et le suivi des relations existantes. Bilingue Italien, l'anglais est un atout supplémentaire.

UN EXPLOITANT JUNIOR MOYENNES ET GRANDES ENTREPRISES

Agé (e) de 25/30 ans, de formation grandes écoles ou équivalent, vous avez acquis une première expérience professionnelle au sein d'un département entreprises d'une banque et vous souhaitez donner un nouvel élan à votre carrière professionnelle. Nous vous proposons de venir nous rejoindre dans le cadre du développement de notre activité Moyennes et Grandes Entreprises françaises et italiennes.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) à : MONTE PASCHI BANQUE - Direction des Ressources Humaines 7, rue Meyerbeer - 75009 PARIS



MONTE PASCHI BANQUE
LA BANQUE EST UN ART

Les actions commerciales au GAN, une assurance de réussite.

Parmi les tout premiers dans le domaine de l'assurance, nous renforçons les structures de notre Direction des Marchés en créant un nouveau poste de :

Chargé d'actions commerciales

Au sein d'une petite équipe spécialisée dans ce domaine, vous assumez une double mission :
• vous recensez, auprès des différents responsables de marchés de la Direction, les besoins en matière d'actions commerciales,
• vous élaborez et mettez en œuvre les opérations commerciales nationales appropriées ; de la conception des actions et supports à l'analyse des résultats.
Diplômé d'études supérieures, option marketing, vous justifiez d'une première expérience en conception et réalisation d'actions commerciales, acquise idéalement au sein du secteur des services.

Au-delà de vos solides compétences techniques, votre force de conviction, votre sens créatif ainsi que vos qualités relationnelles seront les garants de votre réussite dans ce poste très évolutif basé à Paris 9^e.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et rémunération souhaitée, s/réf. ED/49 à Emploi et Carrières, 2 rue Pillez-Will, 75448 Paris Cedex 09.

L'énergie
de tous
les projets



INTERNATIONAL BANKERS FRANCE

Banque d'affaires internationale en rapide expansion crée pour base à Paris 16^e un poste de

RESPONSABLE D'EXPLOITATION

Placé sous l'autorité de la Direction Générale et au sein d'une équipe performante et dynamique, il sera chargé de l'exploitation et du développement d'un portefeuille de clientèle existante, largement axée sur l'immobilier. Il mettra au point des dossiers de crédit et montera des projets d'ingénierie financière.

Pour ce poste évolutif, nous recherchons un cadre de formation supérieure de type HEC, ESSEC ou équivalent. Agé d'une trentaine d'années, il sera familier de l'immobilier, du monde bancaire et juridique, et fera preuve de qualités d'initiative et de synthèse.

Discrétion absolue. Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV détaillé, photo et rémunération) sous réf. 9207 à notre Conseil :

sélection conseil
18 RUE MERIC, 75017 PARIS

On réfléchit ensemble pour une grande traversée

Ensemble nous avons fait de SOCOPA le leader Français et Européen des produits carnés : 4600 salariés, 12 milliards de Francs de C.A., une production de qualité qui allie tradition et technologie. Nous poursuivons notre développement et souhaitons vous y associer au sein de notre unité pilote de CHIFFRE.

Responsable Administration du Personnel

Rattaché au Directeur des Ressources Humaines et en collaboration étroite avec les différents chefs de services, vous prendrez en charge, à la tête d'une équipe de 5 personnes, la gestion administrative du personnel (1700 pers) et assurerez la préparation et l'application de la politique sociale.

De formation BAC + 4, vous disposez d'une expérience de 3 à 5 ans dans une fonction similaire et êtes familiarisé avec les logiciels de paye gros systèmes. Rigueur, esprit d'analyse, capacité d'animation et qualités relationnelles sont des atouts nécessaires pour réussir dans cette fonction. Ce poste pourra déboucher à terme sur une fonction de Responsable des Ressources Humaines dans une des unités du groupe.

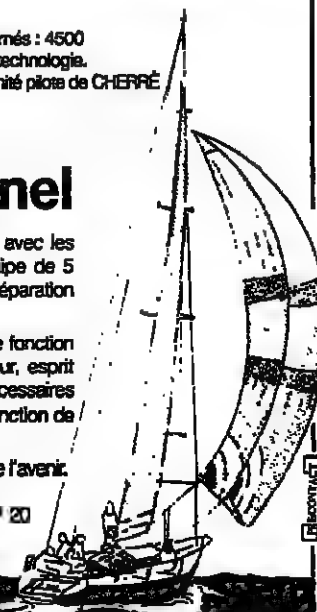
Rejoignez-nous, ensemble nous mettrons notre savoir-faire au service de l'avenir. Adressez votre dossier de candidature sous réf. RAP/AM à SOCOPA :

Direction des Ressources Humaines - BP 20
Chenô 72401 La Ferté Bernard cedex.



SOCOPA

un présent pour l'avenir



DU CONSULTANT EXPORT AU CHEF DE SERVICE INTERNATIONAL

Dans le cadre du développement de ses activités

UNE IMPORTANTE CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE

Région Nord - Pas de Calais

Vous proposez comme mission, d'aider les entreprises d'une région transfrontalière à s'europaniser en leur donnant l'esprit de la compétition internationale et en les initiant à l'exportation.

Votre goût pour la communication et votre dynamisme vous permettront d'animer des groupes de réflexion stratégique composés de Chefs d'Entreprises et de développer progressivement votre Service. Homme de terrain, vous saurez gagner la confiance des Entreprises et deviendrez un partenaire reconnu dans l'internationalisation de votre Région.

A 30/40 ans, de formation Ecole Supérieure de Commerce, vous avez démarré votre carrière sur le terrain, en tant que Responsable-Export dans l'Industrie, et vous souhaitez, aujourd'hui, faire bénéficier de votre expérience, des Entreprises dans le cadre d'une Structure Consultative.

Pour ce poste, la connaissance de l'anglais est indispensable, une deuxième langue serait appréciée. Pour participer à l'expansion de notre région, merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) sous réf. 256/M à CK - 23 bis rue Pierre Guérin - 75016 PARIS



Chantal Kenwyn

Job, in life

Amsterdam - Athènes - Berlin - Bruxelles - Budapest - Dublin - Düsseldorf - Francfort - Hambourg - Helsinki - Copenhague - Lisbonne - Londres - Luxembourg - Madrid - Oslo - Paris - Prague - Stockholm - Munich - Stuttgart - Vienne

Venez vivre la passion du Conseil en Management

• Systèmes comptables et financiers
• Systèmes d'information

Nous sommes...

Plus de 40 000 collaborateurs implantés dans plus d'une centaine de pays dans les domaines de l'audit, de la fiscalité et du conseil. En Europe nous sommes 12 000 ; en France, plus de 1000. Nous comptons parmi nos clients de grandes sociétés multinationales ainsi que des entreprises en plein essor dans des secteurs de pointe.

En France, nos objectifs de croissance dans le domaine du Conseil sont ambitieux et les investissements que nous y consacrerons en sont une preuve édifiante.

Notre mission est d'aider nos clients à atteindre leurs objectifs et à améliorer l'efficacité de leurs méthodes et procédures de gestion. Notre vision est mondiale et européenne.

Vous recherchez...

Une appartenance à un groupe pluridisciplinaire : un milieu dans lequel vos capacités intellectuelles seront mises à l'épreuve au profit de nos clients : un milieu où vous aurez à parfaire vos compétences grâce à nos programmes de formation intensive ; un environnement où votre rémunération sera fonction de votre investissement personnel.

Votre profil...

Formation : grande école scientifique ou commerciale ou MBA. Vous avez quelques années d'expérience soit dans un cabinet d'audit ou de conseil soit en tant que chef de projet ou analyste au sein d'une SSII, d'une institution financière ou d'une entreprise industrielle.
Personnalité : ambitieux, équilibré, analytique, avec un bon contact humain.

Le défi...

Systèmes comptables et financiers :

Vous assisterez nos clients dans la conception de systèmes de reporting et de procédures comptables et dans le choix et la mise en place de progiciels de gestion financière, comptable ou commerciale.

Systèmes d'information :

Intégré à une équipe pluridisciplinaire vous réaliserez des études stratégiques et études de besoins ainsi que la planification et la gestion de la mise en oeuvre de systèmes d'information sur matériel IBM, BULL ou DEC/VAX.

**Price
Waterhouse
Management
Consultants**



La rencontre...

Merci d'adresser votre Curriculum Vitae à Carole Leprette à l'adresse ci-dessous ; il sera étudié en toute discrétion.

Price Waterhouse - Management Consultants - 113, rue de l'Université, Paris 75007.

Amsterdam - Athènes - Berlin - Bruxelles - Budapest - Dublin - Düsseldorf - Francfort - Hambourg - Helsinki - Copenhague - Lisbonne - Londres - Luxembourg - Madrid - Oslo - Paris - Prague - Stockholm - Munich - Stuttgart - Vienne



**Biologie
clinique**

PLANIFIER UNE LIGNE DE PRODUITS POUR L'EUROPE

MISSION : □ gestion et analyse des ventes à court et long terme ; réalisation des plans d'approvisionnement □ coordination avec le marketing de chaque pays européen et vérification de cohérence prévisions de ventes/réalisations □ étude d'optimisation de la qualité et des coûts de distribution.

Rejoindre KODAK, c'est :

- prendre en charge des produits de haute technologie
- intégrer une équipe dynamique
- la possibilité d'évoluer au sein d'un groupe puissant
- travailler au niveau européen dès maintenant.

De formation commerciale supérieure et après une première expérience (si possible dans un contexte international) vous avez : □ le sens de l'organisation et de la précision □ l'aptitude au management □ le goût de la négociation □ la maîtrise parfaite de l'anglais.

Adressez ou télécopez C.V., lettre et photo à : EUROMAN, 11 rue Heinrich 92100 BOULOGNE.
FAX : 48.21.78.13 en indiquant la référence 2674 sur la lettre et sur l'enveloppe.

EUROMAN



Notre Groupe industriel français est mondialement connu dans les domaines de la Propulsion et de la Chimie Fine.

Nos 800 Ingénieurs et Cadres sont les moteurs de notre efficacité industrielle, et notre DRH se renforce, pour notre siège de PARIS 4e, d'un

SPECIALISTE DES METHODES DE GESTION PREVISIONNELLE DES "INGENIEURS et CADRES"

• Rattaché au Responsable du Développement des R. H. du Groupe, il mettra en place et fera vivre un système de gestion prévisionnelle des carrières de nos Ingénieurs et Cadres. Il concevra les outils appropriés et en assurera le fonctionnement en collaboration avec les Responsables R. H. des 3 Divisions et en liaison avec les 9 Etablissements et les filiales. Il créera aussi un système adapté de gestion des Hauts Potentiels.

• Nous souhaitons : un jeune diplômé de l'Enseignement Supérieur, spécialisé en gestion du personnel, avec une nécessaire expérience de 3 à 5 ans de la mise en oeuvre des techniques modernes de gestion prévisionnelle des carrières cadres, acquises en DRH d'un grand groupe industriel ou dans une Société de Conseils spécialisée.

• A terme, la fonction évoluera vers de nouvelles responsabilités opérationnelles en Division, Etablissement ou Filiale.

Merci d'adresser votre candidature (lettre + C.V. + enveloppe à votre adresse), sous la référence NANCY SNPE/GIC/LM2, à



michel jouhannaud conseils
182, rue de Vaugirard - 75015 PARIS



tréfilunion

Tréfilés et Câbles d'Acier

GRUPE USINOR SACLOR

C.A. : 2,3 milliards - 12 usines - 2 100 personnes

Venez prendre des responsabilités dans une société pratiquant un management résolument contemporain (décentralisation très poussée, transparence et qualité totales, organigrammes dépouillés) qui repose sur le professionnalisme des hommes et leur comportement d'entrepreneur. Nous vous offrons de nombreux développements de carrière tant dans nos filiales qu'au sein du groupe Usinor/Saclor.

Un responsable de production (réf. P1)

Votre mission :

Assurer la gestion globale d'un département de production industrielle : process, production, maintenance, investissements, rentabilité, développement humain des 80 personnes qui vous seront confiées.

Votre profil :

Ingénieur généraliste ayant déjà une première expérience, des idées concrètes, le sens des hommes et le goût de la prise de décision en P.M.I.

Un responsable développement (réf. D1)

Votre mission :

Etudier et mener à bout les développements de nos process de fabrication et contrôle, de transferts de technologie entre sites de production, d'écoulement des flux, d'amélioration des outils existants.

Votre profil :

Ingénieur mécanicien ou métallurgiste aux qualités relationnelles reconnues ayant déjà une bonne expérience industrielle (production ou gestion qualité) apte à intégrer la dimension économique et humaine dans ses préconisations techniques.

Un responsable commercial (réf. C1)

Votre mission :

- Définir et diriger la politique commerciale d'une famille de produits industriels au travers de vendeurs spécialisés en France et d'agents commerciaux à l'étranger ;
- Elaborer et proposer la stratégie en liaison avec le responsable de production concerné des produits (C.A. actuel supérieur à 100 MF) sur la base des études de marché que vous aurez conduites.

Votre profil :

Formation commerciale supérieure, ou très large expérience, anglais ou allemand, pratique confirmée de la vente en milieu industriel, aptitude à dégager des lignes directrices tout en restant très proche des clients.

Pour tous ces postes qui sont basés en province, écrire en précisant la référence du poste avec C.V. et prétentions à notre Directeur des Relations humaines, M. Ide, qui vous répondra sous quinzaine.

TRÉFILUNION - TOUR EUROPE, 33, pl. des Corolles, 92049 Paris - LA DÉFENSE CEDEX 7.

Futur directeur d'unité

Filiale du groupe HACHETTE, nous sommes leader de l'imprimerie informatique : 20 % du marché français n°2 européen, 13 unités de production réparties sur l'ensemble du territoire et organisées de manière autonome, 1500 personnes, CA : 1,4 milliards, création de 3 nouvelles unités en 90. De formation Ingénieur (AM, INSA, IDN...) vous possédez une expérience industrielle ; à 32 ans environ, vous envisagez d'orienter votre carrière vers une direction opérationnelle. Dans un premier temps, en tant qu'adjoint du Directeur de l'unité de St Quentin (02) vous prendrez en charge l'ensemble des dossiers et, notamment, la responsabilité de la production. Vous trouverez parmi nos équipes compétence et implication. La taille de notre Groupe vous permettra de construire une carrière ouverte.

Pour progresser avec nous et partager votre savoir-faire, écrivez à Jean-Jacques CARA sous la référence FDU/M à DANIEL FERRY Energy 5, 156/160, bld de Verdun 92413 COURBEVOIE Cedex

DANIEL FERRY
LES IMPRIMÉS DE LA VIE

Cabinet conseil en recrutement de Cadres, nous comptons aujourd'hui parmi les tout premiers en Rhône-Alpes. Pour renforcer nos moyens de recherche, nous créons le poste de

Responsable de la documentation

Au sein de l'équipe des consultants et en toute autonomie, vous créez le service de documentation informatisée. Ce service informatique vous permet de participer avec les consultants aux recherches directes, tout en favorisant le "new business" du cabinet. Vous établissez des dossiers de synthèse sur le tissu économique (entreprises, organisations, écoles...) et vous entretenez des relations avec les serveurs d'information. Diplômé de l'enseignement supérieur, vous avez obligatoirement une expérience significative en recherche d'informations, vous maîtrisez l'informatique à usage documentaire. Une parfaite organisation, une passion pour la recherche d'informations et une capacité à s'intégrer sont autant de qualités requises pour ce poste.

D. BARRÉ vous remercie de lui écrire (réf. 14 LM).

DOMINIQUE BARRÉ S.A.
BP 18 - 69131 ECULLY Cedex
LYON - PARIS

MEMBRE DE SYNTec

ESSCA

ECOLE SUPERIEURE DES SCIENCES COMMERCIALES D'ANGERS

Ecole supérieure préparant des étudiants admis sur Concours national à un diplôme reconnu par l'Etat (BAC + 4), recherche dans le cadre de son développement :

PROFESSEUR MARKETING (H/F)
4 jours/semaine. Il (elle) interviendra en formation initiale et participera au suivi des étudiants dans le cadre des stages et missions extérieures.

PROFESSEUR FINANCE

COMPTABILITE GESTION (H/F)
3 jours/semaine. Il (elle) interviendra surtout dans la formation financière.

ASSISTANT (E) MANAGEMENT
4 jours/semaine.

Ces 3 professeurs devront être titulaires d'un diplôme de 3ème cycle et posséderont une expérience significative acquise en entreprise et/ou en cabinet des études et outils informatiques y afférant.

Envoyer dossier candidature + photo à : ESSCA - Secrétariat pédagogique - 1, rue Lakanal - BP 2007 - 49016 ANGERS CX 01

Envoyer dossier candidature + photo à : ESSCA - Secrétariat pédagogique - 1, rue Lakanal - BP 2007 - 49016 ANGERS CX 01

Envoyer dossier candidature + photo à : ESSCA - Secrétariat pédagogique - 1, rue Lakanal - BP 2007 - 49016 ANGERS CX 01

Envoyer dossier candidature + photo à : ESSCA - Secrétariat pédagogique - 1, rue Lakanal - BP 2007 - 49016 ANGERS CX 01

Envoyer dossier candidature + photo à : ESSCA - Secrétariat pédagogique - 1, rue Lakanal - BP 2007 - 49016 ANGERS CX 01

Envoyer dossier candidature + photo à : ESSCA - Secrétariat pédagogique - 1, rue Lakanal - BP 2007 - 49016 ANGERS CX 01

Envoyer dossier candidature + photo à : ESSCA - Secrétariat pédagogique - 1, rue Lakanal - BP 2007 - 49016 ANGERS CX 01

Envoyer dossier candidature + photo à : ESSCA - Secrétariat pédagogique - 1, rue Lakanal - BP 2007 - 49016 ANGERS CX 01

Envoyer dossier candidature + photo à : ESSCA - Secrétariat pédagogique - 1, rue Lakanal - BP 2007 - 49016 ANGERS CX 01

Envoyer dossier candidature + photo à : ESSCA - Secrétariat pédagogique - 1, rue Lakanal - BP 2007 - 49016 ANGERS CX 01

Envoyer dossier candidature + photo à : ESSCA - Secrétariat pédagogique - 1, rue Lakanal - BP 2007 - 49016 ANGERS CX 01

Envoyer dossier candidature + photo à : ESSCA - Secrétariat pédagogique - 1, rue Lakanal - BP 2007 - 49016 ANGERS CX 01

Envoyer dossier candidature + photo à : ESSCA - Secrétariat pédagogique - 1, rue Lakanal - BP 2007 - 49016 ANGERS CX 01

Envoyer dossier candidature + photo à : ESSCA - Secrétariat pédagogique - 1, rue Lakanal - BP 2007 - 49016 ANGERS CX 01

Envoyer dossier candidature + photo à : ESSCA - Secrétariat pédagogique - 1, rue Lakanal - BP 2007 - 49016 ANGERS CX 01

Envoyer dossier candidature + photo à : ESSCA - Secrétariat pédagogique - 1, rue Lakanal - BP 2007 - 49016 ANGERS CX 01

Envoyer dossier candidature + photo à : ESSCA - Secrétariat pédagogique - 1, rue Lakanal - BP 2007 - 49016 ANGERS CX 01

Envoyer dossier candidature + photo à : ESSCA - Secrétariat pédagogique - 1, rue Lakanal - BP 2007 - 49016 ANGERS CX 01

Envoyer dossier candidature + photo à : ESSCA - Secrétariat pédagogique - 1, rue Lakanal - BP 2007 - 49016 ANGERS CX 01

Envoyer dossier candidature + photo à : ESSCA - Secrétariat pédagogique - 1, rue Lakanal - BP 2007 - 49016 ANGERS CX 01

Envoyer dossier candidature + photo à : ESSCA - Secrétariat pédagogique - 1, rue Lakanal - BP 2007 - 49016 ANGERS CX 01

Envoyer dossier candidature + photo à : ESSCA - Secrétariat pédagogique - 1, rue Lakanal - BP 2007 - 49016 ANGERS CX 01

Envoyer dossier candidature + photo à : ESSCA - Secrétariat pédagogique - 1, rue Lakanal - BP 2007 - 49016 ANGERS CX 01

Envoyer dossier candidature + photo à : ESSCA - Secrétariat pédagogique - 1, rue Lakanal - BP 2007 - 49016 ANGERS CX 01

Envoyer dossier candidature + photo à : ESSCA - Secrétariat pédagogique - 1, rue Lakanal - BP 2007 - 49016 ANGERS CX 01

Envoyer dossier candidature + photo à : ESSCA - Secrétariat pédagogique - 1, rue Lakanal - BP 2007 - 49016 ANGERS CX 01

Envoyer dossier candidature + photo à : ESSCA - Secrétariat pédagogique - 1, rue Lakanal - BP 2007 - 49016 ANGERS CX 01

Envoyer dossier candidature + photo à : ESSCA - Secrétariat pédagogique - 1, rue Lakanal - BP 2007 - 49016 ANGERS CX 01

Envoyer dossier candidature + photo à : ESSCA - Secrétariat pédagogique - 1, rue Lakanal - BP 2007 - 49016 ANGERS CX 01

Envoyer dossier candidature + photo à : ESSCA - Secrétariat pédagogique - 1, rue Lakanal - BP 2007 - 49016 ANGERS CX 01

Envoyer dossier candidature + photo à : ESSCA - Secrétariat pédagogique - 1, rue Lakanal - BP 2007 - 49016 ANGERS CX 01

Envoyer dossier candidature + photo à : ESSCA - Secrétariat pédagogique - 1, rue Lakanal - BP 2007 - 49016 ANGERS CX 01

Envoyer dossier candidature + photo à : ESSCA - Secrétariat pédagogique - 1, rue Lakanal - BP 2007 - 49016 ANGERS CX 01



Nous cherchons pour notre Direction Immobilière (40 MMF d'actifs et plus de 1,5 MMF de C.A.) un

DIRECTEUR D'AGENCE

Ce directeur est un vrai patron de centre de profit (400 MF - 25 personnes) ; il assure la gestion d'un patrimoine immobilier diversifié, à dominante habitation.

Dans un métier en pleine mutation, notre ambition est d'être le N°1 de l'immobilier de placement au service de l'assurance ; vous serez un acteur important dans la réalisation de cet objectif. Pour nous, gérer un portefeuille immobilier, ce n'est pas seulement percevoir des loyers, mais optimiser le flux locatif, valoriser les actifs et commercialiser des produits et services adaptés à notre clientèle.

Vous êtes un généraliste de la gestion et du commercial, capable d'animer une équipe de gestionnaires, de techniciens et de commerciaux.

Diplômé d'une école de commerce, 30 ans minimum, ayant déjà une expérience de gestion, pas forcément dans l'immobilier, vous souhaitez devenir un patron à part entière (vous êtes intéressé aux résultats) dans un groupe dynamique avec de réelles perspectives d'évolution.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, sous la réf. 773 à notre conseil

Jacques tixier consultants s.a.
7, rue de Logelbach - 75017 PARIS.

AGENCE DE SYNTec

Créer notre service documentation

AUSSEDA REY : 4300 collaborateurs, 6 milliards de F de CA, 10 usines en France ; leader européen pour les papiers photocopie et papiers couleurs ; leader français pour les papiers impression/écriture. Nous avons rejoint l'un des leaders mondiaux de l'industrie papetière, le Groupe américain INTERNATIONAL PAPER.

Nous recherchons pour notre siège de VELIZY (78) un(e)

DOCUMENTALISTE CONFIRME(E).

PROFIL. Diplômé(e) Bac + 2 minimum, DUT, DEUG, DEUST Documentation, Information, Communication, CELSA... 3 à 5 ans d'expérience de préférence en entreprise avec la maîtrise de banques de données (économiques, techniques, financières...) ; maîtrise de la micro-informatique et de l'anglais (autre langue européenne souhaitée) ; aptitude à travailler de manière autonome, à communiquer et à vendre son service aux utilisateurs.

MISSION. Créer, sous l'autorité de notre Directeur du Développement, notre Service Documentation, soit à : • rassembler, classer les informations économiques en utilisant les moyens informatiques d'accès aux banques de données (marchés, concurrence, produits, statistiques...) ; • réaliser des recherches documentaires et enquêtes spécifiques, analyser leurs résultats, rédiger des conclusions.

Ce poste (position cadre) vous permettra de valoriser votre expérience et de mettre en pratique vos qualités créatives pour concevoir, mettre en place et développer "votre Service". Merci d'adresser votre candidature (lettre, CV détaillé et photo) sous référence ARD1 à : M. PLOIX, AUSSEDA REY, 1, rue du Petit Clamart, 78141 VELIZY-VILLACOUBLAY.

AUSSEDA REY

ORGANISATION HUMAINAIRE IMPORTANTE (150 MF) ORIENTÉE VERS LE SOUTIEN EN DÉVELOPPEMENT

recrute son

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL ADJOINT DIRECTEUR D'ÉTABLISSEMENT

Mission et objectifs

Sous la responsabilité directe du Secrétaire Général et en concertation avec lui, diriger et coordonner la mise en œuvre des politiques de gestion des ressources humaines et financières en relation avec les objectifs et le budget définis par les instances de l'Association.

Diriger et animer la recherche permanente d'un meilleur rapport qualité et utilité/coût des services et de l'action produits.

Profil attendu

Décliveur, animateur d'équipes, négociateur. Innovateur en même temps que gestionnaire du quotidien. Culture générale et technique ouverte de niveau bac + 5 (dominante gestion, ou financière, ou juridique + sciences humaines). 35-50 ans environ, avec une expérience réelle de direction d'une importante unité. Maîtrise de langue(s) étrangère(s) et de l'informatique. Poste basé à Paris.

Intérêt du Poste : relever les défis du changement, innover dans un contexte de relations internationales et sur les finalités très enrichissantes. La rémunération est en relation avec l'environnement associatif, mais n'est pas inférieure à 230 KF.

Merci d'adresser CV, photo, lettre manuscrite sous n° 8954. Le Monde Publicité, 5, rue de Montessuy, 75007 Paris.

Pour son Siège, basé à la Défense, important groupe bancaire recherche un

RESPONSABLE CLIENTELE PME/PMI (H/F)

De formation supérieure, vous avez une première expérience bancaire d'au moins 5 ans dans le financement du secteur agro-alimentaire.

Dynamique, vous exprimez de réelles ambitions commerciales et vous avez le goût des contacts à haut niveau, le sens de la négociation et de la vente.

Rattaché à une équipe de spécialistes, vous aurez à développer un portefeuille de clientèle PME/PMI, à commercialiser les produits et services financiers du groupe et à assurer le montage et l'étude des dossiers.

Ce poste nécessite de fréquents déplacements en Province.

Ecrivez-nous sans tarder avec lettre man., CV, photo et prétentions s/réf. 5848 à l'Agence DESSEIN, 15 rue du Louvre 75001 Paris, qui transmettra.

Cabinet d'audit et de conseil, DSA exerce son activité en France et à l'étranger grâce à une clientèle d'entreprises diversifiées. Dans le cadre du développement de son département conseil, le cabinet offre d'importantes opportunités de carrière au sein d'une équipe de jeunes professionnels.

CONSULTANT EN ORGANISATION

Vous serez chargé de la conception et la mise en place de systèmes de gestion informatisés dans le domaine du traitement des données comptables et financières et du contrôle de gestion.

De formation Grande Ecole, vous avez acquis une expérience de 2 ans minimum. Vous êtes autonome et vous avez un bon sens du contact.

Envoyer lettre manuscrite, CV et prétentions à DSA Systèmes, 22 place du Général Catroux, 75017 PARIS.



Groupement de logement Social HLM 89, nous sommes situés à AUXERRE, dans un département rural en pleine expansion et recherchons notre

RESPONSABLE TECHNIQUE DE DÉVELOPPEMENT

Adjoint au Directeur du groupement, de formation école d'ingénieurs, vous avez exercé une activité similaire de montages d'opérations immobilières. Votre personnalité affirmée vous permettra d'encadrer l'ensemble des activités techniques de l'organisme en apportant vos connaissances et votre autorité.

Votre souci de participer au développement d'une multitude d'opérations associées à votre volonté d'intégrer notre département vous permettront de mener à bien cette mission.

Nous vous remercions d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. 1534 à notre



Conseil LIGHT - Emmanuel DEJEAN - 17/19 rue Jeanne Bracconier 92366 MEUDON La Forêt cedex.



Nous sommes une Société d'aménagement et de développement implantée depuis 28 ans dans le Massif Central. Nous voulons développer dans l'ensemble de la France notre activité d'expertise-conseil et de montage d'opérations dans le domaine des loisirs et du tourisme, ce qui nous amène à rechercher

INGENIEURS D'ETUDES ET/OU D'AFFAIRES

Après une solide formation supérieure, BAC + 4/5 marketing, économie, aménagement ou technique, vous avez acquis 6 à 10 ans d'expérience de conduites d'études ou d'investissements. Vous aimez créer, négocier, animer et convaincre, vous avez le goût de l'organisation, de l'aménagement et de l'innovation. Venez exprimer vos compétences au sein d'une équipe pluridisciplinaire de 25 personnes.

Adressez votre lettre de candidature manuscrite avec photo et CV à SOMVAL - Monsieur RESQNER - BP 28 - 63001 CLERMONT-FERRAND Cedex.



VENDEZ NOUS VOS TALENTS

SKF : 2300 personnes en France, CA 23 milliards, leader sur le marché du roulement. A l'avant garde de sa technologie, SKF se développe, innove, et recrute un nouvel

ACHETEUR

Vous allez nous prouver vos talents de négociateur - et d'expert - dans les achats de matières premières. Cela se traduit concrètement par une optimisation des prix, délais et qualité. Et vous devenez ainsi l'un des acteurs de notre politique globale d'achats, en France comme à l'international.

Considéré par vos pairs comme un maître de la fonction, vous êtes à 30/35 ans environ, un habile défricheur de nouveaux marchés. Vous vous passionnez pour l'économie comme pour le dessin industriel et vous maîtrisez bien l'anglais. Déplacements fréquents. Poste basé à Tours.

Envoyez votre dossier, lettre manuscrite et prétentions s/réf. 90/965 M à notre Conseil, P. GALAMPOIX, AXOME, 65 Avenue de Vagram 75017 PARIS. Tél. : 47 66 70 70.



Dans un environnement international de haute technologie

RESPONSABLE RESSOURCES HUMAINES ET COMMUNICATION

La filiale Recherche de l'un des tous premiers groupes pharmaceutiques européens, notamment par la qualité et le niveau de son investissement en recherche, recherche son Responsable des Ressources Humaines et de la Communication (Effectif : 800 personnes dont 300 cadres - 5 établissements en France et 4 bureaux étrangers).

Dans une grande autonomie d'action et en conformité avec les objectifs du Groupe en matière de Ressources Humaines, vous prenez en charge l'ensemble de la fonction : administration et gestion du personnel, recrutement, relations avec les partenaires sociaux, formation, communication interne... Homme de communication, vous êtes garant de la pérennité des outils de communication mis en place que vous êtes en mesure d'améliorer. Vous vous appuyez sur deux collaborateurs cadres et vous animez une équipe compétente de gestion du personnel.

Nous recherchons un professionnel des relations humaines et sociales de formation supérieure, âgé d'environ 35/40 ans, ayant acquis une expérience dans le domaine de la recherche ou dans un environnement caractérisé par son haut niveau de qualification.

Homme de terrain, vos qualités relationnelles et votre sens de la diplomatie sont les atouts qui vous permettront de réussir et d'élargir à terme votre champ d'action.

La maîtrise de l'anglais est impérative. Le poste est basé à PARIS (13ème).

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et rémunération actuelle sous réf. M 45/2197 H à :

EGOR S.A.

8, rue de Bani - 75008 PARIS

Tél. : (1) 42.25.71.07

PARIS BORDEAUX LILLE LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE - BELGIQUE DANMARK DEUTSCHLAND ESPANA ITALIA NEDERLAND PORTUGAL SWEDEN UNITED KINGDOM

EGOR

L'audit interne opérationnel : Une carrière tremplin

Notre Groupe représente en France le leader mondial des produits de la grande consommation. Nous coordonnons 50 sociétés, nous employons 7.500 personnes et réalisons un chiffre d'affaires consolidé de 9 milliards de francs. Le développement constant de nos activités nous amène à renforcer la structure de notre Direction de l'Audit et à rechercher un nouveau collaborateur.

Nous vous proposons d'intégrer notre service Audit et de participer à l'ensemble de ses missions. Ce travail en équipe vous amènera à assurer des missions d'Audit comptable et financier dans les domaines informatique, gestion, marketing et technique de nos filiales. Ces missions vous amèneront à effectuer des déplacements en France, en Europe et en Afrique.

Pour ce poste polyvalent, nous souhaitons rencontrer un jeune diplômé de l'enseignement supérieur, justifiant d'une première expérience professionnelle en Audit ou en Contrôle de Gestion et de préférence dans un contexte anglo-saxon. Vous possédez une pratique courante de l'anglais et vos connaissances en espagnol ou en portugais constitueraient un atout. Cette expérience sera un excellent tremplin pour une carrière dans les différentes sociétés du Groupe.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle sous la référence M 50/3725 A à :

EGOR GESTION ET FINANCE

8, rue de Bani - 75008 PARIS

Tél. : (1) 42.88.26.64

PARIS BORDEAUX LILLE LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE - BELGIQUE DANMARK DEUTSCHLAND ESPANA ITALIA NEDERLAND PORTUGAL SWEDEN UNITED KINGDOM

EGOR

VDM

GRUPE AUDIOVISUEL DE PREMIER PLAN recrute dans le cadre de son expansion pour la création d'une nouvelle unité située à CHARTRES/LUCE - 28

1) DU PERSONNEL D'ENCADREMENT EXPERIMENTE OU HAUTEMENT QUALIFIE

- RESPONSABLE D'EXPLOITATION
- RESPONSABLE TECHNIQUE
- RESPONSABLE MAGASIN ET LOGISTIQUE
- DES TECHNICIENS DE MAINTENANCE

- Vidéo-magnétoscopes,
- Electromécanique,
- Entretien

2) DU PERSONNEL ADMINISTRATIF

- ASSISTANTE DE DIRECTION
- COMPTABLE GENERAL ET ANALYTIQUE

D'intéressants développements de carrière sont offerts à des candidats motivés et désireux d'évoluer dans une entreprise dynamique de dimension européenne.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et salaire actuel en précisant le poste choisi à :

VDM - Direction des Ressources Humaines

48, Quai Carnot - 92210 SAINT-CLOUD



La Banque de France

recrute LE PERSONNEL D'ENCADREMENT

de ses comptoirs de la région parisienne et de province par la voie du

concours de rédacteur

ouvert aux titulaires d'un diplôme national sanctionnant un

1er cycle d'études supérieures

ou du diplôme d'une école de niveau au moins équivalent.

Date des épreuves écrites : Samedi 1 et Dimanche 2 Décembre 1990.

Inscriptions reçues du 17 Septembre au 17 Octobre 1990.

Aucun dossier d'inscription ne sera adressé par voie postale après le 11 octobre 1990.

Ce concours s'adresse aux candidats (femmes ou hommes libérés ou non des obligations militaires) de nationalité française, âgés de moins de 28 ans (sous réserve de prorogations prévues par les dispositions réglementaires) au 1er Janvier 1990.

Documentation et renseignements à la Banque de France - Direction Générale du Personnel - Service du Recrutement et des Concours - 31, rue Croix-des-Petits-Champs - 75049 PARIS CEDEX 01

Téléphone 42.92.40.17

Groupe multinational français - Industrie de Luxe :

(7 Milliards de Francs de Chiffre d'Affaires, 3 000 personnes), souhaite renforcer sa Direction des Ressources Humaines par un

Jeune adjoint de la direction des ressources humaines

Agé de 24-27 ans, vous participerez à la mise en place de la fonction internationale Ressources Humaines (gestion des expatriés, mobilité inter-filiales..., études ponctuelles) et serez responsable de l'ensemble des stagiaires (budget, recrutement, affectations, suivi...).

Vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur, possédez au moins deux ans d'expérience de la fonction personnel et pratiquez couramment l'anglais.

Pour un premier contact, envoyez votre dossier complet (lettre manuscrite, C.V. et prétentions) sous réf. A541M à notre Conseil COR'EX - 11, avenue Myron T. Herrick 75008 PARIS - qui vous garantit toute discrétion.

COR'EX



Nous sommes un groupe industriel français leader dans le domaine des ciments, bétons, pierres, matériaux et bioactivités.

Nos chiffres parlent d'eux-mêmes, 30 000 personnes, 30 milliards de CA. Notre filiale ORSAN spécialisée dans le domaine de la biochimie, recherche pour son unité de production située à NESLE (SOMME) un

Ingénieur travaux neufs confirmé

A 30/35 ans, au delà de votre diplôme d'ingénieur généraliste (Centrale, ENSAM...), vous justifiez aujourd'hui d'une expérience industrielle réussie de la fonction (travaux neufs, maintenance) dans un environnement similaire ou connexe.

Au sein de notre société, vous pourrez mettre à profit à la fois vos compétences techniques et vos qualités de rigueur, d'animation et de coordination.

Votre objectif de carrière est industriel. Votre niveau d'urgence est élevé.

Nous vous confierons la responsabilité de notre

entité Travaux Neufs. Vous aurez comme souci constant l'optimisation de notre outil industriel et le contrôle de la qualité finale.

Vous trouverez chez nous des opportunités de carrière à votre mesure, grâce à la diversité de nos métiers, de nos implantations et à notre dimension internationale.

Merci d'adresser votre dossier de candidature à/réf. T 231 A,

à Sabine TRIPODI

OC CONSEIL

15, rue du Louvre

75001 PARIS.



PARIS

LONDRES

Filiale d'un groupe national leader dans son domaine, nous recherchons pour notre DIRECTION DU PERSONNEL, située à CABN un

JEUNE DIPLOMÉ de l'enseignement supérieur option ressources humaines

pour créer la fonction

COMMUNICATION INTERNE

Assistant de notre Directeur du personnel, vous serez associé à la définition de notre politique de communication interne et vous en animerez les actions et les moyens. Vous participerez également au développement de nos structures de qualité globale.

Votre diplôme d'enseignement supérieur est conforté par une première expérience de la communication en Entreprise.

Vos performances vous permettront d'évoluer au sein de notre Groupe.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) sous réf. 06/MOT à notre conseil PROFILS PROGRES

27, avenue du Six Juin - 14300 CABN

Discretion garantie et réponse assurée.

PROFILS PROGRES

CHARGEÉE DE RECHERCHE

PA Consulting Group, leader européen du recrutement de cadres, présent dans le monde entier (2.500 personnes, 80 bureaux dans 22 pays) souhaite intégrer une "researcher" ou chargée de recherche pour accroître sa présence sur un marché porteur et en plein essor : le recrutement de cadres et de dirigeants. Travaillant en liaison permanente avec les consultants, elle participera aux différentes étapes des missions de recherche, depuis l'élaboration du profil de poste à pourvoir jusqu'à l'interview téléphonique des candidats potentiels identifiés. Autonome et responsable, elle sera motivée par un travail d'équipe. Ce poste de jeune cadre conviendrait à une diplômée de l'enseignement supérieur (minimum bac + 3). La candidate retenue aura déjà exercé des fonctions similaires ou bénéficiera d'une première expérience professionnelle de plus d'un an lui ayant permis de développer des qualités de rigueur et de contact, notamment une grande aisance au téléphone. Une bonne maîtrise de l'anglais serait un atout. Ecrire à N. LEVIEL-LEGER en précisant la référence A/061M.

PA Consulting Group

ADVERTISING & COMMUNICATIONS

3, rue des Gémonies - 92211 NEUILLY Cedex



Recherche pour ces CENTRES DE FORMATION de Bernes-sur-Oise et Saint-Ouen l'Aumône - Val d'Oise

RESPONSABLES DE FORMATION

LA FONCTION : membre de l'équipe de Direction d'un Centre de formation, le Responsable de formation est un collaborateur immédiat du Chef d'Établissement. Il anime et coordonne l'activité de l'équipe d'enseignants, participe au développement du Centre en assurant la conception et la réalisation des projets, veille à la meilleure utilisation des compétences.

VOTRE PROFIL : Technicien expérimenté • Expérience de l'encadrement • Bonne connaissance de la formation d'Adultes.

Merci d'adresser votre dossier à :

P. Alvarez - AFPA - DRH - 13, place du Général de Gaulle - 93108 Montreuil Cx.



High Potential Human Resources Specialist for our European Headquarters

GRACE

is a leading worldwide specialty chemicals company operating in 44 countries with selected interests in energy, manufacturing and service businesses. We are looking for a YOUNG, AUTONOMOUS AND MOTIVATED PERSONNEL MANAGER for our headquarters office in Paris, reporting to the Director - Human Resources Europe (who is located in Lausanne Switzerland). You will be responsible for all aspects of human resource management for an international team of 50 senior executives, staff professionals, and support employees. You will:

- Administer and advise on technical and legal aspects of personnel administration in France (compensation and benefits, transfer conditions, special assistance to foreign employees,....).
- Provide a full and innovative recruitment and induction service for the Headquarters office and coordinate selected recruitment projects for the operating units.
- Develop and maintain outside contacts: other multinational companies, legal and HRM consultants, personnel management associations, national authorities.

A development oriented candidate willing to grow with an industry leader, you have a university or equivalent education with 5 years of personnel experience in a multinational environment; a good understanding of both French and international regulations and requirements. You are bilingual English-French - a third European language will be a plus.

Grace rewards energy and initiative. This position offers the scope to the right candidate to assume broader European responsibilities in a company which employs 8500 people in 16 European countries.

Please send your resume and salary requirements with the reference 1037 M to our consultant Carole de Chilly, ALGOE, 24 rue Bonaparte, 75006 Paris, FRANCE.

ALGOE
CONSEIL EN MANAGEMENT

Lyon

Chef de publicité

très commercial

MEDIA-SYSTEM

Nous sommes la filiale du Groupe Publicis, spécialisée en communication pour les ressources humaines. Notre réussite, tant au niveau national que régional, résulte de notre approche très qualitative de cette communication et de notre implication auprès de nos clients. Pour continuer notre croissance, nous souhaitons intégrer à notre équipe lyonnaise un chef de publicité. Vous serez responsable d'une partie du développement de l'agence. Vous devrez conseiller les entreprises, vous identifierez leurs besoins, concevrez et construirez des actions de communication. Passionné par une démarche commerciale active, vous saurez établir avec vos interlocuteurs des relations de qualité. Vous bénéficierez, bien sûr, de l'appui d'une structure solide et performante. Jeune Sup de Co ou équivalent vous avez acquis une expérience significative de la vente de services, de préférence aux entreprises. Une bonne connaissance du tissu économique régional serait un atout supplémentaire. Marie-Odile QUELARD vous remercie de lui écrire (rél. 19 L.M.)

DB

DOMINIQUE BARRÉ S.A.
BP 18 - 69131 ECULLY Cedex
LYON - PARIS

MEMBRE DE SYNTEC

VILLE DE VIGNEUX-SUR-SEINE (Essonne)
recherche

CHEF DE SERVICE URBANISME/HABITAT

Missions:

- En liaison avec les élus et la direction générale, contribuer à poursuivre l'aménagement et le développement de la ville.
- Maîtrise des procédures prévisionnelles, opérationnelles et réglementaires de l'urbanisme local: programmation d'équipement, suivi du POS, instruction et délivrance des demandes relatives au droit des sols.
- Suivi de la cellule «habitat/logement»: relations avec les partenaires de la politique de la Ville (Etat, région, bailleurs, locataires), attributions de logements.
- Gestion des ressources humaines (2 cadres, 4 agents), financières et des moyens techniques, informatisation des procédures d'urbanisme et du secteur logement à opérer.

Profil:

- Diplôme 3^e cycle en urbanisme souhaité;
- Professionnel confirmé de l'urbanisme des collectivités locales;
- Attaché, ingénieur (principal et en chef possibles) ou contractuel.

Avantages particuliers:
- Prime de fin d'année;
- Logement possible.

Poste à pourvoir pour le 1^{er} septembre 1990

Renseignement: Monsieur le Secrétaire Général. Tél.: 69-40-44-00.

Envoyer candidature et curriculum vitae à:
Monsieur le Maire, Hôtel de Ville
91270 VIGNEUX-SUR-SEINE

Le Département de la Drôme
recherche

SON DIRECTEUR DU DÉVELOPPEMENT SOCIAL ET DE LA SANTÉ

Placé sous l'autorité du Directeur Général des Services départementaux, ce cadre de haut niveau (BAC + 5), Ecole de commerce, IEP, ENSP) aura déjà une expérience dans la direction d'un organisme de plus de 500 agents.

Ayant le sens de l'organisation, le goût du travail en équipe et une capacité relationnelle de qualité, une connaissance des collectivités territoriales et du travail avec les élus, un intérêt pour les ressources humaines et la communication, il devra développer les missions du service en mobilisant les potentialités des agents.

Convaincu que le service public départemental peut devenir une administration performante, entrepreneur, ouverte, il saura anticiper les évolutions en mobilisant les ressources des nouvelles technologies.

Recrutement statutaire dans le cadre d'emploi d'administrateur territorial (mutation ou détachement), ou par voie contractuelle.

Envoyer candidature manuscrite + CV + photo + prétentions à:
Monsieur le Président du Conseil général
Hôtel du Département
Direction du personnel
Bd Vauban, 26026 VALENCE Cedex
avant le 30 juillet 1990.



Nous sommes une compagnie aérienne
en pleine croissance

recherche

ASSISTANTE DE DIRECTION BILINGUE ANGLAIS

De formation supérieure BTS secrétariat, vous possédez une expérience d'environ 3 ans dans laquelle vos qualités d'organisation et d'initiatives se sont révélées.

Autonomie et disponibilité feront de vous
la collaboratrice que nous recherchons.

Merci d'adresser CV + lettre de motivation sous réf. DF 102 à
Air Outre Mer
Service du personnel, 18-20, rue Pasteur, 94270 Le Kremlin-Bicêtre

Édition, photographie, vidéo, telles sont, dans les domaines de l'architecture et de l'urbanisme, quelques-unes des activités que doit développer, en France et en Europe, notre société nouvellement créée à Paris par un grand groupe financier.

Nous recherchons pour cette société et ses filiales

UNE(E) DIRECTEUR(TRICE) ADMINISTRATIF ET FINANCIER

ayant une bonne maîtrise de l'ingénierie financière.
Envoyer lettre manuscrite, CV, photo et prétentions
sous n° 8952 à LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Montessuy, 75007 Paris.

SUD BRETAGNE
Organisme d'expansion économique de pays
recrute

CHARGÉ DE MISSION

pour association de développement local en relations
avec les Elus et les entreprises.
Convientrait à diplômé enseignant supérieur, 30-35 ans,
ayant antécédents en animation économique.

Ecrire sous n° 8947
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Montessuy, 75007 Paris.

Auchan

recherche pour poste à pourvoir en Métropole Nord

INGENIEUR CONSEIL POUR LE CONTROLE DES INVESTISSEMENTS

Ce spécialiste, conseil des différents décideurs des investissements BTP et Biens d'Équipement, intégré dans une équipe pluridisciplinaire aura en charge:

- L'actualisation des Procédures d'Investissements et la formation des utilisateurs.
- Les études de Rentabilité Prévisionnelles.
- Le suivi des Plannings, Budgets et Tableaux de bord.
- Les analyses de la réalisation et la réactivité décisionnelle.

Il participera en outre à l'élaboration des Plans d'Investissements à 5 ans et au Contrôle financier de leur exécution.

Votre diplôme d'Ingénieur est complété par une solide formation Gestion-Finances et vous possédez une expérience du Contrôle des Investissements à une grande échelle, d'au moins 5 ans, si possible dans le bâtiment.

Envoyez votre dossier de candidature à Liliane FILOSEK - AUCHAN - 40, avenue de Flandre B.P. 82 - 59964 CROIX cedex.

Ingénieurs

Devenez consultant - formateur



A 27-35 ans, diplômé d'une Ecole d'Ingénieurs, vous avez acquis une expérience de 3 à 6 ans à des responsabilités de production, méthode ou qualité, dans un univers industriel qui produit en grande série. Vous désirez aujourd'hui mettre en avant votre tempérament d'animateur, votre savoir-faire relationnel et votre sens de la négociation.

Rejoignez notre société de conseil et de formation aux techniques de la qualité. Vous intervenez en qualité de Consultant et de Formateur auprès de nos clients industriels. Après avoir élaboré un bilan-qualité, vous proposez les solutions et interventions nécessaires et vous prenez en main l'animation de séminaires inter ou intra-entreprises. Novateur et créatif, vous développerez de nouveaux produits de formation et leurs supports pédagogiques. Une fonction complète, où votre mobilité et votre disponibilité seront essentielles.

Ce poste est basé à Cergy-Pontoise.

Adresser une lettre de motivation avec CV, photo, rémunération actuelle et souhaitée sous référence 90815/M à SELECOM - 226, rue du Faubourg Saint-Honoré - 75008 PARIS Téléphone (1) 42.25.55.70.



Notre société spécialisée dans la réalisation de couvertures et l'habillage de façades, connaît une croissance régulière. A l'origine de notre performance, des unités gérées comme de véritables entreprises, qui valorisent dans leur démarche la fidélisation de leur clientèle.

Responsable d'exploitation

Responsable d'un centre de profit (15 pers.), vous développerez son activité et en optimiserez la gestion, en prenant en charge, de façon autonome et créative, les dimensions commerciales, techniques, administratives, et financières.

Agé d'environ 30 ans, de formation technique supérieure (Ingénieur TP, AM, Généraliste ou équivalent), vous cherchez à valoriser une expérience réussie d'environ 5 ans dans le secteur du bâtiment. Homme de terrain, votre sens commercial constituera un réel atout pour la fonction.

Pour ce poste basé à Evreux, merci d'adresser votre dossier (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf. 7/E/LM à notre conseil qui vous garantit toute confidentialité 17, rue Angélique Vénica 92300 NEUILLY

cog hébert conseil
Ressources humaines

membre de syntec - OFSCM

Consultant en Recrutement

Nous sommes un cabinet spécialisé dans le recrutement de cadres par annonce et par approche directe et le développement de nos activités nous permet aujourd'hui d'élargir notre équipe.

Agé de 30 ans minimum et de formation supérieure, vous avez acquis une première expérience du recrutement en cabinet ou en entreprise. Vous souhaitez aujourd'hui exercer votre métier en toute autonomie dans une petite structure où le sérieux et l'efficacité reconnus côtoient la bonne humeur. "Exploitant" de bon niveau dans un premier temps, vos qualités commerciales vous permettront de développer progressivement une clientèle.

Merci de nous adresser votre dossier complet, s/réf. 02LM, nous l'étudierons en toute confidentialité. ARPE - 38, rue de Lisbonne - 75008 PARIS.

CONSEIL
arpe
EN RECRUTEMENT

Je suis libre

Enseignants

Groupe E.S.C. GRENOBLE
membre de la Conférence des Grandes Ecoles, en phase de croissance rapide, recherche pour contribuer à son développement des ENSEIGNANTS

dans les domaines suivants :

- COMPTABILITÉ/FINANCE/ECONOMIE
- GESTION INDUSTRIELLE ET TECHNOLOGIQUE
- MANAGEMENT ET SCIENCES HUMAINES
- MANAGEMENT STRATÉGIQUE
- MARKETING
- SYSTÈMES D'INFORMATION.



Outre l'enseignement, le candidat pourra postuler à des fonctions de recherche ou de management.

Vous avez un doctorat, vous êtes diplômé d'une Grande Ecole de gestion ou d'ingénieurs français ou étrangers.

Vous avez une expérience professionnelle de cadre d'entreprise, de consultant ou de formateur.

Venez rejoindre une équipe dynamique. Merci d'adresser votre candidature à : Monsieur Thierry GRANGE, Groupe E.S.C. Grenoble, BP 127 - 38003 GRENOBLE Cedex.

PLANET-WATTOHM



JEUNE RESPONSABLE RESSOURCES HUMAINES

Management participatif et investissements technologiques concourent à la réussite de notre entreprise, située à Senlis (40 km de Paris), 310 personnes. Nous sommes au premier rang sur nos marchés. Notre expansion et nos ambitions nous conduisent à créer la fonction de responsable des ressources humaines. Vous avez une formation de type ESCAE ou universitaire, une compétence en relations du travail et quelques années d'expérience de la fonction personnel. Homme (ou femme) de terrain, vous vivrez au quotidien les relations sociales de l'entreprise. Membre de l'équipe de Direction, vous serez une force de proposition et participerez à l'élaboration de la politique sociale (accords d'entreprise, formation, recrutement...). Vous assurerez également pour le Groupe Legrand, la coordination de la politique de gestion du personnel de son centre logistique situé à Marly la Ville (110 personnes). Associé à notre puissant Groupe international, vous participerez à ses projets, vous pourrez exprimer tout votre potentiel et saisir de multiples opportunités de carrière.

Notre Conseil connaît bien l'ensemble de notre Groupe. Nous lui avons confié cette recherche. Merci de bien vouloir lui adresser votre dossier sous référence 20.172/LM. CPA - 3, rue de Liège - 75009 PARIS.

MEMBRE DE SYNTEC

OPTIMISER. ANIMER. E-VO-LU-ER ...

Tout un programme ! Nous appartenons à une grande société industrielle : au sein de notre division de distribution - au C.A. supérieur à 1 Md de FF - la Direction logistique, basée en proche banlieue parisienne, consolidant son organisation, désire faire partager ses projets, et recherche, dans l'esprit succès, son

RESPONSABLE DES APPROS

Le Directeur Logistique pour patron, une équipe fiable et dynamique à animer et une fonction motivante visant à améliorer nos flux de produits en terme de flexibilité : nous vous offrons tout cela autour d'un système informatique performant ... Vous serez responsable, en liaison avec les autres services de la société, de la détermination des besoins d'approvisionnement en respectant les objectifs globaux de stocks, tout en garantissant un service efficace à la clientèle. Votre solide formation initiale (école d'ingénieurs ou de gestion), votre expérience professionnelle réussie d'au moins 5 ans saura nous convaincre, et, de surcroît l'utilisation de l'informatique et de l'anglais vous sont familiers ... Alors qu'attendez-vous ?

Ecrivez dès aujourd'hui à notre Conseil, Joël HAXAIRE, en précisant la référence VPRO/LM à l'adresse suivante : RPC 34 rue de la Fédération - 75015 PARIS.



Raymond Poulain Consultants

C'est parce que la communication est chose sérieuse, difficile, mais ciment indispensable, que notre municipalité, proche région parisienne, a besoin d'un professionnel pour tenir le poste de son :

Directeur de la communication H/F

Vous êtes passionné par ce que vous faites, impliqué, vous aimez à traiter des problèmes de société, nous concevons sur le plan écologie, urbanisme, environnement, savoir faire passer notre image tant à l'extérieur qu'à la presse, diriger une équipe, gérer un budget, coordonnant

des techniques différentes.

A 35 ans environ, une base culturelle solide, un passé qui plaide en votre faveur, vous avez envie de côtoyer un autre milieu, être plus opérationnel, devenir vraiment notre fer de lance...



Alors n'hésitez pas, envoyez votre dossier de candidature (C.V. + lettre manuscrite) sous référence A/06/10 à notre Conseil. Madame Claude Favereau, FAVEREAU CONSULTANTS, 52, rue de la Fédération - 75015 PARIS

CREDIT COOPERATIF

UNE BANQUE POUR ENTREPRENDRE ENSEMBLE

Dans le cadre de notre développement principalement axé vers les coopératives, associations, mutuelles et leurs adhérents, nous recherchons pour nos agences des régions ILE DE FRANCE, BRETAGNE, NORMANDIE, CHAMPAGNE - ARDENNES, BOURGOGNE, PROVENCE- COTE D'AZUR, des :

CHARGES DE CLIENTELES (H/F)

Diplômés de l'enseignement supérieur (Bac + 4...), justifiant d'une expérience bancaire de 4 à 7 années auprès de clientèles d'entreprises et / ou d'associations.

ATTACHES COMMERCIAUX (H/F)

Diplômés de l'enseignement supérieur (Bac + 2... filières économique ou commerciale) avec une expérience de la vente de services. Des bases en analyse financière sont indispensables.

Merci d'adresser votre dossier (CV, lettre de motivation, photo, prétentions et préférences régionales) à : A.F. KEMPENERS/DRH, CREDIT COOPERATIF - BP 211 - 92002 NANTERRE

Larousse

"Un nouveau souffle dans l'édition"
LA LIBRAIRIE LAROUSSE recherche pour son DEPARTEMENT ENCYCLOPEDIQUE LE

RESPONSABLE DU SECTEUR "LITTÉRATURES" H/F

Sous l'autorité du Directeur du Département, le candidat retenu aura pour mission d'assurer la gestion de la partie "LITTÉRATURES" des produits encyclopédiques. Il assurera notamment le recrutement et l'animation d'une équipe d'auteurs extérieurs. Il aura, par ailleurs, à diriger les secteurs "cinéma, musique, danse, spectacles". D'une vaste culture générale, il aura de préférence une expérience de l'édition et surtout une passion pour la communication et la transmission du savoir à un large public. Une formation supérieure est requise (niveau minimum Bac + 4). Une bonne maîtrise de la littérature comparée est nécessaire. Une excellente capacité rédactionnelle, la créativité, l'autonomie, la capacité de prendre des initiatives constitueront des atouts indispensables pour réussir dans les missions confiées.

Les personnes intéressées par ce poste peuvent adresser leur candidature sous la réf. LIT à l'attention de Christophe L'HUILLIER - Responsable de la Gestion du Personnel - 17, rue du Montparnasse - 75006 PARIS.



L'expérience et l'innovation au service de vos projets



Diplômé d'une grande école ou équivalent, venez contribuer au dynamisme de notre division chaudronnerie et mécanique.

650 personnes
(dont 300 ingénieurs et cadres)

Ingénieur d'affaires en chaudronnerie

réf. M90.20

Environ 30 ans, vous êtes responsable de la conception et de la construction d'ensembles d'équipements chaudronnés et/ou d'unités complètes pour la mise en œuvre de procédés chimiques, physico-chimiques, classiques et nucléaires.

Votre profil :
• Maîtrise de la mise en forme contractuelle des cahiers des charges techniques de spécifications d'équipements selon des grands codes de conception et construction (ASME, RCCM-MR, CODAP...)
• Bonnes connaissances en métallurgie, matériaux, soudage, CND, calculs des structures.

Ingénieur mécanicien spécialiste en calcul et analyses de comportement des structures

réf. M90.37

Débutants ou 1^{re} expérience, vous êtes chargé de la réalisation complète de calculs et analyses de comportements de structures de tout type tant pour nos besoins d'ingénierie internes que pour des prestations externes.

Votre profil :
• Maîtrise de la mise en œuvre de logiciels de calcul par la méthode des éléments finis en particulier le logiciel SYSTUS.
• Maîtrise de l'analyse de comportement et des contraintes selon les grands standards de conception et construction (RCC, M et MR, ASME).
• Bonnes connaissances en comportement des matériaux en génie parasismique et en physique des transferts thermiques.

Pour ces deux postes, la pratique de l'anglais sera appréciée. Sens de l'autonomie, rigueur, pragmatisme et aptitudes à l'encadrement vous permettront d'exercer au sein de notre société.

Habilitation "CONFIDENTIEL DÉFENSE" à prévoir.

Postes situés en proche banlieue Sud (RER), mais déplacements fréquents à prévoir. Merci d'adresser votre candidature (C.V. + photo) en rappelant la réf. à USSI INGENIERIE Direction du Personnel - 116, av. Aristide Briand - 92223 BAGNEUX.

Entreprise transports urbains recherche

CADRE D'EXPLOITATION

attaché à la Direction, vous contribuerez à la réalisation d'un projet de développement, avec mise en place de systèmes informatisés performants. Vous aurez en outre à prendre en charge l'organisation informatique de l'entreprise et à en assurer le développement. La rémunération sera fonction du niveau et de l'expérience. Adresser candidature écrite + CV détaillé + photo + prétentions sous n° 8935 au : MONDE PUBLICITÉ - 5, rue de Montessuy, 75007 Paris.

Union professionnelle fédérant des syndicats liés à l'industrie pharmaceutique et para-pharmaceutique pour Paris 6ème, nous cherchons un

juriste "affaires sociales", H/F

Votre mission : au sein d'une structure légère, développer l'activité d'information et de conseil auprès des adhérents (une quarantaine représentant 5000 salariés), participer à la définition et à la mise en œuvre de la politique sociale (négociations paritaires sur la convention collective), représenter l'Union dans les commissions (emploi, salaires, formation).

A 32 ans minimum, avec une formation supérieure juridique complétée, si possible, par Sciences Po, l'IAE, vous avez acquis votre expérience en Droit social en entreprise ou dans une organisation patronale et êtes un utilisateur averti de la micro-informatique.

Ecrivez à : Mme M.C. TESSIER, consultante (réf. 5621 LM)
"Carrières Juridiques".



ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
BORDEAUX - NANTES - LYON - GRENOBLE
LILLE - TOULOUSE - STRASBOURG

MEMBRE DE SYNTec

**Le Député-Maire de
Deuil-la-Barre (Val-d'Oise)**

recrute

COLLABORATEUR DE CABINET

- Connaissance des collectivités territoriales appréciée ;
- Sens des relations publiques ;
- Disponibilité.

Adresser lettre de candidature avec CV détaillé + photo à :
M. le Député-Maire, Hôtel de Ville
36, rue Charles-de-Gaulle, 95170 Deuil-la-Barre.

LA VILLE DE COLOMBES PLUS DE 80 000 habitants
3^e ville des Hauts-de-Seine, en pleine expansion économique située à 10 min par le train du centre de Paris (gare St-Lazare)

Dans le cadre de la création d'un Centre technique municipal et du développement de nouvelles compétences au vu des objectifs prioritaires de la municipalité.

RECRUTE

INGÉNIEURS ET ARCHITECTES

- 1) **Un Directeur Général Adjoint :**
- En responsabilité sur la gestion interne des différentes directions.
- 2) **Un Directeur des Bâtiments Communaux :**
- En responsabilité sur la maîtrise d'ouvrage et la gestion des bâtiments communaux et la sécurité.
- 3) **Un Responsable de la Division Bâtiments Communaux :**
- En responsabilité de maître d'œuvre par rapport aux différentes règles et aux entreprises.
- 4) **Un Responsable de la Division propreté au sein de la direction environnement :**
- En responsabilité sur l'entretien de la ville.
- 5) **Un Responsable de la cellule « Programmation équipement » au sein de la Direction équipement :**
- Chargé des études fondamentales relatives aux créations d'équipements.
- 6) **Un Responsable de la cellule « Etudes fondamentales de voirie équipement » au sein de la Direction équipement :**
- Chargé des études fondamentales relatives aux aménagements de la voirie.
- 7) **Un Responsable de la division travaux neufs au sein de la Direction équipement :**
- Chargé de la gestion et de la maîtrise d'œuvre des travaux neufs.

DEUX TECHNICIENS TERRITORIAUX

- 1) **Un Technicien au sein de la Division Propreté :**
- En responsabilité sur la fonction gestion de la division.
- 2) **Un technicien au sein de la Division espaces verts/voirie/éclairage public :**
- Chargé des études et travaux relatifs à la voirie.

Prime semestrielle - Prime de technicité

Adresser lettre de candidature et curriculum vitae à
Monsieur le maire - 92701 COLOMBES

A NANTES

Les Consultants de PA Consulting Group rejoignent le nouveau quartier international des affaires au :

Centre des Salorges - B.P. 794
44030 NANTES CEDEX 04
Tél. 40.69.22.44 - Fax. 40.69.20.04

PA Consulting Group

Creating Business Advantage

Bureau d'Etudes Public
Région Bretagne et Pays de Loire
Résidence Nantes (44)
recherche
CHARGE D'ETUDES
Transports - Economie
Formation BAC + 5 en économie
(ou équivalent)
Adresser lettre manuscrite et CV à CETE de l'Ouest
rue René Viviani
44062 Nantes cedex 02

RIB est un cabinet de recrutement qui en 3 ans s'est imposé comme le spécialiste de l'informatique dans les secteurs banque et assurances. Nos clients sont les 20 premiers établissements financiers parisiens.

CONSULTANT EN RECRUTEMENT

Vous êtes de formation supérieure, pratiquez les techniques d'entretien et maîtrisez la graphologie. Comme chaque consultant, vous serez chargé de missions globales de recrutement (hors prospection). Nous sommes une petite équipe de professionnels polyvalents réputée pour la grande qualité de ses prestations.

Adresser lettre, CV, photo sous réf. CR4UM à Norine NIZEROLLE, Ressources Informatiques Bancaires (RIB), 5 rue de Surène, 75008 PARIS.

RIB

RIB

RIB

RIB

RIB

RIB

RIB

RIB

RIB

RIB

RIB

RIB

RIB

RIB

RIB

RIB

RIB

RIB

RIB

RIB

RIB

RIB

RIB

RIB

RIB

RIB

RIB

RIB

RIB

RIB

RIB

RIB

RIB

RIB

RIB

RIB

RIB

RIB

RIB

RIB

RIB

RIB

RIB

RIB

RIB

RIB

RIB

RIB

RIB

RIB

RIB

RIB

RIB

RIB

RIB

RIB

RIB

RIB

RIB

RIB

RIB

Tours Responsable des services de gestion

IMPORTANT ORGANISME PRESTATAIRE DE SERVICES DANS LE DOMAINE SOCIAL (siège à PARIS) recherche pour secondar le Directeur du centre de gestion de Tours (200 personnes).

Un cadre 35 ans minimum formation BAC + 4 ou 5 (Maîtrise Gestion Dauphine, Sciences Eco, Droit, ESC), ayant une solide expérience de gestion et d'animation d'équipes et la pratique des procédures informatiques.

Il prendra très rapidement en charge 3 unités de gestion (120 personnes) et pourra évoluer vers des responsabilités plus larges.

Envoyez CV en précisant expérience et prétentions sous référence 1511.

INTERCARRIERES
5, rue du Helder - 75008 Paris

Organisme national recherche

pour communes ou groupement de communes (France entière)

CHEFS DE PROJET AGENTS DE DEVELOPPEMENT

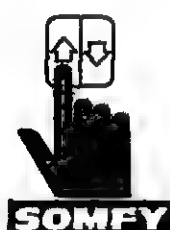
pour revitaliser des quartiers en difficulté.

Ces postes conviennent à des personnes expérimentées et motivées pour :
- développer le partenariat ;
- assurer le montage et la maîtrise d'œuvre de projets ;
- impulser des dynamiques avec les habitants.

Envoyez CV sous n° 8942 au :
MONDE PUBLICITE - 5, rue de Montessuy, 75007 Paris.

CANAL
Vous êtes passionné par l'information et les nouvelles techniques de télévision. Rejoignez l'équipe de CANAL INFOS, la chaîne d'informations non stop et devenez
RESP. PRODUIT
Votre mission : concevoir, développer, adapter et VENDRE de nouveaux produits d'information.
Votre profil :
- formation supérieure commerciale + informatique ou télématique si possible, vous avez 3 à 5 ans d'exp., le goût de l'innovation, l'envie de développer de nouveaux marchés et de vendre de nouveaux produits d'information.
Envoyez CV + lettre manuscrite + présentations à V. ATHENOSY
GECOM, 3 rue Dauphine - 75182 St Germain en Laye Cedex

Le Monde *de la* Fonction Commerciale



HAUTE-SAVOIE

Groupe français de 800 personnes, leader mondial dans la motorisation et l'automatisation de l'habitat, exportant 75 % de sa production à travers des filiales en Europe, USA, Japon... avec une croissance de 25 % par an, renforce sa structure Marketing avec la création de deux nouveaux postes :

Chef de produit International

Responsable du plan marketing et du plan produit pour une nouvelle génération de matériel, en prise directe avec les filiales et le bureau d'études, il recueille les besoins du marché, élabore le cahier des charges et orchestre les opérations de lancement. Ce poste appelle une formation, supérieure en marketing, enrichie par quelques années d'expérience dans une fonction similaire, si possible pour des biens d'équipement ou de consommation durable. Une culture technique serait fortement appréciée.

Assistant Chef de Produit Jeune diplômé(e) E.S.C.

Intégré à une petite équipe travaillant sur le développement des automatismes dans l'habitat, il se verra confier des missions précises liées à l'aspect fonctionnel du produit dans une optique très "marketing".

La réussite dans ces deux postes suppose de très bonnes qualités relationnelles, une certaine disponibilité pour voyager et visiter régulièrement les filiales, une bonne maîtrise de l'anglais et, si possible, de l'allemand.

Les personnes sélectionnées seront reçues dans l'entreprise le 10 juillet (Chef de Produit, réf. 00603) ou le 11 juillet (Assistant Chef de Produit, réf. 00604) après une première étude des candidatures précisant la référence du poste choisi et la rémunération souhaitée par

josette vanden borre

Charmant - 01340 Foissiat

josette vanden borre

Le Monde de la Fonction Commerciale

CHLORIDE

La filiale française du groupe anglais CHLORIDE leader mondial des batteries industrielles étanches recherche pour la région parisienne un

Ingénieur commercial H/F

200/220 KF + Prime + Voiture + Frais - Bilingue anglais

Formation supérieure en électromécanique, électrochimie ou électronique.
Cinq ans d'expérience minimum d'une fonction commerciale, de préférence dans ce domaine.
Avec des produits haut de gamme et sur un marché très porteur, vous aurez à développer une clientèle dont vous saurez analyser les besoins pour lui proposer les matériels adéquats que vous calculerez.
Responsable, persévérant, vous partagerez l'enthousiasme d'une petite équipe conviviale où l'on sait allier professionnalisme, efficacité et respect de l'autonomie de chacun.
Votre dossier, adressé sous référence 06/77-M9, sera étudié en toute confidentialité par Monique HENRY - Aredys - 11 bis, rue Balzac - 75008 PARIS.

aredys

PARIS - MILAN - MADRID - BRUXELLES

GEC ALSTHOM

LYON

LA DIVISION TRANSPORT ET DISTRIBUTION D'ENERGIE recherche

JEUNE INGENIEUR VENTES EXPORT

diplômé d'une Grande Ecole de Commerce ou Ingénieur de Formation

Débutant ou avec une première expérience, parlant Anglais, Allemand ou Espagnol (appréciés), il seconde le Chef de Zone Export auquel il est rattaché pour la préparation des dossiers de soumission et le déroulement des négociations commerciales, jusqu'à l'aboutissement de celles-ci. Une Assistante Ingénieur lui est affectée. Déplacements internationaux.

Evolution soit vers la fonction Marketing International, soit vers la responsabilité complète d'une zone de ventes export.

Merci d'adresser votre candidature avec C.V. détaillé, sous référence 5600-M à Mamrègies, 3 rue d'Hauteville, 75010 Paris, qui transmettra.

Aujourd'hui
Pour
Demain



Division
Télécommunications

INGENIEURS COMMERCIAUX

De formation Ingénieur (ENST, ESE, ...), vous avez acquis au cours d'une expérience d'au moins 5 ans une parfaite connaissance du monde des Télécoms.

Vous serez amené à prendre en compte le développement commercial des radiomobiles et serez chargé de la recherche de nouveaux marchés, du contact et de la négociation avec la clientèle et du suivi des affaires.

Merci d'adresser votre candidature sous référence L117 par Minitel ; 3616 code S3D ou par courrier (CV, photo et prétentions) à : SAT, DPRS, 588 rue du Dessous des Berges, 75013 Paris cedex 13.

ANIMATEUR DE RESEAU COMMERCIAL

Provence

Cet important groupe financier et immobilier implanté sur la façade méditerranéenne (PACA et LR) représente 600 personnes et gère 30.000 logements. Pour faire face à son développement, il recherche pour son siège basé à Marseille un jeune animateur de réseau commercial. Sous l'autorité du directeur de la branche, il prendra en charge l'animation et le développement d'un réseau de 7 agences dans le sud, représentant une équipe de 30 personnes. Il participera à la définition de la politique et de la stratégie commerciale. Ce poste intéresse un candidat de type Bac + 4 ayant une expérience réussie d'animation

commerciale acquise dans le secteur immobilier, financier ou assurance... Ce poste constitue un excellent tremplin dans une organisation qui se développe rapidement pour des candidats de valeur. Les réponses seront transmises à notre client. Prière d'indiquer le nom des sociétés auxquelles elles ne doivent pas être communiquées. Ecrire en précisant la référence B/X4008M et joindre photo + prétentions - PA Consulting Group - 4, rue Lacépède - 13100 Aix-EN-PROVENCE - Tél. 42.26.99.90. (PA Minitel 36.15 code PA)

PA Consulting Group

Creating Business Advantage

CHEFS DES VENTES

Reportant au Directeur Régional des Ventes, le Chef des Ventes a pour responsabilité :

- d'animer les Attachés Commerciaux dont il a la charge,
- d'assurer la commercialisation des produits Fromagerie des Chaumes auprès des Grands Comptes qui lui ont été affectés,
- de mettre en œuvre la politique de formation commerciale destinée à accroître la compétence des Attachés Commerciaux de la région,
- d'assister le Directeur Régional dans l'animation et la gestion de la Région.

Vous avez une formation supérieure.
Vous avez cinq ans d'expérience dans la vente de produits de grande consommation, si possible de produits frais.

Vos résultats démontrent clairement votre capacité à vendre dans les Grands Comptes et vous connaissez la Grande Distribution.

Avant de 28 à 32 ans, vous vous sentez capable d'animer, d'organiser et de dynamiser une équipe.

Vous souhaitez manager la Force de Vente.

Vous voulez rejoindre une équipe qui gagne dans un groupe leader sur ses marchés.

Remunération fonction des candidats - Statut cadre - Voiture de fonction.

Envoyez votre C.V. et vos prétentions à : Fromagerie des Chaumes, 25, rue La Boétie, 75008 PARIS.



FROMAGERIE DES CHAUMES

SOCIETE DU GROUPE BONGRAIN

PARIS

RENNES

LILLE



GENERAL MOTORS FRANCE AUTOMOBILES.
recherche pour son Département "Transmissions Automatiques ALLISON" des

INGENIEURS DES VENTES EXPERIMENTES

De formation BTS-DUT à Ingénieur avec des connaissances en mécanique et électronique, vous avez une expérience minimum de 4 à 5 ans en milieu industriel.

Votre mission sera de commercialiser nos produits auprès des constructeurs, distributeurs de la marque et clients utilisateurs.

Vous serez affecté sur la zone FRANCE - EUROPE SUD - MAGHREB - Vous devez parler anglais couramment, l'espagnol serait apprécié.

Adressez CV, photo et prétentions au Service du Personnel (Mme Laignel) 139, avenue du Marais, angle quai de Bezons, BP 84, 95101 Argenteuil Cedex.

De la Normandie à L'Europe

Des produits de très haut de gamme, fabriqués traditionnellement au cœur de la "Suisse Normande".
Des marchés de loisirs sportifs dont le CA décolle à l'exportation.
Notre équipe Export se renforce et nous recherchons un

Futur chef de zone

Aujourd'hui, vous devrez réaliser des études de marché sur certains pays : implantation de gammes, études de concurrence... Animer le travail de plusieurs agents et suivre les performances de leurs équipes.

Suivre la gestion des comptes clients et coordonner les éléments logistiques.
Participer activement au développement et à la structuration du Département Export qui fera de vous rapidement un chef de zone opérationnel.

ESG - débutant ou première expérience, vous avez prouvé votre motivation pour l'export. Prêt à voyager 50% du temps, vous maîtrisez, outre l'anglais, une autre langue étrangère.

Merci d'adresser votre dossier complet : CV, lettre manuscrite et prétentions, sous la référence H114UM, à notre Cabinet KER.

15, rue Daumier

75016 Paris

CONSEIL EN GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

JEUNES SUP DE CO : EXERCEZ VOTRE DROIT A LA RESPONSABILITE

Notre Groupe figure parmi les leaders du secteur des assurances avec un CA de 5 milliards de F.
Cette réussite repose sur une politique commerciale innovante, mise en œuvre par les équipes de terrain par des hommes d'initiative et de développement qui savent tirer le meilleur de chacun.

ENCADRER, après une formation complète à nos produits et techniques, un réseau de 20-25 agents généraux ANIMER et développer l'action commerciale, de l'étude de marché locale à la réalisation des plans d'action marketing.

ORGANISER l'évolution de votre secteur et assurer notre présence sur le terrain

OPTIMISER les résultats financiers et techniques de votre réseau

FORMER en permanence vos agents sur les plans techniques et commerciaux

Telles sont les missions de nos

Managers commerciaux

A 23/28 ans, de formation commerciale supérieure (BAC + 4), vous possédez l'esprit d'initiative, l'autonomie, le sens des Responsabilités et les capacités de Développement qui feront de vous les moteurs de notre croissance et de votre évolution au sein de notre Groupe.

Postes à pourvoir dans toute la France, mobilité géographique indispensable

Adressez vos lettres de candidature, CV, prétentions et photo, sous référence 56 L3, à C. Bricard, PhL Conseil, 114 rue La Boétie, 75008 Paris.

VIA ASSURANCES

Rhin & Moselle ASSURANCE

PhL CONSEIL

Le Monde de la Fonction Commerciale

Chargés d'affaires PME-PMI

**AISNE
OISE**

Une expérience confirmée sur le marché des entreprises et une technicité reconnue vous donnent l'ambition de partager la réussite d'une banque régionale performante. Nous vous proposons de valoriser vos compétences en rejoignant nos équipes de l'Aisne et de l'Oise : vous y aurez pour mission de gérer

et développer un portefeuille d'entreprises (PME - PMI - Entreprises individuelles). En choisissant la **BANQUE SCALBERT DUPONT**, vous êtes décidés à réussir avec nous ! Emmanuel MERIAUX étudiera votre candidature en toute confidentialité : **Direction du Personnel - 36, rue de l'Hôpital Militaire - B.P. 567 - 59023 LILLE cedex.**

BANQUE SCALBERT DUPONT
L'esprit de décision.

INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

UNELEC,

filiale d'un Groupe Multinational fabrique et commercialise du matériel Basse Tension pour l'industrie et le gros tertiaire (850 pers., 450 MF).

Pour faire face à une forte croissance, nous recherchons un

Apporter une assistance technico-commerciale au Réseau de Vente en développant des méthodes d'animation d'aide à la vente pour une clientèle Grands Comptes, telle est votre mission.

25 ans environ, de formation Ingénieur ENSI ou équivalent, avec une formation complémentaire de type IAE ou CESMA, vous êtes débutant ou bénéficiez d'une première expérience de 2 à 3 ans dans une société similaire.

Outre vos compétences techniques en électricité, vous avez un goût prononcé pour le marketing opérationnel.

Ce poste est basé à St Quentin (AISNE) et implique des déplacements.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous référence 9122 à **ALTEREGO, Marie-Odile Boisaut, 36, rue de Ponthieu, 75008 PARIS.**

UN MARCHÉ TELESPECTACULAIRE...

Présente désormais dans plus de 100 villes
LA TELEVISION PAR CABLE
s'adresse déjà à 2 millions de foyers et en concernera 1 million de plus par an !
Pour son exploitation en
ILE-DE-FRANCE (Est PARISIEN)
Nous souhaitons intégrer un

DELEGUE COMMERCIAL GRANDS COMPTES

A 27-35 ans, professionnel de la vente d'équipements ou de services aux collectivités, vous serez le collaborateur direct de notre Directeur Commercial et vous prendrez en charge notre clientèle de collectifs.

Titulaire d'un diplôme universitaire, école de commerce ou équivalent, vous justifiez d'une expérience minimum de 3 ans acquise dans les domaines de la vente, et de solides qualités de négociateur.

La rémunération prévue comprend un fixe annuel de 180-230 KF et un intéressement fonction des résultats de la commercialisation du câble aux collectifs.

Le poste est basé à VILLEJUIF, dans le Val de Marne. Adresser lettre manuscrite, CV, photo sous référence DC à **TELESERVICE Christine DAILLENCOURT, 4, rue Diderot, 92150 SURESNES.**

DES CARRIERES TELESPECTACULAIRES

DIJON

Installations électriques, électro-mécaniques, climatiques... Nos 10 600 collaborateurs réalisent un C.A. de 5 milliards de Francs au sein de 150 implantations en France.

Nous recherchons :

INGENIEUR COMMERCIAL

Afin de développer la clientèle industrielle et tertiaire sur la région Centre Bourgogne.

INGENIEUR D'AFFAIRES en Génie Climatique

Pouvant évoluer rapidement vers des responsabilités élargies.

Nombreuses possibilités d'évolution dans la société et dans le Groupe pour les candidats de valeur.

Merci d'envoyer CV + lettre à
**D. Bruhat - SPIE TRINDEL
BP 19 - 69551 FEYZIN Cedex**

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

FORMATION PROFESSIONNELLE

**IMMOBILIER
D'ENTREPRISE**

Maîtriser des données
**JURIDIQUES - FINANCIERES
FISCALES - ECONOMIQUES**
de l'Immobilier d'Entreprise.

CYCLE DE SPECIALISATION
14 jours (1 j/ semaine) à Paris.

RENSEIGNEMENTS et INSCRIPTIONS
(1) 45.22.50.10.

**MAITRES D'OUVRAGE
LOGEMENTS**
CYCLE HAUT NIVEAU PARIS

Confortez et confrontez vos compétences juridiques, financières, fiscales, administratives et commerciales.

36 jours (2 jours par quinzaine)

RENSEIGNEMENTS et INSCRIPTIONS :
(1) 45.22.50.10

**OPERATEURS
PUBLICS ET PRIVES**

**OPTIMISEZ la pratique des
outils et des procédures
d'aménagement.**

AMENAGEMENT URBAIN ET MAITRISE DU FONCIER

Cycle de Formation
22 jours (2 X 2 j/ mois)

RENSEIGNEMENTS et INSCRIPTIONS - CEFLU
5, rue de Vienne 75008 PARIS. (1) 45.22.50.10.

**PROMOTEURS
MAITRES D'OUVRAGE**

**OPTIMISEZ
votre rentabilité financière.
CONSTITUEZ
de nouveaux tours de table.**

Cycle de spécialisation à
L'INGENIERIE FINANCIERE (immobilier)

24 jours - 2 jours par quinzaine -

Programme disponible au **45.22.50.10.**
5, rue de Vienne 75008 PARIS.

**FISCALITE
DE L'IMMOBILIER**

**INTEGRER LES
INCIDENCES FISCALES**

à chaque étape des opérations :

- Acquisition - Construction
- Utilisation - Cession.

10 jours (2 j/ quinzaine) à Paris.

Animation : Professionnels de haut niveau.

RENSEIGNEMENTS et INSCRIPTIONS :
(1) 45.22.50.10.

**GESTIONNAIRES
D'IMMEUBLES**

OPTIMISEZ la gestion de votre patrimoine

Logement - Immobilier Commercial

EVOLUEZ vers de nouvelles responsabilités.

Cycle de Formation en 26 jours non consécutifs.

Renseignements et inscriptions
(1) 45.22.50.10.

UNIVERSITE PARIS 7 ECOLE DES MINES DE PARIS

DESS THERMIQUE ET REGULATION gestion des équipements du bâtiment

diplôme national de 3^e cycle

Formation professionnelle conduisant à un niveau (BAC + 5), axée sur les nouvelles technologies : automatismes, applications informatiques, GTC/GTH, Mécanique ;

• s'adressant simultanément à :

- des professionnels (techniciens IUT + 3/5 ans d'expérience) désireux d'accéder aux postes de cadres,

- des jeunes diplômés scientifiques (BAC + 4) à la recherche d'une spécialisation dans un secteur en plein essor.

• 10 mois à temps plein - début le 1/10/90 - 19 semaines à l'université

en alternance avec 24 semaines de stage en entreprises.

• Statut : rémunération par la formation professionnelle, congé individuel de formation, étudiant.

Information et dossier de candidature sur demande écrite + CV à :

Irène ARDITI - Danielle COUBAT - Université Paris 7, UFR de physique Formation Continue

Tour 23-33, 3^e étage - 2, place de Jussieu 75251 Paris Cedex 05

CADRES DEMANDEURS D'EMPLOI OU EN CONGE INDIVIDUEL DE FORMATION JEUNES DIPLOMES

L'INSTITUT DE GESTION SOCIALE vous propose 3 stages de formation en Gestion du Personnel de 7 mois 1/2, rémunérés :

- **MANAGEMENT ET DEVELOPPEMENT DES RESSOURCES HUMAINES**

- **DIRECTION DE PERSONNEL ET FORMATION A LA GESTION SOCIALE**

- **INFORMATIQUE ET GESTION DU PERSONNEL**

Début des stages : Septembre 1990.

Recrutement immédiat.

Envoyer CV + lettre de motivation + photo à :
**Madame FLOIRAC - IGS - 120 rue Danton
92300 LEVALLOIS** pour convocation à une
réunion d'information.

**FORMATION
PROFESSIONNELLE**
**DEMAIN...
INGENIEUR**
**FORMATION
PROFESSIONNELLE**
**FORMATION
PROFESSIONNELLE**
**FORMATION
PROFESSIONNELLE**
**FORMATION
PROFESSIONNELLE**
**FORMATION
PROFESSIONNELLE**
**FORMATION
PROFESSIONNELLE**
**FORMATION
PROFESSIONNELLE**
**FORMATION
PROFESSIONNELLE**
**FORMATION
PROFESSIONNELLE**
**FORMATION
PROFESSIONNELLE**
**FORMATION
PROFESSIONNELLE**
**FORMATION
PROFESSIONNELLE**
**FORMATION
PROFESSIONNELLE**
**FORMATION
PROFESSIONNELLE**
**FORMATION
PROFESSIONNELLE**
**FORMATION
PROFESSIONNELLE**

FORMATION PROFESSIONNELLE

CEPRIM
CONSERVATOIRE NATIONAL DES ARTS ET METIERS
DEMAIN... INGENIEUR MANAGER
UN PROFIL RECHERCHÉ PAR L'ENTREPRISE

INGENIEUR ou SCIENTIFIQUE, vous pouvez élargir vos perspectives de carrière, tout en continuant à exercer votre activité.

Le CEPRIM a conçu pour vous une formation générale au Management donnant lieu à la délivrance d'un diplôme. De novembre à juin, sur 2 ans, le vendredi toute la journée et certains samedis matin.

Nombre de places limité.

Renseignements et documentation auprès de :
CENTRE DE PRÉPARATION DE L'INGENIEUR AU MANAGEMENT
 2, rue Conté - 75141 PARIS Cedex 03
 Téléphone : (1) 40.27.25.59

MAINTENANCE TECHNIQUE IMMOBILIERE
 cycle de formation

Inspecteur et Contrôleur technique
 Surveillant de travaux
 Chargé de maintenance
 Technicien T.C.E.

VENEZ CONFRONTER VOS CONNAISSANCES OPTIMISEZ VOTRE METIER DE

en 26 jours non consécutifs.
 Renseignements et inscriptions CEFLU (1) 45.22.50.10

CONSERVATOIRE NATIONAL DES ARTS ET METIERS

Formation de formateurs multimédias

Nouvelles technologies de la Formation

20 journées de formation pour formateurs de demain. Dates limites d'inscription : 15 juin 1990.

PUBLIC CONCERNÉ : Responsables de formation et Chefs de projets chargés de concevoir des systèmes mettant en œuvre les nouvelles technologies de la formation (réseaux de communication, messageries, simulateurs, diapositives, bases de données, documents audiovisuels, etc.).

FORMATION - ACTION : L'objectif est de maîtriser les étapes de construction de ces systèmes (conception, cahier des charges, maquette, expérimentation...).

Une équipe regroupant des formateurs et divers spécialistes (pédagogie, ergonomie, réalisateurs de produits interactifs...) assistera les participants dans la conduite de leur projet.

Renseignements : CNAM - Centre de Formation de Formateurs
 2, rue Conté - 75003 PARIS
 Géraldine Longuet - Patrick Chevalier
 Tél. : 40 27 24 25

EXPERTISE EN INFORMATIQUE DE GESTION
DIPLOME DE L'UNIVERSITE PARIS-DAUPHINE

FORMATION : 11 mois dont un stage de 2 mois en entreprise : cursus pluridisciplinaire d'informatique et de gestion conduisant aux fonctions de chef de projet, consultant ou concepteur de systèmes d'information (ouverte aux salariés bénéficiant d'un congé individuel de formation).

ADMISSION : Bac + 4 et expérience professionnelle.

SÉLECTION : juin 1990

INFORMATION : Brigitte VICTOIRE
 Tél. (1) 47 27 27 04
 U.F.R. Informatique de Gestion.

UNIVERSITE PARIS DAUPHINE
 Place du Maréchal de Lattre de Tassigny 75775 Paris Cedex 16

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

HOPITAL DE JOUR POUR ADOLESCENTS
 psychoses récurrentes graves
 recherche

PROFESSEUR DE MATHÉMATIQUES
 Temps complet
 CC entente inscrite BS
 Expérience souhaitée

Adresse :
 lettre manuscrite + CV
 5, rue de Valenciennes
 75011 PARIS.

Dans le cadre de son expansion, notre groupe leader sur le marché du développement Outre-mer et international recherche

Les Directeurs de ses nouvelles filiales

TOULOUSE
GUADALUPE
LA REUNION
NOUVELLE-CALÉDONIE

Après formation commerciale, administrative et technique, les candidats assureront la Direction d'un centre de profit. Formation ESC ou équivalente. 25-30 ans.

Une première expérience de gestionnaire est souhaitée. Les candidats doivent faire preuve d'un intérêt marqué pour tous les aspects du fonctionnement d'une PME et de la capacité de travail d'un véritable chef d'entreprise.

Adressez lettre + CV + photo à PUBLITEC
 10, rue Lafayette
 75008 Paris.

Le Monde
DOCUMENTALISTE (H. ou F.)
 Pour rédaction et tenue à jour annuaires biographiques consacrés à l'Administration française.
 Descriptif, indispensable. S'adresser à :
 Envoyer CV + photo à :
 LE MONDE PUBLICITE
 5, rue de Valenciennes, Paris-7.

Le Monde
DOCUMENTALISTE (H. ou F.)
 Pour rédaction et tenue à jour annuaires biographiques consacrés à l'Administration française.
 Descriptif, indispensable. S'adresser à :
 Envoyer CV + photo à :
 LE MONDE PUBLICITE
 5, rue de Valenciennes, Paris-7.

Le Monde
DOCUMENTALISTE (H. ou F.)
 Pour rédaction et tenue à jour annuaires biographiques consacrés à l'Administration française.
 Descriptif, indispensable. S'adresser à :
 Envoyer CV + photo à :
 LE MONDE PUBLICITE
 5, rue de Valenciennes, Paris-7.

Le Monde
DOCUMENTALISTE (H. ou F.)
 Pour rédaction et tenue à jour annuaires biographiques consacrés à l'Administration française.
 Descriptif, indispensable. S'adresser à :
 Envoyer CV + photo à :
 LE MONDE PUBLICITE
 5, rue de Valenciennes, Paris-7.

Le Monde
DOCUMENTALISTE (H. ou F.)
 Pour rédaction et tenue à jour annuaires biographiques consacrés à l'Administration française.
 Descriptif, indispensable. S'adresser à :
 Envoyer CV + photo à :
 LE MONDE PUBLICITE
 5, rue de Valenciennes, Paris-7.

Le Monde
DOCUMENTALISTE (H. ou F.)
 Pour rédaction et tenue à jour annuaires biographiques consacrés à l'Administration française.
 Descriptif, indispensable. S'adresser à :
 Envoyer CV + photo à :
 LE MONDE PUBLICITE
 5, rue de Valenciennes, Paris-7.

Le Monde
DOCUMENTALISTE (H. ou F.)
 Pour rédaction et tenue à jour annuaires biographiques consacrés à l'Administration française.
 Descriptif, indispensable. S'adresser à :
 Envoyer CV + photo à :
 LE MONDE PUBLICITE
 5, rue de Valenciennes, Paris-7.

Le Monde
DOCUMENTALISTE (H. ou F.)
 Pour rédaction et tenue à jour annuaires biographiques consacrés à l'Administration française.
 Descriptif, indispensable. S'adresser à :
 Envoyer CV + photo à :
 LE MONDE PUBLICITE
 5, rue de Valenciennes, Paris-7.

Le Monde
DOCUMENTALISTE (H. ou F.)
 Pour rédaction et tenue à jour annuaires biographiques consacrés à l'Administration française.
 Descriptif, indispensable. S'adresser à :
 Envoyer CV + photo à :
 LE MONDE PUBLICITE
 5, rue de Valenciennes, Paris-7.

Le Monde
DOCUMENTALISTE (H. ou F.)
 Pour rédaction et tenue à jour annuaires biographiques consacrés à l'Administration française.
 Descriptif, indispensable. S'adresser à :
 Envoyer CV + photo à :
 LE MONDE PUBLICITE
 5, rue de Valenciennes, Paris-7.

Le Monde
DOCUMENTALISTE (H. ou F.)
 Pour rédaction et tenue à jour annuaires biographiques consacrés à l'Administration française.
 Descriptif, indispensable. S'adresser à :
 Envoyer CV + photo à :
 LE MONDE PUBLICITE
 5, rue de Valenciennes, Paris-7.

SOCIÉTÉ DE JEUNES EXPERTS COMPTABLES
 Paris Champagne-Elyées
 recherche

CHEF DE MISSION MÉMORIALISTE
 disposant de toutes les qualités nécessaires à l'animation d'une équipe chargée du suivi d'un portefeuille de dossiers de PSE/PMS plus particulièrement orientés vers la révision légale.

En plus d'une réelle expérience dans ce domaine, le candidat devra faire preuve de réelles capacités d'organisation et d'initiative. Poste évolutif.

Envoyer C.V., photo et préférence à :
 5, rue de Valenciennes
 75008 PARIS

SOCIÉTÉ CENTRE DE PRESSE
 recherche

DOCUMENTALISTE (H. ou F.)
 Pour rédaction et tenue à jour annuaires biographiques consacrés à l'Administration française.
 Descriptif, indispensable. S'adresser à :
 Envoyer CV + photo à :
 LE MONDE PUBLICITE
 5, rue de Valenciennes, Paris-7.

SOCIÉTÉ CENTRE DE PRESSE
 recherche

DOCUMENTALISTE (H. ou F.)
 Pour rédaction et tenue à jour annuaires biographiques consacrés à l'Administration française.
 Descriptif, indispensable. S'adresser à :
 Envoyer CV + photo à :
 LE MONDE PUBLICITE
 5, rue de Valenciennes, Paris-7.

SOCIÉTÉ CENTRE DE PRESSE
 recherche

DOCUMENTALISTE (H. ou F.)
 Pour rédaction et tenue à jour annuaires biographiques consacrés à l'Administration française.
 Descriptif, indispensable. S'adresser à :
 Envoyer CV + photo à :
 LE MONDE PUBLICITE
 5, rue de Valenciennes, Paris-7.

SOCIÉTÉ CENTRE DE PRESSE
 recherche

DOCUMENTALISTE (H. ou F.)
 Pour rédaction et tenue à jour annuaires biographiques consacrés à l'Administration française.
 Descriptif, indispensable. S'adresser à :
 Envoyer CV + photo à :
 LE MONDE PUBLICITE
 5, rue de Valenciennes, Paris-7.

SOCIÉTÉ CENTRE DE PRESSE
 recherche

DOCUMENTALISTE (H. ou F.)
 Pour rédaction et tenue à jour annuaires biographiques consacrés à l'Administration française.
 Descriptif, indispensable. S'adresser à :
 Envoyer CV + photo à :
 LE MONDE PUBLICITE
 5, rue de Valenciennes, Paris-7.

SOCIÉTÉ CENTRE DE PRESSE
 recherche

DOCUMENTALISTE (H. ou F.)
 Pour rédaction et tenue à jour annuaires biographiques consacrés à l'Administration française.
 Descriptif, indispensable. S'adresser à :
 Envoyer CV + photo à :
 LE MONDE PUBLICITE
 5, rue de Valenciennes, Paris-7.

SOCIÉTÉ CENTRE DE PRESSE
 recherche

DOCUMENTALISTE (H. ou F.)
 Pour rédaction et tenue à jour annuaires biographiques consacrés à l'Administration française.
 Descriptif, indispensable. S'adresser à :
 Envoyer CV + photo à :
 LE MONDE PUBLICITE
 5, rue de Valenciennes, Paris-7.

SOCIÉTÉ CENTRE DE PRESSE
 recherche

DOCUMENTALISTE (H. ou F.)
 Pour rédaction et tenue à jour annuaires biographiques consacrés à l'Administration française.
 Descriptif, indispensable. S'adresser à :
 Envoyer CV + photo à :
 LE MONDE PUBLICITE
 5, rue de Valenciennes, Paris-7.

SOCIÉTÉ CENTRE DE PRESSE
 recherche

DOCUMENTALISTE (H. ou F.)
 Pour rédaction et tenue à jour annuaires biographiques consacrés à l'Administration française.
 Descriptif, indispensable. S'adresser à :
 Envoyer CV + photo à :
 LE MONDE PUBLICITE
 5, rue de Valenciennes, Paris-7.

SOCIÉTÉ CENTRE DE PRESSE
 recherche

DOCUMENTALISTE (H. ou F.)
 Pour rédaction et tenue à jour annuaires biographiques consacrés à l'Administration française.
 Descriptif, indispensable. S'adresser à :
 Envoyer CV + photo à :
 LE MONDE PUBLICITE
 5, rue de Valenciennes, Paris-7.

SOCIÉTÉ CENTRE DE PRESSE
 recherche

DOCUMENTALISTE (H. ou F.)
 Pour rédaction et tenue à jour annuaires biographiques consacrés à l'Administration française.
 Descriptif, indispensable. S'adresser à :
 Envoyer CV + photo à :
 LE MONDE PUBLICITE
 5, rue de Valenciennes, Paris-7.

SOCIÉTÉ CENTRE DE PRESSE
 recherche

DOCUMENTALISTE (H. ou F.)
 Pour rédaction et tenue à jour annuaires biographiques consacrés à l'Administration française.
 Descriptif, indispensable. S'adresser à :
 Envoyer CV + photo à :
 LE MONDE PUBLICITE
 5, rue de Valenciennes, Paris-7.

SOCIÉTÉ CENTRE DE PRESSE
 recherche

DOCUMENTALISTE (H. ou F.)
 Pour rédaction et tenue à jour annuaires biographiques consacrés à l'Administration française.
 Descriptif, indispensable. S'adresser à :
 Envoyer CV + photo à :
 LE MONDE PUBLICITE
 5, rue de Valenciennes, Paris-7.

SOCIÉTÉ CENTRE DE PRESSE
 recherche

DOCUMENTALISTE (H. ou F.)
 Pour rédaction et tenue à jour annuaires biographiques consacrés à l'Administration française.
 Descriptif, indispensable. S'adresser à :
 Envoyer CV + photo à :
 LE MONDE PUBLICITE
 5, rue de Valenciennes, Paris-7.

SOCIÉTÉ CENTRE DE PRESSE
 recherche

DOCUMENTALISTE (H. ou F.)
 Pour rédaction et tenue à jour annuaires biographiques consacrés à l'Administration française.
 Descriptif, indispensable. S'adresser à :
 Envoyer CV + photo à :
 LE MONDE PUBLICITE
 5, rue de Valenciennes, Paris-7.

SOCIÉTÉ CENTRE DE PRESSE
 recherche

DOCUMENTALISTE (H. ou F.)
 Pour rédaction et tenue à jour annuaires biographiques consacrés à l'Administration française.
 Descriptif, indispensable. S'adresser à :
 Envoyer CV + photo à :
 LE MONDE PUBLICITE
 5, rue de Valenciennes, Paris-7.

SOCIÉTÉ CENTRE DE PRESSE
 recherche

DOCUMENTALISTE (H. ou F.)
 Pour rédaction et tenue à jour annuaires biographiques consacrés à l'Administration française.
 Descriptif, indispensable. S'adresser à :
 Envoyer CV + photo à :
 LE MONDE PUBLICITE
 5, rue de Valenciennes, Paris-7.

SOCIÉTÉ CENTRE DE PRESSE
 recherche

DOCUMENTALISTE (H. ou F.)
 Pour rédaction et tenue à jour annuaires biographiques consacrés à l'Administration française.
 Descriptif, indispensable. S'adresser à :
 Envoyer CV + photo à :
 LE MONDE PUBLICITE
 5, rue de Valenciennes, Paris-7.

SOCIÉTÉ CENTRE DE PRESSE
 recherche

DOCUMENTALISTE (H. ou F.)
 Pour rédaction et tenue à jour annuaires biographiques consacrés à l'Administration française.
 Descriptif, indispensable. S'adresser à :
 Envoyer CV + photo à :
 LE MONDE PUBLICITE
 5, rue de Valenciennes, Paris-7.

SOCIÉTÉ CENTRE DE PRESSE
 recherche

DOCUMENTALISTE (H. ou F.)
 Pour rédaction et tenue à jour annuaires biographiques consacrés à l'Administration française.
 Descriptif, indispensable. S'adresser à :
 Envoyer CV + photo à :
 LE MONDE PUBLICITE
 5, rue de Valenciennes, Paris-7.

SOCIÉTÉ CENTRE DE PRESSE
 recherche

DOCUMENTALISTE (H. ou F.)
 Pour rédaction et tenue à jour annuaires biographiques consacrés à l'Administration française.
 Descriptif, indispensable. S'adresser à :
 Envoyer CV + photo à :
 LE MONDE PUBLICITE
 5, rue de Valenciennes, Paris-7.

SOCIÉTÉ CENTRE DE PRESSE
 recherche

DOCUMENTALISTE (H. ou F.)
 Pour rédaction et tenue à jour annuaires biographiques consacrés à l'Administration française.
 Descriptif, indispensable. S'adresser à :
 Envoyer CV + photo à :
 LE MONDE PUBLICITE
 5, rue de Valenciennes, Paris-7.

SOCIÉTÉ CENTRE DE PRESSE
 recherche

DOCUMENTALISTE (H. ou F.)
 Pour rédaction et tenue à jour annuaires biographiques consacrés à l'Administration française.
 Descriptif, indispensable. S'adresser à :
 Envoyer CV + photo à :
 LE MONDE PUBLICITE
 5, rue de Valenciennes, Paris-7.

SOCIÉTÉ CENTRE DE PRESSE
 recherche

DOCUMENTALISTE (H. ou F.)
 Pour rédaction et tenue à jour annuaires biographiques consacrés à l'Administration française.
 Descriptif, indispensable. S'adresser à :
 Envoyer CV + photo à :
 LE MONDE PUBLICITE
 5, rue de Valenciennes, Paris-7.

SOCIÉTÉ CENTRE DE PRESSE
 recherche

DOCUMENTALISTE (H. ou F.)
 Pour rédaction et tenue à jour annuaires biographiques consacrés à l'Administration française.
 Descriptif, indispensable. S'adresser à :
 Envoyer CV + photo à :
 LE MONDE PUBLICITE
 5, rue de Valenciennes, Paris-7.

Centre de Formation d'Apprentis - Paris 19^e
 recherche

UN PROFESSEUR DE MATHÉMATIQUES
 Titulaire d'une maîtrise ou en cours, en BP PEINTURE (poste à temps complet).
 Envoyer C.V. à :
 Centre de Formation d'Apprentis
 22, rue des Grilles
 93500 PANTIN
 qui transmettra.

Centre de Formation d'Apprentis - Paris 19^e
 recherche

UN PROFESSEUR DE MATHÉMATIQUES
 Titulaire d'une maîtrise ou en cours, en BP PEINTURE (poste à temps complet).
 Envoyer C.V. à :
 Centre de Formation d'Apprentis
 22, rue des Grilles
 93500 PANTIN
 qui transmettra.

Centre de Formation d'Apprentis - Paris 19^e
 recherche

UN PROFESSEUR DE MATHÉMATIQUES
 Titulaire d'une maîtrise ou en cours, en BP PEINTURE (poste à temps complet).
 Envoyer C.V. à :
 Centre de Formation d'Apprentis
 22, rue des Grilles
 93500 PANTIN
 qui transmettra.

Centre de Formation d'Apprentis - Paris 19^e
 recherche

UN PROFESSEUR DE MATHÉMATIQUES
 Titulaire d'une maîtrise ou en cours, en BP PEINTURE (poste à temps complet).
 Envoyer C.V. à :
 Centre de Formation d'Apprentis
 22, rue des Grilles
 93500 PANTIN
 qui transmettra.

Centre de Formation d'Apprentis - Paris 19^e
 recherche

UN PROFESSEUR DE MATHÉMATIQUES
 Titulaire d'une maîtrise ou en cours, en BP PEINTURE (poste à temps complet).
 Envoyer C.V. à :
 Centre de Formation d'Apprentis
 22, rue des Grilles
 93500 PANTIN
 qui transmettra.

Centre de Formation d'Apprentis - Paris 19^e
 recherche

UN PROFESSEUR DE MATHÉMATIQUES
 Titulaire d'une maîtrise ou en cours, en BP PEINTURE (poste à temps complet).
 Envoyer C.V. à :
 Centre de Formation d'Apprentis
 22, rue des Grilles
 93500 PANTIN
 qui transmettra.

Centre de Formation d'Apprentis - Paris 19^e
 recherche

UN PROFESSEUR DE MATHÉMATIQUES
 Titulaire d'une maîtrise ou en cours, en BP PEINTURE (poste à temps complet).
 Envoyer C.V. à :
 Centre de Formation d'Apprentis
 22, rue des Grilles
 93500 PANTIN
 qui transmettra.

Centre de Formation d'Apprentis - Paris 19^e
 recherche

UN PROFESSEUR DE MATHÉMATIQUES
 Titulaire d'une maîtrise ou en cours, en BP PEINTURE (poste à temps complet).
 Envoyer C.V. à :
 Centre de Formation d'Apprentis
 22, rue des Grilles
 93500 PANTIN
 qui transmettra.

Centre de Formation d'Apprentis - Paris 19^e
 recherche

UN PROFESSEUR DE MATHÉMATIQUES
 Titulaire d'une maîtrise ou en cours, en BP PEINTURE (poste à temps complet).
 Envoyer C.V. à :
 Centre de Formation d'Apprentis
 22, rue des Grilles
 93500 PANTIN
 qui transmettra.

Centre de Formation d'Apprentis - Paris 19^e
 recherche

UN PROFESSEUR DE MATHÉMATIQUES
 Titulaire d'une maîtrise ou en cours, en BP PEINTURE (poste à temps complet).
 Envoyer C.V. à :
 Centre de Formation d'Apprentis
 22, rue des Grilles
 93500 PANTIN
 qui transmettra.

Centre de Formation d'Apprentis - Paris 19^e
 recherche

UN PROFESSEUR DE MATHÉMATIQUES
 Titulaire d'une maîtrise ou en cours, en BP PEINTURE (poste à temps complet).
 Envoyer C.V. à :
 Centre de Formation d'Apprentis
 22, rue des Grilles
 93500 PANTIN
 qui transmettra.

Centre de Formation d'Apprentis - Paris 19^e
 recherche

UN PROFESSEUR DE MATHÉMATIQUES
 Titulaire d'une maîtrise ou en cours, en BP PEINTURE (poste à temps complet).
 Envoyer C.V. à :
 Centre de Formation d'Apprentis
 22, rue des Grilles
 93500 PANTIN
 qui transmettra.

Centre de Formation d'Apprentis - Paris 19^e
 recherche

UN PROFESSEUR DE MATHÉMATIQUES
 Titulaire d'une maîtrise ou en cours, en BP PEINTURE (poste à temps complet).
 Envoyer C.V. à :
 Centre de Formation d'Apprentis
 22, rue des Grilles
 93500 PANTIN
 qui transmettra.

Centre de Formation d'Apprentis - Paris 19^e
 recherche

UN PROFESSEUR DE MATHÉMATIQUES
 Titulaire d'une maîtrise ou en cours, en BP PEINTURE (poste à temps complet).
 Envoyer C.V. à :
 Centre de Formation d'Apprentis
 22, rue des Grilles
 93500 PANTIN
 qui transmettra.

Centre de Formation d'Apprentis - Paris 19^e
 recherche

UN PROFESSEUR DE MATHÉMATIQUES
 Titulaire d'une maîtrise ou en cours, en BP PEINTURE (poste à temps complet).
 Envoyer C.V. à :
 Centre de Formation d'Apprentis
 22, rue des Grilles
 93500 PANTIN
 qui transmettra.

Centre de Formation d'Apprentis - Paris 19^e
 recherche

UN PROFESSEUR DE MATHÉMATIQUES
 Titulaire d'une maîtrise ou en cours, en BP PEINTURE (poste à temps complet).
 Envoyer C.V. à :
 Centre de Formation d'Apprentis
 22, rue des Grilles
 93500 PANTIN
 qui transmettra.

Centre de Formation d'Apprentis - Paris 19^e
 recherche

UN PROFESSEUR DE MATHÉMATIQUES
 Titulaire d'une maîtrise ou en cours, en BP PEINTURE (poste à temps complet).
 Envoyer C.V. à :
 Centre de Formation d'Apprentis
 22, rue des Grilles
 93500 PANTIN
 qui transmettra.

Centre de Formation d'Apprentis - Paris 19^e
 recherche

UN PROFESSEUR DE MATHÉMATIQUES
 Titulaire d'une maîtrise ou en cours, en BP PEINTURE (poste à temps complet).
 Envoyer C.V. à :
 Centre de Formation d'Apprentis
 22, rue des Grilles
 93500 PANTIN
 qui transmettra.

Centre de Formation d'Apprentis - Paris 19^e
 recherche

UN PROFESSEUR DE MATHÉMATIQUES
 Titulaire d'une maîtrise ou en cours, en BP PEINTURE (poste à temps complet).
 Envoyer C.V. à :
 Centre de Formation d'Apprentis
 22, rue des Grilles
 93500 PANTIN
 qui transmettra.

Centre de Formation d'Apprentis - Paris 19^e
 recherche

UN PROFESSEUR DE MATHÉMATIQUES
 Titulaire d'une maîtrise ou en cours, en BP PEINTURE (poste à temps complet).
 Envoyer C.V. à :
 Centre de Formation d'Apprentis
 22, rue des Grilles
 93500 PANTIN
 qui transmettra.

Centre de Formation d'Apprentis - Paris 19^e
 recherche

UN PROFESSEUR DE MATHÉMATIQUES
 Titulaire d'une maîtrise ou en cours, en BP PEINTURE (poste à temps complet).
 Envoyer C.V. à :
 Centre de Formation d'Apprentis
 22, rue des Grilles
 93500 PANTIN
 qui transmettra.

Centre de Formation d'Apprentis - Paris 19^e
 recherche

UN PROFESSEUR DE MATHÉMATIQUES
 Titulaire d'une maîtrise ou en cours, en BP PEINTURE (poste à temps complet).
 Envoyer C.V. à :
 Centre de Formation d'Apprentis
 22, rue des Grilles
 93500 PANTIN
 qui transmettra.

Centre de Formation d'Apprentis - Paris 19^e
 recherche

UN PROFESSEUR DE MATHÉMATIQUES
 Titulaire d'une maîtrise ou en cours, en BP PEINTURE (poste à temps complet).
 Envoyer C.V. à :
 Centre de Formation d'Apprentis
 22, rue des Grilles
 93500 PANTIN
 qui transmettra.

Centre de Formation d'Apprentis - Paris 19^e
 recherche

UN PROFESSEUR DE MATHÉMATIQUES
 Titulaire d'une maîtrise ou en cours, en BP PEINTURE (poste à temps complet).
 Envoyer C.V. à :
 Centre de Formation d'Apprentis
 22, rue des Grilles
 93500 PANTIN
 qui transmettra.

Centre de Formation d'Apprentis - Paris 19^e
 recherche

UN PROFESSEUR DE MATHÉMATIQUES
 Titulaire d'une maîtrise ou en cours, en BP PEINTURE (poste à temps complet).
 Envoyer C.V. à :
 Centre de Formation d'Apprentis
 22, rue des Grilles
 93500 PANTIN
 qui transmettra.

Centre de Formation d'Apprentis - Paris 19^e
 recherche

UN PROFESSEUR DE MATHÉMATIQUES
 Titulaire d'une maîtrise ou en cours, en BP PEINTURE (poste à temps complet).
 Envoyer C.V. à :
 Centre de Formation d'Apprentis
 22, rue des Grilles
 93500 PANTIN
 qui transmettra.

ENCYCLOPEDIA UNIVERSALIS
 recherche

collaborateurs (hommes) bon niveau de culture générale pour postes à caractère commercial (pas de porte-à-porte).
 - Formation assurée.
 - Rémunération très intéressante comportant un minimum garanti.
 - Evolution de carrière rapide pour candidat de valeur.
 Tél. : 47.54.99-07.

Collège international
PROFESSEUR D'ANGLAIS
 de langue maternelle anglaise ou anglaise.
 Tél. : 42.27.44-05.

STÉ SERV. BANCAIRES
 recherche deux commerciaux
 Ecrite sous le n° 8945
LE MONDE PUBLICITE
 5, rue de Valenciennes, Paris-7.

STÉ SERV. BANCAIRES
 recherche deux commerciaux
 Ecrite sous le n° 8945
LE MONDE PUBLICITE
 5, rue de Valenciennes, Paris-7.

STÉ SERV. BANCAIRES
 recherche deux commerciaux
 Ecrite sous le n° 8945
LE MONDE PUBLICITE
 5, rue de Valenciennes, Paris-7.

STÉ SERV. BANCAIRES
 recherche deux commerciaux
 Ec

MARCHÉS FINANCIERS

Un résultat net de 3,4 milliards pour 1989

Paribas fait peau neuve

« 1989 a été pour Paribas une année hors du commun ». C'est ainsi que débute le message de M. Michel François-Poncet, président du conseil de surveillance, en ouverture du rapport annuel de la Compagnie financière de Paribas qui a été présenté aux analystes financiers lundi 18 juin. Les termes « hors du commun » ne font pas allusion à l'OPA ratée sur la Compagnie de Navigation Mixte, mais aux résultats financiers du groupe pour 1989. Ceux-ci sont bons : 3,4 milliards de francs pour un total de bilan supérieur à 300 milliards de francs.

Bien sûr les différents métiers du groupe ne sont pas tous aussi performants. En matière de banque commerciale, le Crédit du Nord, longtemps lanterne rouge du secteur, commence tout juste à équilibrer. Il ne participe donc pas aux résultats globaux au même titre que la Compagnie bancaire (finan-

cière spécialisée) ou que la banque Paribas (activités de marché, fusions et acquisitions).

Concernant la Mixte, les dirigeants de Paribas ont indiqué que les titres apportés à l'OPA/OPE leur avaient coûté 1,7 milliard de francs, débours qui a été financé par endettement. M. Lévy-Lang a cependant rappelé que, pour un groupe financier, le terme endettement n'avait pas le même sens que pour un groupe industriel.

Cette présentation des comptes a également été l'occasion de mettre en scène les nouvelles structures de Paribas. M. Michel François-Poncet, ex-président de la Compagnie financière et nouveau président du conseil de surveillance, a pris la parole en premier. Il a une nouvelle fois expliqué la dualité du pouvoir récemment instaurée (conseil de surveillance et direction), expliqué que le conseil de surveillance regroupait 55 % du capital et 60 % des droits de vote (autocontrôle et actions des salariés compris) et qu'il allait consacrer ses efforts dans les mois qui viennent à mettre au point avec les actionnaires, des règles aptes à préserver l'indépendance du groupe.

M. Lévy-Lang, nouveau président du conseil de surveillance, a ensuite pris la parole pour analyser les forces et faiblesses du groupe. Il a aussi expliqué que la Compagnie financière jouerait à l'avenir un rôle de « direction générale » par rapport à la banque Paribas. Prise de distance tout à fait nouvelle dans le fonctionnement du groupe, intrinsèquement liée aux grandes et petites décisions de la Compagnie financière, la banque était l'instrument essentiel du pouvoir du président. Son « autonomie » est aujourd'hui consacrée par une transformation juridique : elle sera dotée d'un conseil de surveillance et d'un directeur. Mais M. Lévy-Lang, homme fort du conseil de surveillance, a aussi son pouvoir en devenant président du conseil de surveillance de la banque.

Y. M.

Continuant à se délester

Pargesa vend la banque Henry Ansbacher

Après Paribas Suisse, la CFAO, la SPEP, Pargesa se déleste à nouveau d'un de ses principaux actifs, la banque londonienne Henry Ansbacher, dont elle détient plus de 60 % du capital. Officiellement, Pargesa poursuit selon ses actionnaires une stratégie « liquide ». En tant qu'investisseur, Pargesa avait pris le contrôle d'Henry Ansbacher à un moment critique de son histoire. Le redressement était aujourd'hui achevé, la cession apparaît logique. Mais le déstocage des actifs est si rapide – la participation de Pargesa dans Imetal (42 %) est également en cession – qu'on peut se demander si Pargesa ne va pas ressembler à une coquille vide dont le seul point fort sera une abondante trésorerie de près de 5 milliards de francs.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

CHRYSLER CORPORATION

Le conseil d'administration de la société CHRYSLER CORPORATION a, dans sa séance du 7 juin 1990, décidé la mise en distribution d'un dividende de 30 cents par action ordinaire détenue, payable le 16 juillet 1990 aux actions inscrites à la date du 18 juin 1990.

Les actions ordinaires seront négociées en-coupe à la Bourse de New-York à compter du 12 juin 1990.

Le Monde PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements : 45-55-81-82, poste 4330

DÈS À PRÉSENT

Toutes les informations concernant les dates des Assemblées Générales des actionnaires et la mise à disposition des rapports annuels seront disponibles sur :

3615 LM puis AVIS

Un récapitulatif des entreprises ayant communiqué sur ces sujets paraîtra tous les samedis (daté dimanche-lundi), dans nos colonnes.



Lors de sa dernière réunion, le Conseil de surveillance a procédé, sur présentation du Directeur, à l'arrêté des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1989, qui fait apparaître les éléments consolidés résumés ci-dessous :

(KF HT)	1989	1988	% écart 89/88
Chiffres d'affaires	982 728	931 223	+ 5,5
Bénéfice net	42 228	36 200	+ 16,7
Marge brute d'autofinancement	110 906	100 630	+ 10,2

(En ce qui concerne la comparaison des chiffres d'affaires 89/88, les travaux propres sont en augmentation de 20 %, ce qui correspond à une progression équivalente de l'activité réalisée par les moyens de l'entreprise.)

Le total du carnet de commandes est à ce jour à 1 700 MF pour un objectif de 1 300 MF de chiffres d'affaires 1990, en progression de plus de 30 % et ce pour un niveau de résultat qui devrait rester très satisfaisant.

Ces données, qui illustrent la politique toujours aussi dynamique du Groupe, sont garantes de continuité dans la régularité et la réussite.

NEW-YORK, 19 juin ↓

Sous les 2 900 points

Une vague de prises de bénéfices déclenchée par les inquiétudes au sujet des résultats des entreprises américaines, lundi, renvoya l'indice Dow Jones sous le niveau des 2 900 points. Le Dow Jones, qui vendredi dernier avait atteint un record, a terminé la journée à 2 882,18, en recul de 53,71 points, soit sa plus forte baisse depuis le 2 janvier.

Selon les analystes, les récentes statistiques ont dénoté une économie plus faible que prévu aux États-Unis. Certes, ce ralentissement apaise les craintes d'une reprise de l'inflation mais fait resurgir l'ombre d'une récession.

Relativement que Wall Street avait subi des pertes sévères lors de la publication des résultats des entreprises au cours des trois trimestres précédents (octobre 1989, janvier et avril 1990), M. Edward Kerschner, analyste de PaineWebber, a estimé que de nouvelles baisses des taux d'intérêt seraient nécessaires pour renverser cette tendance. La plupart des investisseurs sont toutefois convaincus que la Réserve fédérale américaine ne modifiera pas sa politique de crédit. Sur le marché obligataire, le taux des bons du trésor à trois ans s'est établi à 8,47 % lundi après-midi contre 8,42 % vendredi.

VALEURS	Cours du 19 juin	Cours du 18 juin
Alcoa	86	85 1/4
AT&T	42 3/4	41 7/8
Boeing	100 1/4	99 1/4
Chemical Bank	24 3/4	24 1/4
Deere	40	39 1/4
Du Pont de Nemours	40	39 1/4
Eastman	48	47 1/2
Exxon	48	47 1/2
Ford	48	47 1/2
General Electric	48	47 1/2
General Motors	50 1/4	49 1/8
Goodyear	120 3/8	118 5/8
ITT	58 3/4	57 1/2
IBM	160	158 1/2
Intel	65 5/8	64 5/8
Johnson & Johnson	58 7/8	58 1/8
Kimberly-Clark	157 1/2	155 5/8
McDonald's	20	19 3/4
Merck	37	36 3/8
Walt Disney	49 3/4	48 1/2

LONDRES, 18 juin ↓

Forte baisse

Les dernières statistiques publiées en Grande-Bretagne ont aggravé la situation à la Bourse de Londres qui a enregistré lundi une très forte baisse. L'indice Footsie des cent valeurs a perdu 21,8 points à 2 370,5. L'annonce d'un creusement inattendu du déficit budgétaire du secteur public britannique en mai et d'une progression ralentie de la production industrielle en avril ont ravivé les craintes d'une « stagflation ».

Le marché était plutôt calme avec seulement 380,5 millions de titres échangés à 16 heures locales. De nombreux secteurs se sont affaiblis, notamment ceux des médicaments, des assurances, des industries. Le secteur bancaire était également attaqué, en particulier Midland et Natwest.

Soul parmi les valeurs phares, le groupe des aéroports britanniques BAA a gagné du terrain à la suite de l'annonce d'une hausse de 29 % de son bénéfice annuel.

PARIS, 19 juin ↑

Petite reprise

De fort méchante humeur à l'ouverture après le vif recul de Wall Street lundi, la Bourse de Paris retrouva peu à peu son équilibre, mardi en début d'après-midi.

L'indice CAC 40, en recul de 0,78 % à l'ouverture, a renoué avec la hausse à midi. Vers 14 heures, cet indice affichait un gain de 0,30 %.

La séance s'annonçait donc mal, après la chute de Wall Street, quelques heures auparavant, et la baisse de la Bourse de Tokyo, mardi. Les ordres de vente s'annonçaient à l'ouverture avant que les investisseurs institutionnels, attirés par le niveau des cours très bas à leur arrivée, ne commencent à acheter. Sans se précipiter, toutefois, car des éléments techniques peuvent encore peser sur le marché. Jeudi a lieu la liquidation mensuelle, ce qui se traduit pour l'instant par un déficit supérieur à 5,5 %.

D'autre part, mercredi vont être publiés les chiffres du commerce extérieur français pour mai.

Les opérateurs redoutent toujours une mauvaise nouvelle dans ce domaine, qui reste la plus faible de l'économie. Les grands titres étaient recherchés, comme SBN ou Lafarge-Coppée.

Le MATIF était calme, sans affaires.

TOKYO, 19 juin ↓

Nouveau recul

La chute de Wall Street quelques heures auparavant a pesé, mardi, sur la Bourse de Tokyo qui a terminé la séance sur un repli de 1,04 %. L'indice Nikkei a perdu 336,42 points à 32 040,38. Lundi, il avait déjà cédé 181,60 points. A la fin de la matinée, les échanges portèrent sur environ 220 millions de titres contre 170 millions lundi matin et la journée de lundi. Dès l'ouverture, le ton était donné, la cote cédant 0,5 % après la brusque recul de Wall Street. En l'absence de nouvelles encourageantes, la dégradation s'est poursuivie, indiquant les experts, qui n'ont pas réagi à l'annonce en fin de journée d'une rapide expansion de la masse monétaire ces dernières semaines.

VALEURS	Cours du 19 juin	Cours du 18 juin
Alcatel	1 080	1 040
Asahi	1 330	1 310
Daewoo	1 700	1 720
Fuji	2 880	2 810
Hitachi	1 770	1 740
Isuzu	1 220	1 200
Marubeni	1 080	1 030
Sanyo	8 570	8 370
Toyota	2 580	2 520

FAITS ET RÉSULTATS

Paul Prédit : hausse de 13,4 % de chiffre d'affaires. Le groupe charbonnier Paul Prédit a annoncé, le mercredi 30 mai, que son chiffre d'affaires a atteint 628,75 millions de francs en 1989 contre 558,15 millions de francs en 1988. En revanche, le résultat net a chuté de 36,39 millions de francs à 29,94 millions de francs en 1989.

D'après les responsables de la société qui ambitionnent de réaliser un milliard de francs de chiffre d'affaires en 1991, les moindres performances de 1989 sont les conséquences de la crise portuaise. La hausse des prix de la matière première au cours de l'année dernière semble d'ailleurs avoir affecté les résultats de la plupart des entreprises de ce secteur.

Colfrith franchit la barre des 2 milliards. Le chiffre d'affaires de Colfrith, filiale de la Lyonnaise des eaux spécialisée dans la production de chaleur, le chauffage, la climatisation et la gestion thermique d'immeubles (ainsi que l'incinération des déchets), a atteint 2 milliards de francs en 1989 (+ 20 %), le résultat d'exploitation 55 millions (+ 24,8 %) et le résultat net 17,1 millions (+ 23 %). Cette progression est due en particulier aux filiales de Colfrith à l'étranger (dont le chiffre d'affaires est passé de 277 millions de francs en 1988 à 1,4 milliard en 1989, et devrait atteindre 1,65 milliard en 1990), notamment en Malaisie à Singapour, en Australie et Nouvelle-Zélande, ainsi qu'en Amérique latine.

Unifair : hausse de 11,3 % de bénéfices. Unifair, holding de la Lyonnaise des eaux pour la production de chaleur, la gestion thermique, la production et la distribution d'électricité et de gaz et l'incinération des déchets, a réalisé un

chiffre d'affaires de 3,82 milliards de francs en 1989 (+ 13,8 %) et un résultat net consolidé de 129,04 millions (+ 11,3 %), la part du groupe s'établissant à 96,2 millions (+ 11,1 %).

Grube Hiss vend 27 % à une société de Colfrith. Le groupe Hiss, qui gère 55 hôtels en Espagne (dont 11 sont sa propriété) et plusieurs en Belgique et à Mexico, vient de céder 27 % de son capital à Arabian General Investment Corporation (AGIC), société d'investissement de Dubaï (Émirats arabes unis), dont la famille de l'émir de Dubaï est un des principaux actionnaires. Grube Hiss, société familiale, est présidée par M. Juan Caspar, président du comité olympique espagnol. Elle veut consacrer le montant de la vente (de l'ordre de 273 millions de francs) à des investissements, afin de posséder au moins un hôtel dans chacune des 17 provinces fin 1992.

Victoire renforce sa présence sur le marché canadien de l'assurance. Le groupe Victoire (groupe Suez) qui détenait déjà 20 % dans la filiale dominiqaine du groupe québécois d'assurances, La Laurentienne, a augmenté sa participation à hauteur de 30 %. Selon M. Jean Arvis, cette acquisition en Amérique du Nord renforce davantage le désir de saisir une opportunité d'une priorité stratégique. Le groupe La Laurentienne conserve pour l'instant les 50 % restants mais on n'exclut pas chez Victoire l'arrivée à hauteur de 20 ou 30 % d'un troisième actionnaire, un canadien. La Laurentienne générale détient 3 % du marché canadien et 8 % du marché québécois.

Le Monde - RTL

ENTREPRISES

à 22h15 sur RTL

Mardi 19 juin

M. Jean-Pierre Thirouillet, directeur financier de Rhône-Poulenc. Le Monde publie dans le cahier Emploi d'un dossier sur la compétition entre cadres diplômés et cadres expérimentés.

Mercredi 20 juin

M. Jacques Dessange, PDG sous contrat de culture et d'édition de Bernard Jacques Dessange.

PARIS :

Second marché (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Amadeo Assoc.	436	436	B2	300	300
Anystel	105	105	LP 8 M	139 10	139
B A C	234	231	Loca invest	304	306
Banque Ass.	571	576	Locat	147	147
Banque Paribas	183	183	Mazda Com	194 30	190
BICM	388	385	Metal Minier	235	230
Bonnet (Ly)	385	385	Motex	230	245
Boussier (Lyon)	252	244 50	Navigo-Delema	1280	1270
Châles de Lyon	3465	3450	Overt Logistim	590	595
C&L de Fr. (CCL)	1232	1244	On Gen. Fin.	574	565
Caubon	541	543	Praxit	528	523
Canal	700	699	Presbourg	93	93
CEG	380	358	Présence Assur	427	427
CEGEP	284 30	280	Publi Filapach	810	790
CFP	290	281 30	Répar et Assur	362 30	368 20
Comet d'Origny	707	704	Répar et Assur (Ly)	321	321
C&L M	1336	1320	Sh-H. Magasin	269	273
Codanor	319	314 50	S C G P M	695	667
Comar	381	358	Ségur (L)	348	337
Conforam	1142	1140	Sélect Invest (L)	103	101
Dafra	388	395	Serico	533	530
Dalson	210 50	204	S M T Goud	274	263 10
Dauphin	739	721	Sopre	207 80	207 80
Dauphin et Gir.	255	252 50	Sopre	205	205
Develin	1390	1370	Sopre	229	225 50
Develin	491	486	Thermor H. (L)	362	364
Edouard Beland	273	273	Unilog	185	185
Eyraud Invest.	15 30	15 20	Union Fin. de Fr.	490	490
Europ. Population	408	398 50	Viel et Cie	184 40	185
Finaco	186	186	Y. St-Laurent Group	1129	1116
Garnet	800	800			
GFF (group. Ion L)	490	485			
Grand Lins	470	470			
Gravograph	245	240 50			
Imetal	1080	1080			
ICL	280	284 10			
IDIA	332	331			
Idronor	157	162			
IMS	1285	1285			

LA BOURSE SUR MINITEL

36-15 TAPEZ LE MONDE

Marché des options négociables le 18 juin 1990

Nombre de contrats : 15 159.

VALEURS	PRIX exercice	Options d'achat	Options de vente
Bouygues	640	12	4
CGE	600	21	34
Elf-Aquitaine	680	18	22,50
Euromat SA-PLC	50	1,45	4,50
Euro Disneyland	110	0,55	2
Havas	637	14,50	6
Lafarge-Coppée	425	52	24
Michelin	140	8,80	20,50
Midi	1 400	2,50	3,35
Paribas	720	0,70	3
Pernod-Ricard	1 333	14	1
Pengost SA	720	95	9,50
Rhône-Poulenc CT	380	3,91	18
Saint-Gobain	560	1	25
Source Ferrer	1 700	9	70
Société générale	608	1	52
Suez Financière	440	2,90	11
Thomson-CSF	120	6	2

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 18 juin 1990

Nombre de contrats : 38 610

COURS	juin 90	Septembre 90	Décembre 90
Dernier	101,36	101,46	101,50
Précédent	101,56	101,64	101,54

Options sur notionnel

Options d'achat Options de vente

PRIX D'EXERCICE

Sept. 90 Déc. 90 Sept. 90 Déc. 90

102 0,76 1,35

INDICES

CHANGES

Dollar : 5,6350 ↓

Amorcée en début de semaine, la baisse du dollar s'est poursuivie mardi matin 19 juin sur toutes les grandes places internationales. A Paris, le billet vert se traitait aux alentours de midi à 5,6350 (contre 5,6745 F la veille au fixing).

FRANCFORT 18 juin 19 juin

Dollar (en DM) 1,8912 1,8759

TOKYO 18 juin 19 juin

Dollar (en yen) 153,88 153,72

MARCHÉ MONÉTAIRE

(effets privés)

Paris (19 juin) : 9 11/16 + 13/16 %

New-York (18 juin) : 8 3/16 - 8 1/4 %

BOURSES

PARIS (INSEE, base 100 : 28-12-89)

15 juin 18 juin

Valeurs françaises : 95,20 97,20

Valeurs étrangères : 94,70 94,50

(SBF, base 100 : 31-12-81)

Indice général CAC 40 543,40 542,81

(SBF, base 1000 : 31-12-87)

Indice CAC 40 2 011,87 1 988,33

NEW-YORK (indice Dow Jones)

15 juin 18 juin

Industrielles : 2 935,89 2 882,18

LONDRES (indice Financial Times)

15 juin 18 juin

Industrielles : 1 925,90 1 911,90

Mines d'or : 167,90 170,70

Fonds d'Etat : 79,76 79,47

TOKYO

18 juin 19 juin

Nikkei Dow Jones : 32 376,38 32 040,38

Indice général : 2 381,03 2 353,93

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

COURS DU JOUR UN MOIS DEUX MOIS SIX MOIS

+ base + base + base + base

+ base + base + base + base

+ base + base + base + base

+ base + base + base + base

BOURSE DU 19 JUIN

Règlement mensuel

COMPTANT

SICAV (sélection)18/6

France	1095.82	1079.84	Long Duration	2,479.73	2,432.51	Société	5,348.56	5,626.82
Germany	5977.63	5568.72	Medium	326	79.79	Germany	1113.22	1027.74
Italy	451.46	445.46	Short	2,338.54	2,338.54	Italy	1,291.17	1,291.17
Japan	1819.59	504.34	Long 20-30C	2,471.56	1,172.03	Swiss Investments	832.22	832.12
UK	1089.59	1266.42	Large Europe	564.11	842.07	Switzerland	1,015.43	2,002.41*
US	1212.39	1157.43	Large Europe	712.59	159.04	Switzerland-Actors	1,212.67	1,186.92
US France	859.13	875.54	Medium	2,125.59	197.12	Switzerland-Actors	1,204.76	1,186.92
US Germany	1042.32	1042.32	Medium	597.95	597.95	US Germany	1,076.61	1,064.86
US Japan	242.15	231.72	Medium	421.77	421.77	US Japan	6,226	5,942.98
US Selection	151.79	142.22	Medium	9,212.22	5,802.25	US Selection	847.75	847.75
US UK	1052.42	1,038.87	Medium	55,444.41	55,444.41	US UK	128	127.51
US US	122.33	115.84	Medium	5,123.22	5,123.22	US US	133.14	127.51
US US France	121.39	119.19	Medium	2,125.59	197.12	US US France	1,076.61	1,064.86
US US Germany	1042.32	1042.32	Medium	597.95	597.95	US US Germany	1,076.61	1,064.86
US US Japan	242.15	231.72	Medium	421.77	421.77	US US Japan	6,226	5,942.98
US US Selection	151.79	142.22	Medium	9,212.22	5,802.25	US US Selection	847.75	847.75
US US UK	1052.42	1,038.87	Medium	55,444	55,444	US US UK	128	127.51
US US US	122.33	115.84	Medium	5,123.22	5,123.22	US US US	133.14	127.51
US US US France	121.39	119.19	Medium	2,125.59	197.12	US US US France	1,076.61	1,064.86
US US US Germany	1042.32	1042.32	Medium	597.95	597.95	US US US Germany	1,076.61	1,064.86
US US US Japan	242.15	231.72	Medium	421.77	421.77	US US US Japan	6,226	5,942.98
US US US Selection	151.79	142.22	Medium	9,212.22	5,802.25	US US US Selection	847.75	847.75
US US US UK	1052.42	1,038.87	Medium	55,444	55,444	US US US UK	128	127.51
US US US US	122.33	115.84	Medium	5,123.22	5,123.22	US US US US	133.14	127.51
US US US US France	121.39	119.19	Medium	2,125.59	197.12	US US US US France	1,076.61	1,064.86
US US US US Germany	1042.32	1042.32	Medium	597.95	597.95	US US US US Germany	1,076.61	1,064.86
US US US US Japan	242.15	231.72	Medium	421.77	421.77	US US US US Japan	6,226	5,942.98
US US US US Selection	151.79	142.22	Medium	9,212.22	5,802.25	US US US US Selection	847.75	847.75
US US US US UK	1052.42	1,038.87	Medium	55,444	55,444	US US US US UK	128	127.51
US US US US US	122.33	115.84	Medium	5,123.22	5,123.22	US US US US US	133.14	127.51
US US US US US France	121.39	119.19	Medium	2,125.59	197.12	US US US US US France	1,076.61	1,064.86
US US US US US Germany	1042.32	1042.32	Medium	597.95	597.95	US US US US US Germany	1,076.61	1,064.86
US US US US US Japan	242.15	231.72	Medium	421.77	421.77	US US US US US Japan	6,226	5,942.98
US US US US US Selection	151.79	142.22	Medium	9,212.22	5,802.25	US US US US US Selection	847.75	847.75
US US US US US UK	1052.42	1,038.87	Medium	55,444	55,444	US US US US US UK	128	127.51
US US US US US US	122.33	115.84	Medium	5,123.22	5,123.22	US US US US US US	133.14	127.51
US US US US US US France	121.39	119.19	Medium	2,125.59	197.12	US US US US US US France	1,076.61	1,064.86
US US US US US US Germany	1042.32	1042.32	Medium	597.95	597.95	US US US US US US Germany	1,076.61	1,064.86
US US US US US US Japan	242.15	231.72	Medium	421.77	421.77	US US US US US US Japan	6,226	5,942.98
US US US US US US Selection	151.79	142.22	Medium	9,212.22	5,802.25	US US US US US US Selection	847.75	847.75
US US US US US US UK	1052.42	1,038.87	Medium	55,444	55,444	US US US US US US UK	128	127.51
US US US US US US US	122.33	115.84	Medium	5,123.22	5,123.22	US US US US US US US	133.14	127.51
US US US US US US US France	121.39	119.19	Medium	2,125.59	197.12	US US US US US US US France	1,076.61	1,064.86
US US US US US US US Germany	1042.32	1042.32	Medium	597.95	597.95	US US US US US US US Germany	1,076.61	1,064.86
US US US US US US US Japan	242.15	231.72	Medium	421.77	421.77	US US US US US US US Japan	6,226	5,942.98
US US US US US US US Selection	151.79	142.22	Medium	9,212.22	5,802.25	US US US US US US US Selection	847.75	847.75
US US US US US US US UK	1052.42	1,038.87	Medium	55,444	55,444	US US US US US US US UK	128	127.51
US US US US US US US US	122.33	115.84	Medium	5,123.22	5,123.22	US US US US US US US US	133.14	127.51
US US US US US US US US France	121.39	119.19	Medium	2,125.59	197.12	US US US US US US US US France	1,076.61	1,064.86
US US US US US US US US Germany	1042.32	1042.32	Medium	597.95	597.95	US US US US US US US US Germany	1,076.61	1,064.86
US US US US US US US US Japan	242.15	231.72	Medium	421.77	421.77	US US US US US US US US Japan	6,226	5,942.98
US US US US US US US US Selection	151.79	142.22	Medium	9,212.22	5,802.25	US US US US US US US US Selection	847.75	847.75
US US US US US US US US UK	1052.42	1,038.87	Medium	55,444	55,444	US US US US US US US US UK	128	127.51
US US US US US US US US US	122.33	115.84	Medium	5,123.22	5,123.22	US US US US US US US US US	133.14	127.51
US US US US US US US US US France	121.39	119.19	Medium	2,125.59	197.12	US US US US US US US US US France	1,076.61	1,064.86
US US US US US US US US US Germany	1042.32	1042.32	Medium	597.95	597.95	US US US US US US US US US Germany	1,076.61	1,064.86
US US US US US US US US US Japan	242.15	231.72	Medium	421.77	421.77	US US US US US US US US US Japan	6,226	5,942.98
US US US US US US US US US Selection	151.79	142.22	Medium	9,212.22	5,802.25	US US US US US US US US US Selection	847.75	847.75
US US US US US US US US US UK	1052.42	1,038.87	Medium	55,444	55,444	US US US US US US US US US UK	128	127.51
US US US US US US US US US US	122.33	115.84	Medium	5,123.22	5,123.22	US US US US US US US US US US	133.14	127.51
US US US US US US US US US US France	121.39	119.19	Medium	2,125.59	197.12	US US US US US US US US US US France	1,076.61	1,064.86
US US US US US US US US US US Germany	1042.32	1042.32	Medium	597.95	597.95	US US US US US US US US US US Germany	1,076.61	1,064.86
US US US US US US US US US US Japan	242.15	231.72	Medium	421.77	421.77	US US US US US US US US US US Japan	6,226	5,942.98
US US US US US US US US US US Selection	151.79	142.22	Medium	9,212.22	5,802.25	US US US US US US US US US US Selection	847.75	847.75
US US US US US US US US US US UK	1052.42	1,038.87	Medium	55,444	55,444	US US US US US US US US US US UK	128	127.51
US US US US US US US US US US US	122.33	115.84	Medium	5,123.22	5,123.22	US US US US US US US US US US US	133.14	127.51
US US US US US US US US US US US France	121.39	119.19	Medium	2,125.59	197.12	US US US US US US US US US US US France	1,076.61	1,064.86
US US US US US US US US US US US Germany	1042.32	1042.32	Medium	597.95	597.95	US US US US US US US US US US US Germany	1,076.61	1,064.86
US US US US US US US US US US US Japan	242.15	231.72	Medium	421.77	421.77	US US US US US US US US US US US Japan	6,226	5,942.98
US US US US US US US US US US US Selection	151.79	142.22	Medium	9,212.22	5,802.25	US US US US US US US US US US US Selection	847.75	847.75
US US US US US US US US US US US UK	1052.42	1,038.87	Medium	55,444	55,444	US US US US US US US US US US US UK	128	127.51
US US US US US US US US US US US US	122.33	115.84	Medium	5,123.22	5,123.22	US US US US US US US US US US US US	133.14	127.51
US US US US US US US US US US US US France	121.39	119.19	Medium	2,125.59	197.12	US US US US US US US US US US US US France	1,076.61	1,064.86
US US US US US US US US US US US US Germany	1042.32	1042.32	Medium	597.95	597.95	US US US US US US US US US US US US Germany	1,076.61	1,064.86
US US US US US US US US US US US US Japan	242.15	231.72	Medium	421.77	421.77	US US US US US US US US US US US US Japan	6,226	5,942.98
US US US US US US US US US US US US Selection	151.79	142.22	Medium	9,212.22	5,802.25	US US US US US US US US US US US US Selection	847.75	847.75
US US US US US US US US US US US US UK	1052.42	1,038.87	Medium	55,444	55,444	US US US US US US US US US US US US UK	128	127.51
US US US US US US US US US US US US US	122.33	115.84	Medium	5,123.22	5,123.22	US US US US US US US US US US US US US	133.14	127.51
US US US US US US US US US US US US US France	121.39	119.19	Medium	2,125.59	197.12	US US US US US US US US US US US US US France	1,076.61	1,064.86
US US US US US US US US US US US US US Germany	1042.32	1042.32	Medium	597.95	597.95	US US US US US US US US US US US US US Germany	1,076.61	1,064.86
US US US US US US US US US US US US US Japan	242.15	231.72	Medium	421.77	421.77	US US US US US US US US US US US US US Japan	6,226	5,942.98
US US US US US US US US US US US US US Selection	151.79	142.22	Medium	9,212.22	5,802.25	US US US US US US US US US US US US US Selection	847.75	847.75
US US US US US US US US US US US US US UK	1052.42	1,038.87	Medium	55,444	55,444	US US US US US US US US US US US US US UK	128	127.51
US US US US US US US US US US US US US US	122.33	115.84	Medium	5,123.22	5,123.22	US US US US US US US US US US US US US US	133.14	127.51
US US US US US US US US US US US US US US France	121.39	119.19	Medium	2,125.59	197.12	US US US US US US US US US US US US US US France	1,076.61	1,064.86
US US US US US US US US US US US US US US Germany	1042.32	1042.32	Medium	597.95	597.95	US US US US US US US US US US US US US US Germany	1,076.61	1,064.86
US US US US US US US US US US US US US US Japan	242.15	231.72	Medium	421.77	421.77	US US US US US US US US US US US US US US Japan	6,226	5,942.98
US US US US US US US US US US US US US US Selection	151.79	142.22	Medium	9,212.22	5,802.25	US US US US US US US US US US US US US US Selection	847.75	847.75
US US US US US US US US US US US US US US UK	1052.42	1,038.87	Medium	55,444	55,444	US US US US US US US US US US US US US US UK	128	127.51
US US US US US US US US US US US US US US US	122.33	115.84	Medium	5,123.22	5,123.22	US US US US US US US US US US US US US US US	133.14	127.51
US US US US US US US US US US US US US US US France	121.39	119.19	Medium	2,125.59	197.12	US US US US US US US US US US US US US US US France	1,076.61	1,064.86
US US US US US US US US US US US US US US US Germany	1042.32	1042.32	Medium	597.95	597.95	US US US US US US US US US US US US US US US Germany	1,076.61	1,064.86
US US US US US US US US US US US US US US US Japan	242.15	231.72	Medium	421.77	421.77	US US US US US US US US US US US US US US US Japan	6,226	5,942.98
US US US US US US US US US US US US US US US Selection	151.79	142.22	Medium	9,212.22	5,802.25	US US US US US US US US US US US US US US US Selection	847.75	847.75
US US US US US US US US US US US US US US US UK	1052.42	1,038.87	Medium	55,444	55,444	US US US US US US US US US US US US US US US UK	128	127.51
US US US US US US US US US US US US US US US US	122.33	115.84	Medium	5,123.22	5,123.22	US US US US US US US US US US US US US US US US	133.14	127.51
US US US US US US US US US US US US US US US US France	121.39	119.19	Medium	2,125.59	197.12	US US US US US US US US US US US US US US US US France	1,076.61	1,064.86
US US US US US US US US US US US US US US US US Germany	1042.32	1042.32	Medium	597.95	597.95	US US US US US US US US US US US US US US US US Germany	1,076.61	1,064.86
US US US US US US US US US US US US US US US US Japan	242.15	231.72	Medium	421.77	421.77	US US US US US US US US US US US US US US US US Japan	6,226	5,942.98
US US US US US US US US US US US US US US US US Selection	151.79	142.22	Medium	9,212.22	5,802.25	US US US US US US US US US US US US US US US US Selection	847.75	847.75
US US US US US US US US US US US US US US US US UK	1052.42	1,038.87	Medium	55,444	55,444	US US US US US US US US US US US US US US US US UK	128	127.51
US US US US US US US US US US US US US US US US US	122.33	115.84	Medium	5,123.22	5,123.22	US US US US US US US US US US US US US US US US US	133.14	127.51
US US US US US US US US US US US US US US US US US France	121.39	119.19	Medium	2,125.59	197.12	US US US US US US US US US US US US US US US US US France	1,076.61	1,064.86
US US US US US US US US US US US US US US US US US Germany	1042.32	1042.32	Medium	597.95	597.95	US US US US US US US US US US US US US US US US US Germany	1,076.61	1,064.86
US US US US US US US US US US US US US US US US US Japan	242.15	231.72	Medium	421.77	421.77	US US US US US US US US US US US US US US US US US Japan	6,226	5,942.98
US US US US US US US US US US US US US US US US US Selection	151.79	142.22	Medium	9,212.22	5,802.25	US US US US US US US US US US US US US US US US US Selection	847.75	847.75
US US US US US US US US US US US US US US US US US UK	1052.42	1,038.87	Medium	55,444	55,444	US US US US US US US US US US US US US US US US US UK	128	127.51
US US US US US US US US US US US US US US US US US US	122.33	115.84	Medium	5,123.22	5,123.22	US US US US US US US US US US US US US US US US US US	133.14	127.51
US US US US US US US US US US US US US US US US US US France	121.39	119.19	Medium	2,125.59	197.12	US US US US US US US US US US US US US US US US US US France	1,076.61	1,064.86
US US US US US US US US US US US US US US US US US US Germany	1042.32	1042.32	Medium	597.95	597.95	US US US US US US US US US US US US US US US US US US Germany	1,076.61	1,064.86
US US US US US US US US US US US US US US US US US US Japan	242.15	231.72	Medium	421.77	421.77	US US US US US US US US US US US US US US US US US US Japan	6,226	5,942.98
US US US US US US US US US US US US US US US US US US Selection	151.79	142.22	Medium	9,212.22	5,802.25	US US US US US US US US US US US US US US US US US US Selection	847.75	847.75
US US US US US US US US US US US US US US US US US US UK	1052.42	1,038.87	Medium	55,444	55,444	US US US US US US US US US US US US US US US US US US UK	128	

Am.-Inde	1386 23	1345 76	Colomb.-Pérou	1234 74	1568 11	Varso	1712 63	1599 88
Am.-Vulcan	451 87	436 72	Col. méd. Ind.	161 98	145 85	Yahval	64759 22	64272 96
Am. - Ind.	1158 54	1187 65	Crochier	111 13	111 10	Yokohama	24258 84	24274 79
Am. - Ind.	721 73	700 71	Dominique	121 55	10750 50			
Am. - Ind. Leaders	1135 47	1105 40	Egypte	505 12	53006 21			
Am. - Ind.	1250 62	1206 52	Gambie	1170 26	1138 82			
Am. - Ind.	7562 80	7381 25	Indonésie	6582 14	6797 37			
Am. - Ind.	26 45	26 44	Indonésie	17581 84	17581 84			
Am. - Ind.	11054 90	11064 90	Indonésie	125 36	124 58			
Am. - Ind.	12852 28	12765 24	Indonésie	567 71	564 21			
Am. - Ind.	256 16	256 65	Indonésie	90 33	90 44			
Am. - Ind.	436 65	432 67	Indonésie	188 84	182 67			
Am. - Ind.	444 60	440 40	Indonésie	55 72	55 72			
Am. - Ind.	515 15	505 15	Indonésie	55 72	55 72			
Am. - Ind.	124 20	120 60	Indonésie	55 72	55 72			
Am. - Ind.	157 41	151 27	Indonésie	124 42	115 60			

Upon détaché - o, offert - droit détaché - demande - prix précédent - ■, marché comin

Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330

La commémoration du 18 juin

Paris embrasé

La Ville de Paris, compagnon de la Libération, a voulu être digne de la place qu'elle tient dans l'Histoire autant que dans la mythologie gaulliste. Le président de la République et le gouvernement n'ayant pris qu'une part officielle à la célébration de l'année de Gaulle, le maire de Paris a attaché un prix d'autant plus grand à la réussite des manifestations populaires commémorant l'Appel du 18 juin et pour lesquelles la municipalité avait voté des crédits importants.

Une foule immense de Parisiens – au moins cent mille – a donc pu assister, lundi à 23 heures, des berges de la Seine, à hauteur du Louvre, à une grandiose reconstitution de la guerre et de l'action du général de Gaulle et de la France libre dans la libération du pays.

Pour la première fois, sur le fleuve et sur ses rives s'est déroulé un magnifique spectacle sons et lumières clôturé par une ample et éclatante *Marseillaise* chantée en plusieurs couplets, accompagnant le plus grand feu d'artifice jamais tiré dans la capitale, puisque celui de la Seine était relayé par six autres partant des sites les plus élevés de Paris. Des milliers de figurants, des centaines d'embarcations, autant de projecteurs, de lasers, d'immenses panneaux, des faisceaux d'images à profusion, des « sons » puissants ont, pendant une heure, sur un rythme soutenu, refait l'histoire d'il y a un demi-siècle sur le mode de l'épopée.

Tout a commencé avec un tableau évoquant la montée du nazisme, les harangues d'Hitler, les bruits de bottes, tandis qu'on

entend la voix de Bernanos : « La nuit est sur l'Allemagne... » Au loin, la tour Saint-Jacques s'enflamme : un bunker flottant avance menaçant sur la Seine tandis que hurlent les sirènes, que crépète la DCA et que les projecteurs balayent le ciel. L'émotion saisit la foule silencieuse à cette évocation poignante d'un passé tragique.

Tandis que le maréchal Pétain annonce qu'il a demandé l'armistice et qu'il a fait « un de sa personne à la France », sur un long convoi de barges, des voitures surchargées, des berceaux et des vélos entassés illustrent l'exode sur les routes de France. Dans le ciel de la capitale, un avion passe à basse altitude : c'est le général de Gaulle qui rejoint Londres – autre moment d'émotion et marque d'un premier espoir. Dans la foule, ceux qui se souviennent applaudissent avant d'écouter l'appel fameux lu par Pierre Dux « puisque aucun enregistrement sonore n'en subsiste : « Quoi qu'il arrive, la flamme de la Résistance ne doit pas s'éteindre et ne s'éteindra pas... »

Emotion et applaudissements

Un jeu d'images particulièrement suggestives évoque les batailles aériennes, tandis que d'innombrables embarcations éclairées de torches brandies par les médaillés de la Résistance percent la nuit pour symboliser les ralliements à de Gaulle et la formation de l'armée des ombres. La déportation est suggérée par des images de miradors et la longue plainte d'un chant yiddish. Mais, peu à peu, s'élève, lancinant, le *Chant des partisans* et, fiévreux, la voix d'André Malraux qui, sur un fond de cris d'angoisse et de douleur d'enfants, parle de Jean Moulin et de « tous les suppliciés ». Emotion, une fois

encore, et applaudissements.

L'horizon s'éclaircit. De partout, des Zodiacs portant les drapeaux de tous les pays alliés se rassemblent pour le débarquement et la Libération. Et c'est de Gaulle à Paris. « Paris outragé, Paris brisé, Paris martyrisé, mais Paris libéré ! Sur la Seine, trois énormes barges tricolores, toutes pavisées, violemment éclairées, s'avancent triomphalement pendant qu'Eluard chante le nom de la liberté et que les cloches des églises de la capitale sonnent à toute volée. De Gaulle est encore là, enchaînant l'Histoire lorsqu'il exalte la République en 1958 et qu'il appelle de nouveau au rassemblement des Français : « Le progrès, l'indépendance, la paix l'emporteront avec la liberté. »

Enfin, pendant de longues minutes, c'est la grandiose apothéose : cascades lumineuses sur la passerelle des Arts sous un ciel embrasé de jallissements multicolores, et une *Marseillaise*, chantée tour à tour par des voix guerrières et par des chœurs moins martiaux de femmes et d'enfants, remplit l'espace. La foule se lève spontanément pour saisir tout ce spectacle et ses symboles et participer ainsi à cet hommage à de Gaulle tout entier, à celui qui, ce soir-là, est le de Gaulle de tous.

Tous, en effet – ou presque – étaient là. Sur les berges, dans la foule compacte, surtout des jeunes entre eux, ou en famille, qui ont peut-être ici appris l'Histoire. Dans la tribune, sur le pont du Carrousel, une partie de ceux qui ont fait cette Histoire : la famille du général, les survivants chenus du gaullisme de 1940, de la Résistance, de la Libération, les anciens compagnons, les anciens ministres, dont M. Michel Debré.

Messe ecclésiastique

Le président de la République et le chef du gouvernement, invités par le maire de Paris, s'étaient fait représenter par une demi-douzaine de ministres : MM. Arpaillange, Chevènement, Decaux, Dreyfus, Lang, Sarre et Stoléru. On voyait aussi le président du Sénat. De nombreuses personnalités, des amiraux, des généraux, des parle-

mentaires de tous les partis, à l'exception du Front national, « jockey » des artistes comme Linc Renaud, Yves Montand, Alain Delon, Henri Salvador, Guy Béart, Mirville Mathieu, Jean Desailly et Simone Valère, Michel Duchaussoy, aussi bien que le prince Napoléon et le baron Guy de Rothschild. En somme, comme disait Malraux : « Le métro aux heures de pointe ! »

Cette journée de commémoration s'était ouverte par une messe célébrée en fin de matinée à Notre-Dame par le cardinal Lustiger, archevêque de Paris. Messe ecclésiastique puisque toutes les confessions présentes en France (protestante, chrétienne, orthodoxe, juive et musulmane) participaient. Le premier ministre, M. Michel Rocard, représentait le président de la République.

L'après-midi, le gigantesque poste de radio haut de 35 mètres masquant l'obélisque place de la Concorde avait reçu la visite du maire de Paris. Toute la journée, la « TSF » diffusait des programmes des années 40, y compris de Radio Paris contrôlée par le gouvernement du maréchal Pétain. Toutes les demi-heures retentissait l'Appel du 18 juin. A 16 heures, M. Jacques Chirac est venu poser pour une « photo de famille » composée des personnalités qui ont marqué la radio depuis la Libération.

A 17 heures, M. Mitterrand, qui avait fait déposer en début d'après-midi une gerbe de fleurs sur la tombe du général de Gaulle à Colombey-les-Deux-Églises, a déposé la plaque commémorative de l'Appel apposée sous l'Arc de Triomphe. Le texte historique a été lu par M. Maurice Schumann.

Deux heures plus tard, c'est au mont Valérien que le président de la République a rendu hommage, comme chaque année le 18 juin, au chef de la France libre et aux combattants de la Résistance. M. Mitterrand s'est recueilli en présence du gouverneur militaire de Paris dans la crypte, devant les dix-sept tombes dont l'une attend la dépouille du dernier compagnon de la Libération qui disparaîtra.

Fausse note dans cette journée de l'hommage et du souvenir : des monuments à la mémoire du général de Gaulle ont été dégradés dans plusieurs communes de la Seine-Saint-Denis. Au Raincy, où une stèle a été déterrée et des incenseuses, le conseil municipal a décidé de garder symboliquement le monument toute la nuit de lundi à mardi.

La célébration du 18 juin a été un point fort de l'évocation du général de Gaulle. Mais de nombreuses expositions inaugurées récemment se poursuivront, notamment à Paris. D'autres manifestations auront lieu jusqu'à la fin de l'année puisque 1990 marque tout à la fois le centenaire de la naissance du général de Gaulle, le cinquantième de l'Appel du 18 juin et le vingtième anniversaire de sa mort, le 9 novembre 1970.

ANDRÉ PASSERON et CHARLES VIAL
(Lire page 12 : « De Gaulle vu de l'étranger ».)

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

Grands chefs

Si vous saviez dans quelles conditions on les accueille à La Baule, les potentats africains ! Minable. Ça a beau nous coûter la bagatelle de 70 millions, chiffre officiel, ils vont en baver, forcément, ils sont pas habitués. Déjà que le père Bongo râle au dernier sommet à Casablanca : qu'est-ce qu'on est venu foutre ici, je cite, là, je sais pas où il sera logé, à l'Hermitage ou au Royal, mais bon, comparé à un palais, le palace, c'est pas la classe.

Ils seront trente et un chefs d'Etat et de gouvernement. Houphouët et Mobutu se sont excusés, boulot, santé, révoltes à mater, étudiants à massacrer. Ils envoient un sous-fifre.

Trente et un à se partager, avec leurs suites, trois cent quarante chambres 5 étoiles. Sans compter les modestes villas louées 120 000 F, oui, vous avez bien lu, pour deux nuits. Non, qu'est-ce que je raconte, pas trente et un, trente ! Comme on ne lui a pas trouvé un château assez grand, le roi Hassan préfère abriter Sa Majesté loin des regards indiscrets dans un superbe yacht ancré à Saint-Nazaire. Quant à mon Mimi, il s'est carrément réservé le castel Marie-Louise et ses dépen-

dances. Toute la ville est en état de siège. Des navires de guerre sillonnent la baie survoltée par l'habituel ballet des hélicoptères. On a enlevé les dos-d'âne, qui ralentissent la circulation sur le bord de mer, pour laisser passer, sirènes hurlantes, le défilé des limousines, escortées par des centaines de motards en tenue d'été.

Sans parler des milliers de CRS, de gardes du corps et de policiers. Baignade interdite, ça va de soi.

Et attendez, il a fallu remplacer la façade vitrée de l'Atlantique entièrement redécoupe de neuf, où se tiendront les réunions, par des vitres blindées. Un attentat, pardon un accident, est si vite arrivé ! C'est vrai, ils sont un peu nerveux, en ce moment, les mecs au Gabon, en Côte-d'Ivoire, au Niger... Alors, si par hasard il y en avait un qui réussissait à se faufiler à travers tous ces contrôles, tous ces barages, on a installé un bloc opératoire supplémentaire au centre hospitalier de Saint-Nazaire.

Ce matin, à France-Info, ils se marraient en racontant qu'un de ces grands chefs en avait amené un autre, de chef cuisinier. Et pourquoi pas un goûteur ? Il a bien raison. Deux précautions...

Les Français prêts à payer pour la protection de l'environnement

Les problèmes d'environnement viennent au deuxième rang derrière le chômage dans l'échelle des préoccupations des Français, avant l'insécurité et le racisme, si l'on en croit un sondage CSA-ministère de l'environnement publié le 17 juin. 64 % des personnes interrogées seraient d'accord pour payer des impôts supplémentaires, à condition que ceux-ci soient effectivement dépensés pour la protection de l'environnement.

Enfin, d'après ce sondage, effectué avant la publication du « plan vert » (Le Monde du 16 juin), M. Brice Lalonde, secrétaire d'Etat à l'environnement, apparaissait comme le meilleur porte-parole de l'écologie pour 31 % des Français, 17 % se prononçant plutôt pour M. Antoine Waechter, leader des Verts.

Bataille navale entre écologistes et pêcheurs bretons. – Au cours de la nuit du lundi 18 au mardi 19, un incident qualifié de « violent » a opposé des plongeurs du *Sirius*, navire de l'organisation internationale Greenpeace, aux équipages de plusieurs thoniers bretons pêchant au large du Cap-Finistère (Espagne). En prenant des images sous-marines, les écologistes voulaient prouver que les filets verticaux ne capturent pas seulement des thons, mais d'autres espèces comme les dauphins, les requins et même les baleines, et que ces engins doivent être interdits. Les pêcheurs bretons ont demandé au gouvernement d'assurer leur sécurité. – (AFP).

Un avion d'Aeroflot détourné sur Helsinki

Un avion des lignes aériennes intérieures soviétiques Aeroflot s'est posé mardi 19 juin à Helsinki après avoir été détourné, ont annoncé les autorités de l'aéroport de Stockholm-Arlanda. L'appareil, qui assurait la liaison Minsk-Mourmansk, transportait cinquante-neuf personnes. On ignorait, mardi en milieu de journée, qui étaient les pirates de l'air et leurs motifs. – (AFP, Reuters).

Bouygues renforce ses participations en Suisse

Le groupe Bouygues vient de signer avec les représentants de la société Enserch Corp. (qui exerce ses activités dans le secteur pétrolier et dont le siège est au Texas) et ceux de l'Union des Banques suisses un accord ayant pour objet l'achat de 85 % du capital de Losinger AG. Losinger, dont le siège est à Berne, annonce un chiffre d'affaires de 3 milliards de francs français réalisés à plus de 60 % en Suisse dans tous les secteurs du bâtiment et des travaux publics. La société VSL, filiale à 100 % de Losinger, est, notamment, le leader mondial de la précontrainte et des procédés spéciaux de construction.

Bouygues acquiert ainsi l'un des trois principaux constructeurs suisses, les deux autres « grands » du secteur étant Zschokke et Marti. Avant cette acquisition, Bouygues réalisait environ 500 millions de francs français de chiffre d'affaires en Suisse.

L'ESSENTIEL

SECTION A

La préparation du Conseil européen de Dublin

Les ministres des affaires étrangères n'ont pas encore abordé le débat sur l'union politique... 7

La répression en Roumanie

Trois dirigeants du mouvement de contestation ont été inculpés... 7

Comité central du PCF

Un bilan des nouvelles adhésions... 10

Le PS en l'an 2000

M. Charzat prépare le nouveau projet des socialistes... 10

Diagonales

« Ti-ti-ta-ta », par Bertrand Poirot-Delpech... 12

SECTION B

Enquête sur la justice italienne

Réforme de l'instruction, nouveau code pénal... les magistrats de la péninsule condamnés à réussir... 13

Intégration « tranquille » à Mulhouse

La ville alsacienne multiplie les initiatives pour insérer les immigrés... 14

Mondiale

La Roumanie septième pays qualifié. Les Camerounais sollicités par les recruteurs européens... 16

Le Musée d'art moderne de Nice

Boycottages et polémiques avant l'inauguration... 17

Les collines inspirées de la Défense

Les bâtiments qui encadrent la Grande Arche de la Défense ont été inaugurés le 18 juin. Ils sont signés Buffi et Lenormand... 17

Crise chez les catholiques suisses

Le plus grand diocèse de l'Eglise catholique en Suisse réclame la démission de son évêque... 22

SCIENCES • MÉDECINE

• La sixième conférence internationale sur le sida • Les saisons du

nucléaire • Chefs-d'œuvre en Syrie

pages 19 à 21

SECTION C

Libéralisation du transport aérien

Les Douze veulent renforcer la concurrence... 25

Surendettement

41 000 dossiers transmis aux commissions Neiertz depuis trois mois... 25

Les projets de Renault en RDA

Un réseau complet de concessionnaires d'ici la fin de l'année... 26

Travail précaire

La commission veut organiser une réglementation européenne... 27

Technologies

Chaussettes au crabe, une nouvelle utilisation pour les carcasses de crustacés. Un automate pour casser les noix de coco... 30

Antenne 2 : retour à l'équilibre ?

La chaîne publique veut combler son déficit et passer à la contre-offensive en commercialisant son stock de programmes... 31

Les comptes de Paribas

3,4 milliards de francs de résultats nets en 1989... 46

Services

Abonnements	21
Annonces classées	32 à 46
Carnet	31
Marchés financiers	46-47
Météorologie	24
Mots croisés	24
Radio-Télévision	22
Spectacles	23

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 19 juin 1990 a été tiré à 508 004 exemplaires.

BOURSE DE PARIS

Matinée du 19 juin

Recul

Une nouvelle fois la baisse a été au rendez-vous mardi matin à la Bourse de Paris. Toutefois, le mouvement a tendu à se ralentir. En baisse de 0,79 % à l'ouverture, l'indice CAC 40 n'accusait plus vers 11 heures qu'un retard de 0,57 %.

Parmi les valeurs les plus éprouvées, citons Fives-Lille, Auxiliaire d'Entreprises, Navigation mixte, Exor, groupe de la Cité, Nouvelles Galeries, Salomon, St-Louis, Marine Wendel, Essilor.

Hausse de SADE, Sogeval, centrest, Penhoet, Béguin, Eurocom, La Redoute, Prêtatibail, Colas, Via-Banque, SCOA.

Depuis 1894
DE LA SIMPLE RETOUCHE
AU PLUS BEAU VÊTEMENT
avec la garantie
d'un grand maître tailleur
COSTUMES MESURE
à partir de 2 350 F
PANTALONS 780 F VESTONS 1 570 F
3 000 tissus
Luxeuses draperies
anglaises
Fabrication traditionnelle
TAILLEURS, JUPES, VESTES
MANTEAUX et PARDESSUS
UNIFORMES et INSIGNES MILITAIRES
LEGRAND Tailleur
27, rue du 4-Septembre, Paris - Opéra
Téléphone : 47-42-70-61
Du lundi au samedi de 10 h à 18 h

TAPIS PERSANS FAITS MAIN points noués soldés à

ARABES 307 x 183 31.000 F = 15.500 F
KERMAN 161 x 131 13.000 F = 6.500 F
HAMADAN 175 x 107 5.000 F = 2.500 F
SERIKER 160 x 145 11.000 F = 5.500 F
et 30 % ISFAHAN laine et soie
158 x 107 31.000 F = 11.700 F

MAISON DE L'IRAN 65, Champs-Élysées (8°)

Le Français en retard d'une fenêtre

Nos voisins d'outre-Rhin les changent trois fois plus que nous. Pour lutter efficacement contre le bruit, le froid et les effractions, ISO-FRANCE-FENETRES vient poser dans la journée ces fenêtres qui sont la clé du confort. La technique exclusive du premier spécialiste parisien permet de gagner aussi en clarté. Garantie dix ans. Devis gratuit. Magasin d'exposition 111, rue La Fayette (10°) – M° Gare-du-Nord. Tél. 48-97-18-18.

MASTERS SPECIALISES GRENOBLE

MASTERE EN MARKETING INTERNATIONAL DES TECHNOLOGIES AVANCEES

destinée aux ingénieurs. Co-produite avec l'INPG.

MASTERE EN MANAGEMENT TECHNOLOGIQUE

destinée aux diplômés BAC + 5.

MASTERS SPECIALISES - 27, RUE PIERRE SEMARD - 38000 GRENOBLE
TEL. 76.48.05.33 - SERVEUR TELEMATIQUE 3615 ESC